HUIT MOIS

EN AMÉRIQUE

LETTRES ET NOTES DE VOYAGE

1864 — 1865

XI.

BALTIMORE, UNE VILLE DU SUD. — PHILADELPHIE. — NÉGOCIATIONS PACIFIQUES.

Baltimore, 31 janvier 1865.

J'arrive de Washington (1), et je viens, suivant ma coutume quand je débarque dans une ville nouvelle, de me promener à l'aventure à travers Baltimore pour en observer la physionomie. J'ai achevé mon voyage de découverte par une ascension au monument de Washington, qui s'élève au plus haut sommet des collines sur lesquelles la ville est bâtie, dans le quartier élégant de Mount-Vernon-square et de Charles-street. C'est, au centre d'un square en forme de croix grecque, incliné vers le sud, un massif carré de maçonnerie sur lequel se dresse une grande colonne toute nue dominée par une statue colossale de Washington. Le socle porte diverses inscriptions où il est parlé du grand homme lui-même et de l'état du Maryland, qui lui dédie ce monument. Le gardien

(1) Voyez la *Revue* du 1er février.

allume une lanterne, et je gravis dans l'obscurité, comme un mineur, l'étroit escalier en spirale qui conduit au sommet de la tour. D'en haut, les maisons avoisinantes s'abaissent, s'effacent presque; les passans paraissent comme des points noirs. C'est vraiment une vue à vol d'oiseau, au-dessus de la région des hirondelles. Suspendu sur le chapiteau renflé de la colonne, avec le vide sous ses pieds, on éprouve involontairement la crainte qu'un coup de vent ne renverse cette haute tige isolée, dont l'équilibre paraît si précaire. Le panorama d'ailleurs est admirable. Les maisons rouges de la ville s'étendent au loin vers le sud; elles s'étagent en amphithéâtre le long des molles collines qui bordent la Chesapeake et qui se creusent çà et là d'un vallon rapide où maisons et rues semblent s'effondrer. Cent clochers, flèches, tours, beffrois, avec leurs masses agrandies par le brouillard du soir, dressent leurs aiguilles brunes ou grises sur cette mer ondulée. A gauche, le port avec sa forêt de mâts hérissés, le golfe et sa blanche étendue qu'embrassent de lointains promontoires, en face la rivière Patapsco, où se meuvent de minces lignes noires déroulant après elles de légères colonnes de fumée; — à droite enfin, les collines et les campagnes enveloppées de neige, bordées seulement de silhouettes noires, mais gardant encore sous ce froid vêtement un air de grâce et de gaîté, — voilà la moitié du panorama de Baltimore. Au nord, les maisons s'éclaircissent, les rues s'interrompent ou se continuent en longues lignes droites à travers les faubourgs inachevés. Un petit cours d'eau serpente au fond d'une vallée arrondie; des usines, des cheminées fumantes, les longs toits couleur de brique des magasins et des manufactures, parlent d'une industrie jadis active, mais étouffée à présent par la concurrence de ces *Yankees* entreprenans qu'on tient à Baltimore en si grand mépris, sans doute parce qu'ils sont des rivaux si dangereux. Divers bruits confus s'élèvent et planent sur la ville: j'y distingue le grondement d'airain et la cloche perçante des locomotives; on les voit courir au fond de la vallée, semblables à de gros insectes luisans et bardés de fer. Il y a un plaisir singulier à voir ainsi s'agiter en miniature, comme une fourmilière, ce monde où vivent deux cent mille âmes.

Descendons maintenant de notre perchoir aérien, et promenons-nous un peu à travers la ville. Voici d'abord le quartier aristocratique avec ses belles *résidences* à l'anglaise, ses squares et ses rues bâties tout entières sur le plan uniforme des maisons américaines de vingt-cinq pieds sur cent. Il y règne un grand silence et comme un grand sommeil. Des femmes bien mises sont assises aux fenêtres du rez-de-chaussée, et regardent défiler à travers leurs vitres les rares passans de la rue. Ceux-ci sont tous élégamment vêtus, de

bonne tournure, beaucoup d'entre eux en grand deuil, et tous ont un air d'oisiveté ennuyée. La gaie société de Baltimore a reçu un grand coup dans la guerre civile. Divisée contre elle-même, sombre et irritée, décimée par des pertes innombrables et douloureuses, aigrie par les discordes politiques qui déchirent les familles, vaincue enfin et domptée par les victoires du parti de l'Union, elle a les façons des aristocraties détrônées, et elle attend dans une réserve fière une revanche qui ne viendra jamais. La haute ville, en somme, a l'air d'un tombeau. Un à un, les promeneurs solitaires sortent de leurs maisons pour prendre l'air. J'ai rencontré, dans Charles-street, deux ou trois fois les mêmes personnes qui arpentaient la rue au hasard. Cette flânerie n'est pas commune en Amérique, et indique un état social tout différent de celui du nord. Baltimore au fond est une ville du sud; elle en a l'inertie, le sommeil immobile, — auquel viennent s'ajouter aujourd'hui les deuils privés et publics, et cette résistance hautaine, mêlée de terreur, qu'affectent toujours en temps de révolution les vaincus incorrigibles. Cette aristocratie de l'esclavage ne vivait autrefois que par les amusemens et les plaisirs : les malheurs publics, au lieu d'exciter son énergie, la frappent d'impuissance et la paralysent.

A mesure qu'on descend vers la basse ville, les rues se peuplent et s'animent. Charles-street est déjà bordée de boutiques, le commerce s'en empare. Voici enfin le *Broadway* de Baltimore, une large rue pleine de mouvement, qui rappelle les autres grandes villes de l'est. C'est ici le règne de l'étranger, de l'émigrant, du *Yankee*, qui, bravant la répulsion de ses frères hautains et oisifs des états du sud, est venu, comme en pays conquis, s'emparer d'un commerce qu'ils négligent. Ceux-ci le traitent un peu comme la féodalité traitait les Juifs et les Lombards, ou la noblesse les procureurs; mais qu'importent les prétentions vieillies d'une caste impuissante? Les Juifs et les Lombards, avec leur or, n'en ont pas moins dominé le monde; les marchands de Venise ou de Hollande n'en ont pas moins dicté des lois à l'Europe. — Et quant à ces avocats, à ces procureurs tant bafoués de l'ancien régime, ils n'en sont pas moins devenus la classe dominante, la seule avec laquelle les gouvernemens aient à compter, tandis que les dédaigneux obstinés, aussi impuissans qu'inutiles, sont comme des émigrés volontaires et des exilés à l'intérieur, exclus de toute participation à la vie matérielle, politique et même intellectuelle du pays. C'est ainsi que les *Yankees*, après la conquête militaire du sud, en feront la conquête pacifique, — conquête inévitable, prévue d'avance, et que les gens du sud, en essayant de la repousser par la guerre, ont rendue plus prompte et plus radicale. Qu'on ne parle pas de

tyrannie et de spoliation : c'est la force des choses, c'est la justice des événemens qui l'a voulu. L'influence ne s'éternise jamais dans les classes oisives et inutiles; le haut du pavé est à qui sait le prendre, à qui seul le mérite : il reste toujours au plus énergique et au plus actif.

Sauf cette rue commerçante, le bas Baltimore est laid et sordide, comme le bas New-York. Des ruelles étroites et boueuses découpent irrégulièrement les vastes massifs que séparent les grandes rues. Le dessin même en est fantasque et tortueux. C'est le quartier des matelots, des nègres, des *castaways*, et en général de toute la population pauvre de la ville. Je tourne au hasard vers la droite, et Liberty-street me ramène droit à mon hôtel. — A demain un coup d'œil rapide à l'intérieur de la société de Baltimore. Avant de vous introduire dans la ville morale, j'ai voulu vous montrer la ville de brique et de plâtre, et nous ne la quitterons pas sans faire un second tour de découverte au-delà de la grande rue, vers les lointains quartiers du sud.

Ils sont bruyans, encombrés, boueux, et plus semblables qu'ailleurs à nos ports de mer européens. Les vaisseaux y mouillent dans des bassins creusés de main d'homme et bordés de quais comme au Havre ou à Marseille. Je ne sais quel air méridional y rappelle cette dernière ville. Une nombreuse population noire, toujours originale dans sa laideur, y donne du pittoresque à la saleté même. Plus loin s'étend un quartier aux rues larges, aux maisons basses et misérables, occupées par la partie pauvre et émigrante de la population. La langue allemande y domine, et la platitude de ce faubourg me ramène en hâte vers la haute ville. Il n'y a dans l'architecture des maisons de Baltimore qu'un seul trait remarquable et caractéristique : elles sont souvent ornées du haut en bas de grandes *verandahs* en fer moulé, travaillées à jour, avec des colonnettes, des entablemens et des dentelles de fonte, et formant à chaque étage un grand balcon circulaire. Telle est la façade de l'hôtel Barnum et de plusieurs autres édifices qui veulent être élégans. On dit cette ornementation fort commune à Charleston, à Savannah, à Augusta et dans les autres cités du sud, surtout dans les quartiers aristocratiques, où les habitations entourées de jardins, avec leurs balustrades entrelacées de vigne et de fleurs grimpantes, donnent aux villes mêmes un air de gaîté champêtre.

1er février.

Grand et glorieux événement! Hier soir, à l'heure même où je me promenais dans Baltimore, l'amendement constitutionnel abolissant l'esclavage était voté triomphalement au congrès, parmi les trépi-

gnemens et les cris de joie d'une foule immense. Cette victoire toute pacifique vaut bien la prise de Savannah ou celle même de Richmond. Les succès des armées fédérales n'abattent que la puissance matérielle de la rébellion : l'amendement à la constitution en détruit la cause même et rend à jamais impossible une rébellion nouvelle. La rébellion n'est après tout, comme l'a dit M. Sumner, que l'esclavage en armes, et l'union ne deviendra sûre que le jour où l'esclavage sera bien déraciné. Il n'y a de salut pour le pays que dans la mesure à la fois sage et radicale dont le congrès donne en ce moment l'exemple, et dont la nouvelle soulève d'un bout de l'Amérique à l'autre un bruit d'universelle acclamation.

Pour que l'amendement devienne la loi du pays, il reste encore à le faire sanctionner par les trois quarts des législatures d'états. C'est une affaire de temps, et l'adoption définitive de l'amendement est aussi certaine que la victoire des états du nord. Depuis cinq ans, le courant des opinions et des choses a poussé constamment de ce côté. Les abolitionistes, dédaignés autrefois comme une minorité factieuse, ont pénétré d'abord dans le sénat; ils ont envahi la chambre des représentans, rallié les républicains, converti les deux tiers du congrès à leur politique. Ils se sont élevés insensiblement sur le flot de l'opinion publique, si bien qu'à présent ils sont devenus la majorité du pays, et qu'ils poussent à leur gré le vaisseau du gouvernement. Les démocrates mêmes commencent à les suivre. S'il surgit plus tard un nouveau parti conservateur et héritier du nom de démocrate, ce ne sera plus qu'un fils illégitime de celui dont vous voyez aujourd'hui la dissolution et la déroute. Cette démocratie régénérée pourra peut-être un jour relever le drapeau libéral contre un radicalisme trop exigeant et trop unitaire; mais ce ne sera qu'après avoir abdiqué l'esclavage, souscrit sincèrement aux conquêtes de l'abolitionisme et reconnu solennellement le droit qu'a le gouvernement national de maintenir l'unité du territoire en répondant par la guerre à l'insurrection (1).

(1) On sait qu'aujourd'hui même, et depuis deux mois, le vote des législatures de la Caroline du Sud, de la Caroline du Nord et de la Georgie a donné force de loi à l'amendement constitutionnel en complétant le nombre des vingt-sept états qui devaient y adhérer, et que l'esclavage, aboli déjà de fait dans la plupart des états du sud, a cessé d'y exister légalement. Chose étrange, le vote de l'amendement a rencontré plus de résistance dans certains états du nord et dans certains *border-states*, où cependant la cause de l'Union comptait de nombreux défenseurs, que dans les états du sud, courbés par leur défaite et pressés de remplir les conditions mises par le président Johnson au retrait des gouverneurs provisoires. Les états de New-Jersey, de Delaware, du Kentucky même (qui cependant avait failli l'année précédente abolir l'esclavage par mesure locale et dans l'intérieur de l'état, pour sortir de l'anarchie d'une demi-émancipation, aussi funeste aux propriétaires blancs qu'aux travailleurs nègres), se sont

L'amendement constitutionnel n'est d'ailleurs qu'un premier pas dans la voie de progrès égalitaire et d'assimilation nationale où la force même des choses entraîne l'Amérique. Les radicaux qui l'ont rédigé y ont introduit à dessein une clause élastique qui leur permet à l'avenir d'en étendre les conséquences et d'en imposer l'application. « Il n'existera plus, dit le paragraphe premier, ni aux États-Unis ni en aucun lieu soumis à leurs lois, d'esclavage ni de servitude involontaire, si ce n'est comme punition d'un crime dont la personne réduite en servitude aura été bien et dûment convaincue. » Et le second paragraphe ajoute : « Le congrès aura le pouvoir de fortifier cet article et de le mettre en vigueur par une législation appropriée. » Voilà donc la porte ouverte aux réformes radicales.

Il ne suffit pas en effet, pour émanciper la race noire, de rebâtir le frontispice des constitutions et de changer pour ainsi dire le costume de l'esclavage. Le jour où les états du sud, vaincus et pacifiés, auront souscrit à la grande réforme, il faudra encore abolir toute une législation barbare née avec l'esclavage et faite pour le perpétuer. Qu'importerait le mot de liberté, si l'on devait maintenir et renforcer toutes ces lois de détail qui en feraient une autre forme de la servitude? A quoi bon proclamer l'abolition, si les noirs doivent être ensuite exclus de la société politique et civile, écartés systématiquement des écoles, bannis des cours de justice, pourchassés comme des bêtes sous prétexte de vagabondage et de mendicité, internés de force dans les plantations, asservis à leur ancien labeur sous le nom de travailleurs libres, mais pour des salaires dérisoires et fixés par leurs anciens maîtres, — fouettés, maltraités, exposés sans défense à tous les caprices des blancs? Il faudra bien qu'on les protége contre la brutalité d'un maître dépossédé qui sera devenu pour eux un ennemi, et c'est ce que le congrès entend faire, si les

obstinés jusqu'au bout à en refuser l'adoption. Ce qui est maintenant acquis, c'est qu'avant même d'avoir été décidément ratifiée par le vote des états du sud, l'abolition de l'esclavage était un fait accompli. Les anciens partis se sont réorganisés sur des *plateformes* nouvelles. Il s'agit seulement de savoir si le dernier mot restera aux *démocrates*, qui veulent la réadmission pure et simple, sans condition, des députés du sud dans le congrès, et l'abandon des noirs affranchis au bon plaisir de leurs anciens maîtres, — aux *radicaux*, qui veulent obtenir pour les noirs l'égalité absolue dont le droit de suffrage est le symbole, traiter jusque-là les états du sud en *territoires* et en pays conquis, et payer même la dette contractée pendant la guerre avec le produit d'une confiscation générale de tous les biens des rebelles, — ou enfin aux républicains modérés, qui, avec le président Johnson à leur tête, se contentent d'exiger du sud les garanties indispensables pour la liberté des noirs, en laissant à l'avenir le soin de développer pacifiquement les principes dont la violente application serait dangereuse. Le retour au passé n'est plus possible, et quelle que soit, des modérés ou des radicaux, l'opinion qui l'emporte cette année, chaque jour sera marqué par un progrès nouveau dans le sens de l'égalité.

états du sud ne se décident pas d'eux-mêmes à entourer de garanties sérieuses la liberté des affranchis. La seconde partie de l'amendement constitutionnel lui réserve ce droit nécessaire, et prépare même aux radicaux un prétexte sérieux à l'extension du droit de suffrage aux noirs, s'ils prouvent qu'il soit indispensable de leur donner le pouvoir politique pour en faire véritablement des hommes libres (1).

Peut-être bien sera-t-on forcé d'en venir là. Il y a dans les états du sud tout un système d'institutions politiques et sociales, tout un réseau d'habitudes et de traditions morales qu'il faut détruire avant de se flatter d'avoir affranchi les noirs. L'esclavage y a façonné les lois et les consciences, il s'est enraciné dans la vie privée, et il sert de fondement à toutes les distinctions sociales. La comparaison du nord et du sud est un des spectacles qui font le mieux comprendre la souveraine importance et l'influence incalculable des questions sociales sur le jeu des institutions politiques. Voilà deux pays qui jouissent en apparence d'institutions démocratiques et républicaines à peu près semblables, et qui sont peuplés par des hommes de même race et de même famille. Le principe de la démocratie règne d'une manière aussi absolue dans les états du sud que dans les états du nord; les libertés y sont les mêmes, les lois inspirées du même esprit, les formes du gouvernement surtout sont pareilles, et cependant il y a entre les deux pays des différences si profondes qu'un Américain distingue à première vue s'il est dans un état à esclaves ou dans un état libre. Déjà Tocqueville, il y a trente ans, signalait cette différence alors que, naviguant sur l'Ohio, il entendait d'un côté le bruit des cités, le murmure de l'industrie et de l'activité humaine, et ne voyait de l'autre que la solitude, la sauvagerie et la mort.

C'est l'esclavage qui condamne le sud à cette immobilité fatale. Si le sud n'a jusqu'à présent qu'une richesse agricole, c'est que l'agriculture peut seule y fleurir avec la routine du travail esclave. On n'y connaît que deux genres de valeurs, la terre et le bétail humain qui sert à l'exploiter. Encore les terres, n'étant pas disputées par la concurrence du travail libre, n'ont-elles d'autre valeur que celle des esclaves qu'on y établit. La seule richesse véritable dans les états du sud, c'est donc l'esclave lui-même, seul instrument de travail et seul agent de production. Les plus opulens planteurs du sud

(1) C'est ce que comprennent fort bien les états du sud, et c'est pour cela que plusieurs d'entre eux ont volontiers aboli l'esclavage par mesure locale, sans pourtant se décider facilement à l'adoption de l'amendement constitutionnel. Quelques-uns même, et entre autres celui de Mississipi, ont ratifié le premier article de l'amendement et repoussé le second.

n'ont pas souvent des capitaux : ils sont obligés d'en emprunter aux financiers et aux négocians du nord sur le profit des récoltes futures. Ceux-ci ne pouvaient les leur prêter qu'à des conditions onéreuses, car tout commerce est difficile dans un pays perdu, sans voies de communication praticables, où le seul débouché possible est quelquefois une rivière qui n'est point navigable tous les ans. Aussi les terres sont-elles souvent hypothéquées, et les produits vendus d'avance. Ces grandes fortunes territoriales d'apparence si solide sont presque toutes minées par la base et près de tomber comme des châteaux de cartes. On s'en aperçoit à la mort du maître, quand les créanciers s'abattent sur les biens de la famille et vendent indistinctement les choses, les bêtes et les hommes à une meute de spéculateurs avides accourus comme des loups à la curée. Ces catastrophes sont fréquentes dans les familles des grands planteurs du sud, et c'est alors que se montre dans toutes ses horreurs la sainte et patriarcale institution de l'esclavage.

Tant que l'esclave vit à côté du maître, sur la plantation même où il est né, sa condition n'est certes pas digne d'envie : elle participe de celle de la bête de somme et de celle du galérien; on le parque, on le mène en troupeau, on le fait travailler à coups de fouet, on l'accouple au gré de ses maîtres, on lui refuse toute éducation religieuse, intellectuelle ou morale, et vous savez qu'il y a dans les états du sud des lois sévères qui interdisent même d'apprendre à lire à un nègre; si enfin il tente de s'enfuir, on le chasse à coups de carabine, avec des chiens féroces dressés à le poursuivre; on le bat ou bien on le tue sans autre forme de procès. Cette justice patriarcale est la seule en usage et la seule possible dans un pays où sans doute la lettre de la loi prétend défendre la vie de l'homme noir contre les fantaisies homicides de l'homme blanc, mais où l'opprimé n'a pas le droit de se plaindre et d'en appeler aux lois (1). L'esclave, en un mot, n'est plus un membre de la famille humaine, il dépend tout entier de la douceur ou de la dureté du maître; mais il peut jouir quelquefois de la félicité modeste du bœuf bien nourri, qui se dédommage en ruminant sur sa litière des fatigues de la journée; il peut même espérer la condition bienheureuse d'un cheval ou d'un chien familier, docile et choyé du maître. Ceux qui ont vécu dans les états du sud disent que les esclaves des planteurs sont leur famille à plus d'un titre; les uns par plaisir,

(1) On sait que l'ancienne législation des états du sud refusait aux gens de couleur le droit d'ester et de témoigner en justice contre un homme blanc. Celles même des nouvelles législatures qui ont repoussé cette odieuse exception n'autorisent encore la présence des noirs dans les tribunaux que lorsqu'il s'agit des intérêts d'un homme de couleur.

les autres par calcul et par avarice, ils travaillent, dit-on, assidûment à augmenter ces familles d'un produit qu'ils vendront plus tard. Plusieurs de ces grands propriétaires aristocrates sont de véritables éleveurs d'hommes qui utilisent même leurs plaisirs; la plupart ont dans leur maison, à côté de la famille légale, une ou deux familles plus ou moins clandestines où ils recrutent leurs serviteurs intimes, et l'on cite plus d'un *gentleman* de noble race qui a pour *body-servant* (espèce de valet de chambre ou d'écuyer servant qui ne quitte jamais son maître) un frère ou un fils resté son esclave. Au bout de plusieurs générations, cette race de serviteurs héréditaires est devenue presque blanche : alors, si le chef de famille est généreux, il les fait élever, les affranchit, les envoie en Europe pour les soustraire au préjugé de la naissance et de la couleur; mais il ne prend pas toujours cette peine, et l'on a vu plus d'une fois, à la mort du père, des jeunes gens élevés en maîtres se réveiller esclaves d'un héritier jaloux ou avide, des jeunes filles qui avaient grandi dans toutes les délicatesses de la vie moderne tomber aux mains d'une belle-mère irritée qui les vendait par vengeance aux jeunes ou vieux débauchés des villes.

Ce que l'esclave redoute le plus, c'est d'être ainsi vendu en servitude lointaine; alors tous les souvenirs, toutes les affections, tous les liens de famille sont brisés sans retour, le mari est séparé de la femme, on arrache les petits enfans des bras de la mère. L'esclave qui roule ainsi de par le monde sans se fixer jamais perd bientôt toute foi, toute conscience, et se décourage de contracter des unions durables. Son maître d'ailleurs n'est pas moins dénaturé que lui-même : le grand Jefferson, pressé de dettes, avait mis ses esclaves en coupe réglée et vendait ses propres enfans. Je sais un riche planteur qui avouait naïvement et sans embarras qu'il avait fait de même. « J'en ai tant! disait-il; est-ce que je puis les garder tous? » Il faut aller en Chine ou en Turquie pour trouver de pareilles mœurs! Encore les Chinois qu'on accuse de noyer leurs enfans, les Turcs qui les abandonnent et les envoient mendier leur vie, n'ont-ils pas conçu l'horrible pensée de les vendre pour de l'argent. Les défenseurs de l'esclavage croient se tirer d'affaire en disant qu'après tout ces atrocités sont rares; il est heureux que la nature humaine, si pervertie qu'elle soit par les lois et les usages, ne les permette pas souvent! Elles n'en sont pas moins dans l'esprit de l'esclavage et dans les nécessités d'une institution qui permet de faire de la paternité un trafic infâme.

C'est surtout quand la loi met la main sur les fortunes privées qu'il faut venir admirer l'institution patriarcale! La loi ne connaît ni tendresses cachées, ni liens d'affection secrète; elle développe

impitoyablement dans toute sa rigueur la logique de l'institution. Il faut assister à ces enchères publiques où hommes, femmes, enfans, vieillards, depuis le nègre grossier qui ne sait que manier la hache jusqu'à la blanche et gracieuse fille élevée sous les yeux du père, viennent s'exposer tour à tour sur la table infâme aux yeux des connaisseurs en même temps que les chevaux ou les meubles de la maison! On voit alors accourir tous les hommes de proie : au premier rang, ce marchand d'esclaves, toujours armé d'un fouet énorme, de deux pistolets chargés et d'un large coutelas, joyeux et effronté personnage qui plaisante et blasphème à haute voix. Il palpe, il dévisage, il débat les prix, il destine cette vieille femme au champ de coton, ce grand gaillard robuste aux rizières, cet autre au travail meurtrier des *swamps*, cette autre enfin, une enfant de quinze ans, au grand marché central de la Nouvelle-Orléans, où il espère en tirer ses 3,000 dollars. Tout à l'heure, quand son butin sera fait, vous le verrez s'acheminer à cheval, le fouet levé, poussant devant lui son troupeau de prisonniers qui marchent tristement, enchaînés quatre à quatre, vers le lieu inconnu de leur éternel exil.

Voilà pourtant cet esclavage qu'on nous représente comme l'école de tous les sentimens chevaleresques et de toutes les vertus viriles! L'*aristocratie du sud*, comme elle s'est elle-même appelée, a deux ministres dévoués, le piqueur de nègres et le marchand d'esclaves. Ces deux estimables personnages sont ses favoris, ses commensaux, et se vantent d'avoir leur place marquée dans sa hiérarchie. Ils ont raison, puisque cette aristocratie tout entière n'a d'autre fondement que l'esclavage, dont ils sont les serviteurs nécessaires. Le pouvoir et l'influence de chacun, comme sa richesse, s'évaluent par le nombre de ses esclaves. Quant aux pauvres et aux gens de rien, ils trouvent un titre de noblesse ineffaçable dans la couleur blanche de leur peau. Nul ne se distingue avec plus d'orgueil des hommes noirs ou jaunes que ces *petits blancs* que leur dégradation physique et morale rapproche peut-être encore plus de la brute que les esclaves repoussés avec un si souverain mépris. Leur vanité de race est incroyable et pire même que celle des grands planteurs; chez eux bien plus encore que chez les *Yankees* leurs cousins, toutes les femmes sont des *ladies* et tous les hommes des *gentlemen*. Au fond de leurs huttes misérables, dans leurs haillons et leur saleté, couchant comme des pourceaux sur la terre nue, vivant comme les loups de chasse et de rapine, ou quêtant les aumônes de leurs voisins plus riches, ce sont pourtant des aristocrates, car ils se donnent le noble privilége de l'ignorance et de l'oisiveté. N'ayant guère pour tout bien au monde que leur cara-

bine et leur couteau, ils vivent, les bras croisés, dans une indolence superbe et se croient sincèrement bien supérieurs aux vils *Yankees*.

Les grands planteurs, qui appuient sur eux leur influence, les entretiennent soigneusement dans cet état de barbarie et d'abjection. Quoique victimes eux-mêmes de l'institution de l'esclavage et d'un état social qui les condamne à l'oisiveté et à la misère, ils s'en glorifient plus que personne et s'en montrent les plus acharnés défenseurs. On leur avait persuadé au début de la guerre que les *Yankees* ne sauraient pas se battre et que les gens du sud n'auraient qu'à se montrer pour vaincre. On leur avait dit et ils croyaient naïvement que le président Lincoln était un nègre, ainsi que tous les abolitionistes ses amis. Dans la plupart de leurs hameaux solitaires, ils n'ont ni écoles, ni églises, si ce n'est à dix ou vingt lieues. Les aventuriers *yankees* qui leur apprennent à chanter des psaumes ou à épeler leur alphabet sont tous de vils pensionnés de l'*aristocratie* qui leur prêchent ou leur enseignent ce qu'elle ordonne. Torpeur, ignorance, orgueil dans l'abjection et la misère, tout cela vient de l'esclavage et sert à l'entretenir. Quel progrès et quelle liberté possible avec une institution qui rend le travail infâme et pareil à la servitude?

On dit cependant qu'en apparence les mœurs de la société du sud sont les plus populaires et les plus démocratiques du monde. Le paysan à demi sauvage qui mendie à la porte du riche planteur lui parle avec la fierté d'un frère et d'un égal : il n'abdique pas son rôle de citoyen du peuple-roi. Parfois les gens de sa classe se réunissent aux *camp-meetings* pour hurler des hymnes, et aux *barbacues* (nom sudiste des *meetings* politiques) pour entendre des *stump-speeches*; en même temps on se grise, on se bat, on fait bombance, on vide en un jour le fond de sa bourse. Quand il y a des élections, le peuple entier y paraît en armes, les partis se font près des *polls* une espèce de guerre civile : on les dirait animés d'un farouche esprit d'indépendance; mais au fond ces saturnales ne sont pas sérieuses, et c'est l'aristocratie qui les soudoie. Les planteurs méprisent du plus profond de leur âme ce bas peuple dont ils se servent en lui laissant l'illusion d'une souveraineté vaine. Ils tiennent aussi sous leur main tous ces petits propriétaires bourgeois, habitans des petites villes, trop pauvres pour vivre de leurs rentes, trop indolens pour les accroître, possesseurs oisifs de quelques esclaves qu'ils louent aux grands propriétaires agriculteurs tout en vivant de leurs libéralités ou de leurs aumônes. Cette classe oisive et turbulente domine dans toutes les villes du sud, où elle forme une oligarchie des plus oppressives.

Elle fait la police des opinions, persécute les unionistes, expulse les ennemis de l'esclavage, supprime, arrête, brûle les journaux et les livres qui viennent du nord, et exerce au profit de l'esclavage une insupportable tyrannie.

Telles sont les influences qui doivent tomber avec l'esclavage. Il y a en revanche dans les états du sud une classe nouvelle qui depuis vingt ans grandit en silence, c'est celle des *petits blancs* émancipés et enrichis par leur travail, devenus eux-mêmes propriétaires, mais cultivant le sol de leurs mains : ils ont fait longtemps la guerre à l'aristocratie sécessioniste et ne l'ont suivie qu'à regret dans cette révolte. C'est dans cette classe, comme dans celle des fermiers-laboureurs des états du nord, qu'est l'avenir de la liberté américaine, le salut de l'union fédérale. Laborieuse, indépendante, ne demandant qu'à être éclairée, recrutée sans cesse dans les états du nord, c'est à elle qu'il est réservé de fonder sur les ruines de l'esclavage la nouvelle société du sud.

2 février.

Si jamais j'ai regretté de quitter une ville, c'est ce soir en prenant congé de ceux qui m'ont si bien reçu à Baltimore. J'ai surtout à me louer de MM. Eaton et Morris, deux des hommes les plus considérés de la ville, excellens l'un et l'autre et parfaitement distingués. Ils sont tous les deux unionistes, quoique de nuances diverses et vus très différemment dans la société sudiste du pays. M. Eaton est un républicain, net et franc dans ses opinions, sans *si* et sans *mais*, voyant d'un œil juste et ferme, quoique modéré, les devoirs et les nécessités du moment. Il a soutenu M. Lincoln dans la dernière campagne électorale, il s'applaudit de la destruction radicale de l'esclavage, et, tout en le respectant malgré elle, la coterie sécessioniste de la ville le met à l'index comme un suppôt des *Yankees*. M. Morris est moins décidé, moins ferme dans sa politique. Ancien propriétaire d'esclaves, démocrate et mac-clellanite, gendre du sénateur sécessioniste Reverdy Johnson, beau-frère du député radical Winter Davis, mais tiraillé par d'autres amitiés et parentés sudistes, — c'est un de ces hommes qui regrettent plus qu'ils ne condamnent, et ne prennent qu'à contre-cœur le parti inévitable de la guerre, de l'émancipation et de la conquête. Son *credo*, c'est l'Union avant tout, l'intégrité de la nationalité américaine et son rétablissement à tout prix, mais non sans gémissemens de sympathie et de tendresse pour les chevaleresques aristocrates du sud. Il a soutenu la candidature de Mac-Clellan de concert avec les sécessionistes déclarés, mais dans l'espoir et avec la conviction que son candidat aurait à la fois la main plus douce et plus ferme, et qu'il ferait à la

fois mieux la guerre et mieux la paix. Il a ainsi un pied dans les deux partis : d'abord chez les républicains, dont il n'est qu'à demi l'adversaire, et parmi lesquels il compte ses meilleurs amis, ensuite chez les rebelles, à qui l'unissent d'anciennes relations de famille et de société et l'alliance passagère de la dernière élection. Les unionistes de la ville ne l'en comptent pas moins comme un des leurs, car ici la question ne s'agite pas, comme dans le nord, entre des partis politiques qui se proposent ou feignent de se proposer un même but par des moyens divers; elle s'agite ouvertement entre les patriotes et les ennemis déclarés de la nationalité américaine, qui ne déguisent même pas leur trahison. Il y a dans le peuple, dans la classe laborieuse et commerçante, un esprit d'*unionisme* qui pèse souverainement sur la balance électorale; mais les classes riches et brillantes ont pour mot d'ordre et en quelque sorte pour bon ton la haine aveugle et implacable des républicains et la conspiration permanente contre le gouvernement de leur pays.

M. Eaton m'a invité hier à dîner dans sa jolie maison de Mount-Vernon-square et dans son ménage de garçon, toujours si hospitalier pour les nouveau-venus. Nous étions six à table. Il y avait là un frère de M. Eaton, homme extrêmement franc, cordial et carré par la base, qui me déclara tout d'abord s'accorder aussi bien avec moi sur la politique française que je m'accorde avec lui sur la politique américaine. Il y avait aussi M. Kennedy, l'Everett ou le Motley de Baltimore, homme politique devenu homme de lettres dans la retraite, et dont j'avais mauvaise grâce à ignorer la grande réputation. Ancien ministre de la marine, ancien membre influent du congrès, mêlé à tous les événemens du temps passé, contemporain de Calhoun, de Webster et de Jackson, il est en même temps l'auteur d'une série de romans que les Américains mettent au premier rang de leur littérature. C'est déjà un vieillard de santé un peu chancelante, quoique d'extérieur encore robuste, avec sa barbe blanche, ses façons courtoises, sa figure ouverte, intelligente et bonne. Jamais homme ne m'a été à première vue plus sympathique. — Il nous a raconté des anecdotes vives, originales, — tant sur le président Jackson, cette grotesque et grossière figure, à qui les événemens ont fait une si grande place dans l'histoire, que sur les mœurs encore sauvages de la *chevalerie* du sud. Le *free fight* du Kentucky, ce jeu qui consiste à s'entre-tuer de bonne amitié après boire, dans une chambre close et obscure, — les duels publics où les deux combattans se donnent rendez-vous dans une auberge, et là, devant la foule assemblée comme à un spectacle, s'escoffient à coups de pistolet ou de poignard jusqu'à ce qu'il en reste un sur le carreau, — l'indifférence superbe de ces populations à demi barbares à la vie humaine, le

meurtre mis en honneur, — le devoir de verser le sang pour devenir un homme, — mille autres traits de cette société anarchique et violente dépeints avec une saisissante énergie me faisaient comprendre la brutalité sanguinaire des hordes du Missouri ou du Texas. Telles sont les mœurs féroces qu'engendre l'humaine institution de la servitude. Ce sont là les hommes qui enferment les prisonniers fédéraux dans des cloaques, sans abri, sans vêtemens, sans feu, sans pain, pour les y laisser pourrir comme un troupeau de chiens galeux, leur permettant à peine d'enterrer leurs morts et s'exerçant avec un plaisir sauvage à abattre des *Yankees*. Ce sont les hommes qui dans l'ouest ont fusillé par plaisir des populations entières et emporté les scalpes en trophées, ne laissant plus que des cadavres mutilés au milieu des villages en flammes; les hommes qui au Kentucky, au Tennessee, dans tous les *border-states*, ont pendu les patriotes pour intimider le parti de l'Union, et aujourd'hui même assassinent sous prétexte de rétaliation tous les anciens soldats qui tombent dans leurs mains. C'est le même esprit enfin qui anime les chefs du gouvernement rebelle lorsqu'ils encouragent, qu'ils ordonnent ces atrocités, et qu'ils ont encore l'audace de se plaindre si le gouvernement des États-Unis, en représaille timide, retire à ses prisonniers le sucre et le café, ou refuse de leur fournir des couvertures à moins que l'ennemi lui-même n'offre de les payer!

La conversation, promenée d'abord en digressions capricieuses, roula ensuite sur le grand, l'unique sujet qui absorbe ici toutes les pensées, sur la question fondamentale et toujours discutée du prétendu droit des rebelles à la sécession. Là encore ce fut la voix de M. Kennedy qui domina les nôtres. Sa parole lucide, passionnée, éloquente, portait l'intérêt et la vie dans cette scolastique étroite et subtile de la science constitutionnelle. Je ne vous répète pas ses conclusions, qui sont aussi les miennes; mais jamais dans cette question tant rebattue je n'ai vu la vérité plus claire, plus lumineuse et plus forte. M. Morris, qui ne se rendait qu'à contre-cœur et qui reprochait à M. Kennedy sa trop grande vivacité, me disait en sortant de là : « Violent comme vous le voyez, c'est le plus bienveillant et le plus généreux des hommes. Il n'a pas l'ombre de rancune personnelle pour ces coupables qu'il dénonce à la colère publique. » M. Eaton aussi, en me parlant de la mauvaise santé de son ami et des craintes qu'elle lui avait plus d'une fois inspirées, rendait hommage à cette générosité si peu commune chez les hommes convaincus et passionnés. — « Chaque fois, me disait-il, qu'un rebelle a besoin d'un protecteur, soit pour sa liberté menacée, soit pour ses intérêts en souffrance, soit même pour obtenir une faveur du gouvernement contre lequel il conspire, il s'a-

dresse à M. Kennedy, qui remue ciel et terre pour lui venir en aide. »

Le soir, M. Morris m'a mené à un bal où était réunie la fleur de la société sécessioniste. Les temps sont bien changés depuis la guerre, et les réceptions privées deviennent de plus en plus rares; mais on se rassemble encore une ou deux fois la semaine dans une grande salle de bal, où l'on se dédommage du deuil public. La société, me dit-on, y est un peu mêlée, et tout le monde en effet n'avait pas les belles manières, la figure parisienne et le français irréprochable de mon compagnon. J'ai remarqué pourtant la bonne tenue et la bonne éducation des femmes. Quant aux hommes, frères, pères, fils, la plupart sont à Richmond ou sur l'Océan, dans quelque vaisseau corsaire au pavillon confédéré. Je ne puis pas d'ailleurs connaître un monde où je n'ai passé que deux heures, et où mes plus longues connaissances ont duré dix minutes.

Aujourd'hui, du matin au soir, je n'ai pas quitté M. Eaton, qui s'est donné à moi avec une complaisance et une bonne grâce bien rares même en ce pays hospitalier d'Amérique. Je ne vous parle pas de ses livres, de ses objets d'art, de ses dessins, des mille souvenirs de ses longs voyages : c'est l'homme lui-même que je veux vous faire connaître, et qui est un échantillon remarquable de cette classe éclairée d'Américains voyageurs et cosmopolites qui sont les vrais grands seigneurs de cette société mercantile. A trente ans, maître d'une belle fortune, il s'est retiré des affaires et s'est mis à voyager. Je ne sais pas quel pays du monde il n'a point vu ni dans quelle capitale de l'Europe il n'a pas longtemps séjourné. Indépendant de tout parti politique, désintéressé de toute ambition personnelle et n'essayant d'exercer quelque influence qu'au profit de la cause nationale, sa plus grande affaire est aujourd'hui la direction du *Peabody-Institute*, établissement littéraire de fondation privée, qui doit plus tard prendre les proportions d'une grande université. Vous concevez qu'un tel homme ne peut avoir aucun des préjugés anti-européens qui rendent parfois déplaisante la société de ses compatriotes. Il ne ressemble lui-même ni aux vendeurs d'or de New-York, ni aux ignorans, inutiles et vaniteux *cock-fighters* et *negro-whippers* du sud. S'il réprouve un peu l'esprit trop positif et trop avide du Yankee, il en veut bien plus encore à la futilité et à la nullité dédaigneuse de ces planteurs qui ont l'orgueil des aristocraties sans en avoir la culture et la dignité. Je vous disais que les grands propriétaires du Maryland jouaient dans la révolution américaine le rôle anti-national de notre noblesse émigrée, et que la même impuissance serait le châtiment de la même obstination. Tandis qu'on s'assemble encore pour danser et

faire toilette, on se retire systématiquement de toute entreprise bienfaisante ou utile. L'abstention, une abstention sotte, opiniâtre, poussée jusqu'à l'inertie, est devenue parmi eux une règle d'honneur. Plusieurs ne veulent même pas prendre part aux élections; ils dédaignent de se mêler à la vile multitude qui leur fait la loi. Ils craindraient, en participant à la chose publique, même par une opposition légale, de faire acte de citoyens et de reconnaître la honteuse suprématie des Yankees. S'ils sont membres d'une association charitable, ils lui retireront leurs conseils et leurs subsides; s'ils sont administrateurs d'une banque, ils mettront vanité à contrarier leurs collègues républicains; s'il y a dix sécessionistes sur vingt-sept *trustees* du *Peabody-Institute*, ce sont dix membres morts, qui protestent par leur absence, contre quoi? ils n'en savent rien eux-mêmes. Ils essaient de faire le vide autour de leurs adversaires, sans songer que le désert est autour d'eux et que leur dépit ne nuit qu'à eux-mêmes. Libre à eux de faire les morts et de s'endormir d'une feinte léthargie; leurs ennemis cependant leur passent sur le corps, et chaque jour ajoute une pelletée de terre à leur fosse. Quand, fatigués de ce rôle ingrat, ils voudront se relever et revivre, ils se trouveront bel et bien enterrés.

Vous n'avez pas oublié que le Maryland était presque un état rebelle. Les confédérés prétendent n'avoir pas renoncé à le ressaisir. Cette fameuse ligne de Mason et de Dixon, qui n'est autre chose que la frontière de l'esclavage, embrassait le Maryland dans ses limites. Pour le conserver à l'Union, il a fallu que Butler, dans toute l'inexpérience audacieuse d'un soldat improvisé, se jetât avec un régiment au milieu de ces populations ennemies : quand il traversa les rues de Baltimore, on lui tira des coups de fusil des fenêtres. Il a fallu aussi que le général Mac-Clellan (et le Maryland en a gardé le souvenir) prît au collet la législature rebelle et la mît sous clef avant qu'elle n'eût suivi l'exemple contagieux des ordonnances de sécession. Cette justice révolutionnaire a laissé des rancunes profondes. Il est au Maryland une classe qui se regarde comme conquise, et qui, livrée à elle-même, ne se contenterait pas, comme certains démocrates, de laisser la confédération « aller en paix, » mais embrasserait la cause des rebelles et ajouterait un débris de plus à leur ruine : c'était, il y a quatre ans, la majorité. Depuis, les événemens ont fait tourner la roue, et comme toujours l'influence de la majorité nationale a fait grandir la minorité locale sur laquelle elle s'appuyait dans l'état. Je doute qu'aujourd'hui, malgré toutes leurs protestations contre la tyrannie de l'Union, aucun des sécessionistes de Baltimore souhaite sincèrement qu'on l'envoie à Richmond. On fait des vœux pour la cause, mais on ne

fait rien que des vœux et quelques trahisons gratuites, qui ne servent qu'à prolonger l'épreuve sans la rendre moins désespérée. Pour tout le temps que durera la guerre, le Maryland sera dans un état de sourde agitation civile, étouffée seulement par la force. M. Eaton avoue que sans le pouvoir militaire on aurait eu la guerre dans les rues au moment de l'élection; il doute même de la parfaite sincérité du vote, il n'ose affirmer que Lincoln eût été élu sans la présence et sans le vote de l'armée. Quant à la nouvelle constitution, qui abolit l'esclavage dans l'état, il ne doute pas qu'elle n'eût été repoussée sans la pression et l'effort persévérant des troupes fédérales. Telle est la force du fait accompli que la majorité abolitioniste, auparavant de quelques centaines de voix à peine, en compterait aujourd'hui plusieurs milliers; mais l'irritation n'en est que plus grande chez ceux que cette mesure dépouille, et qui n'ont pas su consentir d'avance à la nécessité. Aujourd'hui l'Union et l'abolition se donnent la main, et il ne peut plus y avoir d'équivoque entre les partis : il faut ou bien préférer l'Union à l'esclavage et rentrer dans les états rebelles par la brèche de l'émancipation, ou bien se dire l'ennemi de l'unité nationale et avouer le sud comme sa patrie. C'est ce que fait le monde de Baltimore en y mettant la colère implacable des causes perdues. Les femmes sont les plus furieuses et les plus intrépides : elles bravent le général Wallace, commandant militaire du Maryland, avec un héroïsme digne d'une meilleure cause.

Je me suis toujours demandé comment il se faisait que les femmes du sud fussent si passionnées pour une institution domestique qui fait de la famille ce que vous savez et remplit la maison sous leurs yeux d'un troupeau de petit bétail illégitime dont elles connaissent très bien l'origine. Sans doute elles lisent la Bible et trouvent tout naturel qu'Agar partage avec Sarah le patriarche, pourvu qu'Ismaël soit plus tard vendu ou chassé comme un chien. Une dame de Baltimore, une mère de famille grave et respectable, femme d'un *Yankee* de la Nouvelle-Angleterre, me disait un jour sous forme plaisante, mais au fond très sérieusement, qu'elle ne l'aurait jamais épousé, si elle avait prévu cette guerre civile et connu d'avance les abominables opinions de son mari. — « Comment donc se fait-il, lui demandai-je, que vous aimiez tant les maîtres d'esclaves et que vous soyez si zélées pour l'esclavage, vous autres femmes qui en sentez plus que personne les petits inconvéniens? — Oh! reprit-elle en riant, les hommes qu'on aime le mieux ne sont pas les meilleurs. » — Le fait est qu'aux yeux de ces dames on n'est point *gentleman* si l'on n'est vendeur d'hommes. « Qui avez-vous vu à Washington? me demandait avant-hier une dame rebelle, tenant par

son père et par sa mère à deux des plus grandes familles de l'aristocratie de l'esclavage et fière outre mesure de son *pedigree*, bien qu'aujourd'hui la femme d'un simple négociant. — J'ai vu M. Chase (cri de surprise), M. Sherman (cri de dégoût). — Sherman! Sherman! ce n'est pas là du monde. — Pardon, M. Sherman me semble un homme honnête et de bonne compagnie. » Nouvelles exclamations de mépris. « Est-ce donc que pour être républicain on cesse d'être un *gentleman?* — Mon Dieu oui, à peu près. » Ne croirait-on pas entendre quelque royaliste renforcée de la restauration? Ces dépits viennent aux grandeurs déchues qui se sentent petites et n'ont plus que la mesquine consolation du dédain. La même personne, lorsque je sonnai à la porte de la maison où nous eûmes cette conversation mémorable, apprenant qui allait venir, fit la grimace « parce qu'elle avait entendu dire que j'étais unioniste. » Ainsi le mot même de l'Union est criminel à prononcer et le nom d'unioniste est un opprobre. « Gardez-vous bien, — me disait une autre dame également rebelle au fond du cœur, mais d'un sécessionisme tolérant, par la bonne raison que toute sa famille est dans l'administration, dans la marine et dans l'armée au service du gouvernement fédéral, — gardez-vous bien de vous dire unioniste à Baltimore, c'est d'un mauvais effet. Je regrette pour vous que cette réputation vous y ait précédé : elle vous fera fermer toutes les portes. »

Il faut dire que quelques-unes de ces héroïnes ont été rudement maniées par le général Wallace. Celle dont je vous parle fut citée un jour devant lui, et sur la question : « Madame, êtes-vous unioniste? répondit audacieusement : — Je ne le suis pas. — Votre famille, ajouta-t-on, est suspecte, vous avez des parens dans le sud. — Je ne les renie pas. — Vous êtes surveillée; prenez garde à vous. » La politesse d'un officier *yankee* n'est pas toujours raffinée, même envers les femmes, surtout quand elle est doublée de rudesse patriotique. Je ne prétends pas excuser le général Wallace : il faut avouer pourtant que ces dames se sont montrées tellement supérieures à la faiblesse de leur sexe, qu'elles ont droit à tous les honneurs de la virilité. Elles ne se contentent pas de faire des quêtes, des souscriptions, d'abondantes aumônes en faveur des prisonniers rebelles, tandis que les soldats de l'Union n'obtiennent pas d'elles un dollar, et que leur opposition a fait échouer la *sanitary fair* (1) à Baltimore; c'est leur droit d'agir ainsi, et personne ne le leur conteste. Ce qui est pire, c'est que la plupart des trahisons viennent

(1) Voyez, sur la vente de charité de la commission sanitaire, la *Revue* du 15 août 1865.

des femmes. Comment se fait-il que jusqu'à ce jour aucun dessein militaire n'ait pu rester secret une semaine? Quelle oreille le sud a-t-il dans ces conseils privés de la guerre où quelques chefs seuls assistèrent en compagnie du ministre et du président? Où est donc l'espion subtil et insaisissable qui se glisse invisible au milieu d'eux? C'est la femme, souvent sécessioniste, qui cueille encore une fois et leur fait manger la pomme d'Ève pour dérober la science mystérieuse. Pas une famille de Baltimore qui n'ait quelque parent ou quelque intime ami au service des rebelles! « Mon frère qui est dans l'armée du sud, — mon frère qui est dans la marine, dans celle du sud, *of course* (1), » voilà ce que bavardent les petites demoiselles avec qui je dansais hier. On leur apprend le respect de l'esclavage avec l'amour de Dieu et la haine de l'Union avec l'horreur du diable. Quel autre gouvernement ne perdrait pas patience sous ces piqûres d'épingles empoisonnées, et n'enverrait de temps en temps quelques-unes de ces brebis enragées exercer sur un plus grand théâtre leurs vertus patriotiques? Le serment de fidélité même, cette mesure oppressive et révolutionnaire, est excusable en face de cette guerre civile de détail et de cette trahison quotidienne. Rappelez-vous les procédés de la convention nationale en face d'un ennemi bien plus faible et bien plus innocent, les échafauds dressés pour les suspects, les listes des têtes proscrites envoyées à l'abattoir, enfin l'odieuse brutalité du peuple le plus poli du monde contre des victimes suppliantes, et vous vous prendrez à estimer ce *Yankee* mal élevé, qui ne se pique pas de belles manières, mais sait si bien tempérer sa légitime vengeance et montrer sans ostentation tant d'humanité aux vaincus.

Je voudrais vous parler de la grande nouvelle du jour, la paix, ou du moins les négociations pacifiques, la mission de M. Stephens, envoyé en ambassade au président Davis par le président Lincoln, le départ pour Fortress-Monroë de M. Seward, allant à sa rencontre, le départ enfin du président lui-même par un train spécial, l'empressement des deux gouvernemens à se faire visite et la question de savoir s'ils vont se donner le baiser de paix; mais tout en bavardant je me laisse dépasser par l'heure. Je prends donc congé de Baltimore, de M. Eaton, qui déjà me prenait en amitié et qui me dit en me serrant la main : *God bless you!* Je boucle ma malle à la hâte, et je cours au chemin de fer de Philadelphie.

Philadelphie, 3 février.

Laissez-moi maudire une dernière fois les chemins de fer américains. Je suis arrivé cette nuit de Baltimore; jamais wagon ne m'a-

(1) *Of course*, naturellement, comme de raison.

vait semblé plus nauséabond et plus étouffant. Imaginez une charretée de paysans et de soldats empilés dans une voiture de troisième classe et chauffés à blanc par un poêle de fonte. Tous les miasmes, depuis celui du *whiskey* jusqu'à celui du tabac et de la graisse humaine, y sont combinés avec une atmosphère d'oxyde de carbone qui pèse sur les poumons et sur les yeux comme une demi-asphyxie. Si vous n'avez pas à votre bras le talisman magique d'un coûillon pour vous faire ouvrir le *car* des dames, il faut bien que vous entriez dans cette caverne et que vous vous y tassiez contre un soldat ivre ou contre un fermier trempé de fumier, car il gèle au dehors et il suffirait d'une heure passée sur la *plateforme* pour vous changer en un bloc de glace. Où vous asseoir? Voici une demi-place vide auprès d'un lourdaud vautré tout de son long sur un banc, où il feint de dormir pour y rester seul. Secouez cet homme, faites-vous faire à contre-cœur un petit espace à côté de lui et ne craignez pas surtout la malpropreté de son voisinage, car il promène ses gros souliers sur vos jambes, vous tamponne dans votre coin comme le fer sous le pilon et vous envoie de temps en temps des coups de coude dans la poitrine. Des soldats en congé, qui depuis trois jours se dédommagent amplement de la sobriété disciplinaire de l'armée, jurent, crient, se collettent et vous tapent sur l'épaule, vous offrant fraternellement un baiser de la dive bouteille. Quelques-uns sont comiques dans leur extravagance, s'injurient eux-mêmes, font de grandes dissertations politiques et militaires, prennent pour ami et pour confident le premier venu et se laissent mener comme des enfans par quiconque s'amuse à les faire parler, rappelant par leur humeur communicative l'éloge que Rousseau fait de la franchise et de la bonhomie des ivrognes. Enfin je débarque à quatre heures du matin dans le grand vestibule de marbre du Continental-hotel.

6 février.

Je suis encore à Philadelphie, où m'a retenu la cordiale et gracieuse hospitalité que j'y trouve. D'ailleurs quitter Philadelphie sans avoir vu ni ses écoles, ni ses églises, ni ses prisons et toutes les institutions qui sont ses vrais monumens moraux, ce serait m'être arrêté inutilement sur le chemin de Baltimore à New-York. J'ai donc cédé aux sollicitations aimables de mes nouveaux amis, M. Field et M. Haseltine; mais en acceptant leur offre obligeante de services, il a fallu du moins me livrer à eux tout entier. D'abord M. Field m'a promené à travers la ville. Il est remarquable qu'en Amérique ce qu'on montre en premier lieu à l'étranger, ce ne sont pas les églises, les palais, les monumens de luxe; ce sont les travaux d'utilité publique, les seules œuvres d'art qu'on y connaisse, à vrai dire, les seules du moins qui peignent le génie industriel du pays. M. Field

m'a donc montré avant tout les réservoirs des eaux de Philadelphie. Ils sont construits au bord de la Schuylkill, dans un lieu appelé Fairmount, au sommet d'un petit coteau où les eaux de la rivière sont portées par d'énormes pompes adaptées à des roues colossales qui sont mues par le courant. C'est un site aimable et riant, où les Philadelphiens aiment à venir patiner en hiver et prendre en été l'ombre et la fraîcheur des charmilles qu'on y a plantées. La Schuylkill, arrêtée là par un barrage où elle fait cascade, descend avec ses eaux abondantes et limpides d'un beau vallon plein d'arbres de haute venue, de jardins et de maisons de plaisance.

M. R..... s'empare ensuite de moi. C'est un jeune homme de vingt-six ans, grave, studieux, instruit, possesseur d'une belle fortune, mais qui depuis un an s'emploie volontairement à la rude et ingrate besogne du recrutement municipal. Il a fait la guerre pendant deux ans comme officier d'état-major, et il me contait qu'il n'avait jamais tant appris que dans ses campagnes, lorsqu'il passait ses heures d'oisiveté à lire sous la tente des livres qu'on lui envoyait chaque semaine et qu'il semait ensuite sur tous les chemins de la Virginie. — Nous entrâmes d'abord aux cours de justice. J'y vis un vieil avocat de façons paysannes, — un des premiers de Philadelphie, me dit mon guide, — qui en apprenant que j'étais étranger et que j'arrivais de l'armée du Potomac, me dit avec la naïveté inimitable de l'orgueil national américain : « Quelle armée que la nôtre! Vous n'en avez pas de pareille, il n'y en a pas de pareille au monde. N'est-ce pas, monsieur, ajouta-t-il avec emphase, n'est-ce pas que nous sommes un grand peuple? » Ma réponse apparemment dut lui paraître assez froide, car rien ne rabat plus sûrement mon enthousiasme que cette manière naïve de quêter la louange. Comment pourtant se fâcher d'une aussi franche et aussi sincère admiration de soi-même? Le patriotisme est par tout pays le proche parent du *chauvinisme*.

Je ne vous parle que pour mémoire de la bibliothèque Franklin, dirigée encore, suivant la règle des statuts, par un membre de la famille de son illustre fondateur. J'y vois pourtant un plan et une vue d'ensemble de la Philadelphie de William Penn, avec ses maisons clair-semées à pignons pointus et ses quelques barques mouillées dans la rivière. Nous gagnons de là le collége Girard, immense édifice de marbre à frontons doriques, où s'abrite l'école d'enfans orphelins fondée par le riche Français Étienne Girard, nom resté fameux par toute l'Amérique comme l'est chez nous celui de tel grand financier cent fois millionnaire. Vous savez que le fondateur, esprit fort à la façon du XVIIIe siècle, a formellement interdit par son testament l'accès du collége aux ministres d'aucune religion positive. N'en concluez pas toutefois que les trois cents

jeunes gens pauvres qui sont élevés dans ce palais avec tout le luxe de la richesse soient privés absolument d'éducation religieuse. Tous les dimanches, le directeur leur fait une leçon de morale et de religion naturelle où il commente l'Évangile et la Bible. On chante des psaumes, des hymnes comme dans un temple protestant. Au moment où je visitai la chapelle, la congrégation allait justement s'y réunir pour célébrer les funérailles d'un des jeunes gens de l'école. Ce pur déisme est en réalité bien voisin de la foi chrétienne.

C'est qu'il est bien difficile de faire pénétrer aux États-Unis la libre pensée à la française, le dédain philosophique qui traite la religion de chimère. En revanche, le culte laïque et abstrait qu'on professe en dépit du fondateur dans le temple élevé par lui à l'incrédulité n'a rien que d'assez conforme à l'esprit religieux de l'Amérique et d'assez acceptable pour les instincts libéraux de ses plus fervens sectaires. L'Américain en général est également contraire et à la grande ferveur des sectes intolérantes et à la révolte philosophique qui ne fleurit que dans les pays où la religion s'impose. Il fait dériver la foi des croyances individuelles, et, mettant la source de la religion dans le témoignage de la conscience de chacun, lui laisse le sentiment de l'indépendance avec celui de la vénération. Il y a toute espèce de sectes à Philadelphie : quakers, wesleyens, svedenborgiens, indépendans, anabaptistes et tant d'autres noms plus ou moins barbares, sans compter l'église catholique et les quatre ou cinq grandes communions protestantes. Je vous ai déjà montré comment cette extrême division conduit à l'abaissement des barrières de doctrines, et comment un christianisme général et philosophique ressort des diversités infinies de la société religieuse aux États-Unis. Je vous ai parlé de ces églises où, comme à *Girard college*, on ne s'astreint aux formules d'aucune secte, mais où l'on s'assemble pour prier et lire la Bible en commun. C'est le seul culte officiel qu'on connaisse dans les établissemens publics. Tandis que les congrégations se multiplient au point que chaque pasteur est, pour ainsi dire, le père de sa propre église, les préoccupations d'orthodoxie s'effacent, et le christianisme tombe dans le domaine public. C'est là le terme naturel, la forme la plus épurée des religions positives et la fin dernière de cette grande révolution protestante qui n'a pu s'accomplir pleinement qu'en Amérique, à la faveur d'une liberté religieuse illimitée. Si l'Américain éprouve une sorte de répulsion pour celui qui s'avoue sans croyance religieuse, c'est l'antipathie naturelle de l'homme qui a fait son lit pour l'incendiaire et le démolisseur; mais, pourvu que vous soyez chrétien, on s'inquiétera peu de la communion où vous êtes né, et l'on s'unira volontiers à vous pour la

prière commune, comme des propriétaires qui chacun bâtissent leur maison sur un plan différent de celui des autres, mais qui n'en restent pas moins unis dans la défense et la conservation de leur bien.

Rien de bien remarquable non plus au fameux pénitencier cellulaire de Cherry-hill, modèle de ceux de l'ancien monde et lieu de pèlerinage consacré de tous les voyageurs étrangers. C'est une espèce de Mazas avec des murailles de forteresse, des cellules étroites, des promenoirs longs de six pieds et de longues galeries voûtées en forme de croix. Arrêtons-nous seulement à la maison pénitentiaire ou *école de réforme* des petits enfans. On nous introduit dans une cour où une vingtaine de négrillons luisans s'ébattent au soleil. Sur un signe du maître, leurs jeux bruyans cessent tout à coup, et les voilà qui, avec une dernière gambade et une dernière grimace, se rangent en bon ordre pour retourner au travail : on les emploie à faire des baguettes de parapluies. A d'autres heures, ils quittent l'atelier pour l'école, qui occupe au moins la moitié de leur temps. Le maître nous dit qu'en général il les trouve aussi bien doués que les blancs, mais moins attentifs et moins persévérans au travail.

Nous passons ensuite dans le quartier des blancs, car on ne songe pas encore, comme au Massachusetts, à confondre ici les deux races. Je me promène dans des corridors lambrissés, garnis de tapis de laine, dans de beaux dortoirs spacieux et bien chauffés, le long desquels s'alignent deux rangées de jolies chambrettes avec des lits et des rideaux blancs. Le parloir aussi est élégant, orné de dessins et d'estampes; les enfans que j'y rencontre ont un air d'aisance et de propreté que je vois à peine dans nos colléges. Ce ne sont pourtant que des enfans rétifs, de jeunes repris de justice, ou de pauvres petits abandonnés que la ville recueille et élève gratuitement. Comme les noirs, on les fait travailler de leurs mains pour leur apprendre un métier. Je visite plusieurs de leurs ateliers : ici ils fabriquent des bottines d'enfant, de gros souliers ferrés pour l'armée ou pour la *commission sanitaire*, — ailleurs des boîtes d'allumettes chimiques et des brosses de chiendent, — le tout avec une promptitude et une prestesse inimaginables. On les emploie autant que possible à ces petits ouvrages improductifs que l'industrie abandonne, où ils peuvent rendre service au consommateur sans nuire à l'ouvrier par leur concurrence. L'établissement d'ailleurs a pour loi de ne faire aucun profit.

Je traverse, en revenant, d'immenses quartiers monotones bâtis de maisonnettes en brique à deux étages, qui toutes se ressemblent avec leurs perrons de pierre et leurs façades rouges. C'est là, me dit-on, que demeurent les petits bourgeois et les artisans de la ville.

Ces quartiers tout modernes sont dus à la puissance de l'association. Des ouvriers se réunissent, se concertent pour acheter un terrain, l'hypothèquent pour en payer le prix; puis, dans la morte saison, ils se cotisent pour acheter les matériaux, et chacun à son tour ils travaillent eux-mêmes à leurs maisons. — Le maçon élève les murs, le charpentier établit les poutres, le plombier fait les toits et les gouttières. C'est une entreprise industrielle faite en commun, car l'association vend celles des maisons qui ne lui sont pas nécessaires : le reste se divise entre ses membres suivant la répartition convenue; puis, la besogne faite, l'association se dissout, et chacun prend possession de son domaine. C'est, vous le voyez, une association de fait plutôt qu'une savante et permanente organisation dirigée par des économistes philanthropes qui aiment à faire le bien du peuple en lui fournissant les bouchées toutes cuites et en lui imposant des règlemens de leur façon. Pour qui connaît le mouvement industriel et agricole de l'Amérique, le manque de bras, le haut prix des salaires, il n'est pas probable que beaucoup de familles aient besoin de se mettre ainsi à l'hôpital. L'*alms-house* est ouvert aux infirmes, les enfans sont recueillis dans les écoles, les valides n'ont pas besoin de recevoir la charité ni de subir la tutelle de personne. On ne fait d'ailleurs ni rapports administratifs, ni enquêtes détaillées, ni théories savantes. Cela est bon pour nous autres Français statisticiens et paperassiers, gâcheurs d'encre et de temps précieux, qui mettons les idées à la place des choses et nous étonnons de l'impuissance pratique qui nous paralyse. Nous sommes de vrais Chinois formalistes qui passons une heure en salutations avant de nous mettre à table. Les Américains vont plus vite en besogne; ils se mettent à l'œuvre dans le bloc même, sans perdre de temps à dessiner des plans symétriques et superflus. Ils commencent par le fondement, c'est-à-dire par la mise de fonds. Ce n'est pas eux qui mettront jamais une science creuse et sonore au service d'une caisse vide.

J'ai fini ma journée dans une galerie d'histoire naturelle fondée par souscription, où M. H... tenait à me faire admirer, malgré mon ignorance, la plus belle collection d'oiseaux du monde; après quoi il m'a fallu voir de la cave au grenier le nouvel et somptueux bâtiment de l'*Union-league-club*, un cercle de plus de quinze cents membres, qui est en même temps une institution politique et qui a rendu de grands services, dans l'élection dernière, à la candidature du président Lincoln. — Je vous parlerai demain des écoles.

7 février.

M. Field m'a présenté hier à son ami M. Shippen, un des membres les plus influens du *board of controllers*, nommé par le peuple

et chargé, comme à Boston, de diriger l'instruction de la ville. M. Shippen, qui appartient à l'une des plus anciennes familles de Philadelphie, n'a pas dédaigné de briguer la faveur populaire pour avoir le droit de servir ses concitoyens. Il me disait lui-même que le système de l'élection directe et populaire, qui partout ailleurs qu'en Amérique serait regardé comme une folie, donne ici les résultats les plus heureux et les choix les plus sages. Dans ce pays où les haines sociales ne rendent pas les classes riches et éclairées suspectes à la démocratie, le peuple sent bien que l'éducation publique est pour lui la grande affaire, le vrai moyen de s'élever en influence et en dignité, et il en confie la direction aux plus capables sans acception d'opinions ni de personnes.

Le premier district scolaire de Pensylvanie, comprenant la cité de Philadelphie, est divisé en vingt-cinq sections, qui nomment chacune un délégué à l'assemblée générale. Le *board of controllers*, issu de cette élection, nomme à son tour un bureau, composé d'un président, d'un secrétaire, d'un aide-secrétaire et d'un *messager*, qui forment pour ainsi dire le gouvernement de cette petite république. Il organise en outre dix comités exécutifs spéciaux, dont le président du *board* fait toujours partie de droit, et qui partagent avec lui les soins de l'administration. Cependant il y a aussi dans chacune des vingt-cinq sections un *board* de douze membres élus par le peuple, et ces assemblées locales sont en quelque sorte les conseils départementaux de l'instruction publique, siégeant sous la dépendance et sous la direction du conseil central. Celui-ci fixe leurs attributions, limite leurs pouvoirs, contrôle leurs dépenses, exerce sur eux un droit de surveillance et de tutelle et se réserve même absolument la décision de toutes les affaires d'intérêt purement général. Il ne peut cependant voter aucune dépense si ce n'est sur l'avis et en confirmation du vote des *boards* particuliers des sections, à moins qu'il ne s'agisse de l'école supérieure, sur laquelle il a plein pouvoir, ou de dépenses extraordinaires votées en dehors des services réguliers. Vous le voyez, c'est un véritable gouvernement fédératif et parlementaire, taillé sur le modèle du gouvernement des États-Unis.

Toute cette organisation républicaine ressemble beaucoup à celle que nous avons déjà vue à Boston. L'enseignement y est à peu près le même, et les écoles s'y divisent aussi en plusieurs degrés où l'on ne s'élève que par ordre de mérite et après des examens successifs. Seulement, aux trois ordres que déjà nous connaissons, — l'école primaire, l'école de grammaire, l'école supérieure, — la municipalité de Philadelphie ajoute l'école *secondaire*, intermédiaire utile entre les humbles commencemens de l'école primaire et les études déjà sérieuses de la *grammar-school*. Les bons élèves

peuvent d'ailleurs traverser tous ces degrés en quelques mois. On compte à Philadelphie 2 écoles supérieures, 58 écoles de grammaire, 70 écoles secondaires et 177 écoles primaires, plus 59 écoles non classées, au total 366 écoles fréquentées par 72,000 élèves et dirigées par 1,239 maîtres ou maîtresses. Comme à Boston, les professeurs mâles sont très rares et n'occupent que les emplois supérieurs. Le personnel de chaque école se compose d'un *principal*, souvent une femme, et d'un ou plusieurs aides ou maîtresses-adjointes, suivant le nombre des élèves et les besoins du service. Le moindre traitement d'une *assistante* de dernier rang dans les écoles primaires est de 300 dollars (environ 1,500 francs de notre monnaie); il est de 320 dollars dans les écoles secondaires, et de 340 dans les écoles de grammaire; les *premières assistantes* gagnent dans celles-ci jusqu'à 450 dollars. Les *principales* reçoivent 400 dollars dans les écoles primaires, 450 dans les écoles secondaires et 750 dans celles de grammaire; dans les écoles de grammaire des garçons, le *principal* est toujours un homme et reçoit 1,500 dollars. Quant aux professeurs de la *high school* des garçons et de la *high and normal school* des filles, leurs traitemens sont beaucoup plus élevés : le moindre est de 1,200 dollars pour les professeurs mâles, de 600 pour les femmes; les *principaux* reçoivent même 1,800 et jusqu'à 2,500 dollars. En règle générale, le plus bas salaire des instituteurs mâles doit dépasser au moins 400 dollars.

Dans les écoles primaires et secondaires, les garçons et les filles sont réunis ou séparés suivant leur nombre, les exigences du local et la commodité du service. Ils sont toujours séparés dans les écoles supérieures ou dans celles de grammaire. Il y a aussi çà et là des écoles hors classement, où tous sont admis, jeunes gens et jeunes filles, pour y recevoir l'enseignement sans traverser les épreuves des examens et des avancemens réguliers. Dans les rangs inférieurs, ces promotions sont faites par les professeurs eux-mêmes; mais quand il s'agit de passer de l'école de grammaire à l'enseignement supérieur, c'est un des comités du *board of controllers* qui préside aux examens : les filles d'ailleurs n'y sont admises qu'à quatorze ans, et les garçons à treize. C'est à dix-sept ans seulement que celles qui veulent faire du professorat leur carrière peuvent se présenter devant une autre commission du *board*, le *committee on qualifications of teachers*, qui a pour mission spéciale de juger les candidats. Les diplômes qu'il leur délivre sont de première, deuxième ou troisième classe suivant leur mérite, et donnent droit à des rangs divers dans les divers degrés de l'enseignement. Le rang de *principal* ne s'obtient pas avant vingt et un ans dans les écoles secondaires, avant vingt ans dans les écoles primaires. Il faut

enfin un an de service dans les grades inférieurs pour obtenir le diplôme de seconde classe, deux ans pour celui de première. On voit quelle émulation salutaire cet ensemble de règlemens ingénieux éveille dès le début chez l'élève et entretient jusqu'au bout chez le maître : partout on y retrouve l'examen et le concours à tous les degrés.

L'organisation matérielle dans ces écoles n'est pas moins admirable que la discipline morale. Sur les 737,000 dollars (un peu plus de 10 dollars par tête d'élève) que la ville dépense annuellement pour l'éducation publique, elle en consacre environ 226,000 à l'entretien même des locaux et des maisons d'école. J'y ai fait avec M. Field et M. Shippen une visite dont je conserverai toujours un agréable et touchant souvenir. On ne peut plus oublier, quand on les a vus une fois, ces vastes édifices, ces longues salles élégamment décorées, ces troupes d'enfans propres, bien vêtus, silencieux et dociles, que l'on pourrait comparer avec avantage à ceux de nos bourgeois de province, et qui sortent pourtant des populations les plus pauvres de la ville, — ces institutrices simples, soigneuses, modestes, quoique fières du résultat de leurs peines, et sorties souvent des rangs de leurs élèves. Je vois une frêle jeune fille de dix-sept ans dicter à de gros garçons de quatorze la composition du concours qui doit les faire passer à la classe supérieure. Quelle saine atmosphère morale on respire ici! Partout un air studieux et grave, une volonté sérieuse de s'élever par le mérite. La semaine dernière a été justement consacrée à ces concours semestriels, longue et terrible épreuve après laquelle un quart à peine des prétendantes peuvent être admises à l'école normale où se forment les maîtresses. Cent jeunes filles chantaient devant nous des chœurs nationaux, qu'elles venaient à tour de rôle accompagner sur le piano, quand les concurrentes entrèrent en courant dans la salle, apportant le résultat de l'examen. L'école où nous étions s'était signalée parmi toutes celles de la ville, elle avait gagné tous les premiers rangs. Les petites arrivaient l'une après l'autre, tout essoufflées, tant elles avaient couru dans la neige, et se jetaient dans les bras de la directrice, qui les embrassait comme ses enfans. M. S...., l'inspecteur-général, prenait une part toute paternelle à la fête : on se tenait debout respectueusement devant lui, mais personne ne semblait étonné ni effarouché de le voir. Il y avait parmi les élèves tels visages pâles, souffrans, quoique rayonnans d'une joie profonde, qui disaient les efforts que ce triomphe avait coûtés. « La première, nous dit la directrice, passe depuis deux mois la moitié des nuits sur ses livres. » Puis il y eut une scène de chagrin après cette scène de joie : l'inspecteur avertit les jeunes filles qu'étant reçues à l'école normale, elles ne devaient plus revenir à l'école de gram-

maire, dont elles ne faisaient plus partie. La directrice intercéda pour qu'au moins la porte de son école leur restât ouverte, les enfans baissèrent les yeux d'un air triste. — Comme tout cela ressemble peu à nos écoles, toujours menacées de la férule ou de la verge, et où retentit toujours soit la voix aigre du maître en colère, soit le tumulte des écoliers indisciplinés! Encore une fois, c'est l'école publique et gratuite qui fait les peuples libres, ou, si elle ne les fait pas, elle est du moins le signe et la mesure de leur liberté.

Jamais cette vérité ne s'est montrée à moi si évidente. Il y a des gens à qui une certaine noirceur d'idées naturelle ou systématique fait envisager le progrès comme un leurre, la science comme une déception, et qui se moquent volontiers de cette panacée universelle. Ils pensent qu'il faut mesurer les connaissances des hommes et les réduire autant qu'on peut au strict nécessaire. Un ouvrier, disent-ils, ne doit pas savoir tout ce que sait un riche, un laboureur n'a pas besoin de grande science pour retourner son fumier : un peu de lecture, un peu de calcul, et juste assez d'écriture pour signer son nom, en voilà bien assez pour son usage. Plus d'instruction serait dangereux : — dangereux à la vérité, — pourquoi ne pas le dire? — pour ceux qui veulent l'enchaîner dans son humble et misérable sphère; — dangereux pour la poignée d'hommes qui veulent, au nom de leur droit de parvenus, lui interdire de s'élever au-delà du cercle inflexible qu'ils lui tracent; dangereux enfin, puisqu'elle le ferait sortir de sa classe, et que les lisières d'une société paternelle ne pourraient plus l'enchaîner sous prétexte de soutenir sa faiblesse! — Ne comprendrons-nous jamais en France les nécessités de la démocratie? Nous avons inauguré dans le monde un régime qui ne s'est vu nulle part, et que l'Amérique elle-même ignore, — le suffrage universel sans limites, le droit absolu apporté en naissant par toute créature humaine de contribuer par son vote et pour une part souvent chimérique au gouvernement de son pays. Nous avons fait une question de théorie pure de ce qui partout ailleurs est une question d'expérience, d'utilité et de progrès social; nous avons préféré cette abstraction stérile à la liberté de fait, qui seule peut la rendre féconde. Nous demandons enfin au suffrage universel jusqu'à des constitutions et jusqu'à des couronnes, — et nous en sommes encore à nous demander si nous apprendrons à lire à tous les citoyens français!

8 février.

Je rentre du bal, et je pars dans une heure pour New-York. Hier soir, quand je me suis acheminé vers le dîner qui m'attendait chez M. Field, j'avais la ferme intention de partir cette nuit même;

mais un orage de neige s'abattait sur la contrée, et tombait à si gros flocons que je craignis d'être bloqué en route. Mes hôtes aussi me représentèrent les charmes d'une station d'un jour ou deux au fond d'un *car* pris dans la neige, en compagnie de tout un convoi de voyageurs gelés et affamés comme moi : bref, au lieu de me rendre au chemin de fer, je me laissai conduire au bal. J'y fus présenté par une dame qui m'y fit grandement *mousser* par son obstination à m'appeler « le comte, » titre auquel je finis par répondre quand je vis qu'il s'adressait bien à moi. Vous savez qu'en Amérique, dans le monde élégant, un Français de bonne compagnie ne peut manquer d'être au moins comte ou marquis; c'est sans doute par modestie, par respect pour le démocratisme américain, qu'il se ravale momentanément au niveau des simples mortels. De même que les hommes du peuple m'appellent *capitaine* lorsqu'ils veulent me rendre honneur, de même les dames et les demoiselles m'appellent *comte*, parce qu'il est invraisemblable, incompréhensible qu'un homme aussi distingué ne soit rien du tout que Gros-Jean ou Gros-Pierre. Je suis accoutumé à ces usurpations involontaires, et je les supporte sans sourciller avec un sérieux impassible. — Me voilà donc au bal, affublé d'un titre, présenté de droite et de gauche, choyé par les demoiselles, et cela sans intérêt, sans calcul possible, sans autre raison que le désir d'être agréable à un étranger qui passe et qu'on sait devoir disparaître demain. Cette bienveillance empressée, cette hospitalité gracieuse méritaient bien en retour quelque effort de politesse. Je me plaisais d'ailleurs dans cette société aimable et presque européenne. Toutes ces dames parlaient un français élégant et correct dont elles semblaient très fières, et qu'elles étaient heureuses de faire apprécier par un bon juge. Leur conversation, peut-être nourrie de peu, comme toutes les causeries du monde, mais roulant au moins sur quelque chose, m'empêchait de regretter les heures et le sommeil perdu. Deux ou trois fois je tentai de m'enfuir, mais on me ramena de force. Bref, je ne sortis du bal qu'à trois heures du matin, emportant un excellent souvenir de cette société plus provinciale, moins à la mode peut-être, mais au fond plus délicate que celle de New-York.

La neige avait fondu. Il ne restait plus dans les rues qu'une espèce de compote pâteuse comme une *granite* fondante, et sur les dalles des trottoirs, aux places où l'eau avait coulé plus abondante, des arabesques en relief de glace mouillée, le plus glissant et le plus dangereux terrain sur lequel puisse marcher un homme. J'étais venu là en voiture, avec des dames, et je ne savais pas où j'étais. Je m'informe de la direction de Chesnut-street; on me l'indique vaguement, et je me mets en route, tantôt clapotant avec mes souliers de bal dans la bouillie neigeuse, tantôt, et malgré des pré-

cautions infinies, patinant sur les dalles incrustées de glace fondante. Même de jour, toutes les rues de Philadelphie se ressemblent, et il faut un œil exercé pour les reconnaître : de nuit, c'est un immense labyrinthe. Je ne tardai pas à m'y perdre, et je marchai longtemps à petits pas, faisant des efforts surhumains pour conserver mon équilibre. Pas de gaz allumé, pas d'écriteaux aux coins des rues; çà et là seulement une lanterne pâle et une solitude obscure, sans que de ces profondeurs silencieuses mes exclamations de mauvaise humeur fissent sortir un seul *policeman*. La municipalité de Philadelphie, qui fait tant pour l'instruction publique, fait peu de chose pour la voirie et pour la police. Elle laisse se creuser entre les pavés rompus des trous qui forment le soir des chausse-trapes boueuses; elle laisse l'eau et la neige s'amasser dans cette grande ville sans écoulement, sans égouts, sans pentes naturelles, sans rien pour l'assainir que l'absorption de la terre et l'évaporation du soleil. — En même temps un immense incendie commençait à embraser l'horizon et à rougir la moitié du ciel; la voix lente et lugubre du tocsin d'alarme planait au loin sur la grande ville endormie; on entendait par intervalles s'élever les cris stridens ou retentir sur le pavé sonore les pas précipités des escouades de *firemen* qui accouraient à la fête. C'est un magasin d'huile de pétrole qui vient de brûler en une heure; mais l'huile enflammée déborde dans les rues et inonde tout le quartier d'une mer de feu. — Enfin un passant attardé me montre ma route, et je rentre à l'hôtel trempé, glacé, après mainte chute et maint faux pas, avec mes habits souillés et mes souliers en loques. A présent vite au chemin de fer, et je serai ce soir même à New-York.

12 février.

Depuis trois jours, je n'ai pas touché une plume ni un livre. Ce grand New-York est un gouffre qui dévore les heures. Cependant les événemens se pressent, s'accumulent; l'anxiété de la paix ou de la guerre, les rumeurs contradictoires, les négociations, les ruptures, les coups de théâtre imprévus de Davis, l'approche d'une ou deux grandes batailles, enfin l'évidence d'un dénoûment prochain, d'un radoucissement forcé dans les fureurs démoniaques du gouvernement confédéré, jouent devant moi un drame tragi-comique dont l'intérêt augmente tous les jours. Comme aujourd'hui la bombe mystérieuse a éclaté et que les rapports des deux présidens à leurs peuples nous en montrent à nu l'histoire secrète, je puis vous dire les choses telles que je les ai vues, telles que les a jugées l'opinion publique, telles enfin que le résultat les montre à nos espérances désappointées.

Quand j'étais à l'armée, il n'était bruit que de l'ambassade de

M. Blair. Tout le monde en augurait, sinon la paix immédiate, au moins un grand pas vers l'accord amiable et le rétablissement de l'Union. Pour ma part je n'y croyais guère, car j'avais lu dans les journaux de Richmond de telles invectives contre quiconque ne ferait pas de l'indépendance des états confédérés la condition *sine quâ non* de la paix, que je ne pouvais supposer le gouvernement rebelle, qui est l'âme de la presse virginienne, en disposition de se sacrifier pour le bien public. Horace Greeley d'ailleurs était mêlé à l'affaire, et si bien que je respecte ses efforts persévérans, infatigables pour inspirer aux confédérés l'esprit de paix et de soumission, les négociations de Niagara sont encore trop récentes pour que j'aie grande confiance dans la diplomatie chimérique de cet esprit élevé et convaincu, mais rêveur et fantasque. Ce que je me figurais plus volontiers et ce que ma raison pouvait admettre, c'est que l'ambassade de Blair ou toute autre semblable démarche fortifierait au sud ce parti toujours grandissant de la paix, dont l'insubordination menaçait de renverser Davis. Alexandre Stephens, le vice-président malgré lui de la prétendue république, pouvait saisir cette occasion de se mettre à la tête des convertis et faire à l'obstiné dictateur une opposition domestique qui aurait bientôt paralysé tout à fait le corps malade et mutilé de la rébellion; mais je comptais sans la faiblesse de l'un et sans l'énergie dominatrice de l'autre. Ce qui devait être la ruine du président Davis a été pour cet homme extraordinaire l'occasion de ressaisir tout son ancien ascendant sur les timides et de pousser devant lui le troupeau de moutons enragés qu'il a mordus.

M. Blair revint, puis s'en retourna, puis revint encore, et déjà l'on ne semblait plus y songer. New-York seule, comme tous les centres financiers dont l'instabilité s'ébranle aux moindres secousses, se partageait entre l'espoir et la crainte, et, tout en souhaitant la paix, redoutait déjà qu'elle ne fût trop prompte. Les journaux, aux aguets de tous les bruits qui peuvent remplir leurs colonnes, donnaient par métier vingt récits et conjectures opposés à un public incrédule et indifférent. Quelques-uns, prenant le contre-pied de la rumeur courante, s'amusaient à la travestir en manœuvre financière et à nier même que Blair fût parti, — quand tout à coup une dépêche arrive de Fortress-Monroë, annonçant que le vice-président Stephens, le juge Campbell et le sénateur Hunter sont dans les lignes fédérales et sollicitent l'autorisation d'aller jusqu'à Washington porter des propositions de paix. M. Seward est allé à leur rencontre avec les pleins pouvoirs du président. On va même jusqu'à énoncer les conditions qu'il leur porte : il exige tout d'abord que les rebelles mettent bas les armes, qu'ils se soumettent aux lois des États-Unis, telles que la révolution les a faites; il offre

en revanche une compensation pour les esclaves émancipés et l'adoption de la dette confédérée par le gouvernement des États-Unis. — Ces concessions sont exorbitantes; mais on explique comment l'indemnité sera minime et proportionnée à la présente valeur de cette propriété des esclaves, plus onéreuse aujourd'hui que profitable, — comment, d'autre part, les États-Unis ne promettront jamais de remplir tous les engagemens illusoires qu'a pris un gouvernement désespéré. Ils reconnaîtront le principal de la dette, et ce serait déjà un bienfait immense que de donner ainsi une valeur réelle et la certitude du remboursement à un capital emprunté au taux de l'usure la plus extravagante et considéré depuis longtemps comme perdu. Quant à l'intérêt de dix pour cent qu'a promis le gouvernement rebelle, il serait réduit à trois pour cent qui, en monnaie fédérale, vaudraient encore vingt fois le revenu actuel. Ainsi les États-Unis achèteraient la soumission des rebelles, ou plutôt, après les avoir désarmés, réduits à merci, ils les recevraient dans l'Union en leur faisant un magnifique cadeau de bienvenue et en les aidant à réparer la ruine que s'est attirée leur folie! Voilà le joug intolérable sous lequel on a voulu faire passer les rebelles, voilà l'insulte, l'humiliation qu'on a voulu leur infliger, et que des gens voisins du gouvernement m'ont donnée pour certaine! C'était presque leur payer les frais de la guerre et les punir de leur obstination criminelle en les admettant, comme l'enfant prodigue, à une plus grosse part des bienfaits publics (1).

Cependant les journaux de Richmond, obéissant à un commun mot d'ordre, faisaient les dédaigneux et les sceptiques. *La Sentinelle*, porte-voix accoutumé du président Davis, appelait Stephens et les autres « les soi-disant commissaires du gouvernement confédéré. » — « Nous ne ferons pas, disait-elle, la paix sur une autre base que celle de l'indépendance, et toute autre proposition de l'ennemi sera considérée comme une insulte. Notre gouvernement n'a ni l'intention ni même le droit de traiter avec les *Yankees*. L'ambassade officieuse du vice-président ne servira qu'à montrer que la paix est impossible, et que la guerre à outrance est le seul parti qui puisse nous sauver. » Ces rodomontades, assaisonnées de quelques injures chevaleresques à la façon de l'aristocratie rebelle, paraissaient dans

(1) Ces détails ont été confirmés depuis par le récit que le vice-président Stephens a fait lui-même des négociations de Hampton-Roads. Les rebelles n'ont plus le droit de se plaindre qu'on les oblige à répudier la dette confédérée : ils l'ont condamnée eux-mêmes le jour où ils ont repoussé les offres trop généreuses du président Lincoln. Ils ne se sont d'ailleurs jamais fait illusion sur le sort probable de leurs expédiens financiers. Le discours prononcé autrefois par M. Stephens dans la législature de la Georgie pour l'exhorter à prendre sa part de l'emprunt confédéré prouve très bien que les états rebelles savaient, en contractant cette dette, qu'elle était perdue, si la guerre tournait contre eux.

le journal officiel de Jefferson Davis à l'heure même où ses émissaires portaient aux fédéraux des paroles de paix et des espérances de soumission. Quelle politique était donc la sienne? Quel dessein inconnu s'enveloppait de ce double langage, et de quel côté enfin était le mensonge?

Il y avait, nous disions-nous, deux partis en présence à Richmond, dans le peuple, dans l'armée, dans la législature, et jusque dans le pouvoir exécutif : celui de la reddition pure et simple et du retour docile à l'Union, composé des hommes prévoyans et éclairés qui savaient combien peu de temps la corde tendue pouvait résister au poids de la guerre, et celui des *fire-eaters* (mangeurs de feu), composé d'une masse ignorante guidée par des chefs ambitieux et fanatiques, volontairement aveugles dans leurs efforts pour aveugler la foule. Entre ces deux factions extrêmes flottait la multitude indécise qui désirait la paix sans oser la faire et faisait la guerre sans trop la vouloir, cette multitude docile et molle dont le vice-président Stephens, intelligence sans caractère et sans volonté, était à la fois le chef et le représentant. Ces rebelles à contre-cœur sont depuis quatre ans les instrumens de la volonté puissante qui les gouverne, et à force d'y obéir ils se sont fait par habitude une espèce de dévouement à la cause qu'ils défendent. On se rappelle l'éloquent discours d'Alexandre Stephens dans la convention de la Georgie contre la sécession, et la violence inaccoutumée avec laquelle il dénonçait alors comme des ambitieux criminels ceux dont il s'est fait depuis l'humble satellite. Aujourd'hui que les désastres essuyés par la confédération rebelle justifient sa résistance première à la sécession et que le jour de sa revanche est arrivé, M. Stephens et tous les hommes débiles qui ont suivi son exemple n'osent pas encore relever la tête et répudier une foi qui n'est pas sincère. Au lieu de montrer au peuple ce qu'ils voient, ce qu'ils comprennent, la ruine inévitable qui s'approche, et de renier le mensonge insensé de l'indépendance, ils n'osent parler de paix qu'en prononçant ensuite ce mot chimérique qui entretient tant d'illusions funestes. Ils savent que la paix sera la soumission, le retour à la nationalité première, l'abolition des dernières traces de l'esclavage et la fin du nom confédéré, — qu'en revanche la guerre ne peut aboutir qu'à l'extermination, et qu'il ne reste plus aux survivans de cette lutte fatale qu'à se livrer eux-mêmes, en acte de repentir, à la générosité des États-Unis, ou bien à faire parade d'un faux héroïsme et à s'engloutir dans un naufrage théâtral et criminel. Ils le savent, mais ils n'osent pas le dire, et ils encouragent toujours l'espérance chimérique d'une paix à termes égaux, servant ainsi par leur opposition timide l'adversaire même qu'ils veulent renver-

ser. Pourtant le nombre de ces partisans honteux de la paix a tellement grandi depuis les dernières défaites, ils ont élevé si haut la voix dans le congrès et dans la presse, que le gouvernement pouvait craindre qu'ils ne jetassent le masque. Davis, malgré sa dictature et l'appui assuré du général Lee, commençait à chanceler sur ce fauteuil présidentiel qu'on l'accuse d'avoir voulu changer en trône. L'ambassade de Stephens et de Campbell, sincère ou non, était évidemment conçue pour rallier à lui les mécontens et raffermir le pouvoir entre ses mains.

Ici toutefois revenaient les doutes. N'était-ce qu'une feinte, une ruse de guerre, comme le disaient les journaux de Richmond, et fallait-il prendre à la lettre cet article de *la Sentinelle*, qui, pour mieux déguiser la vérité, aurait pris le malin parti de la crier sur les toits? Davis n'avait-il voulu que prendre les *pacifiques* dans leurs propres filets et adopter un instant leur politique pour les réduire ensuite au silence en leur démontrant l'impossibilité de leurs espérances? Quand les commissaires confédérés ont traversé les lignes, les deux armées les ont acclamés avec enthousiasme, unissant dans un *cheer* pacifique leurs voix accoutumées aux provocations du cri de guerre; mais il ne faut pas croire que l'armée rebelle, en saluant l'espoir de la paix, entendît applaudir la soumission. On a tant de fois répété aux hommes ignorans du sud que jamais on ne pourrait les vaincre, que jamais leurs ressources ne seraient épuisées, ni la nation confédérée subjuguée par le conquérant *yankee*, qu'ils ont fini par croire à sa durée et par s'imaginer que la paix leur assurerait cette indépendance qui maintenant serait vaine, mais à laquelle ils tiennent, comme on tient toujours aux hochets inutiles pour lesquels on a combattu. Davis, alors même que tout espoir et toute énergie l'auraient abandonné, ne pourrait pas sans transition avouer sa défaite à son peuple. Le flot populaire, soudainement arrêté, se rejetterait contre lui avec la fureur des réactions inattendues, et les commissaires pacifiques n'iraient à l'ennemi que sur le corps de l'auteur criminel et détesté de la rébellion, car les changemens soudains de politique amènent la ruine de ceux même qui les conseillent, et le peuple détrompé voit dans les anciens instrumens de sa folie les auteurs premiers de l'égarement qui l'a perdu: justice brutale, mais rigoureuse, à laquelle Davis ne peut échapper, s'il ne la conjure par les détours, les lenteurs, les mensonges prudens et bien ménagés qui peuvent amener son peuple du fanatisme de l'erreur à la vue calme et sensée de la vérité.

Cependant la première conférence avait eu lieu. On racontait que Stephens n'avait tenu partout qu'un langage de conciliation, qu'il avait pris congé des officiers chargés de le conduire en « espé-

rant les revoir sous de meilleurs auspices, » que même il avait dit : « Nous ne sommes qu'un seul et même peuple. » L'anxiété grandit quand on apprit que le président Lincoln, sur une dépêche du secrétaire d'état, était parti subitement pour Fortress-Monroë. La paix était-elle si proche? Les plus incrédules se rendaient à demi, et l'on s'étonnait que sur cette grande nouvelle l'or n'eût pas soudainement baissé de 50 pour 100.

L'or, à vrai dire, faisait bien d'attendre. Le *Herald*, l'*Express*, les paradoxaux et les haussiers de la presse, avaient raison d'opposer à l'espérance générale leur moqueuse incrédulité. Le lendemain, négociations rompues; — Lincoln et Seward s'en retournaient à Washington, disant tout haut que la paix n'était pas possible. Stephens et Hunter rentraient dans leurs lignes, et, suivant le lieu commun tant rebattu des journalistes, « Grant, Thomas et Sherman étaient redevenus les vrais commissaires et les vrais négociateurs de la paix. » Que s'était-il passé? Maintes rumeurs avaient couru; mais en attendant le message officiel que le président préparait pour le congrès, il fallait se contenter du fait laconique et des narrations de fantaisie qui couraient la presse. Les premiers détails nous arrivèrent de Richmond : à peine les négociateurs avaient-ils reparu dans la ville que tous les journaux en masse avaient ouvert à pleines bordées un feu préparé d'avance. Je ne puis vous décrire ce délire d'indignation calculée, ce déluge d'invectives et d'injures qu'ils se mirent à vomir, comme des batteries chargées jusqu'à la gueule que le canonnier allume au premier signal. On eût dit que le nord avait dévoilé au dernier moment des prétentions si inattendues, si odieusement exorbitantes, que l'ambassade avait reculé épouvantée. Lincoln, le tyran *yankee*, leur avait tendu un abominable guet-apens. Il avait refusé de reconnaître l'indépendance des états du sud, il avait exigé des rebelles un retour absolu et immédiat aux lois des États-Unis, poussant même l'insolence jusqu'à leur promettre, en cas de soumission, l'indulgence qu'on doit à des frères égarés, — l'indulgence des vils *Yankees!* Les *Yankees* oser se dire les frères de la nation chevaleresque du sud! Évidemment ce piége était calculé pour fournir à « l'ignoble Lincoln » et au « sanguinaire Seward » l'occasion de souffleter les nobles citoyens et le sublime peuple des états confédérés : outrage qu'il fallait laver dans le sang et venger par une extermination universelle de toutes les armées qui avaient osé violer la terre sacrée de la rébellion!

La fureur et l'injure ne dispensent pas de la logique. La veille, ces mêmes journaux, ce même Davis qui leur soufflait leur opinion, parlaient avec mépris de ces prétendues négociations qui ne serviraient qu'à montrer l'incorrigible arrogance de l'ennemi et la nécessité d'une guerre impitoyable. Aujourd'hui ils vocifèrent, ils

prétendent qu'on les a déçus, que Lincoln, pour attirer leurs négociateurs dans ses lignes, leur faisait croire qu'il allait humblement se soumettre à leurs conditions de paix. S'il est vrai qu'on ait voulu les tromper, ils ne s'y sont pas laissé prendre, et cet air d'innocence leur sied mal après la hautaine condescendance dont ils se sont vantés. Il serait bien étonnant d'ailleurs qu'après les avoir combattus quatre années, dans la bonne et dans la mauvaise fortune, on choisît pour s'avouer vaincu le moment même où on tient le loup par les oreilles et où on le serre à la gorge; mais c'est peine perdue que de démontrer leur folie et de dénoncer leur mauvaise foi.

Le rapport du président Lincoln au congrès fut enfin publié, avec une lettre écrite par M. Seward à M. Adams, ministre des États-Unis près la cour d'Angleterre, et le monde put voir jusqu'où ce Tibère et ce Séjan avaient poussé le délire de la tyrannie. — Les plénipotentiaires rebelles et le président des États-Unis se rencontrèrent à Hampton-Roads, sur la rivière James, à bord du bateau à vapeur qui les avait amenés; leur entrevue fut cordiale, franche, bienveillante; ils burent ensemble du vin de Champagne, et quand ils se séparèrent, Seward poussa l'ignominie jusqu'à dire, à la façon américaine, à son ancien ami Hunter, qui lui serrait les mains : *God bless you, Hunter!* — « Mieux vaudrait, s'écrie le *Richmond Dispatch*, la malédiction de l'enfer que la bénédiction de Seward! » — M. Stephens avait commencé la conférence avec un sincère désir que la paix y fût conclue; mais il conservait une grande illusion : il se figurait que le gouvernement des États-Unis pouvait reconnaître temporairement l'existence et la légitimité du gouvernement rebelle, lui accorder une amnistie, retirer ses armées, lui rendre le territoire auquel il prétend toujours, et attendre patiemment, sur la foi d'une promesse verbale, que les choses et les hommes fussent mûrs pour la reconstruction proposée. Dans cette attente, la confédération se serait alliée aux États-Unis pour appliquer sur le continent américain la politique de la doctrine Monroë, c'est-à-dire pour affranchir le Mexique de l'occupation des armées françaises et peut-être même s'emparer du Canada contre les Anglais. Le président Lincoln dit dans son message qu'en général les commissaires confédérés ne se sont point positivement refusés à l'union, mais qu'ils ont demandé seulement d'ajourner et de réserver le différend. M. Seward aussi dit en propres termes que M. Stephens a proposé pour compromis un traité d'alliance politique et d'action commune contre les puissances qui attaquent la doctrine Monroë. De cette façon, la guerre aux puissances européennes eût été employée comme dérivatif pour donner aux haines engendrées par la guerre civile le temps de s'effacer et de s'éva-

nouir. Voilà la bienveillance des rebelles pour leurs bons amis d'outre-mer, amis timides, j'en conviens, mais qui, pour récompense de leurs secrètes espérances et de leur demi-complicité, méritent mieux que la haine systématique qu'on semble leur avoir vouée à Richmond bien plus encore qu'à Washington. On ne songe plus maintenant à les flatter pour obtenir leur aide, encore moins à se donner à eux pour les forcer à prendre parti. Le président Davis a compris qu'il ne gagnerait rien à ramper devant l'Europe, et voilà les sentimens que cachait le rideau de flatterie officielle qui nous a si longtemps abusés.

Quant aux États-Unis, qui n'ont pour le présent aucun souci de la guerre européenne, le marché qu'on leur offre est aussi improfitable qu'inadmissible et incompatible avec leur dignité. L'assistance des populations décimées et des belles finances du sud serait d'un prix médiocre dans l'hypothèse même d'une guerre extérieure. Enfin n'est-il pas étrange, après quatre ans de luttes sanglantes pour le maintien de l'Union, de ne leur offrir en prix de la victoire qu'une vague promesse d'alliance, en leur demandant d'abandonner le principe et le nom national même pour lesquels ils ont combattu? Ce n'est pas aux vaincus de faire la loi aux maîtres, et quand à la lettre du président Davis annonçant à M. Blair qu'il était prêt à négocier une paix *entre les deux peuples* le président Lincoln a répondu par la même voie détournée qu'il entendait rendre la paix *au peuple de leur patrie commune*, il était bien clair qu'il ne reviendrait pas sur cette parole. Les commissaires confédérés savaient donc ou devaient savoir ce qui leur serait proposé, et s'il y a insulte et arrogance, c'est plutôt du côté de ces vaincus qui veulent dicter aux vainqueurs les conditions de la paix qu'on leur accorde.

On dit aussi que M. Stephens a essayé d'une autre issue, non moins impraticable et non moins ridicule que la première. Il a fait entendre que les états confédérés reviendraient à l'Union en temps et lieu, si le gouvernement des États-Unis voulait d'abord reconnaître leur souveraineté individuelle absolue et leur droit inaliénable à la sécession; ce qui revenait à dire : « Vous aurez gain de cause à la condition d'avouer que vous avez tort. » Admettre la souveraineté absolue des états, c'eût été non-seulement un acte indigne d'une nation qui a affirmé sa propre souveraineté dans cent batailles, mais la plus impolitique et la plus funeste des concessions. Cette clause purement théorique en apparence n'aurait pas tardé à ranimer le fléau proscrit des *nullifications* et des sécessions d'états, elle aurait fait une révolution dans le droit constitutionnel des États-Unis et rendu l'autorité nationale impuissante contre les fantaisies d'une rébellion nouvelle. Ces prétendus compromis ne

sont que des façons ingénieuses de désarmer le gouvernement de l'Union et de lui arracher un *meâ culpâ* dont on n'aurait pas manqué ensuite de se prévaloir. Je ne crois pas qu'il y ait un homme assez insensé dans le gouvernement rebelle pour s'imaginer que ces termes fussent acceptables, et qu'on pût sans dérision les offrir à un président réélu pour avoir déclaré qu'il ferait triompher l'autorité nationale tout entière. A ces propositions dérisoires M. Lincoln a répondu et devait répondre un *non possumus* irrévocable, et personne ne peut de bonne foi s'étonner qu'il l'ait prononcé.

Il a fait en revanche toutes les concessions qu'autorisaient l'honneur national et le mandat qu'il a reçu du peuple, exigeant seulement que la loi des États-Unis fût souveraine dans les états dits confédérés, que le gouvernement de la confédération fût dissous, — non ceux des états, — que l'armée mît bas les armes, que l'amendement constitutionnel fût adopté comme le fondement du droit public, et l'esclavage aboli dans les états rebelles du jour où, suivant la constitution, qui est la loi suprême, les trois quarts des états l'auraient ratifié. Il promettait ensuite que dans la pratique et l'exécution des lois, dans l'application surtout du décret de confiscation qui pèse encore sur les rebelles, il userait de toute l'indulgence compatible avec son devoir et ferait grâce des peines trop rigoureuses, pourvu seulement qu'on admît son droit de les infliger. On dit même qu'il a donné sa parole qu'il aiderait de tout son pouvoir le sud à se relever de ses ruines. Rien ne suffit aux envoyés du sud. Puisque leur gouvernement veut l'usurpation ou la guerre, qu'on s'en prenne à lui du sang versé!

Voilà les faits tels qu'ils ressortent du rapport succinct du président Lincoln et des récriminations mêmes des rebelles. C'est aux journaux de Richmond que j'emprunte les détails qui témoignent le plus hautement de leur opiniâtreté intraitable. Les récits qu'ils font de l'entrevue de Hampton-Roads sont les actes d'accusation les plus concluans contre eux-mêmes et les plus claires justifications de celui qu'ils appellent le tyran Lincoln, car leurs excès les plus odieux sont à leurs yeux les actes les plus nobles d'héroïsme patriotique. Le gouverneur de la Virginie William Smith, plus connu sous le sobriquet d'*Extra-Billy Smith*, a convoqué le peuple de Richmond à un immense *meeting* « pour répondre dignement à l'outrage que leur a fait (aux gens du sud) le président des États-Unis, » en ne les suppliant pas humblement de se contenter de l'indépendance et de ne plus vouloir conquérir les états du nord. Le général Lee et tout son état-major y sont venus en grand appareil, et 10,000 personnes ont voté par acclamation qu'elles rejetaient « avec l'indignation que mérite une aussi grossière insulte » les conditions que Lincoln a mises à la paix entre les deux peuples. Jefferson Davis a

parlé. « Tout, dit-il, doit être sacrifié sur l'autel de la patrie. Nous prouverons bien à Lincoln que nous sommes ses maîtres. On verra bientôt que Sherman a conduit en Georgie sa dernière armée. Avant l'été, ce sera l'ennemi qui nous mendiera des conférences et des occasions de lui dicter nos lois. » MM. Benjamin, Hunter, Oldham, d'autres encore, ont parlé, tandis que les journaux faisaient feu de toutes leurs batteries. *La Sentinelle*, dans un article éloquent et insensé dû à la plume de Jefferson Davis lui-même, fait appel aux souvenirs de l'histoire romaine, et propose aux rebelles l'exemple des héroïques vaincus de la bataille de Cannes. « Les lâches, dit l'*Examiner*, doivent être pendus à la lanterne. — On ne peut, dit l'*Enquirer*, nous ravir le droit de remplir une tombe glorieuse. » Puis des indignations burlesques : « sommes-nous des rebelles? sommes-nous des traîtres? » Le dessein du président Davis en jouant cette comédie pacifique apparaît dans son audacieuse et habile impudence : il a voulu clore la bouche aux amis de la paix et mettre encore une fois le feu à l'opinion publique. Il a momentanément réussi. Stephens, résigné à la guerre, va, en docile instrument d'une politique qu'il déteste, révolutionner la Georgie. Lee fait blanc de son épée; le peuple de Richmond est revenu au fanatisme des premiers jours. Malheureusement ces grands coups de théâtre sont bien connus; on appelle cela *fire the southern heart* (enflammer le cœur du sud), et chacun de ces beaux incendies a toujours laissé des cendres et des ruines. Tandis que Jefferson Davis poussait à Richmond son cri de guerre, répété par dix mille voix, Sherman coupait à Branchville le chemin de fer d'Augusta à Charleston, et la gauche de l'armée du Potomac faisait autour de Petersburg un de ces mouvemens modestes qui, deux ou trois fois répétés, intercepteraient les communications de Lee. Tandis qu'on se préparait à prendre des mesures rigoureuses contre les déserteurs et les réfractaires, ils n'en occupaient pas moins les montagnes de la Caroline du Nord, d'où ils donnent la main à l'ennemi. Enfin, à l'heure même où les négociations officielles étaient rompues en Virginie, la législature de la Caroline du Nord nommait pacifiquement cinq négociateurs tirés de son sein et invitait les autres états à suivre son exemple. A Richmond même, deux jours après les *mass meetings* belliqueux du président, le congrès, qui s'y était associé en grande pompe, repoussait unanimement la proposition renouvelée d'armer les nègres. Les négociations ont échoué avec Davis, mais elles réussiront ailleurs avec d'autres. Ceux même qui jurent de résister jusqu'à l'extermination seront les premiers à faire leur paix quand le jour viendra de faire honneur à leurs sermens téméraires.

ERNEST DUVERGIER DE HAURANNE.

RIVALITÉ

DE CHARLES-QUINT

ET

DE FRANÇOIS Ier

TRAITÉ DE MADRID ET DÉLIVRANCE DE FRANÇOIS Ier.

I.

Vers le même temps où l'empereur Charles-Quint apprenait par le marquis de Pescara les projets menaçans des princes italiens et où il recevait d'Angleterre l'avis que son ancien allié Henri VIII concluait un traité avec la régente de France, il était informé du dangereux état dans lequel la captivité avait fait tomber le roi son prisonnier (1). Après que les négociations pour la paix avaient été suspendues, François Ier, voyant que Charles-Quint se refusait à une entrevue, sentant que la possibilité d'un accord et l'espoir de sa délivrance s'éloignaient de plus en plus, craignant que son royaume, où des dissentimens commençaient à se montrer entre le parlement et la régente, ne fût exposé à d'irrémédiables désordres par son emprisonnement prolongé, fut en proie à une mélancolique tristesse. La fièvre le saisit; cette fièvre, continuant avec des redoublemens, fut le signe d'une maladie des plus graves. François Ier

(1) Voyez, sur cette lutte et les incidens antérieurs, la *Revue* du 15 janvier 1851, du 15 mars et du 1er avril 1858, des 15 février, 1er et 15 mars 1860, et du 1er février 1866.

perdit peu à peu ses forces, et la vie sembla sur le point de l'abandonner. Quoique le mal eût un siége intérieur que les médecins n'apercevaient pas encore, on crut autour du roi que la cause en était toute morale. C'est ce qu'annonça le capitaine Alarcon à l'empereur. Charles-Quint s'empressa d'écrire à François Ier, et il fit partir don Juan de Zuñiga pour lui témoigner l'intérêt qu'il prenait à son rétablissement (1). Les nouvelles devenant plus mauvaises, il lui envoya son propre médecin pour le traiter et le vice-roi de Naples pour ranimer ses espérances (2); mais les soins du médecin impérial ne furent pas plus efficaces que ceux des deux médecins français, Bourgancy et maître Jean de Nismes, que le roi avait auprès de lui (3), et François Ier fut insensible aux consolations que lui apportait Lannoy de la part de Charles-Quint. Un abcès profond s'était formé vers le haut de la tête, et la compression douloureuse que cet abcès produisait en se développant jetait de plus en plus le malade dans un accablement qui semblait mortel. Le lundi 18 septembre, après plus de vingt jours de maladie, François Ier était sans mouvement et presque sans connaissance. Alarcon dépêcha un courrier à l'empereur pour l'en informer et lui dire qu'une visite de sa part pourrait seule tirer le roi de l'état léthargique dans lequel il était tombé, et que s'il voulait le voir encore et chercher à le relever par sa présence et ses paroles, il avait besoin de se hâter. L'empereur était allé à la chasse du côté de Ségovie; il avait écrit à François Ier qu'apprenant la durée de sa maladie, et regrettant d'avoir passé naguère près du lieu où il était alors bien portant sans le voir, il n'y passerait pas cette fois sans le visiter, et qu'il serait auprès de lui le mardi. Le mardi était le 19 septembre. Charles-Quint arriva des environs de Ségovie à San-Agustin le lundi 18, quelques heures avant la fin du jour. Il comptait coucher à San-Agustin lorsqu'il reçut la dépêche d'Alarcon. Il sentit sur-le-champ que son prisonnier lui échappait, s'il ne s'empressait pas de le soutenir, et qu'il perdrait avec lui tous les avantages qu'il se promettait de sa délivrance. Sans attendre le lendemain, il résolut d'aller visiter François Ier pour lui donner la satisfaction qu'il avait si ardemment désirée et essayer de le ramener à la vie par l'espérance de sa prochaine liberté. Il dit à ceux qui l'accompagnaient qu'ils eussent à se préparer, s'ils voulaient le suivre. Il monta à cheval avec les ducs de Calabre, de Bejar et de Najara, Pedro Giron et don Beltran de la Cueva, qui ne le quittèrent point, et il parcourut à toute bride en

(1) Lettre de l'empereur à François Ier, dans *Captivité*, etc., p. 322.
(2) *Della vita e delle opere di Andrea Navagero*, par Cicogna, p. 179.
(3) *Captivité de François Ier*, p. 133 et 135.

deux heures et demie les six grandes lieues qui le séparaient de Madrid (1). Il y arriva entre huit et neuf heures du soir, et se rendit sur-le-champ à l'Alcazar. Laissant à la porte de la chambre du roi les ducs qui lui faisaient cortége, de peur de fatiguer le malade, il y entra avec le seul vice-roi de Naples, éclairé par le maréchal de Montmorency, qui portait devant lui un flambeau.

En voyant l'empereur, François Ier se releva avec effort sur son lit et s'inclina. Charles-Quint se jeta dans ses bras, et ils se tinrent pendant quelque temps étroitement embrassés sans proférer une parole. François Ier rompit le premier le silence, et dit : « Seigneur, vous voyez devant vous votre prisonnier et votre esclave. — Non, répondit affectueusement l'empereur, mais mon bon frère et véritable ami que je tiens pour libre. — Votre esclave, ajouta le roi. — Mon bon frère et ami qui deviendra libre, repartit avec insistance l'empereur. Je ne désire rien plus que votre santé, ne pensez qu'à elle; tout le reste se fera, seigneur, comme vous pouvez le souhaiter. — Il en sera ce que vous ordonnerez, continua le roi, car c'est à vous de commander; mais, seigneur, je vous en supplie, qu'il n'y ait pas d'intermédiaire entre vous et moi (2)! » François Ier retomba fatigué, et lorsque l'empereur sortit après avoir passé quel-

(1) *Relacion de lo sucedido en la prision de Francisco I*, por Hernandez de Oviedo, fol. 15 v°. — Dans Gachard, *Appendice*, p. 87. — *Commentarios de los hechos del señor Alarcon*, p. 306. — Sandoval, t. Ier, liv. XIII, § 16.

(2) « In questo mezzo peggiorando il re, cesare volle visitarlo in persona a Madril. Accostatosi al letto il re si sforzò di sollevarsi il meglio che potè ed abbraciato cesare, gli disse in francese queste formali parole : *Imperator mio signor, ecco qui un tuo servitore e schiavo.* Cesare rispose che così non era, ma suo bueno amico e fratello, che tale sperava gli sarebbe, che attendesse pure a star allegro, e non pigliasse altro pensiero che di risanare, perchè alla venuta di madama d'Alanson siguirebbe tra loro buena pace, perch' egli non voleva se non il dovere, e pensava che anche dal re non sarebbe mancato di fare il dovere, e perciò sarebbe presto in libertà. » — *Della vita e delle opere di Andrea Navagero*, p. 179. — Ce récit de la visite de Charles V est conforme à la relation inédite qu'en fait Gonzalo Hernandez de Oviedo, qui l'avait appris le soir du retour de Charles V à Tolède de la bouche même du duc Ferdinand de Calabre. — Cette relation, qu'extrait et cite M. Gachard dans son *Appendice*, p. 87, est conservée à la bibliothèque de Madrid; elle s'accorde avec ce qu'en dit Sandoval (liv. XIII, § 16). Elle diffère un peu de la version de François Ier, qui fait dire à Charles-Quint : « Mon frère, ne vous souciez d'autre chose que de guarison et santé, car quand vous voudriez demeurer prisonnier, je ne le voudrois pas, et vous promets que vous serez délivré à votre grand honneur et contentement, et après que madame la duchesse sera venue à Tolède, nous ferons chose pour votre délivrance dont vous serez joyeux et content. » *Captivité de François Ier*, p. 471. — Il y a un peu d'exagération des deux côtés sans aucun doute. Il n'est pas vraisemblable que Charles-Quint dans ce moment ait insisté sur ce qui lui était dû, puisque, selon lui, ce qui lui était dû était la Bourgogne, que François Ier ne voulait pas lui céder. Il n'est pas vraisemblable non plus qu'il soit allé jusqu'à lui dire que quand il voudrait demeurer prisonnier, lui ne le voudrait pas.

ques instans encore à ses côtés, François Ier ne put pas donner la main aux ducs de Calabre, de Bejar, de Najara, etc., qui entrèrent pour lui faire la révérence.

Le lendemain, l'empereur retourna auprès du roi. Il n'oublia rien pour lui rendre la confiance; mais le royal prisonnier se sentait profondément atteint, et il parla à l'empereur comme s'il ne croyait pas survivre à son mal. Il le supplia, s'il succombait, « d'avoir ses fils pour recommandés, de ne pas trop exiger d'eux, de les prendre sous sa protection et de les défendre contre ceux qui les attaqueraient (1). » Charles-Quint le rassura et lui dit que tout s'arrangerait selon ses vœux lorsque arriverait sa sœur la duchesse d'Alençon. On annonça en même temps que Marguerite de Valois était entrée dans Madrid et qu'elle approchait de l'Alcazar.

Cette princesse, d'un cœur si tendre, d'un mérite si haut, d'un esprit si rare et si orné, était partie de France au milieu des plus grandes chaleurs de l'été pour aller au fond de l'Espagne travailler à la délivrance de son frère. Sa mère l'avait investie de tous les pouvoirs nécessaires pour cette délicate négociation avec l'espérance que sa beauté et son habileté, les charmes de sa personne et les ressources de son dévouement la conduiraient à bonne fin. Dès que la trêve avait été conclue définitivement et que le sauf-conduit tout à fait en règle lui avait été remis, elle s'était rendue de Lyon à Aigues-Mortes en descendant le Rhône avec la régente sa mère, qui l'avait accompagnée jusqu'au lieu de son embarquement. Montée le 27 août (2) sur la flotte qui devait la transporter en Espagne, elle avait traversé la Méditerranée comme l'avait fait son frère deux mois et demi auparavant, et elle avait pris terre à Barcelone, où l'empereur avait envoyé don Ugo de Moncada à sa rencontre. Sur la route de Barcelone à Madrid, elle avait appris la grave maladie du roi son frère, et, remplie d'anxiété, elle avait mis encore plus de hâte à parcourir l'espace qui la séparait de lui (3). Le corps fatigué, l'âme troublée, elle faisait de dix à douze lieues d'Espagne par jour (4). Le cardinal légat Salviati que Clément VII avait dépêché vers l'empereur, qu'elle rencontra et dépassa en route, dit qu'elle se rendait en volant à Madrid, où elle arriva le 20 septembre 1525, le lendemain de la première visite que Charles-Quint avait faite à François Ier. L'empereur descendit jusqu'au bas de l'escalier de

(1) *Della vita e delle opere di Andrea Navagero*, p. 179.

(2) *Lettres de Marguerite d'Angoulême, sœur de François Ier*, publiées par M. Génin, Paris 1841, in-8°, p. 182.

(3) Lettre de Marguerite au maréchal de Montmorency, *ibid.*, p. 187.

(4) Lettre du cardinal Salviati, écrite d'Alcala le 22 septembre et continuée à Tolède le 3 octobre. — Imprimée dans Molini, *Documenti storici*, t. Ier, p. 191 et suiv.

l'Alcazar pour la recevoir. Elle était vêtue tout en blanc à cause de la mort récente de son mari, le duc d'Alençon, et elle avait le visage en pleurs. L'empereur l'embrassa, lui adressa quelques paroles de consolation et la conduisit auprès du roi son frère. Après quelques instans passés avec eux, il les laissa, et le même jour il repartit pour Tolède (1).

La visite de l'empereur, ses bonnes assurances, la venue et la présence de sa sœur ranimèrent un moment François Ier : il parut mieux; mais le mal était au-dessus des remèdes moraux. Trois jours après le départ de Charles-Quint et l'arrivée de la duchesse d'Alençon, l'état du roi empira. La fièvre devint plus forte et l'accablement du malade excessif. Le jour suivant (24 septembre), il tomba dans une insensibilité complète, et les médecins de l'empereur comme les siens déclarèrent qu'il était perdu. Il resta pendant plusieurs heures sans parler et sans entendre, ne voyant rien et ne reconnaissant personne. La duchesse d'Alençon était dans le désespoir et ne comptait plus désormais sur aucun remède humain. C'est alors qu'elle fit dresser un autel dans la chambre du roi et dire par l'archevêque d'Embrun la messe à laquelle assistèrent, en priant et en pleurant, les gentilshommes de son frère et les dames de sa suite. Au moment de l'élévation, l'archevêque d'Embrun, s'adressant au roi, qui depuis quelque temps ne donnait aucun signe de vie, l'exhorta à regarder le saint-sacrement. Le roi ouvrit les yeux et leva les mains. La messe finie, la duchesse fit présenter au roi le saint-sacrement pour qu'il l'adorât. « C'est mon Dieu, dit-il, qui me guérira l'âme et le corps, je vous prie que je le reçoive. » Comme on lui représenta qu'il ne pourrait avaler l'hostie, « si, répliqua-t-il, je le ferai. » Alors, l'hostie ayant été partagée en deux à la demande de la duchesse, le roi en reçut la moitié dans la plus grande dévotion, et sa sœur, communiant avec lui, reçut l'autre moitié au milieu de toute l'assistance, qui fondait en larmes (2). La secousse morale qu'il avait éprouvée avait produit une crise salutaire. L'abcès qu'il avait dans la tête, et qui l'avait jeté dans cet état d'anéantissement, s'était heureusement ouvert en dehors, ce qui le sauva (3); mais, s'il fut rendu à la vie, il demeura dans une grande faiblesse.

(1) *Relacion de lo sucedido*, etc., f° 15. — *Della vita e delle opere di Andrea Navagero*, p. 120. — Sandoval, t. Ier, lib. XIII, § 16.

(2) Lettre du président de Selve, du 1er octobre, au parlement de Paris. — *Captivité de François Ier*, p. 332.

(3) « Stette alli XXIII del passato in fine di morte, senza parlare molti hori et senza virtu alcuna et desperato et tenuto morto da tutti, mismo en la mattina de XXIIII, nella quale comincio a ribaversi et purgar la materia che li andava a la testa per il naso. » Lettre du cardinal Salviati. Dans Molini, *Docum. stor.*, t. Ier, p. 191 et suiv. — Navagero le dit également dans ses dépêches : « Avendo scoperto i medici ch' egli era oppresso da

L'empereur apprit avec une vive satisfaction le rétablissement inespéré de son prisonnier. Il avait ordonné qu'on fît à son intention des prières publiques. Au moment où François Ier paraissait sur le point de succomber, Charles-Quint, se résignant à sa perte avec cette gravité stoïque qu'il montra dans les positions diverses de la fortune, s'était borné à dire : « Dieu me l'avait donné, Dieu me l'ôte (1). » Dès qu'il connut la soudaine amélioration qui était survenue, il fit partir le vice-roi de Naples pour visiter François Ier, à qui il écrivit « que les choses, au plaisir de Dieu, viendraient à bonne fin (2). »

II.

Marguerite de Valois quitta son frère convalescent pour aller suivre auprès de Charles-Quint la grande négociation qui l'avait conduite en Espagne. Elle arriva le mardi 3 octobre à Tolède. L'empereur envoya au-devant d'elle le duc de Medina-Celi à une lieue de la ville. Il sortit lui-même de son palais pour la recevoir, accompagné du duc de Calabre, de l'archevêque de Tolède, du duc de Bejar, du duc de Najara, du connétable de Navarre, de l'amiral des Indes, du marquis de Villafranca et de beaucoup d'autres seigneurs et *caballeros*. Il la rencontra sur la place de Zocodover, ayant à ses côtés l'archevêque d'Embrun, quelques grands personnages de France, et suivie de vingt de ses femmes à cheval comme elle. Du plus loin qu'il la vit, l'empereur ôta son bonnet et s'approcha d'elle avec la plus gracieuse courtoisie. L'ayant placée à sa droite, il la conduisit lui-même au palais de don Diego de Mendoza, comte de Melito, où son logis avait été préparé. A la porte, il prit conge de la duchesse le béret à la main et retourna à son palais (3).

Le lendemain, il y reçut la visite de Marguerite de Valois, qui vint l'entretenir du projet de paix avec la France et discuter les conditions auxquelles pourrait être délivré le roi son frère. Charles-Quint demeura pendant deux heures en conférence avec elle. Il n'avait auprès de lui aucun des membres de son conseil ni des grands officiers de sa cour, et il avait voulu, par une aimable déférence, que la porte de la chambre dans laquelle il conférait avec la duchesse fût gardée par une de ses femmes (4); mais, s'il se mon-

un' appostema nella testa, si che ad ogni momento parea dovesse morire. » *Della Vita e delle opere di Andrea Navagero*, p. 180, col. 2.

(1) *Navagero. Ibid.*

(2) *Captivité de François Ier*, p. 334.

(3) Relation manuscrite de Gonzalo Hernandez de Oviedo, citée par M. Gachard.

(4) Lettre de Marguerite à François Ier, dans *Captivité*, etc., p. 342. Elle engageait

tra courtois envers la duchesse, il reprit toutes ses exigences à l'égard du roi. Ce qu'il avait dit à François Ier pour le relever de l'abattement où l'avait jeté sa maladie, il ne parut plus s'en souvenir lorsque François Ier fut revenu à la santé. Il fit voir que, s'il lui avait donné des espérances, c'était pour le sauver de la mort et non pour le délivrer de la captivité.

La duchesse d'Alençon proposa, en même temps que la renonciation aux souverainetés de l'Italie et aux suzerainetés sur une partie des Pays-Bas, le mariage du roi son frère avec la reine Éléonore, qui recevrait de l'empereur le duché de Bourgogne en dot (1). Cette combinaison avait à l'égard de la France le tort de reconnaître un droit réel sur le duché au petit-fils de Marie de Bourgogne, qui pourrait le donner à sa sœur, et vis-à-vis de l'empereur le désavantage de le priver de la possession du duché, tout en le lui concédant; Charles-Quint n'y adhéra point. Il tenait à l'acquisition effective de cette grande province et entendait la reprendre avec toutes ses dépendances. Il répondit d'abord que la reine sa sœur, qu'il avait eu soin d'éloigner peu après l'arrivée de la duchesse d'Alençon en la faisant partir pour un pèlerinage à Notre-Dame-de-Guadalupe, était promise au duc de Bourbon et ne pouvait pas être accordée à François Ier. La duchesse d'Alençon offrit vainement la somme qui conviendrait à l'empereur pour la rançon de son prisonnier. Charles-Quint assura qu'il ne voulait point de rançon et qu'il ne demandait pas autre chose au roi que la restitution de ce qui lui appartenait (2); mais cette restitution prétendue était un démembrement considérable du territoire incorporé à la couronne. François Ier la trouvait contraire à son honneur et déclarait qu'il aimerait mieux demeurer en prison toute sa vie que d'y consentir. Cependant la demande de l'empereur était si péremptoire, et si vif était le désir de délivrer le roi d'une prison où sa santé était exposée à se perdre et son royaume à tomber dans le trouble, — que la duchesse d'Alençon offrit à Charles-Quint la mise en possession du duché de Bourgogne aussitôt que le roi serait rentré dans son royaume, mais à une double condition : 1° que le droit au duché serait jugé par le parlement de Paris garni de pairs; 2° que l'empereur donnerait des otages de la restitution du duché, si le jugement n'était pas en sa

le roi à paraître plus faible qu'il n'était : « Vous supplyant, monseigneur, fere devant le sieur Larcon contenance foible et ennuyée, car vostre debilité me fortifiera et advancera ma depesche. »

(1) *Captivité de François Ier*, p. 360. — Lettre de l'empereur à L. de Praet, dans Lanz, t. Ier, p. 188.

(2) Lettre de Charles V, dans laquelle il rend compte de la négociation de la duchesse d'Alençon. — *Archives des Affaires étrangères de France, Espagne*, t. V, f° 204-205.

faveur. Charles-Quint refusa encore. Il était résolu à ne pas délivrer le roi avant d'avoir le duché entre ses mains, et il n'admettait point que le parlement de Paris siégeant par la grâce et sous l'autorité du roi, et les pairs du royaume placés dans sa dépendance, pussent être des juges impartiaux et équitables. Il consentit toutefois à faire décider le différend par des arbitres nommés de part et d'autre. La duchesse d'Alençon ne rejeta point cette proposition, qu'elle communiqua aux commissaires français, qui ne furent pas d'avis de l'accepter. Ils trouvèrent avec raison que soumettre le droit de la France à un arbitrage, c'était l'infirmer et même l'exposer. Ils décidèrent la duchesse à retirer son adhésion, au grand contentement de l'empereur, qui, de son côté, était fâché d'avoir donné la sienne. Afin d'accorder à Charles-Quint, sinon le pays qu'il revendiquait, du moins le titre auquel il semblait tenir, la duchesse d'Alençon lui offrit la vicomté d'Auxonne, qui serait réunie à la comté de Bourgogne, érigée en duché; mais l'empereur rejeta bien loin une offre qu'il traita de dérisoire (1). Il se croyait assuré de reprendre le duché de Bourgogne ou de garder son prisonnier, d'affaiblir la France par l'amoindrissement de son territoire ou par la captivité prolongée de son roi.

Après plusieurs entretiens de Marguerite de Valois et de Charles-Quint, après de nouvelles conférences entre les commissaires français et les commissaires impériaux, il fut convenu de mettre par écrit les articles proposés de part et d'autre. L'empereur regarda comme insuffisans ceux qui furent présentés au nom de François Ier et qui renfermaient les offres précédemment faites et refusées. Les siens contenaient des conditions toujours aussi excessives. Charles-Quint acceptait la renonciation de François Ier au royaume de Naples, au duché de Milan, au comté d'Asti, à la seigneurie de Gênes, ce qui le rendait maître de l'Italie, laissée sous sa domination ou son influence. Il obtenait que la Flandre avec Tournay, Mortagne, Saint-Amand, et l'Artois, accru de la ville de Hesdin, et dont la frontière cesserait d'être menacée par les fortifications renversées de Thérouanne, fussent dégagés du lien féodal qui les attachait à la couronne de France. Non-seulement il entrait ainsi dans la pleine souveraineté des Pays-Bas tout entiers, mais il prétendait les étendre jusqu'à la rivière de Somme en revendiquant de plus les villes de Roye, de Montdidier, etc., autrefois cédées à un des ducs ses ancêtres et légitimement revenues au royaume. Il persistait dans sa première et invariable prétention aux vastes domaines repris par Louis XI à son aïeule, qui n'avait pas eu droit

(1) « C'est plus tost moquerie que aultre chose. » — *Archives*, etc.

les conserver, et il réclamait opiniâtrément le duché de Bourgogne, le comté de Mâcon, le comté d'Auxerre, la vicomté d'Auxonne, la châtellenie de Bar-sur-Seine, ce qui aurait singulièrement réduit à l'est le royaume de France, déjà si resserré au nord. Il demandait impérieusement que le duc de Bourbon, dont la condamnation serait annulée et dont les complices seraient réhabilités, rentrât dans tous ses biens, pût faire valoir ses droits sur la Provence, et, protégé par une formidable alliance politique, appuyé d'une étroite parenté matrimoniale, fût rétabli en souverain dans ses provinces centrales, et pût braver impunément le roi désarmé au cœur du royaume amoindri. En même temps qu'il exigeait des satisfactions aussi dangereuses pour ce rebelle vassal, il imposait au roi qu'il affaiblissait l'humiliante condition d'abandonner d'anciens alliés : le duc de Gueldre, le duc Ulrich de Wurtemberg, le sire de La Marck, seigneur de Bouillon, de Sedan et de Jamets, le sire d'Albret, prince de Béarn et roi de Navarre, et de les livrer ainsi à son inimitié. Charles-Quint allait encore plus loin à l'égard de François Ier. Il le soumettait à des dépendances onéreuses et à des obligations militaires ; il voulait que François Ier fût son suivant dans les grandes cérémonies de son règne, son second dans ses entreprises, son allié dans ses guerres. Il l'astreignait à l'accompagner en Italie avec sa flotte et ses troupes lorsqu'il irait y prendre la couronne impériale dans l'appareil d'un vainqueur et d'un dominateur. Après avoir orné son couronnement, François Ier serait tenu de le suivre dans ses campagnes en mettant sur pied des forces égales aux siennes et en pourvoyant à leur entretien. Il l'aiderait à repousser les Turcs de la Hongrie, à dompter les luthériens en Allemagne, et s'associerait ainsi aux deux grands projets qu'avait Charles-Quint de protéger la chrétienté contre les infidèles, de soutenir la catholicité contre les hérétiques par l'expulsion des Ottomans de l'Europe orientale, qu'ils avaient envahie, et par la soumission des novateurs à l'église, qu'ils avaient abandonnée (1).

Telles étaient les exigences et tels étaient les desseins de l'ambitieux et entreprenant empereur, qui se croyait modéré en ne demandant que ce qu'il appelait *le sien* et magnanime en refusant une rançon. Il ne considérait pas comme une rançon exorbitante cet abandon complet de l'Italie, cet affranchissement de provinces de tout temps assujetties, cet amoindrissement d'un royaume dont la frontière facile à franchir serait de nouveau rapprochée de la capitale, non moins aisée à atteindre, — enfin cette dépendance d'un

(1) *Captivité de François Ier*, p. 363-366.

roi forcé d'abandonner qui l'avait servi, de servir qui l'avait accablé. A toutes ces prétentions, Charles-Quint en ajoutait une autre. Il voulait que le roi ainsi dépouillé se montrât satisfait, et qu'il fût à jamais son ami fidèle. Il n'entendait pas qu'il se tînt pour mécontent dès qu'il serait libre, qu'il cherchât à reprendre par la force ce qu'il aurait cédé sous la contrainte, et il exigeait l'assurance de son affection non moins que la résignation à ses sacrifices. Il abusait de la victoire sans pour ainsi dire s'en apercevoir, et il était si aveugle dans son avidité, si tranquille dans son immodération, qu'il croyait être généreux en ne réclamant pas davantage. Il n'en était pas moins inhabile par défaut de clairvoyance, et pour vouloir se procurer trop d'avantages il s'exposait à n'en obtenir aucun.

Ces propositions furent portées le 9 octobre à Madrid par l'archevêque d'Embrun et le premier président de Selve, qui les communiquèrent à François Ier. Le prisonnier les connaissait déjà. Malgré ce que lui avait écrit la duchesse sa sœur sur les tenaces prétentions de l'empereur, si peu conformes aux espérances qu'il lui avait récemment données, il s'en étonna. Il y répondit sur-le-champ (le 10 octobre) avec hauteur et avec esprit. Il dit que c'était la crème des articles dont l'empereur avait chargé Beaurain lorsqu'il était enfermé à Pizzighetone et de ceux qu'il avait adressés lui-même de Pizzighetone à l'empereur. Il consentit à ce qu'il avait offert et rejeta fièrement le reste, en accompagnant ses refus d'observations amères ou ironiques (1). Il écrivit ensuite cette lettre à Charles-Quint : « Monsieur mon frère, j'ai entendu par l'archevêque d'Embrun et mon premier président de Paris la résolution que leur avez dite sur le fait de ma délivrance, et me déplaît de quoy ce que demandez n'est en mon possible : car vous cognoistriez qu'il ne tiendroit à moy que je fusse et demeurasse votre amy. Mais cognoissant que plus honnestement vous ne pouvez dire que vous me voulez toujours tenir prisonnier que de me demander chose impossible de ma part, je me suis résolu prendre la prison en gré, estant sûr que Dieu, qui sçait que je ne l'ay méritée longue, estant prisonnier de bonne guerre, me donnera la force de la pouvoir porter patiemment, et n'ay regret sinon que le fruit de vos honnestes paroles qu'il vous pleust me tenir en ma maladie n'ait sorti son effect, ayant peur que le bien de la chrétienté ne soit doresnavant si bien conduit au service de Dieu qu'il eust été, moy demeurant par sang et mariage vostre bon frère et amy François (2). »

(1) *Captivité de François Ier*, p. 366-368.

(2) Cette lettre est en original dans le volume VI de la correspondance d'Espagne aux

Charles-Quint demeura insensible à ces fiers regrets et ne crut pas à ce ferme langage. La duchesse d'Alençon, n'ayant plus rien à attendre, prit congé de l'empereur. Le 13 octobre, elle quitta Tolède pour se rendre à Madrid auprès du roi son frère (1). La négociation entreprise par elle avait été aussi infructueuse que la négociation d'abord engagée par l'archevêque d'Embrun et le premier président de Selve; elle n'avait duré que quelques jours. Elle sembla complétement abandonnée pendant un mois.

Mais François Ier, dont la santé s'altérait par la prolongation d'une captivité à laquelle il se résignait moins aisément qu'il ne l'avait cru ou qu'il ne l'avait dit, et qui n'était ni d'humeur ni en position d'attendre avec la même patience que Charles-Quint, se lassa le premier de ce silence. Il prit occasion de l'arrivée de Gabriel de Gramont, évêque de Tarbes (2), accrédité comme ambassadeur de France auprès de Charles-Quint, pour renouer la négociation et faire encore une tentative. L'évêque de Tarbes demanda que les plénipotentiaires français fussent admis à présenter des propositions nouvelles au nom du roi leur maître. Charles-Quint y consentit. Croyant sans doute que l'énormité de la somme pourrait disposer le nécessiteux empereur à accepter une rançon en argent sans l'exiger en territoire, les commissaires français lui offrirent trois millions d'écus d'or, en revenant toujours sur le mariage de la reine Éléonore, qui recevrait le duché de Bourgogne en dot (3). L'empereur répéta qu'il ne voulait pas prendre de rançon du roi, qu'il voulait rentrer seulement dans les domaines héréditaires enlevés à son aïeule par un des prédécesseurs du roi. Il avait dit que la duchesse d'Alençon avait entrepris à tort un si long voyage, puisqu'elle n'avait pas le pouvoir de les rendre; il déclara aux ambassadeurs de la régente qu'ils renouaient en vain la négociation, s'ils n'offraient pas de les céder. Cette reprise des pourparlers dans laquelle l'empereur se montra plus que jamais résolu et posa comme condition absolue de la paix sa mise en possession de la Bourgogne préalablement à la délivrance du roi, qui serait garantie par des otages, n'eut pas plus de suite et eut encore moins de durée que les précédentes. Elle cessa au bout de quelques jours par la visible impossibilité de s'entendre.

archives des affaires étrangères de France, *Documens relatifs aux traités de Madrid et de Cambrai*, — et en copie dans le volume V, f° 301.

(1) L'empereur sortit lui-même ce jour-là de Tolède et alla chasser du côté d'Aranjuez jusqu'au 21 octobre.

(2) Louis de Bruges, sieur de Praet, avait été en même temps accrédité par l'empereur auprès de la régente.

(3) Lettre de Nicolas Perrenot, écrite le 13 novembre à l'archiduchesse Marguerite. Dans les *Négociations entre la France et l'Autriche*, t. II, p. 642. — Lettre de Charles V à L. de Praet, son ambassadeur en France, du 20 novembre. Dans Lanz, t. Ier, p. 188.

III.

François Ier n'avait rien pu obtenir de l'inexorable Charles-Quint, que n'avaient ébranlé ni l'abandon du roi d'Angleterre, ni l'attitude menaçante de l'Italie. Ses concessions n'avaient pas satisfait Charles-Quint; ses prières et sa confiance ne l'avaient pas fléchi; sa maladie, qui semblait l'avoir mieux disposé pour un moment, ne l'avait au fond pas touché; l'offre d'une immense rançon ne l'avait pas tenté. Il essaya si la crainte de perdre tous les avantages qu'il pouvait retirer de sa délivrance ne rendrait pas l'empereur moins inflexible dans ses résolutions. Il parut résigné sérieusement à une captivité durable et prêt à donner un autre roi à la France en cessant de l'être lui-même. Il ne laissait plus dès lors qu'un prisonnier ordinaire entre les mains de l'empereur. En présence de l'archevêque d'Embrun, du maréchal de Montmorency, du premier président de Selve, de La Barre, prévôt de Paris, il abdiqua en faveur du dauphin son fils. Dans les lettres-patentes (1) destinées au couronnement de son successeur, qu'il signa devant eux et qu'il fit contre-signer par le secrétaire Robertet, il disait : Qu'il avait plu à Dieu de lui sauver la vie et l'honneur à la bataille de Pavie; que, mis entre les mains de l'empereur, il en avait espéré humanité, clémence et honnêteté comme d'un prince chrétien et d'un proche parent; que, gravement malade pendant sa prison et dans un état désespéré, cette maladie extrême n'avait pas ému le cœur de l'empereur et ne l'avait pas porté à le délivrer; que, pour obtenir sa délivrance et conclure une paix profitable à toute la chrétienté, il avait fait les offres les plus considérables; que les ambassadeurs de la régente sa mère et sa sœur la duchesse d'Alençon, venue à travers la mer et la terre, n'avaient rien omis de ce qui pouvait disposer l'empereur à faire acte d'honneur et d'humanité, tout en recevant la plus grande rançon qui pût se donner pour le plus grand prince du monde et en établissant une étroite alliance au moyen d'un double mariage de sa sœur avec lui et de sa nièce avec le dauphin; que l'empereur s'y était refusé et n'avait pas voulu le délivrer jusqu'à ce qu'il fût mis en possession du duché de Bourgogne, des comtés de Mâcon et d'Auxerre, de Bar-sur-Seine, outre d'autres demandes non moins déraisonnables et dommageables qu'il avait rejetées. « Nous avons plus tôt résolu, disait-il dans un pathétique langage, endurer telle et si longue prison qu'il plaira à

(1) Lettres-patentes du roi François Ier pour faire couronner en France son fils le dauphin François. — *Captivité*, etc., f° 418-424, d'après l'original en parchemin.

Dieu que nous portions... Nous la lui offrons avec nostre liberté pour le bien, union, paix, conservation de nos subjets et royaulme, pour lesquels vouldrions employer non-seulement nostre vie, mais celle de nos très chers enfans, qui sont nés non pour nous, mais pour le bien de nostre royaulme et vrays enfans de la chose publique de France. »

Il prescrivait en même temps que le dauphin, son fils aîné et son successeur, fût couronné et sacré avec les solennités accoutumées, et fût dès à présent tenu pour roi très chrétien par ses sujets. Il désignait la duchesse d'Angoulême, sa mère, pour exercer la régence pendant la minorité de son fils, lui substituait en cas de mort la duchesse d'Alençon, sa sœur, les invitait à prendre dans les actes du nouveau règne le conseil des princes, des prélats, du chancelier, du président, des autres officiers du royaume. S'il était délivré plus tard, il se réservait de remonter sur le trône, ce qui, sans annuler le couronnement de son fils, en suspendrait les effets jusqu'à son trépas. Rien ne manquait à ce grand dessein, ni la patriotique résignation ni l'habile prévoyance. François Ier pensait sans doute par là se faire rendre une liberté qui rapporterait quelque chose à l'empereur en faisant cesser une captivité qui ne lui rapporterait plus rien. Afin de compléter l'arrangement qui intéressait la France par un arrangement qui touchait à sa personne et pour faire croire à la sincérité de ses sentimens comme à la réalité de ses mesures, il parut vouloir s'établir d'une manière commode dans une prison qui ne devait plus s'ouvrir. Il envoya le maréchal de Montmorency demander à l'empereur soixante personnes qui resteraient attachées à son service pendant sa captivité. Il désigna parmi elles le prévôt de Paris La Barre, le maître d'hôtel Monchenu, l'écuyer tranchant Pommereul, Robertet pour secrétaire, La Pommeraye pour portier, des valets de chambre, de garde-robe, de fourrière, un barbier, un tailleur, un tapissier, des cuisiniers et des aides de bouche, des sommeliers de gobelet, un fruitier, un aumônier, le médecin Burgancy, un apothicaire, un chirurgien, des officiers ordinaires, comme pâtissier, boulanger, garde-vaisselle, etc., et, afin de le distraire et de le divertir, quatre pages qui savaient chanter, avec ses trois joueurs de luth, d'espinette et de viscontin (1). C'était toute une maison destinée à adoucir ou faciliter une captivité perpétuelle.

Que ferait Charles-Quint? Il recevait des conseils contradictoires. Pescara, qui avait prêté l'oreille aux offres des conspirateurs italiens sans les accepter, s'était décidé à lever le masque. Après avoir pris des précautions qu'il jugeait cependant insuffisantes, et

(1) Archives des affaires étrangères, *Correspondance d'Espagne*, vol. V, f° 301.

afin de prévenir une dangereuse explosion contre la puissance espagnole, il avait fait arrêter le chancelier Morone à Novare, et il assiégeait le duc Sforza dans la citadelle de Milan. Connaissant toutes les menées des Italiens et craignant que la péninsule ne se soulevât tout entière si l'on n'empêchait pas qu'elle s'unît avec la France, il conjurait de nouveau l'empereur de délivrer le roi prisonnier sans exiger la Bourgogne, pourvu que le roi lui cédât l'Italie (1). En paix avec la France, il soumettrait à jamais la péninsule italienne, tandis qu'il s'exposait par leur mécontentement commun et par leur union à recommencer la guerre avec l'une et à perdre l'autre. Si le hardi capitaine qui avait trompé l'attente de l'Italie conseillait à Charles-Quint dans un langage passionné de la soumettre après s'être entendu avec le roi de France, le profond chancelier Gattinara, qui aimait l'Italie et qui haïssait la France, engageait l'empereur son maître à gagner les Italiens et à ne se départir d'aucune des demandes faites au roi prisonnier. Il affirmait qu'il n'aurait rien à craindre tant qu'il tiendrait François Ier éloigné de la France, qui, privée de son roi, restait hors d'état d'entreprendre et de nuire (2). Tandis que Pescara conseillait des arrangemens avec le roi de France pour s'assurer de l'Italie et Gattinara des ménagemens envers l'Italie pour isoler la France, l'ambassadeur que Charles-Quint avait accrédité auprès de la régente, Louis de Bruges, sieur de Praet, lui annonçait le projet d'abdication de François Ier. Tout en avouant que retenir ce prince à jamais en prison c'était paralyser pour toujours sa puissance, il insinuait que peut-être il valait mieux se montrer généreux à son égard que trop exigeant, et ne pas lui imposer des conditions dures et humiliantes auxquelles il ne se soumettrait qu'avec l'intention de s'y soustraire. Il assura que cela serait facile à François Ier une fois rentré dans son royaume, qui, tout épuisé qu'il était, le seconderait avec une adhésion ardente et une fidélité dévouée. Il concluait à le garder toujours prisonnier ou à le renvoyer pleinement satisfait (3), à l'annuler par la captivité comme ennemi, ou à le gagner par la magnanimité comme ami.

Charles-Quint n'était nullement enclin à suivre l'avis de Pescara, et les habiles insinuations de Louis de Praet n'éveillèrent pas en lui une générosité qui aurait été politique. S'il désirait que François Ier restât son ami après avoir été délivré, il ne voulait pas le délivrer sans avoir reçu de lui tout ce qu'il revendiquait. Avec cette

(1) Lettres du marquis de Pescara à l'empereur, des 20 août et 8 septembre. — Archives impériales et royales de Vienne.

(2) *Della Vita e delle opere di Andrea Navagero*, p. 183.

(3) Lettre de Louis de Praet à l'empereur, du 14 novembre. Dans Lanz, t. Ier, p. 182.

fixité dans les résolutions une fois prises qui tenait autant à son esprit inflexible qu'à son caractère opiniâtre, il ne céda à aucune considération de sûreté ou d'utilité. Suivant donc ses propres dispositions autant que les conseils du chancelier Gattinara, il résolut de ne jamais délivrer le roi, si le roi ne lui restituait pas la Bourgogne. Le projet d'abdication de François Ier ne l'ébranla point, soit qu'il le considérât comme réel, soit qu'il n'y vît qu'un subterfuge. Il se montra prêt à lui rendre plus commode le séjour d'une prison sans terme.

Il recevait en même temps avec grand éclat (1) le duc de Bourbon, qu'il avait appelé d'Italie pour le consulter dans les arrangemens qui le concernaient. Le 15 novembre, par une pluie très forte, il alla au-devant de lui avec le cardinal légat Salviati et toute sa cour jusqu'à une certaine distance de Tolède. Il lui fit l'accueil le plus cordial et lui dit qu'il était la personne au monde qu'il désirait le plus de voir. Il rentra dans Tolède en ayant le cardinal légat à sa droite et le duc à sa gauche. « Sire, lui dit Bourbon, j'ai perdu mon état à votre service, et de ma personne j'ai fait ce que je vous offris comme chevalier, bon serviteur et vassal, et je rends grâce à Dieu de ce que les choses en sont à ce point, pour la grande gloire et avec la victoire de votre majesté... S'il avait fallu perdre un royaume, comme j'ai perdu mon état, je l'aurais fait volontiers, et à cela l'aurais trouvé bien employé. — Duc, répondit Charles-Quint, votre état n'est pas perdu et ne se perdra pas; je vous le rendrai, et en outre je vous en donnerai un plus considérable. Je sais que tout ce que vous dites est vrai; le temps et mes œuvres montreront la volonté que j'ai de vous agrandir. — Seigneur, ajouta le duc, après la bataille de Pavie, je voulais suivre la fortune. Si je ne le fis pas, c'est que je ne trouvai point la même volonté dans plusieurs des principaux de votre armée. Il me parut alors qu'il convenait mieux au service de votre majesté de pourvoir à la garde du roi de France et des prisonniers les plus considérables. — Vous avez mieux fait comme cela, ajouta l'empereur, et tout a été bien conçu et bien exécuté. Je sais que vous avez été, avec l'aide de Dieu, une des causes les plus décisives de cette victoire, et je le reconnaîtrai comme je le dois (2). »

Pendant que l'empereur accueillait ainsi l'ancien connétable de

(1) Lettre de l'ambassadeur anglais évêque de Bath, dans Turner, t. Ier, p. 466. — Lettre du secrétaire d'état Jean Lallemand à L. de Praet, dans *Négociations entre la France et l'Autriche*, t. II, p. 649. — *State Papers*, t. VI, p. 511.

(2) *Relacion de lo sucedido en la prision de Francisco I*, por Gonzalo Hernandez de Oviedo, f° 32. — Extrait dans l'appendice à la *Captivité de François Ier*, par M. Gachard, p. 90.

France et qu'il comblait de félicitations et de promesses le grand traître qui l'avait servi en combattant contre son pays et en aidant à vaincre et à prendre son roi, le triste prisonnier, qui ne pouvait pas sortir de captivité à des conditions acceptables, et qui ne voulait pas donner pour rançon une partie de son royaume, cherchait à s'évader par des moyens peu dignes d'un roi. Au moment même où l'on négociait pour la troisième fois avec la certitude que les propositions des commissaires français seraient repoussées, tout était disposé mystérieusement pour l'évasion de François Ier. Un capitaine mantouan nommé Emilio Cavriana, qui avait été au service du roi, parcourait l'Espagne, comme beaucoup d'autres, à l'aide de la trêve, sans exciter de soupçons. Par ses soins, des chevaux avaient été placés de distance en distance pour faciliter la fuite du roi (1). Mais comment échapper à la surveillance d'Alarcon et sortir de l'Alcazar à travers les soldats qui le gardaient? Un esclave nègre qui était chargé d'entretenir le feu dans la chambre du roi, et qui entrait et sortait librement sans que les gardes fissent attention à lui, fut facilement gagné. Le roi, après s'être teint en noir le visage et les mains, devait prendre les vêtemens du nègre et le laisser dans la chambre à sa place, en profitant pour s'évader de l'obscurité du soir. Le subterfuge n'était pas noble, mais il était sûr. François Ier quittant l'Alcazar sans être aperçu, ayant une nuit d'avance pour fuir, se servant des chevaux qui avaient été échelonnés dans cette intention, pouvait arriver à la frontière sans être atteint et la franchir sans qu'on y fût prévenu assez à temps de sa fuite pour l'empêcher de pénétrer en France. Le secret de ces préparatifs d'évasion n'était connu que de ceux qui devaient y concourir. Il fut livré non par trahison, mais par vengeance.

La Rochepot, frère du maréchal de Montmorency et l'un des gentilshommes venus auprès du roi, se prit de querelle avec Clément Le Champion, valet de chambre de François Ier, et lui donna un soufflet. Cet outrage, dont le valet de chambre ne put obtenir réparation d'un Montmorency, le mit hors de lui, et, ne pouvant pas se venger du grand seigneur qui l'avait si gravement insulté, il trahit le roi. Il courut à Tolède et révéla les projets d'évasion dont il avait la confidence, et auxquels l'empereur ne voulait pas croire (2). Charles-Quint s'étonna que François Ier consentît à prendre, pour fuir, un déguisement si indigne d'un grand prince comme lui (3). Il

(1) Lettre de Nicolas Perrenot à l'archiduchesse Marguerite, écrite le 18 novembre de Tolède. — Dans *Négociations entre la France et l'Autriche*, t. II, p. 644.

(2) Sandoval, t. Ier, liv. XIII, § 18. — Ferreras, t. XI, p. 51.

(3) « No se podia persuadir que un principe como el rey de Francia quisiesse intentar cosa tan fea. » — Sandoval, *ibid.*

fit arrêter le capitaine italien Emilio Cavriana, défendit à Alarcon de laisser entrer le nègre dans la chambre du roi (1), et s'apprêta à confiner son prisonnier dans un lieu où il pût être placé avec encore plus de sécurité et sous la surveillance d'une garde moins considérable. Il se disposa en même temps à se rendre à Séville pour y recevoir et y épouser l'infante Isabelle de Portugal, en attendant de recommencer la guerre à l'expiration de la trêve.

IV.

C'est alors que la régente Louise de Savoie fit partir pour l'Espagne Chabot de Brion, chargé de ses dernières instructions pour ses ambassadeurs à Tolède. Si la pensée de retenir un prisonnier inutile et la crainte de voir monter sur le trône de France un autre roi ne portaient pas Charles-Quint à délivrer François Ier, la régente autorisait ses négociateurs à conclure la paix en cédant à l'empereur tout ce qu'il demandait. Elle leur disait que la délivrance du roi était d'un prix inestimable pour le royaume, que la longue captivité du roi aurait les inconvéniens les plus graves, que le dauphin ne serait de longtemps en âge et en état de gouverner, qu'elle-même ne saurait porter toujours un si grand faix, que le royaume pourrait tomber dans la confusion et souffrir des maux irréparables, que chacun regretterait alors de n'avoir pas racheté le roi, qu'on avait cédé bien davantage par le traité d'Arras afin de séparer le duc de Bourgogne du roi d'Angleterre; que le roi Jean, fait prisonnier à la bataille de Poitiers, avait été racheté par bien plus de terres et d'argent, quoiqu'il eût un fils en mesure de gouverner; qu'en croyant sauver un duché on exposerait le royaume à se perdre, le roi à rester prisonnier, ses enfans à être détruits (2).

Ces raisons, se joignant à l'impatience qu'éprouvait François Ier d'obtenir une liberté qu'il ne pouvait pas se procurer autrement, semblèrent le décider au grand sacrifice de la Bourgogne. Il fit dire à l'empereur, par Charles de Lannoy, que s'il voulait désigner de nouveau des plénipotentiaires, la paix cette fois serait bientôt faite (3). Charles-Quint n'en nomma que trois, et il les choisit parmi ceux qui étaient le plus favorables à François Ier. Il chargea le vice-roi de Naples Charles de Lannoy, le prieur de Messine, Ugo de

(1) Sandoval et lettre de Perrenot à l'archiduchesse Marguerite, du 18 novembre. — *Négociations diplomatiques entre la France et l'Autriche*, t. II, p. 644, 645.

(2) Dernières instructions de la régente à ses ambassadeurs, de la fin de novembre. — *Captivité de François Ier*, p. 413, 414.

(3) Sandoval, t. Ier, liv. XIII, § 14.

Moncada, et le premier secrétaire d'état Jean Lallemand, de cette négociation définitive, que le roi confia à l'archevêque d'Embrun et au premier président de Selve, auxquels il adjoignit Chabot de Brion. Il leur donna des instructions semblables à celles qu'ils venaient de recevoir de sa mère. — Voyant, disait-il, que l'empereur avait constamment persisté dans sa première résolution, qui n'avait fléchi devant aucune offre, considérant l'état de son royaume, dont sa mère l'avertissait chaque jour, et qui serait en danger d'un grand déclin à cause du bas âge et de la faiblesse de ses enfans, s'il était enlevé de ce monde, comme il y avait été exposé depuis deux mois et comme il le serait encore en demeurant en captivité et en ne respirant pas l'air de son pays, seul capable, avec la liberté, de le tirer de l'état d'affaiblissement où il était tombé, il engageait ses ambassadeurs non-seulement à renoncer de sa part au duché de Milan, au comté d'Asti, à la seigneurie de Gênes, au royaume de Naples, à toutes les prétentions des rois ses prédécesseurs sur l'Aragon, la Catalogne, le Roussillon, non-seulement à abandonner la suzeraineté de la Flandre et de l'Artois, à céder Tournay et le Tournaisis, Mortagne, Saint-Amand, la cité et le comté d'Arras, mais à restituer le duché de Bourgogne et ses dépendances, avec exemption de droit de ressort à la couronne de France. Il ne se bornait pas à les y inviter, il le leur commandait, et, de peur qu'ils ne se crussent pas le droit de le faire, il les déchargeait de toute responsabilité, s'ils lui obéissaient, et les menaçait de son animadversion, s'ils s'y refusaient. Il leur disait que c'était chose forcée pour arriver à sa délivrance. « Par là vous rendrez à nous et à notre royaume un service qui jamais ne sera oublié : si vous différiez au contraire de faire ce que vous commandons, vous nous feriez desservice, dommage et desplaisir irréparable (1). »

Mais de même que les plénipotentaires français ne pouvaient être décidés à signer une pareille cession que s'ils y étaient contraints par le commandement royal, de même cette cession ne paraissait exécutable que si le roi était présent dans son royaume. Son retour devait y précéder une restitution si difficile à effectuer, et son autorité était seule capable d'amener ses sujets à y consentir. Il demandait toujours à épouser la sœur de Charles-Quint, à qui il donnerait ses deux fils aînés pour otages de la cession promise et entre les mains duquel il retournerait, s'il ne parvenait point à détacher le duché de Bourgogne de la couronne de France.

Cette fois Charles-Quint ne pouvait pas s'opposer à un mariage

(1) Instructions dernières du roi à ses ambassadeurs de France, décembre. — *Captivité de François Ier*, p. 426-430.

qui était une condition de la paix et le moyen de rentrer en possession de ce qu'il avait si opiniâtrément demandé et de ce qu'il arrachait avec tant de peine au monarque captif; mais pour donner à François Ier la reine de Portugal il fallait la refuser au duc de Bourbon. L'engagement envers celui-ci était ancien, formel, et jusque-là Charles-Quint n'avait pas eu la pensée d'y manquer. Le duc de Bourbon comptait sur la fidèle exécution de cet engagement, et le chancelier Gattinara en déclarait la rupture impossible. Comment faire renoncer le duc à un mariage depuis si longtemps convenu, qui était pour lui un honneur éclatant et comme le gage certain d'une souveraineté indépendante? Aussi, loin d'obtempérer à un semblable arrangement, il s'en plaignit tout haut. Il dit qu'il avait perdu ses états à cause de l'empereur et pour son alliance, qu'il aspirait moins à recouvrer son ancienne grandeur qu'il ne tenait à la parenté qui lui avait été offerte (1), et que ce serait étrangement reconnaître les sacrifices qu'il avait faits et payer les services qu'il n'avait cessé de rendre que de lui refuser celle qui lui avait été si solennellement promise. L'empereur, placé entre sa parole et sa politique, était fort embarrassé. Il consulta la volonté de sa sœur. Lorsque la duchesse d'Alençon l'avait demandée la première fois en mariage pour François Ier, la reine Éléonore, alors en pèlerinage à Notre-Dame-de-Guadalupe, avait annoncé que la volonté de l'empereur serait la sienne. Lannoy était plus que jamais en lutte ouverte avec Bourbon, qui le détestait autant qu'il en était haï. Ils avaient eu les plus vives altercations en présence de l'empereur soit au sujet de l'expédition de Provence, où Bourbon prétendait avoir été abandonné par le vice-roi, soit au sujet de la campagne d'Italie, où Bourbon taxait le vice-roi de faiblesse avant la bataille, d'orgueil après la victoire. Lannoy, aussi prononcé pour la paix avec François Ier et aussi favorable à sa délivrance que le chancelier Gattinara (2) était bien porté pour le duc de Bourbon et trouvait conforme à une bonne politique d'affaiblir François Ier, Lannoy fit demander à la veuve du roi de Portugal si elle voulait devenir reine de France ou être la femme d'un duc fugitif. Éléonore eut une volonté cette fois, et sans hésitation elle déclara sa préférence pour

(1) Lettre du nonce B. Castiglione, écrite de Tolède, le 9 décembre, à l'archevêque de Capoue N. Schomberg. — *Lettere del conte Baldessar Castiglione,* Padova 1769, in-4°, t. II, p. 8.

(2) Le chancelier Gattinara voulait que le mariage de la reine Éléonore se fît avec le duc de Bourbon. Il y insistait, « even so far as to incur the displeasure of the emperor by saying that he had trained the duke out of France only upon hope of that marriage, and that now breaking it off would be to dishonour of the emperor. » Dépêche du docteur Lee à Henri VIII, du 26 janvier, à Tolède. — *State Papers,* t. VI, p. 521 et 522, note 2.

François Ier (1). L'empereur, que le choix de sa sœur aidait à se dégager envers le duc de Bourbon, fit d'ailleurs entendre à celui-ci que ce mariage était la condition de la paix, qu'il ne pourrait pas recouvrer ce que la maison de Bourgogne avait perdu et le réintégrer lui-même dans les états qui lui avaient été enlevés, s'il ne s'accordait point avec le roi de France en lui donnant sa sœur. Il lui demanda son acquiescement, et pour le dédommager de ce coûteux sacrifice il lui réserva le duché de Milan (2), dont il se proposait de dépouiller le duc Sforza à cause de sa récente rébellion.

En vue de ce mariage, Charles-Quint abandonnait les comtés de Mâcon et d'Auxerre, ainsi que la seigneurie de Bar-sur-Seine, annexes du duché de Bourgogne qu'il laissait en dot à sa sœur (3). Mais, après avoir jusque-là déclaré qu'il ne rendrait pas François Ier à la liberté avant d'avoir été mis en possession du duché de Bourgogne, consentirait-il à délivrer d'abord le roi sous la promesse de recouvrer ensuite le duché? Il consulta son conseil à ce sujet. Lannoy surtout fut de cet avis (4). Comprenant les difficultés d'une pareille cession de territoire, il soutint qu'elle ne pourrait être arrachée à la France que par l'active volonté du roi. La présence de François Ier dans son royaume lui parut dès lors indispensable pour la restitution dont l'empereur faisait le fondement de la paix et dont la délivrance préalable du roi était le seul moyen. Les avantages considérables de cette paix n'étaient pas moins certains, quoique un peu retardés, en acceptant les sûretés offertes par le roi lui-même. L'empereur pourrait arranger sans obstacle et sans dépense ses affaires d'Italie, où il consoliderait sa domination après s'y être fait couronner, — mettre à l'abri de tout péril et de toute sujétion les Pays-Bas agrandis et indépendans, — poursuivre les desseins qu'il avait de repousser les Turcs de la Hongrie, de rétablir en Allemagne la foi religieuse ébranlée, et de se rendre ainsi, comme il en avait la pensée, le défenseur de la chrétienté et le restaurateur du catholicisme, sans être troublé par l'opposition de personne et en étant secondé par les forces de son ancien adversaire, devenu son nouvel allié.

(1) Sandoval, liv. XIII, § 19. — Lettre du 19 mars 1558, de Charles V à Luis Quijada, dans *Retraite et mort de Charles-Quint au monastère de Yuste*, par M. Gachard, t. II, p. 534.

(2) Sandoval, lib. XIII, § 19.

(3) « Et pourceque l'affaire de Masconnois, Auxerrois et Bar-sur-Seine est condicionné en dot. » Déclaration de l'empereur du 26 décembre, l'original signé de sa main aux archives des affaires étrangères, *Espagne*, vol. V, f° 335 et suiv.

(4) Sandoval, liv. XIV, § 2. — Lettre de Lannoy à l'empereur, du 7 avril 1526, dans les *Négociations entre la France et l'Autriche*, où il exprime plus tard ses regrets de l'avis qu'il a eu alors; t. II, p. 658.

Le chancelier Gattinara fut d'une opinion contraire. Il détourna l'empereur de délivrer François Ier avant d'avoir reçu le duché de Bourgogne, affirmant que s'il n'en exigeait pas la restitution immédiate, il ne l'obtiendrait jamais; que le roi de France devenu libre ne lui rendrait point ce qu'il avait refusé de lui donner pour le devenir; qu'il ne tiendrait pas plus l'engagement qu'il prenait aujourd'hui qu'il n'avait tenu les promesses qu'il avait faites précédemment; qu'il voudrait se soustraire à la contrainte qu'il prétendrait lui avoir été imposée, se relever de sa défaite et venger les déplaisirs de sa captivité; que la guerre recommencerait et que tout serait remis en question; que ses fils donnés en otage de sa parole seraient laissés en captivité, sans profit pour l'empereur et sans détriment pour le roi, tandis que, le roi restant prisonnier, à moins qu'il ne restituât la Bourgogne et qu'il n'accomplît d'avance toutes les conditions de l'accord, l'empereur n'avait rien à craindre de personne, et pouvait s'arranger avec l'Italie, qui, se trouvant sans appui, se soumettrait sans difficulté (1). Il dit résolûment qu'il fallait rendre le roi libre sans lui imposer de conditions ou le retenir toujours prisonnier (2). Il dissuada donc l'empereur de conclure un traité qu'il refusait d'ailleurs de dresser en qualité de chancelier, parce qu'il le regardait comme devant compromettre et peut-être faire perdre entièrement les fruits de la dernière victoire.

Charles-Quint ne suivit pas cette fois les conseils de son grand-chancelier, qu'une animosité extrême pouvait conduire à une défiance excessive. Il ne crut pas devoir rejeter les avantages d'une paix à laquelle son prisonnier semblait se résigner sincèrement, puisqu'il avait mis si longtemps et eu tant de peine à s'y résoudre. D'ailleurs un refus de sa part ne l'eût pas placé dans une position meilleure. La trêve était sur le point d'expirer, la guerre, en recommençant, rendrait incertain tout ce qui était assuré par le traité. L'empereur n'avait plus l'appui de ceux qui l'avaient jusque-là soutenu ou la neutralité de ceux qui l'avaient laissé vaincre. Le roi d'Angleterre, sans se déclarer encore son ennemi, était devenu l'allié de François Ier. Les potentats italiens qui avaient été précédemment ses confédérés ourdissaient contre lui des trames dangereuses. Il connaissait les projets d'union des Vénitiens, des Florentins, du pape, du duc de Milan avec la France (3). Ce que Pescara

(1) Sandoval, liv. XIV, § 2. — *Della vita e delle opere di Andrea Navagero*, p. 183.

(2) « El chanciller dixo resueltamente que o le soltasse libremente, o le tuviesse simple preso y seguro. » Sandoval, liv. XIV, § 2.

(3) Il avait reçu les informations les plus complètes sur la conspiration italienne, et déjà vers la fin d'août Charles-Quint, parlant à l'ambassadeur vénitien Navagero du datairе Giberto, qui en était l'âme, disait avec emportement que *Giammateo Giberto* était

lui avait révélé en lui conseillant d'être moins difficile sur les conditions de la paix avec le roi, la régente l'avait laissé entendre à son ambassadeur, Louis de Praet, dans l'espérance que cette crainte porterait l'empereur à se montrer plus accommodant (1). La lutte même avait commencé au-delà des Alpes. Pescara, qui, après avoir arrêté le chancelier Morone, assiégeait le duc Sforza dans la citadelle de Milan, n'était pas loin de sa fin, et la mort prévue de cet habile capitaine allait priver du chef le plus accrédité comme le plus résolu la petite armée avec laquelle l'Italie pouvait être contenue et la guerre entreprise. — L'empereur, dans un complet état d'isolement, loin de pouvoir envahir la France, serait obligé de se défendre dans la péninsule italienne, dont la possession lui serait de nouveau disputée, et dans les Pays-Bas, dont la pleine souveraineté lui échapperait. Il perdrait ainsi ce qui se trouvait gagné, et tout au moins aurait-il besoin de victoires nouvelles pour s'assurer des acquisitions qui étaient dues à ses victoires passées et qui allaient être ratifiées par un traité. Il se décida donc à accepter les avantages qui lui étaient concédés sous les conditions où ils lui étaient offerts; mais il crut les rendre certains en rendant le traité inviolable. Prenant envers François Ier les sûretés les plus variées, il tint à l'engager comme père, comme roi, comme gentilhomme. Le père dut livrer ses deux fils aînés pour otages, le roi se lier par son serment et sa signature, le gentilhomme donner sa parole sous la foi de chevalier. François Ier adhéra à toutes ces précautions qu'il devait rendre inutiles.

Le traité aux dures conditions duquel il avait donné l'ordre à ses ambassadeurs de se soumettre fut, le 19 décembre, dressé conformément à toutes les cessions convenues. François Ier promettait de le ratifier six semaines après être redevenu libre, de le faire accepter par les états et les parlemens du royaume en moins de quatre mois, et, s'il ne parvenait pas à effectuer les restitutions stipulées, il s'engageait à rentrer dans sa prison et à y reprendre la place du dauphin son fils aîné et du duc d'Orléans son second fils, qui, au moment de sa délivrance, seraient remis à l'empereur comme otages de sa fidélité (2).

villaco e traditore; p. 179, *della Vita e delle opere di Andrea Navagero.* Navagero s'étonne de cet emportement : « Sendo cesare tanto moderato in ogni sua azione e massime nel parlare. » Dépêche du 23 août, *ibid.*, p. 246, note 75.

(1) La régente lui a dit que le marquis de Pescaire était malade à mort, « aussi que merveilleuses choses se demeneroient en l'Italie, si elle y vouloit prester l'oreille, ce que non, sur espoir de bon traitement que ferez au roy son filz. » Lettre de L. de Praet à l'empereur, du 14 novembre, dans Lanz, t. Ier, p. 187.

(2) Dans Dumont, *Corps diplomatique*, t. IV, 1re partie, p. 400 et suiv.

V.

Toutes les clauses de cet accablant traité étaient arrêtées, et le 14 janvier 1526 le traité devait être apporté à François Ier dans l'Alcazar et recevoir de lui la plus formelle adhésion. La veille du jour où le roi, en apparence résigné, était appelé à prendre, à signer et à jurer cet engagement, il réunit dans sa chambre le premier président de Selve, l'archevêque d'Embrun, le maréchal de Montmorency, Chabot de Brion, le prévôt de Paris La Barre, le secrétaire Bayard, et, après avoir pris leur serment de tenir secret tout ce qui allait se faire, il protesta (1) contre le traité auquel il était contraint de se soumettre, et il annula de lui-même les obligations qu'il était sur le point de contracter, comme attentatoires aux droits de sa couronne, dommageables à la France, injurieuses à son honneur. Il rappela qu'il avait plusieurs fois annoncé, soit en Italie, soit en Espagne, à Lannoy comme à Alarcon, que si on le forçait de les prendre, il ne se croirait pas tenu de les observer. Il fit l'historique de sa captivité; il raconta les promesses de l'empereur pendant sa maladie et l'inexécution de ces promesses après son rétablissement; il énuméra les tentatives multipliées de négociations pour sa délivrance, les offres si considérables et les raisons si fortes données avec tant d'inutilité par les ambassadeurs de la régente sa mère et par la duchesse d'Alençon sa sœur, et il condamna les exigences de l'empereur comme iniques en soi, impossibles pour lui, inacceptables pour son royaume. « C'est pourquoi, dit-il, l'empereur lui faisant promettre choses exorbitantes qu'il ne peut tenir en son honneur et qui mettraient la France en servitude, il déclare devant Dieu et en présence des dessus nommés,... qu'il cède, par contrainte et longueur de prison et pour éviter les maux qui pourroient en advenir, à ce que l'empereur lui impose; mais il proteste que tout ce qui est convenu au traité sera nul et de nul effet, et qu'il est délibéré de garder les droits de la couronne de France. »

Il se dégage de ses promesses comme roi, parce qu'il les trouve injustes, et il projette même de manquer à sa parole de chevalier, parce qu'elle ne lui est pas demandée avec confiance et qu'il ne la donnera pas en liberté. Il assure qu'il aimerait mieux mourir que de l'enfreindre s'il la donnait en étant libre, mais que, l'empereur l'exigeant d'un prisonnier qu'il surveille, il n'est pas tenu, d'après les lois de la chevalerie, de la lui garder. Tout en avançant ces maximes sur la violation légitime des engagemens onéreux et sur

(1) Sa protestation du 13 janvier, dans *Captivité de François Ier*, p. 467-476.

le manquement régulier aux paroles contraintes, il est saisi de certains scrupules, et il déclare qu'il ne veut pas frustrer l'empereur de ce qu'il lui doit pour la liberté qu'il va prendre. Seulement ce qu'il doit, il se reconnaît le pouvoir de le déterminer lui-même. Il dit « que pour mettre Dieu et la justice de son côté, il entend faire envers l'empereur tout ce qu'un roi prisonnier de bonne guerre peut et doit raisonnablement faire. La rançon qu'il offrira rendra manifeste à chacun qu'il veut faire justice de lui-même et se mettre en son devoir. » Après s'être attribué subtilement un droit qu'il n'avait pas, avoir annoncé la rupture audacieuse du traité qu'il allait conclure, il commanda de nouveau à ses trois ambassadeurs de signer le lendemain l'engagement qu'il rompait d'avance la veille, les rendant ainsi confidens et complices de son futur parjure.

Le 14 janvier en effet, ce traité lui fut solennellement soumis, et rien ne fut oublié de ce qui pouvait le lier de la manière la plus irrévocable. Un autel avait été dressé dans sa chambre. L'archevêque d'Embrun y dit la messe. La messe finie, le traité fut lu en présence des six plénipotentiaires qui l'avaient négocié, et le roi fit serment sur l'Évangile de l'exécuter fidèlement. Les plénipotentiaires en jurèrent aussi l'observation, et le traité fut signé par François Ier, l'archevêque d'Embrun, le président de Selve et Chabot de Brion, d'un côté, par le vice-roi de Naples Lannoy, le prieur de Messine Ugo de Moncada, et le secrétaire Jean Lallemand, de l'autre (1). Charles-Quint ne devait signer que plus tard. Après l'engagement du monarque, François Ier fut invité à prendre l'engagement du chevalier. Lannoy le lui demanda de la part de l'empereur, et François Ier n'hésita point à accorder cette sûreté de plus, bien qu'il eût, dit-il, donné suffisamment sa foi en jurant et en signant le traité qui venait d'être lu. Il ajouta qu'il tenait Lannoy pour gentilhomme de nom et d'armes connues, et que, l'empereur lui ayant conféré le pouvoir de prendre son serment, il le rendait de son côté apte à le recevoir. Alors debout, la tête découverte, la main placée dans celle du vice-roi de Naples, il prononça, conformément aux termes du traité et à haute voix, ces paroles : « Je, François, roi de France, gentilhomme, donne ma foi à l'empereur Charles, roi catholique, gentilhomme, en la personne de vous, Charles de Lannoy, commis et habilité par lui et par moi pour la recevoir, que, en cas que six semaines après le jour que l'empereur m'aura fait délivrer et effectivement mis en liberté dedans mon royaume de France, je ne lui accomplisse la restitution du duché

(1) Procès-verbal dressé par le secrétaire Lallemand, le 14 janvier. Il est en copie aux archives du royaume de Belgique, *Collection de documens historiques*, t. III, f° 172, et cité par M. Gachard.

de Bourgogne et autres pièces déclarées par le traité de paix que j'ai maintenant juré et signé, et pareillement en cas que les ratifications et autres seuretés mentionnées audit traité ne fussent délivrées dedans quatre mois, je retournerai au pouvoir de l'empereur et viendrai incontinent, passé ledit temps, par devers lui, quelque part qu'il soit, et me rendrai son prisonnier de guerre, comme suis de présent, pour tenir prison là où il plaira audit empereur me ordonner, tant et si longuement que le contenu audit traité soit entièrement fourni et accompli (1). »

Le secrétaire d'état Lallemand, comme notaire impérial, dressa acte de cette déclaration, faite de gentilhomme à gentilhomme. Charles-Quint devait être aussi satisfait que François Ier était obligé de le paraître. Il était arrivé à ses fins. Il avait arraché à son prisonnier ce que son prisonnier avait soutenu être impossible à l'égard de son royaume et contraire à son honneur. L'exécution de ce traité, qui devait commencer par la délivrance du roi, à laquelle s'était longtemps refusé l'empereur, et qui devait se poursuivre par la restitution de la Bourgogne, que le roi avait si souvent repoussée, François Ier semblait craindre qu'elle ne fût différée, et Charles-Quint qu'elle ne fût pas accomplie. Ils ne négligèrent l'un envers l'autre aucune des démonstrations propres à se rassurer mutuellement. François Ier écrivit à Charles-Quint pour lui exprimer sa satisfaction du traité conclu, demander à le voir et rendre par là sa délivrance plus prompte. Charles-Quint lui répondit en se réjouissant d'une paix qu'il avait tant souhaitée, et dont il avait, disait-il, un merveilleux plaisir à cause du bien qui en résulterait, s'ils l'observaient fidèlement, « comme, ajoutait-il, ne fais doute que vous de votre côté et moi du mien ferons (2). » Il témoignait le même désir de voir le roi qu'avait exprimé le roi de se trouver avec lui, et il annonçait amicalement qu'il y satisferait dès qu'il aurait dépêché tout ce qui concernait les affaires dépendantes de la paix conclue (3). La lettre de Charles-Quint à la régente de France, pour se concilier la bonne volonté et l'efficace influence de la mère du roi par les témoignages d'une extrême confiance et d'une vive tendresse, était non moins habile qu'affectueuse. Il lui donnait alors adroitement le titre de mère qu'il lui avait donné autrefois, et qu'elle avait réclamé sans l'obtenir après la bataille de Pavie. « Puisque j'ai recouvré dans le roi votre fils un bon frère, disait-il, et que je vous baille la reine ma sœur pour fille, il m'a semblé que je devais reprendre le nom dont autrefois j'avais usé et vous

(1) *Collection*, etc. — Sandoval en parle aussi, t. Ier, liv. XIV, § 4.
(2) Lettre de Charles-Quint, dans Lanz, t. Ier, p. 190.
(3) *Captivité de François Ier*, p. 483.

tenir pour bonne mère. Et puisque pour telle vous tiens, je vous prie que vers la reine ma sœur et aussi vers moi en veuillez faire les œuvres (1). »

Charles-Quint s'était hâté d'affermir les liens d'une aussi avantageuse amitié en les resserrant par le mariage convenu de François Ier et de la reine Éléonore. Six jours après la conclusion solennelle du traité, dans la chambre même où François Ier en avait entendu la lecture et juré l'observation, entra le vice-roi de Naples, muni de la procuration de la reine de Portugal (2), pour la fiancer avec le roi. Il était houssé et éperonné, prêt à partir pour Tolède afin d'y rendre compte de la mission dont l'avait chargé l'empereur. Il trouva François Ier couché et repris de la fièvre depuis la veille. Ce fut du lit que François Ier accomplit la cérémonie en prononçant les paroles des fiançailles, que le vice-roi de Naples répéta au nom de la reine Éléonore (3). L'union fut consacrée par ce double engagement, pris d'une manière assez peu usitée, et dès ce moment l'empereur dit que François Ier devait appeler Éléonore sa femme.

Devenu l'ami du frère par la paix conclue, le mari de la sœur par l'union contractée, François Ier demeurait toujours prisonnier. Retenu à l'Alcazar, il restait soumis à une perpétuelle surveillance. De jour et de nuit, des soldats étaient à sa porte, et pendant son sommeil l'on venait jusqu'au bord de son lit vérifier s'il y dormait (4). La garde qui l'observait sans cesse dans le château le suivait avec une assiduité importune lorsqu'il en sortait; elle l'accompagnait partout. Depuis la conclusion du traité, sans être plus libre de sa personne, il était moins gêné dans ses mouvemens. Il descendait de l'Alcazar dans Madrid, qu'il parcourait en litière ou monté sur sa mule. Il allait entendre la messe aux églises célèbres, faire des visites à des couvens où les religieuses lui offraient des collations et se rangeaient avec curiosité autour de lui. Le peuple se pressait sur son passage, et ceux qui avaient les écrouelles lui demandaient de les toucher de ses mains royales, qui passaient pour avoir le don unique de les guérir (5). Cette surveillance, qui devait s'exercer à

(1) Lettre de Charles-Quint à Louise de Savoie. — *Négociations entre la France et l'Autriche*, t. II, p. 653.

(2) Dumont, *Corps diplomatique*, t. IV, Ire partie, p. 410.

(3) *Captivité de François Ier*, p. 506. — Sandoval, liv. XIV, § 5.

(4) « A esté contraint messire Jean de La Barre, chevalier, prevost de Paris, tant devant la maladie du roy, durant icelle et apres, laisser entrer de nuict les gardes et gens du guet dedans la chambre du roy, à l'heure qu'il dormoit, pour veoir s'il y estoit. » *Captivité de François Ier*, p. 507.

(5) Lettre de La Barre, du 1er février, à la duchesse d'Alençon. — *Captivité de François Ier*, p. 487.

son égard jusqu'à ce qu'il eût donné ses fils comme ôtages de sa personne, était commandée par la politique, mais elle attestait une défiance dont il s'autorisa encore plus pour se dégager de sa parole, qu'il ne se crut pas tenu d'observer, puisqu'on ne s'y était pas fié. Selon lui, le serment du chevalier obligeait à la délivrance du captif, et la détention prolongée du captif annulait la parole donnée par le chevalier.

L'empereur, malgré les objections alarmantes et les résistances opiniâtres du chancelier Gattinara, qui n'avait pas plus voulu signer que dresser le traité de Madrid, le confirma par sa ratification le 11 février. Il se félicitait de cette paix, si remplie d'avantages pour lui et si favorable à ses futurs desseins. Aussi écrivait-il à sa tante l'archiduchesse Marguerite, gouvernante des Pays-Bas : « Mon honneur et bien particulier y a été bien gardé (1). » Il prétendait cependant qu'il aurait pu en tirer plus grand profit, s'il n'avait pas songé au bien universel de la chrétienté, au soulagement de ses royaumes, à l'entreprise contre le Turc et à l'extirpation de l'hérésie en Allemagne. Il comptait être bientôt en mesure d'exécuter ces divers projets.

VI.

Le 13 février, après avoir signé la paix à Tolède, Charles-Quint s'achemina vers Madrid pour voir son prisonnier, devenu son beau-frère, et gagner entièrement le rival qu'il croyait avoir transformé en ami; il voulait passer quelques jours avec lui avant de le laisser retourner en France. Instruit de sa venue, François Ier se rendit au-devant de lui. Monté sur sa mule richement enharnachée, portant une cape et une épée à l'espagnole, ayant à sa droite le grand-maître de Rhodes Villiers de l'Isle-Adam et à sa gauche le capitaine Alarcon, suivi de trois cents hommes de sa garde, il alla jusque vers le pont de Tolède sur le Mançanarès. Charles-Quint arriva bientôt à cheval, vêtu de velours noir, accompagné des principaux de sa cour, et ayant pour escorte une troupe magnifique de deux cent cinquante hommes d'armes en costume de guerre, et dont l'armure de tête était portée par des pages qui les suivaient à cheval (2).

(1) Lettre de Charles-Quint à l'archiduchesse Marguerite, du 9 février 1526. — Dans Lanz, t. Ier, p. 191.

(2) « ... El martes trece del dichomes de febrero, havia llegado á Madrid el emperador, é salió el rey de Francia á lo recivir, é fue desta manera : iba el rey, con una capa de paño frisado é una espada á la española, en una mula bien guarnecida é a su mano

Les deux monarques ne s'étaient pas vus depuis le jour où le vainqueur inquiet avait visité dans l'Alcazar le prisonnier moribond. Aussitôt qu'ils s'aperçurent, ils s'avancèrent l'un vers l'autre, tenant à la main, François Ier son bonnet, Charles-Quint son chapeau, et ils s'embrassèrent étroitement (1). A la cordialité de leur longue étreinte, on les eût pris pour deux amis heureux de se retrouver. Dans l'effusion de leur nouvel attachement, ils semblèrent oublier, l'un le triomphe de ses prétentions imposées, l'autre l'amertume de ses humiliantes condescendances. Ils luttèrent de courtoisie à qui des deux céderait le pas à l'autre. François Ier finit par l'emporter dans ce combat de politesse, et il obtint que l'empereur prît cette fois la droite (2). Ils entrèrent ainsi dans Madrid, au grand contentement du peuple, accouru de tous les côtés pour jouir du spectacle de cette heureuse réconciliation, et dont François Ier, par la renommée de son courage et par les grâces de sa personne, avait gagné l'admiration. Ils se rendirent à l'Alcazar, où ils soupèrent et s'entretinrent longtemps ensemble.

Ils demeurèrent ainsi, durant plusieurs jours, dans la plus parfaite union, se donnant les témoignages réciproques d'une amitié qu'ils disaient sincère et d'une confiance qui paraissait inébranlable. Ils faisaient leurs dévotions dans les mêmes églises et se montraient à côté l'un de l'autre au peuple ravi de leur apparente intimité (3). François Ier demanda à voir la reine sa fiancée, et il

derecha el gran maestre de Rodas, é á la sinistra el señor Alarcon que tenia en guarda al dicho rey, é muchos caballeros con ellos.... É como supo que el emperador pasava ya la puente que llaman toledana, que está sobre el rio... procedió per el camino. É ivan entorno todos los campos llenos de gente, ansi por ser la paz deseada, como por ver é notar como se havrian estos principes en sus cortesias e cuando juntos fuesen. Ivan de los continuos del emperador, de la capitania de don Alvaro de Luna é de otros hombres d'armas, hasta docientos e cincuenta muy bien aderezados é armados, sin armaduras de caveza, las quales llevahan detrás de ellos sus pages de la lanza á cavallo, é ivan per los costados de fuera del camino, trecientos infantes de la guarda que el dicho señor Alarcon tenia ordinaria al rey di Francia; é poco adelante de una cruz estañada que está en aquel camino, se encontraron el emperador é el rey. El emperador venia en cuerpo en una hacanea con un sayo de terciopelo negro, é una espada en la cinta. » *Relacion de lo sucedido en la prision de Francisco I*, por el capitan Gonzalo Hernandez de Oviedo y Valdez, f° 40 v°. — Cité par M. Gachard dans l'appendice de la *Captivité de François Ier*, p. 91, 92, et Sandoval, t. Ier, liv. XIV, § 5.

(1) « É en viéndose, se quitaron á la par el rey el bonete, é el emperador un chapeo, é se embrazaron muy estrechamente é gran rato é con mucho placer. » Hernandez de Oviedo, *ibid*, et Sandoval, *ibid*.

(2) « É luego comenzaron á porfiar sobre cual iria a la mano derecha : en fin el emperador, vencído de cortesia, tomó al rey a su mano siniestra; é ansi fueron hasta el Alcazar, donde se apearon, é comieron é cenaron juntos en un banquete suficiente... á tan grandes principes. » Hernandez de Oviedo, *ibid;* Sandoval, *ibid*.

(3) Sandoval, t. Ier, liv. XIV, § 5.

exprima le désir qu'elle le suivît à quelques journées de marche, lorsqu'il se dirigerait vers la frontière de France, afin qu'elle pût le rejoindre aussitôt que, rentré dans son royaume, il aurait rempli les principales conditions du traité. Charles-Quint y consentit sans peine (1) : c'était ce qui lui convenait le mieux en le rassurant le plus. De son côté, mettant à profit les facilités de leur amitié, il hasarda des demandes nouvelles. Il tenait à contenter le duc de Bourbon, que le roi avait en haine comme un rebelle qui l'avait trahi, comme un ennemi qui l'avait vaincu. L'empereur avait exigé que ses possessions lui fussent rendues, que ses complices fussent remis dans leur liberté et dans leurs biens, que sa prétention au comté de Provence fût débattue en justice. Il lui avait accordé le duché de Milan pour le récompenser des services qu'il en avait reçus et pour le dédommager du mariage qu'il avait rompu. Il pria alors le roi d'accorder au duc de Bourbon 20,000 livres de pension jusqu'à ce que le procès touchant la Provence fût vidé, et il renouvela le désir, déjà exprimé dans la négociation et repoussé par le traité, que le Bourbonnais, l'Auvergne, le Forez, et tous les autres pays qui seraient restitués au duc de Bourbon fussent tenus par lui en pleine souveraineté. C'eût été faire de lui un potentat indépendant et détacher de la couronne le centre de la France, comme devaient en être séparés, par le traité de Madrid, la Flandre, l'Artois, la Bourgogne et toutes les provinces frontières appartenant à l'empereur. François Ier consentit à la pension, mais il refusa nettement la souveraineté (2).

Le 16 février, les deux monarques partirent à cheval de Madrid pour aller voir la reine Éléonore, venue de Tolède à Illescas, l'une des possessions de l'opulent archevêque primat des Espagnes. Ils s'arrêtèrent ce jour-là à Torrejon de Velasco, dont le château appartenait au comte de Puñon Rostro. Ils y établirent leur résidence, et le lendemain ils se rendirent à Illescas, qui n'en était éloigné que de deux lieues. La reine Éléonore attendait dans une galerie (3), avec la reine Germaine de Foix (4) et les dames de sa suite, l'empereur son frère et le roi son fiancé. Après les révérences d'usage, lorsque François Ier s'approcha d'Éléonore, celle-ci tomba à genoux

(1) Lettre de Lannoy à l'archiduchesse Marguerite, du 14 février. — *Négociations entre la France et l'Autriche*, t. II, p. 653.

(2) Procès-verbal du traitement fait à François Ier, dans *Captivité*, p. 507-508.

(3) « É las reynas estavan en pié en un corredor esperándolos á la puerta de la escalera. » *Relacion de lo sucedido*, etc., por Hernandez de Oviedo, fol. 49.

(4) Veuve du vieux roi Ferdinand le Catholique; elle venait de perdre son second mari, le margrave de Brandebourg, et devait bientôt en épouser un troisième, le duc de Calabre, fils du roi Frédéric de Sicile.

et voulut prendre sa main pour la baiser. « Ce n'est pas la main que je vous dois, lui dit le roi en la relevant, c'est la bouche (1). » — Et il l'embrassa. Il embrassa aussi Germaine de Foix et donna aux autres dames sa main à baiser. Prenant ensuite sous le bras la reine sa fiancée tandis que l'empereur conduisait de la même manière la veuve de son aïeul le roi Ferdinand, ils entrèrent dans une salle qui avait été préparée pour la danse. Les deux monarques assistèrent à cette fête pendant deux heures et retournèrent fort avant dans la nuit coucher à Torrejon (2). Le lendemain, ils revinrent à Illescas dans la même litière, et ils visitèrent de nouveau la future reine de France. Cette fois Éléonore, qui, sans être belle, était encore jeune et qui avait toute la grâce de la bonté, dansa à l'espagnole devant François Ier avec la marquise de Zenette (3). — François Ier et Charles-Quint reprirent ensuite le chemin de Torrejon dans la même litière qui les avait portés à Illescas. Après sept jours passés dans la plus grande intimité, le 19 février, ils partirent ensemble de Torrejon à cheval, l'un pour se rendre à Madrid et de là en France, l'autre pour aller se marier à Séville avec l'infante Isabelle de Portugal. Charles-Quint accompagna François Ier jusqu'à un jet d'arc de Torrejon. Arrivés à un chemin qui se bifurquait et où ils devaient se séparer, l'empereur, se rappelant les défiances du chancelier Gattinara et ne pouvant se défendre lui-même de quelques inquiétudes sur l'exécution du traité, tira le roi à part et lui dit : « Mon frère, vous souvenez-vous des engagemens que vous avez pris avec moi ? — Sans doute, répondit François Ier, et je puis vous répéter tous les articles du traité que nous avons conclu. — Assurez-moi que vous les exécuterez fidèlement de votre côté comme je vais les exécuter du mien; celui de nous deux qui manquerait à l'autre serait réputé justement un méchant homme et un lâche. — Je les accomplirai exactement dès que je serai dans mon royaume, répliqua François Ier; rien ne saurait m'en empêcher. — Dans la longue guerre que nous avons eue ensemble, continua Charles-Quint, je ne vous ai jamais haï; mais si vous me trompiez, en ce qui touche surtout la reine votre femme et ma sœur, je le prendrais à si grande injure que j'aurais

(1) « Estando á dos pasos el uno del otro, la reyna se hincó de rodillas, é le pidió la mano; el rey le dixo : « No es de dar sino la boca, » é la abrazó é besó, é se dió por todos los caballeros una grita mostrando mucho regocijo. » *Relacion*, etc.

(2) Hernandez de Oviedo, *ibid.* — Sandoval, liv. XIV, § 5. — Relation de ce qui se passa à Madrid depuis la signature du traité, dans *Captivité de François Ier*, p. 503 et aussi p. 509.

(3) Femme du comte de Nassau, marquis de Zenette et grand-chambellan de l'empereur.

votre personne en haine, et chercherais tous les moyens d'en tirer vengeance et de vous faire le plus de mal que je pourrais. — Je vous jure, dit en finissant François Ier, que je veux maintenir tout ce que j'ai promis (1). » — Après ces mots, ils se saluèrent en se recommandant l'un et l'autre à la garde de Dieu.

VII.

Le lendemain, 20 février, François Ier espérait se mettre en route pour la frontière de France. Aux termes du traité, il devait redevenir libre le 10 mars et rentrer dans son royaume; mais ce départ tant souhaité fut retardé d'un jour, afin que les soldats d'Alarcon reçussent leur paie et pussent le suivre en continuant à le garder (2). Enfin le 21 François Ier quitta avec joie ce triste château de Madrid, où il avait été enfermé six mois, où la mort s'était montrée à lui de plus près que sur le champ de bataille de Pavie, où aux souffrances de la maladie s'étaient ajoutées toutes les amertumes de la captivité, où il s'était appelé l'esclave de son vainqueur sans obtenir de lui le prix de cette soumission, où, se débattant sous les étreintes de la nécessité, il avait résisté longtemps aux dures conditions imposées à son adversité, et où, après avoir fièrement préféré une prison perpétuelle à une paix honteuse, il avait fini par sacrifier sa parole à sa liberté et promis sous un double serment ce qu'il était décidé à ne pas tenir.

Il partit sous la conduite du vice-roi de Naples (3) et sous l'escorte d'Alarcon. A mesure qu'il approchait de la France, les précautions redoublèrent à son égard. Le vice-roi, à qui l'empereur avait confié le soin d'accompagner son prisonnier jusqu'à la frontière et de l'y échanger avec les otages désignés par le traité, était d'autant plus attentif à sa garde (4) qu'il s'était montré plus favorable à sa délivrance. Il avait été accusé d'une partialité qui le laissait suspect, et il se trouvait chargé d'une responsabilité qui le rendait inquiet. On eût dit, aux arrangemens qu'il prit, qu'il craignait une

(1) Sandoval, liv. XIV, § 7.

(2) Procès-verbal du traitement fait à François Ier en Espagne, dans *Captivité de François Ier*, p. 509.

(3) « L'empereur m'a commandé mener le roi, prendre M. le dauphin et M. d'Orléans, ou le dauphin et les douze autres prisonniers qui se doivent bailler pour la sûreté du traité de paix, et bailler lesdits seigneurs au connétable, lequel a charge de les garder. » Lettre de Lannoy, du 15 février 1526, à l'archiduchesse Marguerite. — *Négociations entre la France et l'Autriche*, t. II, p. 653.

(4) Procès-verbal du traitement fait à François Ier depuis la signature du traité de Madrid jusqu'à son arrivée en France, dans *Captivité*, etc., p. 509.

évasion ou un enlèvement. Arrivé à Aranda, sur le Douero, étant encore éloigné de cinquante lieues du royaume de France, il régla, le 26 février, d'accord avec le roi, comment il serait procédé à sa délivrance. Dix jours avant et dix jours après, il ne devait y avoir, à vingt lieues de distance de la frontière, ni réunion d'hommes de guerre, ni assemblée de gens du pays. Douze personnes envoyées par le vice-roi, au nom de l'empereur, visiteraient préalablement la frontière dans toute son étendue et lui rendraient un compte exact de ce qu'ils y auraient vu. Le jour de l'échange, entre Fontarabie et Andaye, au milieu de la Bidassoa, d'où toutes les barques seraient éloignées et de l'embouchure de laquelle, dans le golfe de Biscaye, n'approcheraient plus les navires français et espagnols, aucun gentilhomme de la maison du roi, aucun archer de sa garde, aucun cavalier de son royaume ne pourrait dépasser Saint-Jean-de-Luz (1).

D'Aranda, François Ier et le vice-roi dépêchèrent Chabot de Brion et le commandeur Peñalosa, le premier pour avertir la régente sa mère de venir diligemment à sa rencontre avec les otages, le second pour lui porter la capitulation qui réglait le mode de délivrance du roi son fils. Six jours après, le 4 mars, François Ier atteignit Vittoria, non loin du revers méridional des Pyrénées, dans la plaine de l'Alava. Comme on n'avait encore reçu aucune nouvelle de la régente, le vice-roi n'avança pas davantage (2).

La régente n'avait cependant pas perdu de temps. Le maréchal de Montmorency, le 29 janvier 1526, avait apporté à Lyon le traité de Madrid. Louise de Savoie avait quitté la résidence qu'elle y occupait à Saint-Just depuis un an et demi, et le 1er février elle s'était mise en route pour traverser la France et se rendre à Bayonne. Elle était suivie d'une partie de la cour et accompagnée du docteur Taylor et de Louis de Praet, ambassadeurs de Henri VIII et de Charles-Quint. De la route elle annonça cette paix au royaume, sans en faire connaître les désastreuses conditions (3). Elle se bornait à montrer les heureux résultats qu'aurait la délivrance du roi, et elle demandait une levée de deniers pour faire face aux engagemens contractés envers le roi d'Angleterre (4). Arrivée à Roanne, elle s'embarqua sur la Loire, grossie par des pluies extraordinaires, et se ren-

(1) *Cérémonial réglé pour la délivrance du seigneur roy. Ibid.*, p. 510, 511.

(2) Lettre de Lannoy à l'archiduchesse Marguerite, gouvernante des Pays-Bas, écrite le 29 mars 1526 de Vittoria. — Archives des Affaires étrangères de France, *Espagne*, vol. V, f° 250-252.

(3) Extrait des registres du parlement, dans *Captivité de François Ier*, p. 497 et suiv.

(4) Lettres-patentes de la duchesse d'Angoulême pour lever une aide extraordinaire. *Ibid.*, p. 490-496.

dit, non sans lenteur et sans péril, d'abord à Blois, puis à Amboise, où étaient les enfans de France (1). Dans l'alternative laissée par le traité de Madrid de livrer comme otages ou le dauphin et douze des principaux personnages du royaume, parmi lesquels étaient le duc de Vendôme, le duc d'Albany, le comte de Saint-Pol, le maréchal de Lautrec, le maréchal de Montmorency, le comte de Guise, le grand-sénéchal de Normandie, Chabot de Brion, le seigneur de Laval de Bretagne, bref tous ceux qui avaient survécu au désastre de Pavie et qui étaient capables de défendre le pays, ou bien de remettre les deux fils aînés du roi, elle choisit, d'accord avec son conseil, ce dernier parti. Par un sacrifice qui coûtait à son affection, mais qui pouvait tourner à l'avantage du royaume, elle se décida à donner en otage un de ses petits-fils de plus et à conserver en France ceux qui restaient les derniers soutiens de l'état. Prenant avec elle le dauphin, âgé de huit ans et demi, et le duc d'Orléans, qui allait atteindre sa septième année, elle ne laissa dans le royaume que le duc d'Angoulême, beaucoup plus jeune que ses frères. Quoique tourmentée par la goutte, elle s'achemina vers Bayonne avec ses deux petits-fils, réservés à la plus attristante captivité. L'ambassadeur d'Angleterre, qui les vit à Amboise, écrivit au cardinal Wolsey : « Tous deux m'embrassèrent, me prirent par la main et me demandèrent des nouvelles de l'altesse du roi et de votre grâce, en me témoignant le désir d'être recommandés au roi et à vous dans mes lettres. En vérité, ce sont deux charmans enfans; le filleul du roi (le duc d'Orléans, qui régna après son père sous le nom de Henri II) est d'un esprit plus vif et plus hardi, à ce qu'il me semble (2). » Ces aimables et pauvres enfans allaient être conduits au-delà des Pyrénées, bientôt séparés de leurs serviteurs, enfermés dans le château de Pedraza au milieu des montagnes, sous la garde de quelques grossiers soldats de don Juan de Tovar, marquis de Verlanga, fils du connétable de Castille, privés presque de lumière et d'air autant que de liberté, laissés dans un indigne dénûment, avec des vêtemens usés, un petit chien pour toute compagnie, sans qu'il leur parvînt, pendant plus de trois années de guerre, aucun souvenir de leur famille, sans qu'ils entendissent

(1) Lettre du docteur Taylor au cardinal Wolsey. Ms. Calig. D. 9, p. 153; et dans Sharon Turner, t. II, p. 3, notes 8 et 9.

(2) « And after dinner I was brought to see the dauphin, and his brother Harry; both did embrace me, and took me by the hand, and asked me of the welfare of the king's higness, and your grace, and desired that in my writing I should truly commend them to the king and your grace. Verely they be too goodly children. The king's godson is the quicker spirit and the bolder, as seemeth by his behaviour. » Lettre du Dr Taylor au cardinal Wolsey. Ms. Calig. D. 9, p. 153; et dans Sharon Turner, t. II, p. 4, note 10.

prononcer un mot de la langue de leur pays, dont ils perdirent l'usage à tel point qu'après la paix de Cambrai ils ne comprenaient déjà plus le messager qui vint les visiter de la part de leur aïeule et de leur père, et les instruire en français de leur prochaine délivrance (1).

La régente écrivit au roi son fils et au vice-roi de Naples qu'elle se rendait en toute diligence vers la frontière, mais qu'elle n'y arriverait jamais au terme convenu. En apprenant son approche et ce retard, le vice-roi partit le 7 mars de Vittoria (2), où la reine Éléonore, qu'escortait le connétable de Castille, remplaça bientôt François Ier, qui fut conduit par Lannoy dans la forte place de Saint-Sébastien, à trois lieues de l'embouchure de la Bidassoa. Là fut dressé entre Chabot de Brion, envoyé par la régente, qui fit son entrée dans Bayonne le 15 au soir, et le vice-roi de Naples, une nouvelle convention pour fixer le jour et régler le mode de la délivrance du roi. Ce fut le 17, à sept heures du matin, que dut se faire, avec les plus minutieuses et les plus défiantes précautions, l'échange de François Ier et de ses deux fils sur la rivière qui séparait le royaume de France des terres d'Espagne.

Ce jour-là, à l'heure fixée, arrivèrent, aux bords déserts de la Bidassoa, le vice-roi accompagnant François Ier, Lautrec conduisant le dauphin et le duc d'Orléans. Au milieu de la rivière, entre Fontarabie et Andaye, avait été placé un ponton en forme d'estrade que des ancres retenaient immobile à une égale distance des deux rives, et où il était convenu qu'aborderaient ensemble le roi et ses enfans, pour passer en même temps le roi en France, ses enfans en Espagne. Deux barques de semblable dimension, montées par un pareil nombre de rameurs, étaient préparées sur chaque rive. A l'heure marquée, Lannoy entra dans l'une avec François Ier, et Lautrec dans l'autre avec le dauphin et le duc d'Orléans. Chacun d'eux avait pour escorte dix gentilshommes, armés seulement de leur épée et de leur poignard. Les barques parties ensemble s'avancèrent d'un mouvement égal vers le ponton, où elles arrivèrent au même moment. Lannoy, que suivit Alarcon, monta sur l'estrade avec François Ier, pendant que Lautrec y paraissait tenant par la main les enfans de France. Les dix gentilshommes de chaque côté restaient immobiles dans les barques arrêtées (3). Si Alarcon ac-

(1) Rapport de Bordin, huissier de la régente, envoyé pour visiter les princes après la paix de Cambrai, en 1529. — Archives de Simancas, série B, liasse 2, n° 40.

(2) Lettre de Lannoy à l'archiduchesse Marguerite d'Autriche, du 29 mars 1526. — Archives des Affaires étrangères, *Espagne*, vol. V, f° 250-252.

(3) Sandoval, t. Ier, liv. XIV, § 13, et *Comentarios de los hechos del señor Alarcon*, p. 341.

compagnait le vice-roi tandis que Lautrec n'était accompagné de personne, c'était en continuation de la même défiance et pour que l'égalité de nombre maintînt l'égalité de force entre François Ier et Lautrec d'une part, Lannoy et Alarcon de l'autre. Le dauphin et le duc d'Orléans, s'approchant de leur père, dont ils allaient prendre la place, lui baisèrent la main, et le vice-roi dit alors à François Ier : « Sire, maintenant votre altesse est libre; qu'elle accomplisse ce qu'elle a promis! — Tout sera fait, répondit François Ier (1). » Il embrassa ses enfans, et, descendant dans la barque qui les avait conduits, il fut ramené au rivage. En abordant la terre de France, il ne put contenir la joie que lui inspiraient le sentiment de la liberté et le retour dans son royaume. Il s'élança sur un cheval et il s'écria : « Maintenant je suis roi! je suis roi encore (2)! » Puis il se rendit à Saint-Jean-de-Luz, où les seigneurs de la cour, le chancelier Duprat et l'ambassadeur d'Angleterre étaient venus à sa rencontre, et il arriva le même jour à Bayonne. En mettant pied à terre, il alla dans la grande église de cette ville rendre grâce à Dieu de sa délivrance (3), et combler de joie par sa présence et les vifs témoignages de sa reconnaissante affection la régente sa mère, qui avait gouverné le royaume pendant sa captivité avec un dévouement si actif et une capacité si soutenue. Félicité par l'ambassadeur de Henri VIII de son retour dans ses états, il en fit remonter le bienfait jusqu'au roi d'Angleterre, dont il devait avoir bientôt besoin, et il lui dit avec une effusion de gratitude qui n'était pas sans habileté : « Monsieur l'ambassadeur, je connais parfaitement les bonnes intentions de mon bon frère d'Angleterre, lequel, après Dieu, je remercie de ma liberté. Il a fait pendant ma captivité un acte qui lui assure une gloire éternelle et qui oblige à tout jamais moi et les miens à lui faire service (4). »

MIGNET.

(1) Sandoval, t. Ier, liv. XIV, etc.

(2) *Comentarios de los hechos del senor Alarcon*, f° 311. — Sandoval, t. Ier, liv. XIV, § 13.

(3) Lettre de Jean de Selve au parlement, dans *Captivité*, p. 518.

(4) Taylor à Wolsey, 19 mars 1525. Dans Ellis, *Original letters*, 2e série, t. Ier, p. 333.

UN

PRINCE ALLEMAND

DU XVIIIE SIÈCLE

D'APRÈS DES MÉMOIRES INÉDITS

II.

CHARLES DE HESSE ET LES ILLUMINÉS.

Il y a dans les mille et une scènes de *Gil Blas* un personnage trop peu remarqué, chez lequel on voit les hardiesses de la libre pensée unies de la façon la plus singulière aux niaiseries de la superstition. Vous rappelez-vous l'histoire de la marquise de Chaves? On dirait un pressentiment des dernières aventures du XVIIIe siècle, on dirait l'image anticipée de cette fièvre de mysticisme ou du moins de ce besoin de thaumaturgie qui saisit la société européenne entre la mort de Voltaire et les premiers jours de la révolution. La marquise de Chaves vit entourée des plus beaux esprits du monde, poètes, savans, philosophes, disputeurs à outrance. « Et Dieu veuille que la religion ne soit pas intéressée dans la dispute! » Sa maison est appelée par excellence « le bureau des ouvrages d'esprit; » son nom, répété en tout lieu, « emporte l'idée d'un génie supérieur. » Notez pourtant le trait final : aux heures où la marquise est seule, on voit souvent entrer chez elle un petit homme contrefait, bossu, et d'une assurance imperturbable. « Je viens parler à Mme la marquise. — De quelle part? — De la mienne. » Et il passe. Gil Blas, qui l'introduit, est tout stu-

péfait de son aplomb et plus stupéfait encore des succès qu'il obtient. Chaque fois que le bossu reviendra, on devra le faire entrer dans la chambre de la marquise aussi secrètement que possible. Quel était donc ce visiteur mystérieux, et pourquoi ces longues conférences avec la reine des philosophes? On le sut bientôt; la reine des philosophes avait ses superstitions cachées, elle croyait à la magie, à la cabale, aux sciences hermétiques, et le petit bossu venait lui révéler les secrets du monde invisible. Voilà tout le fruit que la marquise de Chaves avait retiré de son commerce avec les premiers génies de son siècle! Cette brillante dame qui a passé sa vie à écouter les entretiens des philosophes et des gens de lettres, n'est-ce pas la société européenne vers l'année 1780? Le soir vient, l'assemblée se disperse, Fontenelle et Montesquieu sont partis les premiers, Rousseau a disparu, Voltaire a quitté la place; Buffon, Diderot, d'Alembert ne sont plus là... Tout à coup, dans le silence du salon désert, une porte s'ouvre mystérieusement, et nous voyons entrer un hôte inconnu qui s'installe comme chez lui; c'est Cagliostro ou le comte de Saint-Germain.

Cette fine peinture de la marquise de Chaves est bien plus significative que ne l'a soupçonné l'auteur de *Gil Blas*. Complétée par des événemens que Le Sage n'a pu connaître, elle devient pour nous un symbole, et un symbole qui exprime de la manière la plus vive une des lois fondamentales de l'esprit humain. Au lendemain de la mort de Voltaire et avant que le soleil de 89 se lève sur une nouvelle humanité, l'apparition des mystiques et des thaumaturges n'est pas une chose fortuite, c'est une conséquence nécessaire. Quand les croyances saines et pures ont disparu, l'heure de la superstition n'est pas loin, tant il y a au fond du cœur de l'homme, suivant l'expression des Allemands, un instinct de l'*au-delà*, une aspiration vers les réalités idéales, un besoin d'échapper aux entraves de notre condition d'ici-bas! « Captif dans les bornes du monde, a dit M. Edgar Quinet, l'infini s'agite pour en sortir. » Qu'arrive-t-il donc si on lui fait obstacle? Plutôt que de renoncer à son espérance, il s'agite à l'aveugle, et, rejeté hors de la lumière, il s'enfonce dans les ténèbres; c'est l'heure malsaine des sciences occultes. Ce fait, selon les temps et les lieux, peut se produire sous les formes les plus diverses, il est impossible qu'il ne se produise pas. Les lois morales, régissant des êtres libres, ne donnent pas des résultats perpétuellement semblables, comme font les lois du monde physique; on ne saurait pourtant y échapper, et cette sanction inévitable se manifeste à l'heure même où l'on y songe le moins. Ainsi s'explique trop bien l'apparition des thaumaturges à un certain moment du XVIIIe siècle. A la défense des droits les plus sacrés on a mêlé les erreurs les plus funestes; on a dégradé l'humanité

en combattant pour elle; on a insulté le ciel en affranchissant la terre; on s'est moqué du christianisme, du spiritualisme, de la philosophie de l'esprit et de l'idéal, c'est-à-dire qu'avec une légèreté hautaine on a fermé toutes les voies ouvertes à nos légitimes élans. Qu'arrive-t-il encore une fois? L'élan se détourne, l'instinct sublime dévie, et l'esprit qui aspirait à Dieu devient la dupe du premier charlatan qui passe.

Non pas, certes, qu'il faille confondre dans une même accusation de charlatanisme tous les personnages extraordinaires qui composent l'étrange et ténébreuse mêlée du XVIIIe siècle à son déclin. C'est en cela que l'histoire de la marquise de Chaves cesse d'être un symbole complet. Il y a autre chose que les tireurs d'horoscopes et les montreurs de fantômes parmi ces visiteurs inattendus. Les contemporains, amis ou ennemis, ont rangé sous le même drapeau les rêveurs et les insensés, les mystiques et les fourbes; mieux placés à distance pour discerner les masques des figures, nous reconnaissons aujourd'hui trois catégories très distinctes au milieu de cette confuse assemblée. Ce sont d'abord les fourbes, les jongleurs, ceux qui, exploitant les dispositions crédules de l'esprit public et mettant à profit les découvertes mal connues des sciences non constituées encore, ont fait un si grand nombre de dupes dans toutes les classes de la société européenne : tels sont l'Allemand Schrepfer, le Hongrois Saint-Germain, le Sicilien Cagliostro. Bien au-dessus d'eux ou plutôt dans un ordre d'idées tout différent viennent les mystiques, les rêveurs inspirés, âmes tendres et un peu folles, mais de cette folie qui est souvent l'exaltation de la sagesse, âmes profondes à coup sûr, car elles ont senti avant toutes les autres le besoin de se soustraire aux sèches doctrines d'un siècle épuisé, et, prenant leur vol les premières, elles ont cherché à travers mille dangers les rivages inconnus. Il n'y a pas de rapprochement à faire entre ces élans désordonnés et le spiritualisme viril qui demeurera l'honneur de notre siècle; avons-nous tort pourtant de rendre hommage, comme l'a fait si éloquemment Mme de Staël, à ceux qui ont protesté contre des doctrines funestes et rouvert aux âmes les perspectives infinies? Trois hommes, un Suédois, un Suisse, un Français, composent ce mystique cénacle; il suffit de nommer l'enthousiaste et poétique Svedenborg, l'ingénieux et ardent Lavater, le doux et subtil Saint-Martin. Le troisième groupe enfin est celui des mystiques révolutionnaires. Sont-ce bien des mystiques? Eux-mêmes le disent, puisqu'ils se nomment les *illuminés;* il semble pourtant que ce soit là une simple prétention accommodée à l'esprit du temps et du pays où la secte a pris naissance. A vrai dire, ce sont des hommes d'action, et ils se proposent bien moins de pénétrer les mystères du monde idéal que de re-

nouveler la face de la terre : secte bizarre, mal connue, difficile à connaître, bien que deux ou trois de ses chefs appartiennent à l'histoire de la littérature allemande. Que de physionomies diverses dans cette assemblée! A côté de l'ardent Weisshaupt, le jurisconsulte d'Ingolstadt, j'aperçois ici le baron de Knigge, gentilhomme démocrate, romancier populaire, cœur et tête à l'évent, ainsi que le candide Wilhelm Bode, un des collaborateurs de Lessing.

Telles sont à grands traits, et sans tenir compte des particularités sans nombre, les trois classes de personnages confondus par l'imagination effarouchée des contemporains. Cette confusion même et l'effroi qui en fut la suite sont un des signes de l'époque. Ces hommes n'ayant de commun que leurs mystérieuses allures, il fallait qu'il y eût dans l'air un singulier besoin de merveilleux pour qu'un Saint-Germain par exemple ou un Cagliostro fût nommé par les publicistes à côté de Saint-Martin ou de Lavater. Or il se trouve que le prince dont nous interrogeons les mémoires inédits a connu fort intimement des personnes appartenant à ces trois classes (1); il a vu, il a aimé l'un des principaux mystificateurs du XVIIIe siècle, il a été en relations directes avec l'école des rêveurs inspirés; enfin il a été initié à l'illuminisme et revêtu même d'un commandement occulte pour l'Europe du nord. S'il ne parle que des mystificateurs et des révolutionnaires, des fourbes et des illuminés, c'est là déjà une assez bonne part dans la mêlée qui nous occupe. Écoutons les confidences du prince Charles en les contrôlant au besoin par le témoignage des contemporains.

I.

Le premier de ces coureurs d'aventures que nous présente le landgrave Charles est le comte de Saint-Germain en personne. N'allez pas vous méprendre; il ne s'agit point ici de ce Saint-Germain général disgracié sous Louis XV, organisateur et commandant de l'armée danoise sous Frédéric V, ministre de la guerre sous Louis XVI, qui devint le collaborateur des réformes de Turgot après avoir été trente ans auparavant l'élève du maréchal de Saxe. Celui-là, victime de l'insolent hasard, n'avait fait que remplir avec honneur des fonctions éminentes, et, après une vie toute de labeurs et de disgrâces, il lui arrive encore d'être confondu sans cesse avec l'aventurier qui lui a pris son nom. L'autre, j'allais dire le *vrai* Saint-Germain, pour me conformer à l'ironie de la destinée, l'homme dont ce nom évoque ordinairement le souvenir, le favori de Louis XV et l'hôte du landgrave Charles, c'est celui qui se mê-

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre 1865.

lait, disait-il, au train des choses humaines depuis deux ou trois sièles, qui représentait la tradition vivante, qui avait vu la cour de France sous François Ier, qui racontait aux Bourbons les anecdotes intimes des Valois, qui pouvait enfin, grâce à des secrets magiques, défier la vieillesse et vaincre la mort. Les rose-croix du XVIIe siècle, nous dit la *Logique de Port-Royal*, prétendaient être parvenus à l'immortalité, « ayant trouvé le moyen, par la pierre philosophale, de fixer leur âme dans leur corps. » Le difficile n'est pas d'imaginer ces choses-là, mais de les faire accepter aux autres. Des chercheurs de pierre philosophale, il y en a dans tous les temps et sous tous les costumes; un homme d'esprit qui prend le rôle d'un fou et qui le joue avec assez d'adresse pour mystifier la plus brillante société du monde, voilà une curiosité plus rare. Tel était le personnage sur lequel les mémoires du landgrave nous apportent des renseignemens nouveaux.

S'il est souvent question du comte de Saint-Germain chez les écrivains du XVIIIe siècle, presque tous se bornent à répéter ce qu'en en ont dit les premiers témoins oculaires. « Je l'ai vu plusieurs fois, écrit Mme du Hausset; il paraissait avoir cinquante ans, il n'était ni gras ni maigre, avait l'air fin, spirituel, était mis très simplement, mais avec goût; il portait aux doigts de très beaux diamans ainsi qu'à sa tabatière et à sa montre. Un jour où la cour était en magnificence, il vint chez madame avec des boucles (de souliers et de jarretières) de diamans fins si belles que madame dit qu'elle ne croyait pas que le roi en eût d'aussi belles. Il passa dans l'antichambre pour les défaire et les apporter pour les voir de plus près (1), et, en les comparant à d'autres, M. de Gontaut, qui était là, dit qu'elles valaient au moins deux cent mille francs. Il avait ce même jour une tabatière d'un prix infini et des boutons de manche de rubis qui étaient étincelans. On ne savait pas d'où cet homme était si riche, si extraordinaire, et le roi ne souffrait pas qu'on en parlât avec mépris et raillerie. » Ainsi s'exprime la confidente de Mme de Pompadour. Le roi permettait si peu la raillerie sur le compte du mystérieux personnage qu'il l'employa bientôt à sa diplomatie secrète. Le 14 mars 1760, M. de Kauderbach, ministre de Saxe à La Haye, écrivait à son gouvernement cette curieuse dépêche, que l'Allemagne vient de nous révéler. M. de Kauderbach est encore un des témoins qui ont vu et pratiqué le comte de Saint-Germain; son rapport nous fera mieux apprécier la conduite et les paroles du prince Charles :

« Nous avons actuellement ici un homme très singulier et des plus extra-

(1) Mme du Hausset était femme de chambre de Mme de Pompadour. On voit qu'elle se préoccupe fort peu de la correction du langage.

ordinaires, qui se nomme le comte de Saint-Germain. Il a l'air tout au plus d'un homme de quarante-cinq ans, et cependant on prétend prouver qu'il en a cent dix bien comptés. M. d'Affry (1) m'a assuré qu'il avait beaucoup plus d'années que lui et moi ensemble, et cependant nous avons passé l'un et l'autre le demi-siècle. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'un membre des états-généraux qui approche de soixante-dix ans m'a dit avoir vu cet homme extraordinaire dans la maison de son père lorsqu'il était encore enfant, et l'avoir vu à peu près tel qu'il est aujourd'hui. Cependant il a l'air leste et dégagé comme un homme de trente ans. Il a la jambe comme faite au tour, porte ses propres cheveux, noirs et bien plantés, et n'a pour ainsi dire pas une ride au visage. Il ne mange presque jamais de viande, excepté un peu de blanc de poulet, et borne sa nourriture aux gruaux, aux légumes et aux poissons. Il prend de grandes précautions contre le froid, mais il ne se ménage pas excessivement pour les veilles, et il nous a tenu compagnie jusqu'à une heure après minuit par une espèce de complaisance, sans qu'il s'en soit ressenti le lendemain. Si je peux escamoter à ce bon vieillard son secret, je croirai rendre au roi un service essentiel en vous le communiquant, monseigneur, pour conserver à sa majesté une vie si précieuse et si utile à son service. Cet homme possède des richesses immenses. A l'en croire, il est au fait des plus beaux secrets de la nature; il en parle savamment sans affecter aucun mystère, et tâche de convaincre par ses démonstrations les plus incrédules sans qu'il paraisse avoir aucun dessein. Ses richesses sont constatées et connues de toute la France. Il est dans la plus haute faveur auprès du roi très chrétien, qui lui a donné le château de Chambord pour sa vie (2). Il nous a étalé des pierreries d'un prix inestimable, toutes d'une grandeur et d'une beauté incomparables. Je joins ici, pour la curiosité de votre excellence, la dimension de l'une de ses opales, qui a toutes les perfections et est d'une beauté ravissante. Il soutient qu'aucun monarque au monde ne possède les trésors qu'il prétend avoir en pierreries. Il se déclare indifférent pour toutes les grandeurs du monde et n'aspire qu'au titre de citoyen. Touché des malheurs de la France, il s'est offert au roi très chrétien pour le sauver, et c'est dans ce dessein qu'il est venu en Hollande. Il ne fait pas mystère de sa commission ou du moins de son objet. Nous sommes curieux de voir ses moyens, qui, à l'en croire, ne peuvent pas manquer, parce qu'ils dépendent de lui seul. Il est grand apologiste de Mme de Pompadour et tâche d'effacer le vernis qu'on lui a donné dans ce pays-ci. Il lui attribue le meilleur cœur, les intentions les plus droites, un désintéressement sans égal. J'ai eu avec lui une longue conversation sur les causes du malheur de la France et sur les variations dans le choix des ministres de cette couronne. Voici, monseigneur, ce qu'il m'a dit à ce sujet : — « Le mal radical est le manque de fermeté du monar-

(1) M. d'Affry était chargé d'affaires de France à La Haye, et c'est à son insu que le comte de Saint-Germain avait une mission de Louis XV auprès du gouvernement des Pays-Bas.

(2) C'est trop dire. Louis XV n'avait fait que mettre à sa disposition une aile du château pour qu'il y établît son laboratoire de chimie; il s'agissait surtout de la préparation de certaines couleurs dont on se promettait des merveilles en vue des soieries et des étoffes françaises.

que. Ceux qui l'entourent, connaissant l'excès de sa bonté, en abusent, et il n'est entouré que de créatures placées par les frères Pâris, qui seuls font tout le malheur de la France (1). Ce sont eux qui ont tout corrompu et traversé les dispositions du meilleur citoyen qui soit en France, le maréchal de Belle-Isle. De là la désunion et la jalousie parmi les ministres, qui semblent tous servir un monarque différent. Tout est corrompu par les frères Pâris : périsse la France, pourvu qu'ils parviennent à leur objet d'acquérir huit cent millions de bien! Malheureusement le roi n'a pas autant de sagacité que de bonté pour apercevoir la malice des gens dont ils l'environnent, et qui, connaissant son peu de fermeté, ne sont occupés qu'à flatter son faible, et par là même sont écoutés de préférence. Le même défaut de fermeté se trouve dans la maîtresse. Elle connaît le mal et n'a pas le courage d'y remédier. » — C'est donc lui, M. de Saint-Germain, qui veut entreprendre de le guérir radicalement; il se fait fort de mettre à bas par ses opérations en Hollande deux hommes si nuisibles à l'état et qu'on a regardés jusqu'ici comme indispensablement nécessaires. A l'entendre parler avec tant de liberté, on doit le considérer comme un homme sûr de son fait, ou bien comme le plus grand étourdi qu'il y ait au monde. Je pourrais entretenir votre excellence bien plus longtemps sur cet homme singulier et sur ses connaissances physiques, si je ne craignais de la fatiguer par des récits qui doivent paraître plus romanesques que réels, et sur lesquels cependant je suspens encore mon jugement. M. d'Affry a pour lui les plus grandes attentions et semble le considérer comme un prodige. Ce M. de Saint-Germain a voyagé par tout le monde et parle la plupart des langues connues. Il a été plusieurs fois à Dresde, et il m'a dit qu'il était bien connu du feu roi. Il excelle encore dans la musique, joue en perfection du violon et du clavecin, et chante à ravir. Il est couru ici comme une merveille, et il est en effet d'une société très agréable (2). »

Ainsi à La Haye comme à Paris, dans toutes les cours, chez les diplomates de toute contrée, le comte de Saint-Germain fascinait les esprits par les agrémens de sa conversation, la singularité de son savoir, l'éclat de ses pierreries, et je ne sais quoi de mystérieux attaché à sa personne. Il avait trop de tact assurément pour essayer de faire croire à tout le monde qu'il avait « fixé son âme dans son corps » depuis les commencemens de l'ère chrétienne; son art était de choisir ses dupes et de donner à chacune d'elles ce qu'elle pouvait supporter. Peut-être même n'était-il pas l'auteur de ces fourberies grossières; il suffisait que son air de jeunesse, ses cheveux noirs bien plantés, sa jambe faite au tour, toute sa personne si habilement conservée grâce à la sobriété de son régime dans une époque de plaisirs fiévreux et de précoce épuisement, il suffi-

(1) Les frères Pâris-Duverney, les grands financiers, les souverains de la banque au temps de Louis XV.

(2) Voyez le recueil publié par M. Charles de Weber, directeur des archives saxonnes : *Aus vier Jahrhunderten*, 1er volume, pages 306-323.

sait, dis-je, que ce privilége éveillât l'idée de quelque secret de jouvence; là-dessus l'imagination de la foule se donnait carrière, et Saint-Germain laissait dire. « Je laisse dire, je laisse croire; » il explique ainsi lui-même à Mme de Pompadour les prétentions extravagantes que lui attribuait la renommée. Il savait d'ailleurs en profiter à propos : quand le désir du merveilleux s'est emparé des intelligences, c'est à l'homme d'esprit d'en varier les doses. Une fois maître de la confiance de Louis XV, admis dans la familiarité de la marquise de Pompadour, installé à Chambord avec ses alambics, employé dans la diplomatie secrète, il ajoutait aux prestiges de sa petite sorcellerie le prestige d'une position considérable. Le diplomate saxon dont nous venons de citer la singulière dépêche est manifestement sous le charme. Il est vrai que la faveur de Louis XV est changeante et que le jour où elle manquera au brillant sorcier, celui-ci sera exposé à de cruelles mésaventures. Dès lors, adieu le laboratoire de Chambord! adieu les missions secrètes au nom du roi très chrétien! Saint-Germain était l'homme du maréchal de Belle-Isle dans ses négociations souterraines à La Haye; le comte de Choiseul déjoue ses intrigues, le dénonce au roi, et obtient du gouvernement hollandais un ordre d'arrestation qui doit le livrer à la France. Si des amis ne préviennent le coup, le mystificateur ira loger à la Bastille. Dès lors aussi un diplomate qui se respecte peut-il parler autrement qu'avec mépris de l'homme qu'il vantait la veille comme un prodige? Ce revirement est des plus comiques, et nous en devons encore la révélation aux archives saxonnes. M. de Kauderbach, celui-là même que Saint-Germain avait si complétement fasciné, écrit tout à coup cinq semaines après (24 avril 1760) :

« J'apprends dans ce moment que le courrier que le comte d'Affry reçut lundi dernier lui a apporté un ordre de demander à l'état l'arrêt et l'extradition du fameux Saint-Germain comme d'un esprit dangereux et dont sa majesté très chrétienne a lieu d'être mécontente. M. d'Affry ayant communiqué cet ordre au pensionnaire, ce ministre d'état en a fait rapport au conseil des députés commissaires de la province de Hollande, collége dont M. le comte de Bentinck est le président. Ce dernier a averti l'homme et l'a fait partir pour l'Angleterre... La veille de son départ, Saint-Germain a été quatre heures avec le ministre anglais. Il s'est vanté d'être autorisé à faire la paix. J'ai vu cependant les papiers dont il voudrait se prévaloir pour se faire regarder comme un homme de confiance, et je n'y ai rien trouvé qui autorise à le croire effectivement tel. M. de Belle-Isle est coutumier d'entretenir correspondance avec les plus vils nouvellistes et faiseurs de projets, et de payer leurs almanachs fort cher. Ce Saint-Germain nous a fait tant d'autres contes si grossiers et si misérables qu'on est rebuté de l'entendre à la seconde vue, à moins qu'on ne veuille s'amuser à ces sortes d'impostures. Il n'est pas possible que cet homme puisse trom-

per un enfant de dix ans et encore moins des personnes éclairées. Je le regarde comme un aventurier de premier ordre qui est au bout de ses ressources, et je serais bien trompé, s'il ne finit tragiquement. Parmi les officiers anglais qui ont passé ici, il y en a qui l'ont connu à Londres il y a vingt ans, et qui parlent de lui avec le plus grand mépris. Ils le croient un simple joueur de violon. »

Quinze jours plus tard, dans une dépêche en date du 2 mai 1760, le diplomate saxon, revenant encore à la charge contre le spirituel aventurier qu'il avait eu le tort d'admirer à cœur ouvert, ajoutait ces paroles :

« L'aventurier s'était donné ici les airs de négociateur secret détaché par M. le maréchal de Belle-Isle, dont il a montré des lettres où il y avait en effet quelques traces de confiance. Il a voulu faire entendre que les principes du maréchal, différens de ceux de M. de Choiseul et plus conformes au goût de Mme de Pompadour, tendaient ardemment à la paix; il a rembruni le tableau en peignant des couleurs les plus fortes les cabales, les nécessités et la zizanie qu'il prétend qui règnent en France, et par ces flatteries il a cru captiver la confiance du parti anglais. Il avait écrit d'un autre côté au maréchal de Belle-Isle que M. d'Affry ne savait ni apprécier ni ménager les dispositions de M. le comte de Bentinck-Rhoon, qui était l'homme du monde le mieux intentionné et ne désirait que se rendre utile à la France pour faire réussir ses négociations avec l'Angleterre. Ces lettres ont été renvoyées à M. d'Affry avec ordre de défendre à Saint-Germain de se mêler d'aucune affaire sous peine d'expier sa témérité le reste de ses jours dans une basse-fosse à sa rentrée en France. Malgré cette défense, Saint-Germain a continué de tenir des propos et de faire des démarches pour soutenir les airs d'un homme important. Il a vu assidûment le ministre anglais, qui cependant a paru le mépriser. M. de Rhoon l'a protégé, caressé, fêté par pique, et lorsque M. d'Affry l'a réclamé, il l'a fait partir à la face de tout La Haye pour Londres. Je crains que ce misérable ne cause bien des *piquanteries* et des histoires. Il a dit qu'il publiera toutes les pièces avec un mémoire justificatif. C'est un misérable qui veut s'illustrer. »

Ces dépêches si plaisamment contradictoires du diplomate saxon de La Haye nous préparent à mieux apprécier l'attitude du comte de Saint-Germain auprès du prince de Hesse. Il est évident que Saint-Germain a été victime de ses prétentions à un rôle politique. Le jeu du brillant aventurier, c'était d'entraîner l'imagination des hommes dans les domaines du rêve, non pas de se laisser conduire par eux sur le terrain des affaires et de l'action. Même dans un temps où la folie du merveilleux commence à devenir une sorte d'épidémie, les politiques sont les derniers à se laisser prendre. Je suis persuadé que M. de Belle-Isle n'était pas dupe du comte de Saint-Germain, de celui que Frédéric II, en ses lettres à Voltaire, appelait un *conte pour rire;* je suis persuadé qu'il l'a employé seulement à titre d'homme

d'esprit et de personnage à la mode. M. de Choiseul n'était pas sa dupe non plus, puisqu'il l'a démasqué si vite et si vigoureusement désarçonné. Quant au diplomate saxon, acteur en cette comédie qu'il nous raconte lui-même avec une si parfaite candeur, j'ai oublié de dire que son correspondant, M. le comte Wackerbarth, ministre du roi de Pologne Auguste III, l'arrêtait dès ses premières confidences et modérait ainsi son enthousiasme : « Prenez garde! Votre tableau du comte de Saint-Germain est fort intéressant... à distance; il faudrait examiner de près si toutes les figures sont correctes. J'en doute fort. J'ai connu, il y a une cinquantaine d'années, certain personnage qui jouait le même rôle; il s'appelait Huldashop, prétendait avoir quatre-vingts ans passés, et trente ans après il épousa une princesse de Holstein qui le tua pour lui dérober ses secrets. Ces sortes de phénomènes éblouissent quelque temps, on les perd de vue quand on y pense le moins. » Ces simples mots avaient rendu M. de Kauderbach plus circonspect. Ainsi, des divers personnages politiques avec lesquels le comte de Saint-Germain s'était trouvé en contact, un seul, l'envoyé saxon à La Haye, avait subi le charme de ses mensonges; encore l'avait-il subi en homme de salon et pour un temps bien court. Décidément le théâtre de la politique ne lui convient pas. S'il recommence à essayer de son prestige dans quelque autre contrée, il fera sagement de s'en tenir à l'alchimie, aux diamans, aux couleurs, aux choses éblouissantes et même aux choses utiles. Telle a été précisément sa ligne de conduite auprès du prince de Hesse; mais aussi quelle page nouvelle dans sa vie! quel succès inattendu! Grâce à cette discrétion, fruit d'une expérience amère, le comte de Saint-Germain ne sera plus seulement un homme d'esprit comme l'a dépeint Mme du Hausset, un homme d'une société prestigieuse tel que nous l'a montré M. de Kauderbach; le landgrave Charles saluera en lui un grand homme, un homme de génie, capable d'arracher à la nature quelques-uns des secrets de la puissance créatrice.

La rencontre du prince Charles et du comte de Saint-Germain eut lieu une vingtaine d'années après les événemens qu'on vient de raconter. Saint-Germain, chassé de La Haye, avait vécu en Angleterre, en Allemagne, en Russie (1), et, courant de ville en ville, avait fini par se fixer aux portes de Hambourg, dans Altona. Le prince Charles, outre ses services en Norvége et en Prusse, qui avaient fait de lui un des personnages considérables de l'Europe du nord, devait avoir une réputation d'affabilité cordiale et de curiosité scientifique, car nous voyons Saint-Germain se jeter pour ainsi

(1) Il était à Saint-Pétersbourg en 1762 et il paraît bien qu'il joua un rôle dans la tragédie qui donna le trône à Catherine II.

dire en ses bras, s'attacher, s'imposer à lui, comme si un ordre exprès du ciel lui eût envoyé ce disciple attendu depuis des années. Le vieux comédien se retrouve tout entier dès cette singulière entrée en matière.

« Je vis à mon retour à Altona le fameux comte de Saint-Germain, qui parut se prendre d'affection pour moi, surtout lorsqu'il apprit que je n'étais point chasseur, ni n'avais d'autres passions contraires à l'étude des hautes connaissances de la nature. Il me dit alors : « Je viendrai vous voir à Slesvig, et vous verrez les grandes choses que nous ferons ensemble. » Je lui fis comprendre que j'avais bien des raisons pour ne point accepter dans le moment la faveur qu'il voulait me faire. Il me répondit : « Je sais que je dois venir chez vous et que je dois vous parler. » Je ne sus aucun autre moyen pour éluder toute autre explication que de lui dire que le colonel Koeppern, qui était resté en arrière malade, me suivrait dans une couple de jours, et qu'il pourrait lui en parler. J'écrivis alors une lettre à Koeppern pour lui dire de prévenir et de dissuader au possible le comte de Saint-Germain de venir ici. Koeppern arriva à Altona et parla avec lui, mais le comte lui répondit : « Vous pouvez dire ce que vous voudrez; je dois aller à Slesvig, et je n'en démordrai point. Le reste se trouvera. Vous aurez soin de me tenir un logis préparé. » Koeppern me dit ce résultat de leur conversation, que je ne pus approuver. Au reste, je m'étais beaucoup informé de cet homme extraordinaire à l'armée prussienne, où j'avais parlé de lui particulièrement avec le colonel Frankenberg, mon ami. Celui-ci me dit : « Vous pouvez être persuadé que ce n'est pas un trompeur, et qu'il possède de hautes connaissances. Il était à Dresde; j'y étais avec ma femme. Il nous voulait du bien à tous deux. Ma femme désirait vendre une paire de boucles d'oreilles. Un joaillier lui en offrit une bagatelle. Elle en parla devant le comte, qui lui dit : « Voulez-vous me les montrer? » Ce qu'elle fit. Alors il lui dit : « Voulez-vous me les confier pour une couple de jours? » Il les lui rendit après les avoir embellies. Le joaillier, auquel ma femme les montra ensuite, lui dit : « Voilà de belles pierres; elles sont tout autres que les précédentes que vous m'avez montrées! » et lui en paya plus du double.

« Saint-Germain arriva peu après à Slesvig. Il me parla des grandes choses qu'il voulait faire pour le bien de l'humanité. Je n'en avais aucune envie, mais enfin je me fis un scrupule de repousser des connaissances très importantes à tout égard par une fausse idée de sagesse ou d'avarice, et je me fis son disciple. Il parlait beaucoup de l'embellissement des couleurs, qui ne coûtait presque rien, de l'amélioration des métaux, ajoutant qu'il ne fallait absolument point faire de l'or, si même on le savait, et resta absolument fidèle à ce principe. Les pierres précieuses coûtent l'achat, mais quand on entend leur amélioration, elles augmentent infiniment en valeur. »

Ainsi voilà le prince de Hesse devenu le disciple du comte de Saint-Germain. Est-ce donc une dupe que le prince Charles? Serait-il exposé par sa loyauté candide, comme d'autres par leur superstition, à être le jouet des mystificateurs? Je suis obligé de

convenir que sa crédulité est grande, et que, même dans les circonstances où il condamne les artisans de magie, il est soutenu par les scrupules de sa foi religieuse bien plus que par la vigueur de sa raison. On a dit spirituellement que la religion chrétienne était souvent un garde-fou; le christianisme un peu enfantin du prince Charles ne remplit pas chez lui cette fonction virile. Le prince de Hesse n'est pas absolument défendu contre les superstitions de son temps, puisque certaines jongleries lui apparaissent comme des pratiques infernales. Il les repousse, non comme des sottises qui révoltent le sens commun, mais comme des maléfices qui alarment sa foi. N'est-ce pas encore une façon d'y croire? Qu'il me soit permis d'ouvrir ici une parenthèse. Au moment où le comte de Saint-Germain attirait l'attention de l'Allemagne après avoir occupé longtemps la France et l'Angleterre, il y avait dans les contrées saxonnes un personnage qui évoquait les esprits et les faisait parler. Il s'appelait Jean-George Schrepfer. Ce nom, aujourd'hui si peu connu en France, y était fort célèbre il y a quatre-vingts ans. Les écrivains qui se sont occupés du désordre intellectuel de l'Europe avant 89, depuis Mirabeau jusqu'au marquis de Luchet, ne manquent jamais de le citer pêle-mêle avec les Lavater et les Saint-Martin, avec les Mesmer et les Cagliostro. Schrepfer, ancien garçon de salle dans une auberge de Leipzig, avait réussi, à force d'adresse et d'audace, à fasciner les personnages les plus considérables de la société allemande. Des hommes d'état, des diplomates, des ministres, des princes, des savans lui reconnaissaient je ne sais quel pouvoir surnaturel. A ses opérations thaumaturgiques se joignirent bientôt de véritables escroqueries; au moment de se voir démasqué, il prévint par le suicide l'ignominie qui allait succéder à ses triomphes, et se fit sauter la cervelle aux portes de Leipzig, dans les jardins de Rosenthal. Or le prince Charles, tout en éprouvant une profonde horreur pour la thaumaturgie de Schrepfer, y croit encore à sa façon, puisqu'il y voit une œuvre démoniaque.

« A Leipzig, dit-il, je pris des informations exactes chez plusieurs personnes sur le fameux Schrepfer, entre autres les professeurs Eck et Marche, qui me racontèrent les détails de ses ouvrages magiques, auxquels ils avaient été présens et où il citait des esprits qui non-seulement se montraient, mais parlaient même aux spectateurs. J'en avais déjà beaucoup entendu parler par le prince Frédéric de Brunswick et Bischofswerder (1), et aussi par le digne colonel Frankenberg, qui ne l'avait point vu, lui, mais un de ses principaux disciples, Frœlich, à Goerlitz. Je conseillai très vivement à celui-ci d'abandonner cette liaison dangereuse et de s'en tenir uniquement à Notre Seigneur; en quoi il me suivit fidèlement... »

(1) M. de Bischofswerder, entré plus tard au service de la Prusse, devint un des favoris de Frédéric-Guillaume II; il fut général, ministre et ambassadeur à Paris.

On voit que le prince Charles demande un refuge à sa foi contre la puissance diabolique de Schrepfer. Il est dupe par conséquent. N'y a-t-il pas ici néanmoins une différence essentielle? Au milieu de ses crédulités, le prince sait distinguer entre Schrepfer et Saint-Germain, ce que ne font ni Mirabeau, ni le marquis de Luchet, ni aucun des écrivains de l'époque. « A Schrepfer, dit Mirabeau, succéda Saint-Germain. » Ce rapprochement est inexact, et le prince Charles l'a bien senti. Maintenant que des documens nombreux permettent de discerner les physionomies, les rangs s'établissent d'eux-mêmes dans l'armée des mystificateurs. Schrepfer est un fourbe, Saint-Germain est un comédien. Schrepfer est un escroc, Saint-Germain un artiste. Schrepfer ne songe qu'à exploiter les superstitions de son temps; Saint-Germain ne se refuse pas à employer au bien de l'humanité ses connaissances en chimie, en minéralogie, en thérapeutique, et bien que cette idée soit encore pour lui un moyen d'assurer son crédit auprès d'un honnête homme, elle met pourtant une grande distance entre l'ami du prince de Hesse et le suicidé de Leipzig.

Après les renseignemens moraux viennent aussi les renseignemens biographiques. D'où était-il sorti, ce comte de Saint-Germain? Était-ce bien son nom qu'il portait? Quel était son père, sa race, son pays? Là-dessus, on le sait trop, l'aventurier avait trompé tout le monde. Ni Mme du Hausset, ni le diplomate saxon que nous citions tout à l'heure ne donnent de réponse précise à ces questions. « C'est un homme qui ne meurt point, » écrivait un jour Voltaire à Frédéric le Grand. Un homme qui ne meurt point serait sans doute un peu embarrassé de sa personne, s'il n'avait soin de changer de nom de siècle en siècle. Celui-ci en avait changé du moins de pays en pays. D'abord marquis de Montferrat, il était devenu comte de Bellamare à Venise, chevalier Schœning à Pise, chevalier Welldone à Milan, comte Soltikof à Gênes, comte Tzarogy à Schwalbach, et finalement en France le comte de Saint-Germain. Quant à ses origines, s'il en parlait quelquefois, c'était pour décrire les splendeurs au milieu desquelles s'était écoulée son enfance, et ces vagues descriptions semblaient indiquer tantôt l'Italie, tantôt l'Espagne du XVe siècle, Florence ou l'Alhambra. Il n'était pas fâché que l'imagination des dupes soupçonnât en lui un héritier des Médicis ou des rois de Grenade. Au milieu de ces obscurités que le mystificateur combinait avec art, il y a peut-être quelque intérêt à recueillir ses déclarations au moment où le goût et le besoin de mentir semblent avoir disparu chez lui. Si le comte de Saint-Germain a jamais dit la vérité, on peut croire qu'il s'y est décidé enfin à ses derniers jours sous l'influence du prince de Hesse. Il honorait la loyauté de son hôte; quoique matérialiste et anti-chrétien, il avait été pres-

que ramené par lui au respect des choses divines; enfin l'heure de la mort allait bientôt sonner; on peut l'écouter, ce semble, avec une certaine confiance. Voici donc ce qu'il affirmait au prince Charles et ce que nous révèlent aujourd'hui les mémoires du prince :

« On sera curieux peut-être de connaître son histoire; je la tracerai avec la plus grande vérité, selon ses propres paroles, en y ajoutant les explications nécessaires. Il me dit qu'il était âgé de quatre-vingt-huit ans lorsqu'il vint ici. Il en avait quatre-vingt-douze ou treize quand il mourut. Il me disait être fils du prince Rakozky de la Transylvanie et de sa première épouse, une Tékély. Il fut mis sous la protection du dernier Médicis, qui le faisait coucher encore enfant dans sa propre chambre. Lorsqu'il apprit que ses deux frères, fils de la princesse de Hesse-Rheinfels ou Rothenbourg, si je ne me trompe, s'étaient soumis à l'empereur Charles VI et avaient reçu les noms de Saint-Charles et de Sainte-Élisabeth, d'après l'empereur et l'impératrice, il se dit : « Eh bien! je me nommerai *Sanctus Germanus*, le saint frère! » Je ne puis, à la vérité, garantir sa naissance; mais qu'il fût protégé prodigieusement par le dernier Médicis, c'est ce que j'ai aussi appris d'autre côté. Cette maison possédait, comme il est connu, les plus hautes sciences, et il n'est pas étonnant qu'il y ait puisé les connaissances premières; mais il prétendait avoir appris celles de la nature par sa propre application et ses recherches. Il connaissait les herbes et les plantes à fond, et avait inventé les médecines dont il se servait continuellement, et qui prolongeaient sa vie et sa santé. J'ai encore toutes ses recettes, mais les médecins se déchaînèrent fort contre sa science après sa mort. Il y avait un médecin, Lossau, qui avait été apothicaire, et auquel je donnais douze cents écus par an pour travailler les médecines que le comte de Saint-Germain lui dictait, entre autres et principalement son thé (1), que les riches achetaient et que les pauvres recevaient pour rien... Après la mort de ce médecin, dégoûté des propos que j'entendais de tous côtés, je retirai toutes les recettes, et je ne remplaçai point Lossau.

« Saint-Germain voulait établir la fabrique des couleurs dans ce pays. Celle de feu Otte, à Eckernfoerde, était vide et délaissée; j'eus l'occasion d'acheter ces bâtimens à bon marché et j'y établis le comte de Saint-Germain. J'achetai des soies, des laines, etc. Il y fallut avoir bien des ustensiles nécessaires à une fabrique de cette espèce. J'y vis teindre (selon la manière dont je l'avais appris et fait moi-même dans une tasse) quinze livres de soie dans un gros chaudron. Cela réussit parfaitement. On ne peut donc dire que cela n'allait point en grand. Le malheur voulut que le comte de Saint-Germain, en arrivant à Eckernfoerde, y demeurât en bas, dans une chambre humide où il prit un rhumatisme très fort, et dont malgré tous ses remèdes il ne se remit jamais entièrement. J'allais souvent le voir à Eckern-

(1) Mirabeau, parlant des *miracles* de Saint-Germain, mêle dans sa vigoureuse ironie les prétentions dont se targuait l'aventurier et celles que lui attribuait le vulgaire. « Ce Saint-Germain, dit-il, avait vécu des milliers d'années; il avait découvert un thé devant lequel disparaissaient toutes les maladies; il faisait, en se jouant, des diamans gros comme le poing. » Voyez *De la Monarchie prussienne sous Frédéric le Grand*, par le comte de Mirabeau; Londres, 1788, t. V, p. 69.

foerde, et je n'en repartais jamais sans de nouvelles instructions fort intéressantes.

« Dans les derniers temps de sa vie, je le trouvai un jour très malade et se croyant sur le point de mourir. Il dépérissait à vue d'œil. Après avoir dîné dans sa chambre à coucher, il me fit asseoir seul devant son lit et me parla alors bien plus clairement sur bien des choses, m'en pronostiqua beaucoup et me dit de revenir le plus tôt possible, ce que je fis; je le trouvai moins mal à mon retour, cependant il était fort silencieux. Lorsque j'allai en 1783 à Cassel, il me dit qu'en cas qu'il mourût pendant mon absence, je trouverais un billet fermé de sa main qui me suffirait; mais ce billet ne se trouva point, ayant été peut-être confié à des mains infidèles. Souvent je l'ai pressé de me donner encore pendant sa vie ce qu'il voulait laisser dans ce billet. Il s'affligeait alors et s'écriait : « Ah! que je serais malheureux, mon cher prince, si j'osais parler! »

« C'était peut-être un des plus grands philosophes qui aient existé. Ami de l'humanité, ne voulant de l'argent que pour le donner aux pauvres, ami aussi des animaux, son cœur ne s'occupait que du bonheur d'autrui. Il croyait rendre le monde heureux en lui procurant de nouvelles jouissances, de plus belles étoffes, de plus belles couleurs à bien meilleur marché, car ses superbes couleurs ne coûtaient presque rien. Je n'ai jamais vu un homme avoir un esprit plus clair que le sien, avec cela une érudition, surtout dans l'histoire ancienne, comme j'en ai peu trouvé. Il avait été dans tous les pays de l'Europe, et je n'en sais aucun presque où il n'eût fait de longs séjours. Il les connaissait tous à fond. Il avait été souvent à Constantinople et dans la Turquie. La France paraissait pourtant le pays qu'il aimait le plus. Il fut présenté à Louis XV chez Mme de Pompadour et était des petits soupers du roi. Louis XV avait beaucoup de confiance en lui. Il l'employa même sous main pour négocier une paix avec l'Angleterre et l'envoya à La Haye. C'était la coutume de Louis XV d'employer des émissaires à l'insu de ses ministres; seulement il les abandonnait dès qu'ils étaient découverts. Le duc de Choiseul eut vent des menées de Saint-Germain et voulut le faire enlever, mais il se sauva encore à temps. Il quitta alors le nom de Saint-Germain et prit celui de comte Welldone.

« Ses principes philosophiques dans la religion étaient le pur matérialisme, mais qu'il savait représenter si finement qu'il était bien difficile de lui opposer des raisonnemens victorieux; j'eus pourtant le bonheur de confondre souvent les siens. Il n'était rien moins qu'adorateur de Jésus-Christ, et comme il se permettait des propos peu agréables pour moi à son égard, je lui dis : « Mon cher comte, vous êtes libre de croire ce que vous voulez sur Jésus-Christ; mais je vous avoue franchement que vous me faites beaucoup de peine en me tenant des propos contre lui, auquel je suis si entièrement dévoué. » Il resta pensif un moment et me répondit : « Jésus-Christ n'est rien, mais vous faire de la peine c'est quelque chose; je vous promets donc de ne vous en reparler jamais. » Au lit de mort, pendant mon absence, il chargea un jour le docteur Lossau de me dire, quand je reviendrais de Cassel, que Dieu lui avait fait la grâce de lui faire changer, d'avis avant sa mort; il ajouta qu'il savait combien cela me ferait plaisir et que je ferais encore beaucoup pour son bonheur dans un autre monde. »

Telle fut la fin de ce personnage, qui avait occupé si longtemps l'imagination de ses contemporains. A l'époque où il faisait merveille à la cour de France, le charlatan chez lui dominait l'homme d'esprit et méritait peu les regards. Le moment où il disparaît de la scène du monde est celui où il est le plus digne d'attention et même d'une certaine estime. Savez-vous comment Mirabeau résume la fin de sa vie? « Il s'attacha, dit-il, au prince Charles de Hesse et oublia, comme ses prédécesseurs, de ne pas mourir. » Pas un mot de plus; le mystificateur est relégué chez un petit prince allemand crédule et débonnaire; l'obscurité d'où il n'aurait pas dû sortir recouvre à jamais ses derniers jours; laissons-le mourir dans l'ombre; voilà ce que signifient les paroles de Mirabeau. Eh bien! c'est précisément à cette heure d'abandon et d'oubli qu'il me paraît le plus intéressant comme phénomène psychologique. Le masque tombe, un homme reste, un homme qui semble vouloir racheter ses fourberies, qui est charitable, humain, et dont la conscience même, si longtemps engourdie par l'habitude du mensonge, se réveille à la pensée d'une vie future. On hésite pourtant, et c'est la punition de l'imposteur, on hésite à croire ces *novissima verba*, on craint encore d'être mystifié, on se demande si la dernière parole du mourant n'est pas une comédie dernière, on résume enfin ses impressions par ces mots qui ne s'appliquent pas seulement au XVIIIe siècle et au comte de Saint-Germain : Il y a des temps où l'effronterie est dans l'air, il y a des hommes qui ont besoin de frapper les esprits, d'étonner l'opinion, de changer sans cesse de costume, de faire dire à tout propos : Qui est-il? d'où vient-il? Vraies natures d'histrions, méchans poseurs d'énigmes! N'est-ce donc pas une dernière énigme qu'il jette à son hôte lorsqu'il s'écrie avant de mourir : « Ah! mon cher prince, que je serais malheureux si je parlais! » A tout prendre, et malgré la curiosité qu'inspirent les révélations du landgrave, le personnage le plus intéressant ici, c'est le prince lui-même, le prince humain et simple que sa cordialité livre si naïvement aux chercheurs de trésors et aux confréries mystérieuses.

II.

« Au printemps de l'année 1774, je fus reçu maçon dans la loge de Slesvig, alors assez peu nombreuse. Ce pas a eu sur le reste de ma vie une plus grande influence qu'on ne saurait le croire, en partie par les liaisons intimes que je fis dans cette société, en partie par les connaissances que j'y acquis. » C'est en ces termes que le prince Charles ouvre le récit de ses rapports avec les francs-maçons et et les illuminés. On ne retrouvera plus dans ce récit le

tableau continu de sa vie active, comme au temps de son séjour à Copenhague, de son commandement en Norvége et de son amitié avec Frédéric le Grand. Par bonheur, une tradition vivante encore vient s'ajouter aux *Mémoires*. De nombreux écrits nous représentent le prince Charles comme le protecteur des mystiques de toute nature à la fin du XVIIIe siècle et au commencement du nôtre. C'est ainsi que le désigne l'historien Schlosser chaque fois qu'il le rencontre sur sa route; c'est ce caractère que lui attribue le docteur Vehse dans sa minutieuse peinture des cours allemandes (1). Si Schlosser et le docteur Vehse n'ont pas eu entre les mains assez de documens pour établir avec précision le rôle du prince au milieu de ces étranges aventures, du moins la tradition qu'ils constatent, et dont il y a beaucoup d'autres témoignages dispersés çà et là, prouve bien que le cabinet du prince de Hesse a été un des centres de ce mystérieux mouvement. Quel rôle y a-t-il joué? On l'ignorait. Or les mémoires inédits dont nous consultons les pages ont beau ne pas satisfaire complétement sur ce point notre curiosité, ils nous indiquent pourtant certains traits que n'ont pas connus les écrivains allemands et qu'il est nécessaire de recueillir. Ils nous fournissent surtout l'occasion d'étudier le bizarre épisode des illuminés plus sûrement qu'on ne l'a fait jusqu'ici parmi nous. Il y avait en cette matière tant de secrets à pénétrer, tant de fables à éclaircir, tant de pièces enfouies à mettre en évidence que l'historien ne pouvait prendre avec certitude la place du romancier. Pendant bien des années, c'est à l'auteur de *Consuelo* et de *la Comtesse de Rudolstadt* qu'il a fallu demander l'image de cette fermentation mystique. Aujourd'hui d'excellens travaux publiés en Allemagne, entre autres un mémoire très curieux dans l'*Encyclopédie* d'Ersch et Gruber, et l'étude si nette, si philosophique, de M. Hermann Hettner dans sa récente *Histoire du dix-huitième siècle*, nous permettent de nous orienter au milieu des ténèbres. Profiter de ces recherches, y ajouter les nôtres, détacher des mémoires du prince Charles quelques pages qui sont des traits de lumière, voilà notre tâche. Qu'importe que la figure du prince s'efface par momens dans ce tableau, si nous éclairons, grâce à lui, quelques fragmens d'une histoire où règnent encore toutes les obscurités de la légende?

Dès le premier trait de son récit, le prince Charles nous donne une vue assez juste de tout ce mystérieux épisode du XVIIIe siècle. Le jour où il fut reçu franc-maçon, il avait dîné à Louisenlund, au bord de la mer, avec le colonel Koeppern, qui devait être admis dans l'ordre en même temps que lui, et plusieurs autres personnes sur les instances desquelles il s'était décidé à cette démarche. Or

(1) *Geschichte der deutschen Höfe*, von Dr Edouard Vehse; t. XXVII, Hambourg 1853.

la mer forme une baie assez large aux environs de Louisenlund, et la maison où devait se faire la cérémonie était située sur le rivage opposé, en face du château où le repas avait eu lieu; pour aller de l'un à l'autre, il fallait suivre les contours du rivage ou traverser la baie. On était convenu de partir après le dîner et de faire la route à cheval. Je ne sais quel obstacle imprévu empêcha de réaliser ce projet; nos voyageurs n'eurent d'autre ressource que de monter dans une barque. On avait perdu beaucoup de temps, le jour baissait, les brouillards commençaient à s'épaissir, et la barque, à peine en mouvement, alla donner dans des filets de pêcheurs dont on eut toutes les peines du monde à la débarrasser. La voilà dégagée pourtant; les rameurs ont repris leur poste, et l'esquif léger glisse sur les eaux: nouvel obstacle, on est pris une seconde fois dans les mailles des filets. La baie en était couverte; un pêcheur de la côte aurait pu seul trouver son chemin au milieu de ces embûches, et, faute d'un pilote initié aux habitudes du lieu, la barque imprudente eut encore plus d'un démêlé avec les sentinelles invisibles. Enfin, après un trajet laborieux, on aperçoit une faible lumière sur une sorte de promontoire; on se dirige vers ce phare incertain, on touche le rivage, on aborde; est-ce le terme? Pas encore; on s'est trompé de route, et il faut traverser un marais avant d'entrer par derrière dans la maison de la loge. « Si je voulais, dit le prince, tirer un horoscope, ce voyage figurerait assez exactement la route tortueuse et difficile que je fus obligé de suivre dans la maçonnerie, ainsi que l'état où je la trouvai alors. »

Ceci se passait en 1774, au moment où Lessing, reçu franc-maçon lui-même en 1771, allait écrire cette spirituelle comédie intitulée : *Ernst et Falk, dialogues pour les francs-maçons*. Ernst et Falk sont deux amis qui conversent en souriant sur les matières les plus graves comme des personnages de Platon. Falk est franc-maçon depuis quelques jours; Ernst l'interroge à ce sujet, et l'initié, au lieu de le satisfaire, porte le trouble dans son esprit par des réponses ingénieusement équivoques. « Est-il vrai, ami, que tu sois franc-maçon? — La question est d'un homme qui ne l'est pas. — Sans doute, mais réponds, je te prie : es-tu franc-maçon? — Je crois l'être. — La réponse est d'un homme qui n'est pas sûr de son fait. — Oh! pardon; j'en suis passablement sûr. — Alors tu dois savoir si tu as été reçu, où, quand, par qui. — Je pourrais le dire assurément, mais cela ne signifierait pas grand'chose. — Pas grand'chose? — Qui donc ne reçoit pas et qui donc n'est pas reçu? — Explique-toi. — Je crois être franc-maçon, non parce que des francs-maçons, mes aînés, m'ont reçu dans une loge officielle, mais parce que je vois, parce que je comprends ce qu'est la franc-maçonnerie et pourquoi elle existe, en quel temps, en

quel lieu elle a existé, comment et par quels moyens elle a été suscitée ou entravée. » Ainsi commence cette comédie philosophique à deux personnages, et Falk, passant de l'ironie à l'enthousiasme, de l'enthousiasme à l'ironie, irritera si bien la curiosité de son interlocuteur que celui-ci, après le troisième dialogue, ira se faire admettre dans la confrérie mystérieuse. Il faut l'entendre alors exprimer son désappointement. « Quoi ! c'est là cette terre promise ! c'est là cette société idéale où s'effacent toutes les distinctions, toutes les inégalités de la société civile ! Des fous, des maniaques, des aveugles, l'avidité la plus grossière et la superstition la plus crasse ! Celui-ci veut faire de l'or, celui-là prétend évoquer les esprits, un troisième s'est mis en tête de restaurer l'ordre des templiers. Ah ! quelle sotte démarche ai-je faite en me laissant prendre à tes discours ! » Cette critique amère de l'initié ne trouble pas l'initiateur ; il sourit, car la contemplation de l'idéal qu'il aperçoit dans l'avenir le console assez des misères et des inepties du présent : vrais enfantillages que tout cela, mais l'enfant deviendra un homme. La franc-maçonnerie, de quelque nom qu'on l'appelle, n'est-elle pas cette idée de fraternité humaine qui corrige les inconvéniens inévitables de toute société civile ? Si elle n'est point cela, elle n'est rien. Le XVIIIe siècle a vu des tribuns éloquens maudire la société pour les maux qu'elle engendre et s'efforcer de ramener les hommes à je ne sais quelle condition primitive ; Falk ou plutôt Lessing, réfutant ici les erreurs de Jean-Jacques, affirme énergiquement que le progrès est devant nous et non pas en arrière. La société civile est nécessaire à l'homme, elle le protége, elle développe ses facultés, elle est à la fois le produit et le complément de la nature, elle contribue au perfectionnement et au bonheur de chaque individu. Seulement, en réunissant les hommes que l'isolement eût dégradés, la société civile établit entre eux de nouvelles barrières, car dans la voie du progrès le bien conquis entraîne toujours quelque mal à sa suite, la lutte ne cesse jamais, et ce n'est point ici-bas que l'humanité peut espérer le repos. Le mal que la société civile, au milieu de tous ses bienfaits, ne peut pas ne pas enfanter, ce sont les séparations inévitables qui rendent les hommes étrangers ou hostiles les uns aux autres. Comme il est impossible qu'une même société embrasse tous les enfans de la terre, des sociétés particulières se forment, et chacune d'elles a ses mœurs, ses principes, ses intérêts distincts ; de là les antagonismes de patrie, de religion, c'est-à-dire autant d'obstacles au principe de la solidarité humaine. Faut-il cependant, comme Rousseau, maudire une institution qui a trompé l'espoir de l'homme ? Faut-il rompre avec elle et retourner en arrière ? Non certes ; le progrès est devant nous. Gardons

les avantages que nous devons à la société civile et corrigeons les inconvéniens qui s'y mêlent. Au-dessus des barrières civiles qui parquent les individus, établissons le domaine de la fraternité. Qu'il y ait un lieu où l'on ne soit plus ni Français ni Anglais, ni chrétien ni bouddhiste, où l'on soit fils de l'homme.

Telle est la doctrine que Lessing expose en ses jolis dialogues avec un mélange de chaleur cordiale et de socratique ironie. Il est évident que par cette conception idéale Lessing supprime la maçonnerie au moment même où il paraît la glorifier. Cet idéal n'est en effet ni une chose nouvelle, ni la propriété d'une secte particulière. De tout temps, les grandes âmes ont eu l'instinct de la fraternité humaine, et cet instinct est devenu une lumière qui brille à chaque page de l'Évangile. Celui qui a raconté l'histoire du voyageur frappé par le bandit, dédaigné par le prêtre et secouru par le Samaritain, celui qui a mis l'hérétique charitable et cordial au-dessus de l'orthodoxe indifférent et sec, celui-là nous a divinement enseigné, il y a deux mille ans, que l'humanité domine tout aux yeux du père commun. Si les hommes ont peu profité de l'enseignement, c'est que l'esprit d'égoïsme et d'orgueil, impossible à déraciner, renaît à mesure qu'on l'extirpe. Si nulle institution n'est venue réaliser dans toute son étendue la merveilleuse doctrine de la parabole, cela prouve seulement que le christianisme est loin d'avoir épuisé ses trésors et terminé sa tâche. Lessing, je le sais, ne croit pas faire une œuvre chrétienne, mais certainement il conçoit une idée très haute quand il se préoccupe de la solution d'un tel problème. Seulement ce qui est un trait d'exquise ironie chez l'écrivain ami de la lumière, c'est de proposer ce problème à une confrérie ténébreuse et de confronter son idéal sublime avec l'indigence morale des francs-maçons. *Dialogues pour les francs-maçons*, ce second titre de la comédie en explique le véritable sens : Lessing s'amuse à indiquer aux francs-maçons les principes élémentaires de la science qu'ils croient posséder et dont ils ne se doutent pas. C'est comme s'il leur disait : « Vous avez des secrets, des rites, des cérémonies, toutes formes absolument vides; voulez-vous une idée pour les remplir? En voici une. Prenez garde pourtant : elle est si grande et si lumineuse qu'elle fera voler en éclats vos machines vermoulues. » La dédicace rend l'ironie plus sensible encore et plus directe. A qui sont dédiés ces *Dialogues pour les francs-maçons?* Au duc Ferdinand de Brunswick, grand-maître des francs-maçons d'Allemagne.

Ainsi le premier trait que nous offre l'histoire des sociétés secrètes dans l'Allemagne du XVIIIe siècle, c'est le contraste si ingénieusement signalé par Lessing entre la mystérieuse solennité des formes et la nullité absolue du fond. Goethe a décrit en souriant le

même caractère dans les deux sociétés dont il fit partie pendant ses années d'études à Wetzlar, car tous les rangs de la société allemande présentaient alors un spectacle analogue : partout des confréries occultes, partout des rites singuliers éveillant l'idée de quelque secret considérable. Et qu'y avait-il sous ces voiles? Le néant (1). Le second trait à mettre en lumière, c'est l'apparition subite d'une légion d'hommes d'intrigue qui essaient de s'approprier ces cadres et de les utiliser à leur profit. Une chose certaine, c'est que les confréries dont nous venons de parler, francs-maçons et autres, ces confréries si nulles, si vides au moment où le prince Charles de Hesse y est introduit pour la première fois, deviennent quelques années après le théâtre du plus étrange vacarme. Tout à l'heure, comme Lessing en ses *dialogues*, le prince trouvait la franc-maçonnerie germanique singulièrement insignifiante; à présent il en a peur. Que s'est-il donc passé ?

L'événement décisif en cette affaire, c'est la suppression de l'ordre des jésuites. Lorsque le bref pontifical du 21 juillet 1773 eut supprimé la fameuse compagnie, les jésuites d'Allemagne se montrèrent les plus impatiens à ressaisir sous une autre forme la domination qui leur était enlevée. Ne pouvant plus s'immiscer dans les affaires temporelles sous le masque des intérêts religieux, l'idée leur vint de prendre le masque de la franc-maçonnerie. En peu de temps, les jésuites bavarois (j'entends les hommes d'action et d'intrigue, non pas les âmes religieuses assurément) eurent pied dans toutes les loges. Insensiblement la franc-maçonnerie de l'Allemagne du sud se serait transformée en une vaste association jésuitique, si l'Allemagne du nord n'avait poussé un cri d'alarme à réveiller les morts.

Son principal interprète fut Nicolaï, écrivain médiocre, mais tenace, qui appelait les choses par leur nom. Nicolaï parcourut la Bavière, l'Autriche, le Wurtemberg, démasquant l'ennemi en toute rencontre et disant aux siens : Défiez-vous! Qu'il y ait beaucoup d'exagérations, d'erreurs, de fantômes, qu'il y ait des alarmes niaises et de niaises platitudes dans les dix volumes où est consignée son enquête, il serait difficile de le nier; comment ne pas reconnaître pourtant la gravité de cette crise singulière? Dans l'affai-

(1) Un des deux ordres institués le plus sérieusement du monde par les jeunes juristes de Wetzlar était à la fois si prétentieux et si nul qu'on eût dit vraiment une parodie organisée tout exprès pour justifier l'opinion de Lessing. La confrérie n'avait pas de nom, excellent moyen, pensait-on, de se rendre insaisissable et de défier tous les ennemis. Les différens degrés de l'initiation étaient également anonymes, c'est-à-dire qu'ils étaient représentés par des désignations abstraites. Le premier, à partir du bas de l'échelle, c'était la *transition*, puis venait la *transition de la transition*, puis la *transition de la transition vers la transition*... Mais la langue française ne se prête pas plus que l'esprit de la France à ces subtilités puériles, et c'est dans le charmant récit de Goethe qu'il faut lire cet exposé cabalistique.

blissement des croyances chrétiennes, au milieu de ces ardeurs superstitieuses qui là comme en France et bien plus encore succédaient naturellement à la sécheresse d'une philosophie sans idéal, les intrigans de toute robe avaient beau jeu à exploiter la folie humaine. Si les francs-maçons, avertis à temps, ne se laissaient pas envahir par les jésuites de Bavière, ceux-ci ressuscitaient les vieux ordres du moyen âge, templiers, rose-croix, et c'était une mêlée de confréries occultes à dérouter l'observateur le plus clairvoyant. Telle était la manie des sociétés secrètes, tel était le goût des cérémonies ténébreuses, que plus d'un membre du clergé protestant se faisait affilier aux rose-croix, et insensiblement devenait catholique ou à peu près sans y avoir songé. Étrange catholicisme en vérité! les évocations théurgiques, les folles promesses, les espérances fiévreuses, avaient remplacé les dogmes. « Voyez, s'écriait Mirabeau sous le coup des révélations de Nicolaï, voyez en Allemagne tant de princes, ivres de l'espoir et de l'attente de moyens surnaturels de puissance, évoquer les esprits, explorer l'avenir et tous ses secrets, tenter de découvrir la médecine universelle, de faire le grand œuvre, et, pour étancher leur soif insatiable de domination et de trésors, ramper à la voix de leurs thaumaturges que dirige un sceptre inconnu! Voyez des ministres protestans, oubliant tous les motifs qui les séparent du catholicisme, leur antagoniste éternel, louer, prôner, colporter des livres de religion imbus de toute la mysticité du XVIe siècle, publier eux-mêmes des écrits pour proclamer les rites du catholicisme, recevoir les ordres sacrés tout en restant ministres protestans, ou du moins en être publiquement accusés sans pouvoir s'en défendre nettement et sans ambages; voyez toutes ces choses, et tremblez sur les dangers des associations secrètes (1)! »

Au milieu de cette mêlée, un ancien disciple des jésuites, devenu, comme cela s'est vu tant de fois, leur implacable ennemi, conçut le projet de déjouer à jamais leurs manœuvres. Il connaissait à fond le système de la célèbre compagnie supprimée par Clément XIV; il avait vu de près sa discipline et sa tactique. « Le moment est venu, se dit-il, d'organiser une milice du même genre pour le triomphe des doctrines philosophiques et morales du XVIIIe siècle. Gouvernement des âmes au moyen d'une hiérarchie puissante, voilà le programme à réaliser. » Là-dessus notre homme médite, combine, dresse ses plans, et après deux ans de réflexions il décrète en

(1) *De la Monarchie prussienne sous Frédéric le Grand*, par le comte de Mirabeau; Londres, 1788. t. V, pages 86-87. Ces rapports des jésuites et des francs-maçons d'Allemagne paraîtraient une invention ridicule ou haineuse, s'ils n'étaient attestés sur mille points par l'impartiale histoire. Schiller n'a pas dédaigné de peindre cette situation dans son roman du *Visionnaire*.

son cabinet solitaire, le 1er mai 1776, l'établissement de la société des *illuminés*. Quel est ce personnage qui se propose avec une telle confiance la conquête du monde spirituel? Un jeune jurisconsulte, professeur de droit canonique à l'université d'Ingolstadt. Il s'appelait Adam Weisshaupt et n'avait pas plus de vingt-huit ans.

Adam Weisshaupt, né à Ingolstadt le 6 février 1748, avait fait toutes ses études chez les jésuites de sa ville natale, et il y avait déjà plusieurs années qu'il s'était détourné d'eux avec une répugnance invincible, lorsque, vers la fin de 1773, quelques mois après la suppression de l'ordre, il fut nommé professeur de droit ecclésiastique à l'université. Cette chaire appartenait depuis quatre-vingt-dix ans à la compagnie de Jésus. Il n'est pas nécessaire pourtant de rappeler cette circonstance pour expliquer les projets de Weisshaupt. Que le jeune jurisconsulte libéral, succédant aux jésuites dans une chaire de droit ecclésiastique, ait été en butte à des perfidies de toute sorte, personne n'en sera surpris; mais ces tracasseries particulières ne suffiraient pas à justifier l'étonnante conception du fondateur des *illuminés*. Il y a ici une cause qui domine tout, c'est l'agitation subite, immense, mystérieuse, produite dans les sociétés secrètes de l'Allemagne par les jésuites supprimés à Rome, et l'effroi que cette agitation, fort exagérée sans doute par la rumeur publique, inspirait à un homme qui connaissait bien leur pouvoir. A jésuite jésuite et demi; Weisshaupt voulut être un nouvel Ignace de Loyola, le Loyola de la philosophie et des lumières du XVIIIe siècle. « Étrange et folle pensée! nous dit-il en ses confidences. Un homme sans nom, sans expérience, sans connaissance du monde, sans relations ni appui d'aucune sorte, en rapport seulement avec quelques étudians de sa petite ville, aurait-il bien la prétention de poser à lui seul les fondemens d'une telle œuvre! » Il hésitait quand un aiguillon douloureux le fit bondir. Un officier, nommé Ecker, venait d'établir une loge de francs-maçons dans une ville du voisinage, et l'alchimie, les miroirs magiques, les évocations de fantômes, y opéraient des merveilles. Ecker cherchait des collaborateurs, ou, comme on disait, des *adeptes;* il vint à Ingolstadt et recruta quelques jeunes gens de l'université. C'étaient précisément ceux à qui Weisshaupt avait pensé tout d'abord, ceux qui devaient être ses premiers disciples. Ainsi on lui prenait ses enfans dans les bras, et que voulait-on en faire? Des maniaques ou des charlatans, des chercheurs de pierre philosophale. Destinés par lui à combattre l'influence des jésuites, ils allaient appartenir à cette œuvre des francs-maçons bavarois où tant de pratiques insensées offraient si beau jeu aux intrigues de l'ennemi! Dès lors Weisshaupt n'hésita plus; il dévoila son secret, son plan, ses espérances à ces enfans qu'on voulait lui ravir,

et la société fut fondée. Les membres devaient s'appeler les *perfectibles;* mais, ce nom lui ayant paru un peu bizarre, il le remplaça comme nous avons dit. Les premiers *illuminés* furent donc ces étudians d'Ingolstadt, vrai symbole d'avenir pour l'imagination confiante de Weisshaupt : de même qu'il les avait arrachés et aux superstitions de la franc-maçonnerie et aux séductions du jésuitisme, il espérait aussi affranchir toute l'Europe de ce double péril.

Pendant quatre ans environ, la société des *illuminés* ne se recruta guère que parmi les étudians d'Ingolstadt ou leurs amis des villes voisines. C'est la première période, la période de préparation, ce que Goethe appelle les *années d'apprentissage.* Au mois de juillet 1780, un jeune gentilhomme hanovrien, le baron Adolphe de Knigge, se fait admettre parmi les initiés, et dès lors tout change de face. On ne sera plus enfermé dans de petites villes de Bavière, ni réduit au cercle restreint des écoles; le monde s'ouvre aux conquérans. Knigge était une tête légère et folle, toujours prête à prendre feu. Longtemps occupé de songeries cabalistiques, associé au thaumaturge Schroeder, dévoué à la franc-maçonnerie, désolé, comme Lessing, de la voir si dépourvue d'idées et rêvant pour elle une transformation radicale dont il aurait la gloire d'être le chef, il rencontra dans ses courses vagabondes un des initiés de Weisshaupt, le marquis de Costanza, qui lui dit en confidence : « Cette transformation que vous souhaitez si fort, elle est faite. La société existe, et votre place y est marquée. » Knigge devient donc le grand auxiliaire de Weisshaupt; il remanie avec lui toute l'organisation de la secte, il institue les degrés, règle les cérémonies, établit les rapports des membres selon le rang qu'ils occupent, détermine pour chacun d'eux la série des droits et des devoirs. *Illuminatus minor, illuminatus major, illuminatus dirigens,* voilà les trois grandes divisions. Quand ces cadres seront remplis, quand des princes souverains y auront accepté un rang sans connaître l'esprit qui les mène, une révolution immense s'accomplira insensiblement. C'est la révolution célébrée dans les livres saints et que le Christ a commencée : *deposuit de sede potentes et exaltavit humiles.* Élever les petits, abaisser les grands, créer l'humanité nouvelle, telle est l'ambition des deux chefs.

Des prétentions comme celles-là sont chose si extraordinaire que l'esprit français se refuse à les comprendre. Les écrivains de l'Allemagne, tout en blâmant l'entreprise de Weisshaupt au nom des principes de notre siècle, admettent sans difficulté que les conspirateurs d'Ingolstadt, si le temps ne leur eût manqué, auraient pu exercer une action considérable sur la société de leur temps. Pour nous, à chaque ligne de leur programme, les objections se dressent. Ce qu'ils veulent, on le voit bien; ce qu'ils rêvent, on peut se

le figurer; mais où puisent-ils leur autorité? où est la sanction des lois qu'ils établissent? Il ne suffit pas de constituer une hiérarchie secrète et de faire parvenir à tel membre de l'association un ordre mystérieux qu'il est tenu d'accomplir; s'il refuse, comment le contraindre? Le punira-t-on de sa révolte en le frappant dans l'ombre? osera-t-on bien lui tendre des embûches, lui susciter des ennemis, l'attaquer dans son honneur ou dans ses intérêts? Les tribunaux vehmiques avaient le poignard, les sociétés jésuitiques avaient l'arme non moins terrible de l'intrigue et de la calomnie; voudra-t-on recourir à de tels moyens? Assurément tout cela est possible dans une société secrète, si les adhérens sont disséminés du haut en bas de l'ordre social et qu'une direction énergique fasse mouvoir à propos ces instrumens divers; mais que devient alors l'ambition de régénérer le monde par la morale? Quelle contradiction entre le but et les moyens! prêcher l'égalité, l'humanité, vouloir transformer en une sorte de religion pratique les doctrines du XVIIIe siècle, et aboutir aux institutions barbares du fanatisme!

C'est sans doute sur ce point que les deux premiers organisateurs de l'illuminisme, Weisshaupt et Knigge, eurent dès le commencement beaucoup de peine à se mettre d'accord. Weisshaupt comptait avant tout sur les générations futures, et c'était par un système nouveau d'éducation qu'il voulait mener son œuvre à bonne fin. Des livres de morale où le stoïcisme et l'Évangile se mêlaient aux doctrines de Jean-Jacques Rousseau, tels étaient les agens de la révolution que méditait le professeur d'Ingolstadt. M. Hermann Hettner, qui a pris la peine de débrouiller le fatras de ses écrits, a parfaitement analysé ce singulier amalgame (1). Il résulte de cette enquête que Weisshaupt, sans la moindre originalité de pensée, avait une foi ardente dans la morale du XVIIIe siècle pratiquement et religieusement enseignée. Chaque affilié, d'après son plan, devait être l'apôtre de cette foi : *Ite et docete*. Le visionnaire était persuadé que, dès la seconde génération, une armée de disciples serait constituée, et qu'un grand chef, un grand pontife, lui-même ou son successeur, posséderait bientôt avec l'empire des âmes la direction des choses temporelles. Tandis que Weisshaupt ajourne ainsi ses espérances, Knigge, plus impatient, veut utiliser au plus tôt cette manie de sociétés secrètes et de pratiques mystérieuses qui agitent l'Allemagne entière. De là, entre les deux chefs, des causes de défiance qui menacent de les séparer dès le premier jour. Les rêveries de Weisshaupt paraissent un peu timides au jeune baron hanovrien; les précipitations de Knigge semblent bien légères et bien indiscrètes au professeur d'Ingolstadt. Il

(1) *Literaturgeschichte des achtzehnten Jahrhunderts*, von Hermann Hettner. Voyez la seconde partie du tome III, p. 333. Brunswick, 1864.

est facile de deviner que les deux chefs ne pourront vivre longtemps sous le même toit. Cependant l'heure du conflit n'est pas encore venue. Knigge, toujours plein de zèle, s'en va de ville en ville, de loge en loge, et bientôt presque tous les francs-maçons, ceux-là du moins qui ne subissent pas l'influence des thaumaturges ou des jésuites bavarois, ont pris rang parmi les illuminés. Des princes même, en haine du jésuitisme, n'hésitent pas à se faire inscrire. En quelques mois, la propagande fait des progrès inouis, car une recrue en amène une autre, et toutes les causes que nous venons d'expliquer se réunissent pour accélérer le mouvement. Si l'on ne tenait compte ni de la fièvre générale des esprits, ni de l'agitation des jésuites de Bavière, ni du besoin de résistance provoqué par ces menées occultes, ni de la pauvreté doctrinale des francs-maçons signalée par Lessing, ni enfin de ces cadres vides qui attendaient une âme, comment comprendre qu'une société organisée par un penseur médiocre et un gentilhomme vaniteux ait pu, en si peu d'années, couvrir l'Allemagne du nord, se répandre dans les pays scandinaves, pénétrer au sein même de la Russie?

Une des plus utiles recrues du baron Knigge fut Bode, un libraire alors célèbre, éditeur et ami de Lessing, écrivain lui-même, à qui l'on doit une bonne traduction allemande des *Essais* de Montaigne. Bode était un parfait honnête homme; il jouait depuis longtemps un rôle considérable dans la franc-maçonnerie de l'Allemagne du nord quand le baron Knigge le décida, en 1781, à devenir un des directeurs de la société nouvelle. Or les francs-maçons devaient tenir une assemblée générale à Wilhelmsbad en 1782. Gagner un tel personnage à la veille de la grande réunion, c'était une victoire qui en promettait beaucoup d'autres; Bode n'était-il pas un des meilleurs auxiliaires du grand-maître, le prince Ferdinand de Brunswick? Sa franc-maçonnerie, n'était-ce pas celle de Lessing, — un sentiment idéal de l'humanité? S'il prenait en main la cause des illuminés, quel succès pour l'œuvre de Weisshaupt! Il s'en occupa en effet, mais dans un tout autre sens qu'on ne l'avait cru jusqu'ici. C'est sur ce point que les mémoires du prince de Hesse donnent des renseignemens inattendus.

« L'année 1782 fut fixée pour la convention maçonnique de Wilhelmsbad. Le duc Ferdinand, grand-supérieur de l'ordre, m'en avait parlé déjà une couple d'années auparavant et la désirait avec empressement. J'avoue que je ne la désirais point, au moins de si tôt; mais après beaucoup d'écritures et de correspondances de toute espèce elle fut décrétée et rassemblée dans l'été à ce bain. Nous y fîmes la connaissance de bien des personnes fort intéressantes, et qui possédaient beaucoup de science. J'étais dans ce temps-là grand-maître provincial des deux provinces allemandes, — et de l'Italie, mais que je cédai alors pour faire une province séparée. Je ne puis

me permettre de parler des ouvrages qui s'y firent. Il suffit de dire qu'on améliora infiniment cet ordre, et qu'une tendance religieuse remplaça les buts précédens.

« Dans ce même temps, une nouvelle société s'était formée en Allemagne, surtout en Bavière, qui se nommait les *illuminés*. Plusieurs de ses inventeurs se tenaient à Francfort ou se montraient aussi, sans qu'on les connût pour tels, à Hanau. Ils tâchaient de gagner plusieurs des députés à ce système inique qui avait beaucoup de rapports dans son principe avec le jésuitisme et surtout avec le jacobinisme. Ils firent bien quelques prosélytes parmi les députés, mais sans y gagner beaucoup. Ce n'est que l'année d'après que l'un d'eux, M. Bode, vint chez moi à Cassel pour me parler de ce nouvel ordre, qui se masquait sous les premiers degrés de la maçonnerie. Le commencement paraissait mener au bien, la fin était le renversement de l'église et des trônes. M. Bode était un fort honnête homme et très bien intentionné. Il me remit les cahiers en me disant : « Voici un système qui peut faire le malheur de l'humanité, s'il tombe en de mauvaises mains ; mais, gouverné par un homme qui pense sagement, il peut aussi faire beaucoup de bien. Je remets ceci dans vos mains en ayant les pleins pouvoirs de l'ordre, et vous voudrez bien en être un des chefs. C'est le nord de l'Allemagne, le Danemark, la Suède et la Russie qui dépendent entièrement de vous. » Il me laissa les papiers et me dit qu'il reviendrait prendre mes ordres dans quelques heures. Je les parcourus le plus promptement que je pus, priant Dieu du fond de mon cœur de me guider dans une affaire d'une importance aussi majeure pour le bien du monde. Je vis bientôt de quoi il s'agissait, et mon premier mouvement fut de témoigner combien je repoussais les horreurs qui s'y trouvaient; mais bientôt je sentis, comme Bode, le mal qui en pouvait résulter dans des mains ambitieuses, égoïstes et se mettant au-dessus des lois de la religion et de la morale. Je ne balançai point et je répondis à Bode, quand il revint chez moi, sur la question qu'il me fit : « Eh bien! avez-vous lu les papiers? Comment les trouvez-vous? Acceptez-vous la charge qui vous est offerte? — Je n'ai point lu encore jusqu'à la fin, mais j'accepte la charge, avec la condition coutumière dans les hauts grades de l'ordre de la maçonnerie, que personne ne puisse être reçu qu'avec ma permission. — Cela s'entend, répondit-il, et vous pouvez être sûr de pouvoir tout arranger comme vous le trouverez bon. »

« Le nom de la charge s'appelait *le national du Nord*. C'était un plan parfait de l'introduction du jacobinisme. Je reçus les listes des membres déjà existans; elles n'étaient heureusement pas fortes, et lorsque je retournai en Danemark, je parlai à plusieurs des premiers, prenant chacun d'eux séparément, — des premiers, dis-je, mais qui n'avaient pourtant pas encore les hauts grades et ne connaissaient aussi point l'abîme où on les entraînait. Je les en instruisis en leur disant que je n'avais accepté d'être le *chef du Nord* que pour arrêter les progrès de cette monstrueuse société. Dieu soit loué! elle ne fit plus un pas dans le nord, au moins de mon su. Les persécutions commencèrent en Bavière, et le jacobinisme ne put prendre racine en Allemagne, comme il le fit en France, où j'appris déjà à Wilhelmsbad qu'on préméditait une révolution. »

Qu'est-ce à dire? La société qu'on a vue se former contre les jongleries des thaumaturges et les menées occultes des jésuites bavarois a donc bien dévié de ses principes? Quand on l'étudie aujourd'hui sur les documens authentiques, quand on interroge les actes, les règles, tout ce qui a été saisi chez Weisshaupt et ses amis après la dissolution de l'ordre, on la trouve en vérité plus niaise que redoutable. Weisshaupt est un médiocre élève de Rousseau; il veut réformer l'éducation, développer les sentimens naturels et ramener les hommes à une sorte de christianisme pastoral. Knigge, en sa mobile ardeur, n'a guère de vues plus précises; toute la révolution qu'il espère se borne à un enseignement moral, banal, sans nulle hardiesse comme sans élévation, — l'enseignement qu'il continuera plus tard dans ses romans diffus, dans l'histoire de sa vie, dans ses honnêtes et triviales peintures de mœurs destinées au peuple, dans ces prétendus *Gil Blas* germaniques où il croit représenter son époque, enfin dans ses règles si sages, si correctes, mais si peu nouvelles, sur l'art de converser avec les hommes. Désabusé des sociétés secrètes, le baron Knigge deviendra tout naturellement un instituteur populaire; il fera aux yeux de tous ce qu'il aurait fait dans l'ombre, il fera de sa plume de conteur ce qu'il aurait fait orgueilleusement avec un mystérieux appareil. Voilà, il faut en convenir, d'étranges destructeurs de l'église et des trônes! Quant à Bode, dont le nom a été injurié dans des centaines de pamphlets comme ceux de Weisshaupt et du baron Knigge, on vient de voir par les confidences du prince Charles si c'était un homme de sang et de ruines. Weisshaupt, Knigge, Bode, sont les trois chefs de l'illuminisme, et si l'on regarde au fond des choses, leur doctrine est la même : désir de propager une religion morale à la Jean-Jacques, rien de plus.

En ce cas, dira-t-on, le prince Charles a grand tort de tenir ce langage, et son imagination est obsédée de fantômes!... Je ne le pense pas. Fantômes, si l'on veut; en cette circonstance, le prince ne se trompe guère. Remarquez d'abord que son épouvante lui est inspirée par Bode lui-même, un des trois chefs de la secte. C'est que Bode était clairvoyant, tandis que Weisshaupt et Knigge, aveuglés tous les deux, l'un par sa candeur enthousiaste, l'autre par son étourderie vaniteuse, ne soupçonnaient pas tous les périls de l'œuvre qu'ils avaient fondée. Imposer la vertu aux hommes et l'imposer au moyen d'une dictature, quelle source de fanatisme! On a trop vu quelques années plus tard, avec les Robespierre et les Saint-Just, ce qu'une telle entreprise pouvait produire dans des têtes étroites et médiocres. Et s'il ne s'agit pas, comme en 93, d'une dictature agissant du moins au grand jour, s'il s'agit d'une dictature occulte, inconnue, irresponsable, que d'horreurs! quels

abîmes! le despotisme assuré de l'impunité, la terreur sans le 9 thermidor! Je ne sais pas, on ne saura peut-être jamais si Bode avait soupçonné parmi les hauts dignitaires de la secte quelque Robespierre naissant; il suffit que la chose fût possible pour que ses craintes soient justifiées. Les révélations du prince Charles sur les alarmes prévoyantes de Bode nous expliquent même la conduite du baron Knigge. En 1784, quelques mois seulement avant que la société des illuminés, circonvenue par les jésuites, trahie par un de ses membres, devînt l'objet d'une proscription violente au nom de l'électeur de Bavière, Knigge s'était séparé de Weisshaupt. Était-ce simplement une dispute de prééminence entre les deux chefs, comme on l'a cru généralement? Était-ce une trahison, comme l'ont affirmé de graves historiens? Il semble aujourd'hui très naturel de croire que Knigge ouvrit enfin les yeux, comme Bode lui-même, sur les dangers d'une telle corporation. Bode s'était contenté de chercher pour la société des chefs honnêtes, comme le prince Charles de Hesse; Knigge se retira, rendit ses titres, ses papiers, ses secrets, rentra dans le sein de la vie civile, et traça d'une plume tremblante ce curieux livre de morale sociale où il condamne, en homme qui s'y connaît, l'établissement de toute société occulte. Des trois fondateurs primitifs, Weisshaupt resta seul, et quand l'orage éclata en 1785, quand ses associés furent en butte aux plus odieuses persécutions, il trouva un asile chez un des membres de la secte, le duc Ernest de Saxe-Gotha.

III.

Les craintes si vivement ressenties dès le congrès de Wilhelmsbad par Bode et le prince de Hesse nous expliquent la terreur universelle que causa bientôt ce nom d'*illuminés*. Quand deux personnages si haut placés dans la hiérarchie mystérieuse ne peuvent y penser sans frémir, comment s'étonner qu'en dehors de la secte les imaginations travaillent, s'exaltent, dénaturent toutes choses, et, de méprises en méprises, de confusions en confusions, arrivent à composer un tissu d'erreurs inextricable? De 1785 (je prends cette date, parce que c'est le moment où la secte des *illuminés* est révélée au public par les proscriptions qui la détruisent), de 1785 à 1815 et au-delà, presque tous les publicistes qui s'occupent des *illuminés* ne cessent de voir derrière ce nom aboli une effroyable conspiration perpétuellement renaissante. On ignore que la société n'a duré que neuf ans, de 1776 à 1785; on lui attribue des événemens qui ont précédé sa naissance et des événemens qui ont éclaté longtemps après sa ruine. Les choses les plus opposées, catastrophes révolutionnaires ou réactionnaires, on la rend responsable

de tout. Ici, qui le croirait? Mirabeau lui impute le coup d'état par lequel Gustave III a détruit l'oligarchie féodale et donné à la royauté un pouvoir absolu. « Quand on réfléchit, s'écrie-t-il en 1788, que c'est par une association secrète que la Suède a su renverser sa constitution (car c'est sous le voile de cette association que s'est tramé le projet qui a mis le pouvoir absolu entre les mains du roi, et, quoi qu'en dise la flatterie, quoi qu'on raconte même des désordres du gouvernement précédent, depuis quinze ans que cette révolution a eu lieu, le royaume en est-il devenu plus florissant?), on frémit à l'idée des associations secrètes. » Un an plus tard, en 1789, le marquis de Luchet, un des amis et le premier biographe de Voltaire, publie à Paris tout un livre *sur la secte des illuminés*, où il jette ce cri d'épouvante : « Peuples séduits, ou qui pouvez l'être, apprenez qu'il existe une conjuration en faveur du despotisme contre la liberté, de l'incapacité contre le talent, du vice contre la vertu, de l'ignorance contre la lumière! Il s'est formé au sein des plus épaisses ténèbres une société d'êtres nouveaux qui se connaissent sans s'être vus, qui s'entendent sans s'être expliqués, qui se servent sans amitié. Cette société a le but de gouverner le monde, de s'approprier l'autorité des souverains, d'usurper leur place en ne leur laissant que le stérile honneur de porter la couronne. Elle adopte du régime jésuitique l'obéissance aveugle et les principes régicides du XVIIe siècle; de la franc-maçonnerie, les épreuves et les cérémonies extérieures; des templiers, les évocations souterraines et l'incroyable audace. Elle emploie les découvertes de la physique pour en imposer à la multitude peu instruite, les fables à la mode pour éveiller la curiosité et inspirer la vocation, les opinions de l'antiquité pour familiariser les hommes avec le commerce des esprits intermédiaires. Toute espèce d'erreur qui afflige la terre, tout essai, toute invention, servent aux vues des *illuminés* (1)... » Ces accusations si vagues se précisent de plus en plus. Un officier polonais de l'armée suédoise qui s'était trouvé au bal masqué où Gustave III tomba sous le pistolet d'Ankarström publie à Paris, en 1797, une histoire de l'assassinat du roi son maître, et ne manque pas d'attribuer le crime des nobles aux *illuminés, ces assassins des rois, ces destructeurs d'empires* (2). L'officier polonais, en s'exprimant de la sorte, invoquait tacitement une opinion fort répandue alors parmi les gens de son parti, et qui trouva le plus étrange des interprètes l'année suivante. Si l'on veut savoir quelles hallucinations hantaient certaines cervelles incapables de rien comprendre au renouvellement du monde, il faut lire les cinq volumes

(1) *Essai sur la Secte des Illuminés*, Paris 1789, in-8°; ch. v, page 46.

(2) *Histoire de l'assassinat de Gustave III, roi de Suède*, par un officier polonais témoin oculaire. In-8°; Paris, 1797.

de l'abbé Barruel sur le jacobinisme. Après Voltaire, après Rousseau, qui ont préparé la grande conspiration, ce sont les *illuminés* d'Allemagne qui ont mis le feu aux poudres! Ce sont les *illuminés* qui ont fait la révolution française! C'est Weisshaupt, c'est Knigge, c'est Bode, qui ont organisé le jacobinisme et institué la terreur! Et pourtant, en ce qui concerne les illuminés, l'auteur des *Mémoires sur le Jacobinisme* avait puisé aux sources; il connaissait les écrits de Weisshaupt, il avait lu les souvenirs du baron Knigge, il avait consulté la correspondance de Bode. Vaines recherches! tout cela s'était confondu dans son imagination effarouchée, et le savoir sans lumière avait produit le chaos.

Pour mettre un terme à ces épouvantes, il fallut que le grave et timide Mounier, l'homme du jeu de paume si vite désarçonné dès les journées d'octobre, réfutât tous ces sophismes dans un livre *ex professo* et prouvât que la révolution française n'était pas l'œuvre des illuminés d'Allemagne. Singulière thèse vraiment! Eh bien! cette démonstration était nécessaire pour un grand nombre d'esprits. Et quoique Mounier l'ait faite avec une autorité péremptoire, on aurait pu répéter dans les premières années de la restauration ce qu'il écrivait à Weimar en 1801 : « A ce mot d'illuminé, les personnes crédules sont saisies d'effroi; il rappelle aussitôt à leur imagination une puissance secrète qui frappe dans les ténèbres, pour qui les massacres, les pillages et la désolation ne sont que des jeux, et dont il est impossible de se garantir. En effet, quel terrible pouvoir que celui d'une société qui, du fond de l'Allemagne, a fait tomber une grande monarchie et ébranlé toute l'Europe (1)! »

Quand on interroge l'histoire des illuminés à la lumière de la critique, on s'aperçoit bientôt que cette idée de renouveler le monde au moyen d'une société secrète est une idée tout allemande qui ne pouvait réussir parmi nous. Quels sont les hommes qui se sont laissé prendre à ces amorces? Des philanthropes comme Pestalozzi, des âmes généreuses comme Herder, des curieux de toute espèce comme le grand Goethe (2) et l'évêque catholique Dalberg, des princes débonnaires comme le landgrave Charles de Hesse, d'autres princes à la fois rêveurs et rusés, enfin, du haut en bas de la société, cette multitude d'esprits mécontens, inquiets, avides, qui se consolaient des misères du

(1) *De l'Influence attribuée aux philosophes, aux francs-maçons et aux illuminés sur la révolution de France*, par J.-J. Mounier. In-8°, Tubingue, 1801, page 183.

(2) Un homme qui connaît parfaitement la tradition du XVIIIe siècle, M. Perthès, dans un livre très curieux sur la vie publique en Allemagne avant la révolution (*Das deutsche Staatsleben vor der Revolution*), a prouvé sur pièces authentiques, sans laisser prise au moindre doute, que Herder et Goethe avaient fait partie de la société des *illuminés*.

présent par de vagues appels à l'inconnu. Nos Français au contraire, même au XVIIIe siècle, n'ont accepté la franc-maçonnerie qu'à cause de son insignifiance; quand l'heure de la lutte a sonné, ils ont agi à visage découvert. Je sais bien que Mirabeau a dit : « Peut-être aussi longtemps que les associations secrètes dureront avec une importance comparable à celle qu'elles ont aujourd'hui, les bonnes têtes et les cœurs généreux doivent-ils y entrer et même chercher à y jouer un rôle actif. C'est le plus sûr moyen d'en éventer les machinations souterraines, d'en faire avorter les infâmes complots et même de les détruire. *Je ne saurais agir là où je ne suis point*, disait un homme sage, vertueux, profondément versé dans ces matières. » Étranges paroles sous la plume d'un Mirabeau! Ce n'est là pourtant qu'une concession de l'éloquent écrivain à l'esprit germanique; on devine aisément qu'il trace ces lignes à Berlin sous l'influence de son ami M. de Mauvillon, le secrétaire du duc Ferdinand de Brunswick. Redevenu lui-même, il maudira dans ce même livre toutes les sociétes occultes. Il conclura par cette sentence, véritable jugement en dernier ressort sur toutes ces confréries équivoques : « Le temps des associations secrètes et *vertueuses* est passé. » Voilà le cri de la révolution : plus de secrets, plus de ténèbres, plus d'embûches! *Que la lumière soit!* nous combattrons en présence de Dieu!

Le prince Charles de Hesse, qui certainement avait vu sans peine la disparition des *illuminés*, est resté franc-maçon jusqu'à la fin de sa vie. Avec cela, on s'en souvient, il était chrétien fidèle, ami de l'humanité, pénétré du sentiment de l'égalité moderne, curieux d'innovations bienfaisantes et accessible par bonté d'âme à tous les nobles rêves. Peut-être, en se rappelant ce mélange de candeur et de curiosité, ne trouvera-t-on pas inadmissible qu'il soit venu à Paris dès 1790 et se soit fait inscrire aux jacobins. Les mémoires inédits que nous avons sous les yeux s'arrêtent malheureusement quelques années avant cette date, à la mort de Frédéric le Grand. Toutefois, au milieu même du grand remue-ménage, se pouvait-il que la présence d'un prince allemand parmi les jacobins restât inaperçue? Nous en trouvons la trace dans une brochure fort curieuse de l'un de ses compatriotes publiée le 6 octobre 1790, — *Anacharsis à Paris ou Lettre de Jean-Baptiste Clootz à un prince d'Allemagne.* — Arrivez, prince, s'écrie le célèbre baron prussien, arrivez sans crainte, puisque « votre passion est d'assister au grand spectacle que nous donnons à l'univers. » Arrivez au plus tôt; Paris est plein « de singularités sublimes! » Et après avoir indiqué ces merveilles avec le délire de la joie, il termine par ce trait qui couronne tout : « Vous irez aux Jacobins, où votre cousin le prince de Hesse, que nous appelons monsieur Hesse, est assis entre son tail-

leur et son cordonnier. » Ce *monsieur Hesse*, c'est bien le landgrave Charles, le gouverneur de la Norvége, le beau-frère de Christian VII et de Gustave III, celui qui avait reçu les dernières confidences de Frédéric le Grand, le protecteur et l'ami du comte de Saint-Germain, le *directeur national du Nord* dans la phalange des illuminés. Que faisait-il aux Jacobins? Quelles étaient ses impressions pendant que Duport, Barnave, les deux Lameth, l'œil fixé sur Mirabeau, l'empêchaient d'arrêter le mouvement qui devait les briser tous? Ah! c'était autre chose que le congrès de Wilhelmsbad et les conciliabules des *illuminati dirigentes!* Il semble que le prince ait eu peur de remuer ces souvenirs; il clôt son livre brusquement, il s'arrête en-deçà de 89, et, réfugié dans ses récits du vieux monde, il disparaît de l'histoire nouvelle.

Il a beau s'effacer pourtant, il tient encore sa place avec honneur. En interrogeant les petites cours allemandes depuis 1815, je vois que le landgrave Charles continue d'y représenter avec bonhomie le libéralisme humain et confiant de certains princes du XVIIIe siècle. En 1821, un écrivain de la Hesse, M. Gerber, propagateur des idées de Benjamin Constant, écrit un livre sur la réforme de la franc-maçonnerie et le dédie au landgrave Charles, qui accepte cet hommage avec la sympathie la plus vive (1). Il paraît bien toutefois qu'il finit par se désabuser complétement des sociétés secrètes; la religion chrétienne, dont il ne s'était jamais séparé, attira de plus en plus son attention. L'ancien ami de Lavater et de Jung-Stilling voulut être un réformateur du luthéranisme. Il établit une petite église qui compte encore des adhérens en Angleterre et aux États-Unis. Son symbole était une interprétation mystique de la Bible, aussi éloignée, dit le docteur Vehse, du rationalisme protestant que de l'absolutisme catholique. Il voulait, sous la protection de l'Évangile, poursuivre en liberté les rêveries qui avaient été une des grandes occupations de sa carrière. Comme les millénaires du moyen âge, il attendait, il annonçait la prochaine arrivée d'une période merveilleuse qui devait durer mille ans et précéder la fin du monde. Mille ans de bonheur, de paix, d'égalité, avant le jugement dernier du genre humain, tel était le songe de ce visionnaire. Il rattacha même ses prophéties à une explication fort singulière d'un monument fameux de l'astronomie antique; lorsque le zodiaque du temple de Denderah, acheté par la France en 1822, fut déposé au musée du Louvre, de vives discussions s'élevèrent entre les savans sur la date et le sens des figures. Le land-

(1) Voyez le recueil intitulé : *Grundlage zu einer hessischen Gelehrten, Schriftsteller- und Künstler-Geschichte vom Jahre 1806 bis zum Jahre 1830*, von Karl Wilhelm Justi; Marburg, 1831. — M. Gerber, dans une autobiographie intéressante, y publie lui-même la lettre du landgrave.

grave Charles prit la parole, et ce débat, qui inspirait à M. Letronne des œuvres d'une science si magistrale, ne fut pour lui que l'occasion de déployer ses rêveries (1). M. Letronne, dans cette discussion mémorable, avait en face de lui les derniers représentans de l'archéologie du XVIIIe siècle, les disciples attardés de l'auteur de l'*Origine des cultes*; il ignorait sans doute que parmi ses contradicteurs se trouvait aussi le dernier représentant du mysticisme au temps de Voltaire.

Ce dernier des mystiques du XVIIIe siècle était en même temps une intelligence active, généreuse, amie de toutes les causes libérales. Ses superstitions n'avaient pas engourdi la curiosité de son esprit. Il travaillait sans cesse, et comme sa devise était : *omnia cum Deo*, cette piété même l'enhardissait à s'occuper de toutes choses. Il passait de l'Évangile à l'alchimie, comme il était allé de Frédéric le Grand au comte de Saint-Germain et des lacs de la Norvége aux jacobins de Paris. Illuminé candide, il voyait partout la main de Dieu. Ce fut là sa force dans certaines circonstances critiques où son grand âge aurait pu le dispenser des devoirs de l'action. En 1831, après la révolution qui oblige son neveu Guillaume II à prendre la fuite, il paraît à la chambre des députés, prête serment à la constitution nouvelle, et la présence de l'excellent vieillard est une sauvegarde pour son petit-neveu, héritier du souverain détrôné. Une de ses filles était mariée au roi de Danemark Frédéric VI. Partageant sa vie entre les contrées danoises, pleines pour lui de vivans souvenirs, et le duché de Hesse, où se perpétuaient contre son gré des traditions illibérales, il paraît bien qu'il empêcha beaucoup de mesures funestes. Il s'éteignit doucement le 17 août 1836, à l'âge de quatre-vingt-douze ans. Ce fut seulement après sa mort que commencèrent entre un gouvernement provocateur et le loyal peuple de la Hesse ces luttes douloureuses, scandaleuses, où l'Autriche et la Prusse blessèrent également tous les cœurs germaniques, la première en écrasant le bon droit, la seconde en le protégeant si mal (2).

Je ne puis terminer cette étude sans songer au rôle actif du prince de Hesse en des circonstances dignes d'être mentionnées par l'histoire, à cette curiosité tour à tour hardie ou timide, crédule ou défiante, mais toujours honnête, qui le porte vers les mystiques de son temps, et il m'est impossible de ne pas signaler en lui un type très particulier au XVIIIe siècle. Les phénomènes de ce

(1) Une de ces études de M. Letronne a paru ici même le 15 août 1837 : *De l'origine grecque des zodiaques*. Le mémoire du prince porte ce titre : *La pierre zodiacale du temple de Denderah expliquée par S. A. le landgrave Charles de Hesse.*

(2) Nous avons exposé dans la *Revue* ce triste épisode en dessinant la figure du général de Radowitz; voyez la livraison du 15 avril 1851.

genre n'ont pas échappé à Goethe, le grand observateur des singularités de l'espèce humaine. Les aventures du landgrave Charles m'ont rappelé souvent un épisode du *Wilhelm Meister* que Schiller admirait comme une révélation. *Confessions d'une belle âme*, tel est le titre de ces pages. On a dit que cette belle âme était une jeune fille de noble race, très pieuse, très mystique, enthousiaste de Lavater, affiliée à la communauté des moraves qui exerça une vive influence sur la jeunesse du poète de *Faust*, Mlle de Klettenberg; d'autres souvenirs que celui-là ont dû entrer dans la combinaison de son héroïne, car il est certain que Goethe, si intimement mêlé à l'élite sociale de son temps, si curieux de toutes les bizarreries psychologiques, avait rencontré sur sa route plus d'un esprit de cette famille. Il conserva toute sa vie un tendre respect pour Jung-Stilling, qu'il avait connu dès ses années d'études à Strasbourg, et qui devint plus tard un des confidens du prince de Hesse. Bien plus, ce n'est pas seulement chez Goethe que se trouvent ces sympathies pour les mystiques du XVIIIe siècle; les meilleurs de ses disciples, par conséquent les moins mystiques des hommes, ont éprouvé la même curiosité bienveillante. Il suffit de citer ici M. Varnhagen d'Ense et ses études sur le théosophe Saint-Martin. Pourquoi donc l'auteur de *Wilhelm Meister*, pourquoi M. Varnhagen d'Ense à son exemple, ont-ils écouté si attentivement de tels songeurs? Parce que ces songeurs étaient sincères et qu'en eux se révèle tout un aspect de la société européenne au XVIII siècle. Le prince curieux, candide, qui rêve pour le genre humain une sorte de paradis sur terre, qui, partagé entre la soumission chrétienne et les espérances des philosophes, cherche à les unir sous les voiles d'une doctrine mystérieuse, c'est bien là un des types de l'Allemagne à la veille de la révolution. Les vœux, les songes que Bernardin de Saint-Pierre adressait à Louis XVI dans les dernières pages des *Études de la nature* étaient familiers de l'autre côté du Rhin à plus d'un prince désœuvré, avec cette différence toutefois que la philosophie de Jean-Jacques suffisait au rêveur français, tandis que le rêveur allemand avait besoin de mysticisme. Ce sont tous ces motifs qui recommandent le souvenir du prince de Hesse : avec sa candeur et ses contradictions, il représente tout un groupe de *belles âmes*, comme dit Goethe, il ajoute du moins une figure de plus à cette galerie singulière. On peut sourire en l'écoutant; comment ne pas s'intéresser à un homme qui, de Struensée à Gustave III, des illuminés aux jacobins, de Frédéric le Grand à la révolution de 1830, a pris part à tant d'événemens et traversé tant de couches sociales sans désespérer jamais ni de la religion, ni de la philosophie, ni de l'avenir du genre humain?

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

BARBERINE AU JOUG

ROMAN DE LA VIE DOMESTIQUE ANGLAISE.

SECONDE PARTIE (1).

IV.

Un très simple récit suffira pour montrer que Frank Churchill ne s'exagérait nullement les mérites de sa mère et les droits qu'elle avait à sa reconnaissance. La vie d'Eleanor Churchill, tissue de longs ennuis et de dévouemens mal payés, ne pouvait compter parmi les plus heureuses. Fille d'un vicaire de campagne aux environs de Bath et orpheline avant d'avoir atteint ses dix-huit ans, elle demeura, comme sous-maîtresse *au pair*, dans le pensionnat où on avait bien voulu la garder après la mort de ses parens. Un des professeurs de dessin attachés à cet établissement s'éprit d'elle et voulut lui plaire. C'était un très jeune écervelé, d'ailleurs rempli de talent, et dont les habiles retouches donnaient un relief singulier aux « compositions » de ses élèves. Il rachetait par là les inconséquences de sa conduite, et on patienta vis-à-vis de lui jusqu'au jour où certain vieux collègue, l'ayant vu parler bas à la sous-maîtresse et glisser pour elle un écrit furtif entre les feuillets des *Principes de la Perspective*, jugea bon de le dénoncer à la vertueuse indignation des *misses* Inderwick, propriétaires et directrices de *Minerva-House*. Les deux coupables furent congédiés le même jour, et, n'ayant rien ni l'un ni l'autre, ne faillirent pas à

(1) Voyez la *Revue* du 1er février.

l'occasion qui s'offrait si favorable : ils se marièrent et vinrent se fixer à Londres. Vance Churchill, qui par momens déployait une rare faculté de travail, se mit immédiatement à toute besogne. Le bois, la pierre, lui devinrent familiers : tantôt il dessinait pour les marchands de musique ces têtes inspirées qu'on voit à la première page des romances en vogue; tantôt il crayonnait des caricatures politiques, des scènes bouffonnes, à l'usage de certains *périodiques*; de temps à autre, dans les intervalles de loisir, il terminait quelque laborieuse aquarelle. Par malheur tout cela ne rapportait guère, et le jeune ménage, à peu près mourant de faim, venait d'enterrer un premier *baby* lorsqu'un petit tableau, une *lady Macbeth*, qui s'était faufilé on ne sait comment à l'exhibition de Somerset-House, fut remarqué, fut acheté par sir Jasper Wentworth, l'oncle de notre ami Marmaduke, auquel il devait laisser quelques années plus tard son titre de *baronet*. Sir Jasper, qui passait pour un fin connaisseur, recommanda le jeune artiste et lui procura d'autres cliens. Marmaduke, à peu près du même âge que Vance Churchill, ne manqua pas de le prendre en amitié; il fut le parrain d'un second enfant qui venait de naître, ce même Frank avec qui nous avons déjà fait ample connaissance. Désormais, sans qu'ils fussent précisément riches, l'argent ne manqua plus chez les Churchill; mais Eleanor connut d'autres misères et de plus poignantes que celles dont elle était ainsi délivrée.

Vance Churchill en effet, qui n'avait pas lâché pied quand il fallait combattre, inconnu, l'oubli et le dénûment, ne résista pas, une fois dans une espèce d'aisance, à l'entraînement du monde. Grand et beau garçon à la physionomie joviale, montrant volontiers sous ses épaisses moustaches une double rangée de dents magnifiques, volontiers employant sa belle voix de baryton à faire valoir un *duo* bouffe ou une chansonnette à moitié sentimentale, il faisait rire ou pleurer, selon l'occasion, la portion féminine de son auditoire, tandis que l'autre, honteuse de son émotion, se décontenançait et se troublait à vue d'œil. Ces succès le mirent à la mode dans ces hautes sphères de la bohême où se rencontrent les *fast young men*, — les « jeunes gens *lancés*, » — de toute caste et de toute provenance : bohême qui n'a rien de trop misérable et de trop sordide, bohême élégante au contraire, bohême gourmande et spirituelle, qui peuple les coulisses, alimentait alors les soupers du Wauxhall, les déjeuners à Richmond, et ne se serait pas accommodée, comme l'autre, de jouer au *vingt-et-un* ou aux dominos tout en fumant la pipe de terre dans quelque triste sous-sol.

Vance Churchill, est-il besoin de le dire? n'entraînait pas sa femme dans le tourbillon auquel il s'abandonnait lui-même. A part toute délicatesse, il aurait eu pour agir ainsi d'excellentes raisons. Les

femmes comptaient pour beaucoup dans le succès du jeune peintre, qui ne se montrait nullement ingrat envers elles : non qu'il eût cessé d'aimer Eleanor, non qu'il ne se reprochât amèrement de temps à autre les méchans tours qu'il jouait à cette pauvre créature patiemment assise au chevet de leur enfant, et dont l'unique reproche était un redoublement de pâleur, un silence de plus en plus obstiné; mais quoi? dans le moment même où il maudissait, en frappant du pied, sa déplorable facilité, tantôt une visite de Marmaduke Wentworth, tantôt l'arrivée d'un petit billet musqué (que la cuisinière avait soin de lui porter en tapinois dans le coin d'un tablier indigne d'une telle mission), mettaient à vau-l'eau ses remords et ses projets de réforme. Il partait, une fleur à la boutonnière, un gai refrain aux lèvres, et... *da capo*.

Belle existence en vérité, si seulement elle eût pu durer toujours! Mais quand on allume une bougie par les deux extrémités, il faut s'attendre à ce qu'elle se consume en un clin d'œil, ce dont bien des gens n'ont pas l'air de se douter le moins du monde. Vance avait bon nombre de commandes, et en se montrant plus jaloux de tenir ses engagemens il aurait pu réaliser de beaux bénéfices. Malheureusement ses nobles patrons ne se dessaisissaient de leurs guinées qu'à bonne enseigne; le tableau, même livré, n'était pas toujours soldé rubis sur l'ongle, et Vance, toujours au-dessous de ses affaires, était forcé d'emprunter pour attendre le loisir de l'acheteur. L'inconduite aggrave fatalement ces situations embarrassées. Vance, après plusieurs échecs successifs, fit un effort désespéré. Son dernier tableau révéla l'épuisement de sa tête et de sa main. Le mal était fait, la chute irrémédiable : aussi trouva-t-on un beau matin le malheureux artiste mort dans son lit, tenant encore entre ses doigts crispés la fiole de laudanum qui lui avait procuré ce repos suprême; à côté de lui, une lettre déchirante, adressée à sa femme, où il lui demandait pardon et de sa vie déréglée et du suicide qui la terminait.

Peu s'en fallut que Frank ne demeurât orphelin, car sa mère, écrasée par ce dernier coup, fit une grave maladie et faillit y succomber. Une fois rétablie, elle se retira dans un petit village du Devon, où l'appelait le ministre de l'endroit, ancien ami de son père. A peine lui restait-il de quoi subsister; mais quelques parens lui vinrent en aide : l'honnête *vicar* se chargea de donner à Frank les premiers élémens de l'éducation classique; on se réduisit, on vécut de peu. A la mort de celui qui les avait secourus, encouragés, maintenus jusqu'alors, la pauvre veuve et son fils se trouvèrent hériter de sept cents livres sterling qu'il léguait à Eleanor pour achever l'éducation du petit écolier, lequel comptait alors une quinzaine d'années. Ce modeste pécule fut tout entier consacré à

soutenir Frank dans l'université allemande où sa mère avait toujours rêvé de lui faire compléter ses études. Au sortir de Leipzig, il fut présenté solennellement à son parrain, maintenant sir Marmaduke Wentworth, dont le premier soin, quand il était entré en possession de sa *baronetcy*, avait été de constituer une rente viagère de deux cents livres sterling sur la tête de mistress Churchill. — J'acquitte une dette, lui avait-il dit pour vaincre les refus qu'elle lui opposait en cette circonstance... C'est en partie ma faute si votre pauvre mari a donné dans les travers qui l'ont perdu. Votre dénûment serait pour moi un insupportable remords. — Puis il exigea que cette transaction si honorable pour lui demeurât ignorée de Frank. — Je me souviens, disait-il encore, de ce qu'était Vance dans son meilleur temps : si le petit lui ressemble, il me jetterait l'argent à la figure...

A peine ses degrés obtenus, le jeune docteur de Leipzig fut choisi par le plus riche brasseur de la péninsule indienne pour accompagner son fils qui était venu faire son tour d'Europe. A moitié cornac, à moitié secrétaire, il promena de ville en ville, sur tout le continent et pendant trois années consécutives, ce fier rejeton de la *ploutocratie* orientale. Un peu las enfin de ce métier parasite et bien décidé à se frayer une voie indépendante, il se mit sérieusement à l'œuvre, aborda résolûment la profession des lettres, et se fit une position dans la presse, où il ne rencontrait guère d'émules aussi bien préparés que lui. C'est alors qu'il connut l'honnête George Harding, devint collaborateur du *Statesman*, et s'installa définitivement au n° 57 de Great-Adullam-street, où sa mère transporta ce qu'il y avait de mieux dans leur pauvre mobilier du Devonshire; le reste fut acheté peu à peu et très économiquement, car Eleanor avait horreur des dettes.

Si jamais la pauvre femme connut le bonheur, ce fut positivement à cette époque. Certes elle avait aimé son mari et gardé de lui un souvenir beaucoup plus tendre, surtout beaucoup plus respectueux que de raison; mais à présent que leur fils vivait près d'elle, l'image ancienne s'effaçait pour faire place à une idole bien autrement adorée. Aux brillantes facultés de son père Frank joignait des qualités sérieuses que son père n'avait jamais eues : une activité soutenue, un zèle, une ardeur infatigables, une rare susceptibilité d'honneur. N'allons nous figurer là-dessus ni un raffiné de sentiment, ni un pharisien aux graves dehors; voyons plutôt un *gentleman* imbu de l'esprit chrétien et prémuni par là, dans une juste et salutaire limite, contre les impulsions d'une nature ardente, même alors que celle-ci prenait le dessus. Nous ne vous le donnons pas comme impeccable; il avait eu ses faiblesses, ses *flirtations*,

peut-être même çà et là quelque intrigue un peu plus caractérisée, mais il n'en était pas moins resté le digne fils et le meilleur ami d'une honnête mère.

Que de belles soirées ils passaient ensemble, au coin du feu, sous la lampe, travaillant tous deux et devisant tour à tour! Il lui rapportait son butin de nouvelles et d'anecdotes; ils traitaient à leur manière les questions politiques et les questions d'art. Parfois il lisait tout haut, pour Eleanor, les chapitres les plus saillans d'un livre tout frais éclos dont il allait rendre compte; parfois il ramenait chez lui (était-elle fière ces jours-là!) un de ces hommes investis d'une réputation européenne qui étaient venus le chercher au bureau du *Statesman* pour lui demander tel service dont leur grande tâche avait besoin. Il les présentait à sa mère et la signalait en quelques mots à leur considération, à leurs respects. Nous le répétons, jamais Eleanor n'avait été si complétement heureuse; mais elle tremblait pour cette félicité si chèrement acquise et dont elle pressentait le terme prochain : un beau règne, mais éphémère, et le sceptre allait passer en des mains plus jeunes!

Marié, il était donc marié!... Quand il était venu lui parler de cet hymen en projet, elle l'avait accueilli avec un sourire ému derrière lequel se dissimulaient bien des larmes. Elle l'avait béni, lui et cette compagne inconnue qui, pour l'avoir choisi, accepté entre tous, méritait la reconnaissance de la mère et du fils. Que ne devait-elle pas être, ayant su plaire à Frank, dompter ce cœur si haut, répondre aux exigences de cette raison si sûre, de ce jugement si infaillible! Sans doute un miracle d'intelligence comme un miracle de beauté, — un noble cœur, au-dessus de toutes les infirmités humaines, un ange devant lequel il faudrait s'humilier et dont il n'était pas permis d'être jalouse. Comment un ver luisant serait-il jaloux du soleil?

Ces réflexions et bien d'autres, tantôt douces et tantôt pénibles, occupaient la bonne mistress Churchill au moment où nous la retrouvons, assise près d'une fenêtre, dans la chambre qu'elle a quittée, malgré la résistance de Frank, pour la donner à Barberine. — Soyez tranquille, avait-elle dit, je resterai près de vous, bien à portée de vous voir souvent; mais ici je vous gênerais. L'appartement n'est pas assez vaste. — Elle est donc là, dans cet ancien *chez elle* d'où elle s'est volontairement exilée. Le crépuscule se fait; il est six heures du soir. Great-Adullam-street n'a jamais été classée parmi les belles rues de Londres, et les passans qui, au sortir des éblouissemens d'Oxford-street, arrivent par une série de ténèbres graduées à cette voie étroite et noire éprouvent la sensation du voyageur en Égypte, quand il est transporté brusquement de la plaine embrasée aux profondeurs des cryptes sépulcrales. Ajoutons qu'il pleut à

verse, et que le monotone gazouillement des gouttières encombrées, se mêlant à la plainte des rafales, ne constitue pas une mélodie des plus rassérénantes. Autour de mistress Churchill piétine d'un air grognon la vieille Lucy, la fidèle compagne de ses jours de misère, devenue peu à peu, avec les progrès ordinaires de l'âge et de la laideur, une de ces domestiques, *immeubles* en quelque sorte par destination, chez qui le sentiment de l'inamovibilité développe, dans d'effrayantes proportions, l'indépendance du caractère et les tendances belliqueuses d'une humeur acariâtre. Pour elle, Frank est un ingrat, tout simplement un ingrat. Il devait à sa mère, il devait à Lucy de ne leur donner jamais de rivale. Que pouvait-il leur reprocher? n'avaient-elles pas toujours été ses esclaves? — C'est en de telles dispositions que Lucy bat les tapis, époussette les meubles, frotte et refrotte l'acier de la grille à feu, avec un zèle d'autant plus méritoire, mais non sans se répandre à demi-voix contre la nouvelle venue en imprécations indiscrètes.

Il pleut toujours cependant, et la soirée avance, et les jeunes époux n'arrivent point. Ce n'est pas leur faute certainement; il ne faut s'en prendre qu'aux chemins de fer, toujours responsables en pareil cas. Mistress Churchill, pour tuer le temps, relit le petit billet par lequel Barberine lui annonçait sa venue et celle de Frank en priant sa « chère mère » de ne pas se trop fatiguer à leur service. Ce billet est signé : « votre fille bien affectionnée, B. C. » Et Dieu sait combien de fois déjà la mère de Frank a médité sur cette formule, si simple en apparence! Elle a beau se raisonner, l'idée de recevoir sa belle-fille lui cause une sorte de terreur intime, et, toutes réflexions faites, elle va retourner dans le logement garni où elle s'est provisoirement réfugiée. Il ne serait peut-être pas délicat d'ajouter pour Barberine aux fatigues du voyage celle d'une première entrevue. Une fois ce parti pris, mistress Churchill s'en repent. Ne ferait-elle pas mieux, passant par-dessus un vain scrupule, de rester au n° 57 pour y faciliter la première installation de sa bru? Pendant qu'elle délibère encore, le roulement d'un *cab* tranche la question. Nul doute que ce ne soit celui de nos voyageurs. A cette heure et dans ces quartiers, le passage d'un *cab* est chose rare. D'ailleurs il s'arrête au n° 57, la porte s'ouvre; Lucy accourt une lampe à la main. Mistress Churchill reconnaît Frank, elle entrevoit sa belle-fille, qui d'un élan rapide se dérobe à la pluie. — Elle me paraît d'une beauté rare, murmure la digne femme, mais d'où vient cet air effaré?...

Le fait est que le premier regard de Barberine est tombé sur le visage revêche de la vieille Lucy, et que ce visage n'était pas tout à fait l'emblème d'une gracieuse bienvenue. Deux autres femmes de service, récemment engagées, s'épuisent vainement en sourires;

Barberine a décidément pris peur. Dès qu'elle se voit seule avec Frank : — Quelle est, lui demande-t-elle, cette horrible créature?... Je l'ai prise tout d'abord pour ma belle-mère, et j'en suis encore toute tremblante...

— Rassurez-vous, répond Frank, ma mère ne ressemble aucunement à Lucy, qui est du reste, malgré l'apparence, une créature excellente... Vous vous ferez à sa mine, je vous en réponds.

— A Dieu ne plaise que j'aie l'occasion de m'y faire !... Mais tenez, Frank, je me sens un peu faible.... Menez-moi dans ma chambre,... je veux me déshabiller avant de me mettre à table.

Frank allume docilement une bougie et précède sa femme sur l'escalier; on y a posé un tapis neuf. Il la conduit dans la chambre nuptiale, où le tapissier travaillait encore le matin même. — Mon Dieu, s'écrie-t-elle avec une candeur désespérante, quel affreux papier!... et ce tapis, c'est une vraie brosse! — Puis, Frank l'ayant quittée pour aller surveiller le débarquement des bagages, la pauvre enfant examine avec une sorte d'angoisse le grand lit à potences, l'immense armoire d'acajou, les sacro-saintes gravures à sujets bibliques qui donnent un faux air de tombe à l'ancienne chambre de mistress Churchill, — la plus belle, à coup sûr, du domicile conjugal. Tout à coup elle suspend cette espèce d'inventaire, mais c'est pour tomber affaissée sur un fauteuil et pleurer à chaudes larmes, la tête dans ses deux mains.

Ainsi la retrouva Frank, et on peut juger de sa consternation. — Je suis un peu lasse, lui dit-elle, expliquant par là l'émotion qu'il lisait sur son visage bouleversé... N'y prenez pas garde, je vous en supplie!... Le dîner, un peu de sommeil, il n'en faudra pas davantage pour me remettre.

— J'en accepte l'augure, répliqua Frank, promptement rassuré... Le moment serait mal choisi pour s'attrister, *my darling*, maintenant que vous êtes *chez vous*.

Chose étrange, ces deux derniers mots appelèrent de nouvelles larmes dans les beaux yeux de Barberine.

V.

Il n'en allait pas tout à fait de même chez les Schröder, dont la noce avait mis en émoi, six semaines plus tôt, le quartier dont la chapelle Saint-George, *Hanover-square*, est pour ainsi dire la cathédrale. Un évêque, l'obligé de M. Townshend, avait dû se résoudre à bénir cet hymen bourgeois; les grands seigneurs de la haute banque, le beau monde des agens de change, le ban et l'arrière-ban du commerce d'exportation tout entier avaient donné ce jour-là. Jamais tant de somptueux équipages et de chevaux frin-

gans n'obstruèrent George-street, où tous les oisifs des environs s'étaient donné rendez-vous, et dont les fenêtres regorgeaient de spectateurs. On se montrait M. Heinrich Schröder, le représentant de la maison de Francfort, véritable figure de casse-noisette, pliée en deux et ridée à plaisir, dont le profil franchement israélite scandalisait les rares champions de la foi protestante; — puis M. Ludwig Schröder, le Schröder de Paris, tout au plus âgé de quarante ans, bonne tête carrée et joyeuse, où l'ardeur du gain se lit sans doute, mais où l'on discerne en même temps le goût des jouissances et l'instinct des larges prodigalités; — puis d'autres Schröder encore, venus de tous les coins de l'Allemagne, sans parler de celui qui, calciné par le soleil des Indes, arrivait en droite ligne de Ceylan. Quatre jolies *bride's maids* entouraient la fiancée marchant à l'autel, mais pour arriver à les grouper, à les assortir, elle avait eu fort à faire et quelques refus polis à essuyer. Quant à Barberine, elle était encore à ce moment en pleine lune de miel, et Alice avait eu la bonne pensée de ne pas inviter le capitaine Lyster.

Parlons un peu des cadeaux, étalés avec pompe sur un magnifique dressoir. Les notables de la Cité, convoqués par M. Townshend, avaient très convenablement fait les choses. Les services à thé, les glacières à vin, les *ice-pails*, les couteaux et fourchettes à poisson, les gobelets d'ivoire à reliefs, foisonnaient de leur côté. Quant aux Schröder, ils procédaient par rivières de diamans, écrins de turquoises et d'opales, montres lilliputiennes du bon faiseur, à trois mille francs l'une, bronzes de Paris et bois sculptés que la *Zeil* de Francfort avait fournis. Deux jours avant la noce, le fiancé avait conduit sa future à *Long-Acre* pour lui montrer l'élégante calèche découverte et le délicieux brougham qu'il venait de faire faire tout exprès pour elle. De là ils étaient allés chez Rice, où les attendaient les chevaux de pas et de trot qu'on avait choisis pour qu'Alice, écuyère inexpérimentée, les essayât à loisir. — Et c'est à tout cela qu'elle s'efforçait de penser, devant l'autel, à côté de ce bon petit homme dont les yeux rougis par le travail et les cheveux gris taillés en brosse ne laissaient pas de la déconcerter un peu.

Après quelques semaines passées en partie à Bruxelles, en partie à Paris, les nouveaux mariés vinrent prendre possession de leur hôtel, situé dans Saxe-Coburg-square, sur les terrasses qu'un habile constructeur sut mettre en valeur il y a quinze ans, et où il éleva une quarantaine de maisons modèles, — c'est-à-dire fort laides, mais sans non-valeurs possibles. Celle de Schröder, meublée avec assez de goût, visait à une sorte de splendeur. On y voyait beaucoup de lustres, beaucoup de glaces, voire beaucoup de tableaux, beaucoup de livres, — deux bibliothèques achetées en bloc au feu des enchères, — et les envieux même étaient forcés de reconnaître

que le banquier allemand n'était pas si mal logé... pour un parvenu, ajoutaient-ils charitablement.

La crémaillière fut pendue dans ce ménage opulent avec une grande solennité, Schröder étant de ces hommes qui n'aiment pas à tenir la lumière sous le boisseau. Beresford figurait au dîner. Jamais, aux plus beaux jours de sa *courtship*, il ne s'était montré plus empressé, plus aimable pour Alice Townshend, qu'il ne le fut ce jour-là, papillonnant autour de mistress Schröder. Était-ce oubli du passé, rancune du présent, ou bien quelque malin espoir d'avenir? Question complexe et difficile à trancher d'un mot. Pendant le repas, il fut question des Churchill, invités aussi, et qui s'étaient excusés. Le commissaire de la *tin-tax* prit la balle au bond : — A propos, mistress Schröder, que deviennent-ils, vos bons amis? S'aiment-ils toujours d'amour tendre, comme les pigeons de la fable? Où roucoulent-ils, je vous prie?... Ce Churchill n'est vraiment pas sot... J'ai lu de ses articles, qui m'ont paru remarquables; mais il eût mieux fait de se marier dans sa sphère... Une fille d'imprimeur ou d'éditeur, voilà ce qu'il lui fallait, et non pas ce bel astre, cette *étoile* qu'il a fait descendre de notre ciel.

Une voix s'éleva tout à coup de l'autre côté de la table, celle du capitaine Lyster. — Qu'entendez-vous, monsieur Beresford, par *la sphère* de notre ami Churchill? Je le mets, pour ma part, au niveau du plus parfait *gentleman*. Qui vous hantez, je l'ignore; mais je doute que vous ayez dans vos connaissances un homme mieux élevé.

Beresford hésita un instant, surpris par cette attaque à brûle-pourpoint; mais un gracieux sourire montra qu'il ne voulait pas la relever d'une manière hostile. — Pour rien au monde, capitaine, je ne me permettrais de mettre en question la bonne éducation d'un homme que vous honorez de votre amitié... Vous conviendrez en revanche qu'un mariage de pure inclination, sans fortune des deux côtés, n'a jamais passé pour un acte de sagesse.

Dieu sait quelle réponse eût trouvée Lyster; mais par bonheur se rencontrait là un de ces personnages à qui la Providence a départi le don de l'*in-à-propos*, et ce personnage, décoré de favoris cannelle, ne manqua pas une si belle occasion de se mettre en lumière. — Un mariage d'inclination! s'écria-t-il d'une voix perçante... Eh bien! après? pourquoi donc en médire?... Deux jeunes cœurs fortement liés l'un à l'autre n'aborderont-ils pas « la grande bataille de la vie » avec plus de chances victorieuses qu'un de ces couples unis par quelque sordide calcul, par quelque combinaison hors nature? — Ainsi pérora cet homme avisé, brodant ensuite sur le texte qu'il avait si bien choisi, et ce malgré l'embarras évident de mistress Schröder, qui finit par se lever de table avec le reste des dames. Peut-être jaserait-il encore à l'heure qu'il est; mais Beresford rom-

pit les chiens en se rappelant qu'il était chargé par Simnel d'une mission toute spéciale. Il s'agissait, ainsi que la chose avait été convenue dans une de leurs conférences intimes, sans que le secrétaire du conseil de la *tin-tax* eût daigné s'en expliquer autrement avec son très obéissant débiteur, — il s'agissait de prononcer, devant M. Townshend, certains noms, investis, semblait-il, d'une puissance magique et d'observer l'effet qu'ils produiraient sur le père d'Alice. Le commissaire amena fort adroitement la conversation sur les avantages de la carrière commerciale, et comme les brasseurs d'affaires dont il était entouré semblaient disposés à ne pas admettre sans restriction les éloges enthousiastes qu'il faisait de leur beau métier : — A d'autres! reprit gaîment Beresford; vous croyez parler à un profane, mais le commerce ne m'est pas aussi étranger que vous vous le figurez peut-être... Quand j'habitais avec mon ami Pigott, de la maison Pigott et Wells...

A ces noms, M. Townshend ne put s'empêcher de tressaillir et jeta un regard inquiet du côté d'où ils partaient. Beresford parut lire une question dans ce regard, et avec lenteur, sans quitter des yeux le riche banquier : — Ce sont des négocians de Combcardigham, continua-t-il en s'adressant directement à lui... Peut-être connaissez-vous cette raison sociale?

— Je... oui... peut-être bien... non... je ne crois pas, répondit M. Townshend, dont les dents claquaient sur le verre qu'il venait de porter à ses lèvres pour se donner une contenance. Son interlocuteur s'étonnait lui-même de l'effet qu'il venait de produire. Fort heureusement le marteau de la porte, ébranlé à plusieurs reprises, annonçait l'arrivée des personnes invitées pour le concert. Comme d'ordinaire, l'élément étranger dominait dans le programme de cette fête musicale, où l'on entendit successivement un des pianistes les plus célèbres de l'Allemagne, un Polonais réputé comme le violoncelliste par excellence, et une de ces nombreuses filles du Nord que les succès de Jenny Lind ont aidées à se produire dans nos salons, mais qu'une incurable médiocrité condamne à regagner leur *vaterland* sans avoir réalisé le million de leurs rêves. Ces trois « étoiles » en étaient à la moitié de leur évolution, lorsque vers minuit et une heure du matin les Churchill firent leur entrée.

L'impératrice d'Autriche en personne — ou la reine des Caraïbes — n'eût pas déployé plus de majesté ni produit plus d'effet que Barberine. Le front superbe, les narines ouvertes, elle défiait ouvertement toute malveillance, tout dédain, et la simplicité calculée de sa toilette, — robe de soie grise unie, châle de dentelles noires, branche de géranium rouge posée sur les cheveux, — était comme une réponse anticipée aux remarques désobligeantes que pouvait soulever sa rentrée dans ce monde à part, d'où sans doute on la

croyait exclue. Son mari, beaucoup moins ému qu'elle et gardant au dehors une impassible sérénité, n'en remarqua pas moins l'impression produite; il en parut satisfait. Il goûtait probablement cette légère contraction des traits de Barberine, qui reprirent en quelques secondes l'immobilité d'un masque de marbre, ou bien encore la vibration métallique de sa voix, ordinairement contenue dans les limites du diapason le plus doux et le plus modéré. Quant à Barberine, en reprenant possession pour quelques heures de ce monde élégant où sa jeunesse s'était épanouie, en recevant ses hommages courtois, en aspirant son atmosphère embaumée, elle croyait sortir d'un songe et se reprendre aux réalités de la vie. Alice s'était précipitée à sa rencontre et la comblait d'affectueuses prévenances, lui reprochant d'arriver si tard. — Prenez-vous-en à mon mari, répondit Barberine; ses travaux l'ont retenu...

— Hélas, madame, ai-je donc besoin de me justifier? interrompit Frank... Vous savez que nous sommes, ainsi que dans les *Mille et une Nuits*, les très humbles esclaves de la lampe merveilleuse.

— Vous discuterez ce point avec M. Schröder, reprit Alice; pour moi, je vous prends votre femme, avec qui j'ai grand besoin de causer un peu...

Une fois réfugiées dans un boudoir reculé, nos deux amies traitèrent plus d'un sujet essentiel, entre autres la couleur de ce boudoir, qu'Alice aurait voulu tendre en soie vert-de-mer pour se conformer au goût de Barberine, mais qui était rose-thé, suivant les indications de M. Schröder. — Et le vôtre? ajouta étourdiment la gentille hôtesse... Ah! pardon, reprit-elle aussitôt, un peu confuse de sa bévue... Je devrais connaître votre appartement... Mon cocher m'a déjà perdue une fois dans ce quartier lointain qu'il assure n'avoir jamais pratiqué... Il faudra bien qu'il en apprenne le chemin... J'irai vous prendre souvent en allant au parc.

— Vous n'y pensez pas, repartit Barberine avec un sourire légèrement attristé. Un si long détour doublerait vos promenades.

— Ceci regarde mes chevaux; mais pourquoi loger si loin?

— Pour mettre Frank à portée de son journal... Songez donc, il rentre quelquefois si tard!

— Et vous l'attendez, n'est-il pas vrai?... Comme la soirée doit vous paraître longue! Que vous devez parfois vous ennuyer! A votre place, moi, je me ferais lire quelque roman par ma femme de chambre.

— Franchement, répondit Barberine avec le même sourire contraint, je n'ai pas encore été réduite à de telles extrémités. Frank jusqu'à présent s'est arrangé pour travailler chez lui... Mais il peut survenir telles circonstances...

— Ah!... capitaine Lyster, vous m'avez fait peur, interrompit

ici la maîtresse de maison avec un petit cri de souris effarouchée.

— Désolé, véritablement désolé, répondit le capitaine d'une voix traînante en se rapprochant alors des deux jeunes femmes; mais il est affreux de vous absorber ainsi l'une l'autre, tandis que nous restons là-bas, vous appelant de tous nos vœux, en face de ce roi chevelu occupé à démolir votre piano.

— Entendez-vous, Barberine, comme ces mécréans parlent d'un grand artiste?... Allons, allons, capitaine, je vois bien où vous en voulez venir, et je vous laisse avec madame... Absorbez-vous à votre tour, je ne m'y oppose point, dans vos souvenirs de Bissett-Grange.

Là-dessus elle se leva et regagna les salons, où Barberine, qui la suivait du regard, vit la figure de M. Schröder, — occupé en apparence à causer avec Frank, — s'éclairer tout à coup lorsqu'il constata que l'entretien de sa femme et de Lyster n'avait pas duré plus de quelques secondes. Le capitaine, qui venait de s'asseoir à côté de Barberine, lui parla longtemps et avec plus de bon sens sérieux qu'il n'en montrait d'ordinaire. Après avoir épuisé les sujets qui la concernaient directement, ils en vinrent à causer de mistress Schröder, et l'attitude, l'accent du capitaine, subirent aussitôt un changement qui étonna l'amie d'Alice. Elle entrevit pour la première fois, dans quelques allusions délicates au choix de miss Townshend, à son excessive docilité, aux chances de bonheur que l'hymen lui gardait, combien de regrets et quel désappointement se dissimulaient sous l'insouciance apparente du candidat évincé.

Au moment où ils quittaient le boudoir, les regards de Barberine se portèrent encore une fois machinalement sur ses deux hôtes. Derrière le fauteuil de mistress Schröder, Beresford, légèrement incliné, causait avec un feu remarquable; au seuil d'une porte, et continuant avec Frank un entretien distrait, M. Schröder semblait presque aussi inquiet que lorsque peu d'instans auparavant il avait vu Lyster se mettre en quête d'Alice.

VI.

Ce cavalier qui pénètre dans Hyde-Park en passant sous le portique de Decimus Burton, et, après avoir parcouru dans toute sa longueur la *Row*, en ce moment assez dépeuplée, s'arrête par-delà *Ealing-Common*, à l'entrée d'une espèce de ruelle suburbaine, nous représente M. Simnel se rendant à la *Tanière*. Sa mise, toujours simple, n'en a pas moins le cachet de l'élégance telle que l'entendaient les hommes d'autrefois; elle est d'une précision, d'une correction irréprochables. Un sourire agréable illumine sa physionomie, et pour la plupart de ceux qui, le voyant passer, le recon-

naissent, ce sourire est la garantie d'une parfaite sérénité, d'un absolu repos de conscience.

Maintenant qu'il arrive au terme de sa course, son affabilité semble redoubler. Il répond avec courtoisie au salut des jockeys occupés à promener par couples les chevaux de miss Mellon. Il questionne la concierge de l'établissement, accourue pour lui en ouvrir la grille, sur la santé de son « petit dernier, » et quand le vieux Freeman, le factotum de miss Kate, lui propose d'aller chercher sa maîtresse, c'est en lui demandant « pardon de la peine » qu'il accepte cette offre obligeante.

On reconnaîtrait difficilement cette créature animée, vaillante, un peu brusque, remplie de verve et d'entrain, que nous avons essayé de peindre, en voyant s'avancer, après quelques minutes d'attente, la divinité du lieu. Un air de lassitude et de découragement, fortement empreint sur son visage pâli, se retrouve dans le négligé de sa toilette équestre. Ses cheveux, échappés du filet qui les retient, pendent au hasard; son habit de cheval, éclaboussé, flétri, traîne après elle; ses joues fermes et rondes se sont creusées et se marbrent çà et là de plaques rouges; elle a l'œil et le teint fiévreux. Tout cela, — nous le savons, nous le devinerions au besoin, — est l'œuvre de ce *gentleman* souriant et poli qui lui tend si familièrement la main. C'est lui qui a révélé sans ménagemens à la pauvre Kate les méprisantes indiscrétions de l'homme à qui elle avait si vainement dédié son cœur et offert sa main; c'est par lui qu'elle est au courant des campagnes matrimoniales de Beresford et de l'oubli complet auquel il a voué la pauvre fille dont il était l'idole. Simnel a même exagéré les choses; il a voulu détruire jusqu'au plus léger vestige de cette passion qui l'offusquait et gênait ses vues : il a promené une main cruelle sur ces illusions fleuries qui obstruaient son chemin. Maintenant, à la vue des ravages qu'il a laissés derrière lui, peut-être bien se repent-il quelque peu; mais il ne lui conviendrait pas d'en rien laisser paraître, et les inspirations de la pitié sont subordonnées, chez cet homme éprouvé par les luttes de la vie, à celles d'une volonté patiente et inébranlable. — On dirait, enfant, que vous n'allez pas tout à fait aussi bien qu'à l'ordinaire, commença-t-il en pressant la main brûlante qui lui était amicalement offerte.

— Moi? Jamais je ne me suis mieux portée, répondit Kate avec un léger effort... On se fait à tout, mon cher Simnel, à l'ingratitude, aux insultes, au mépris... Bast! la vie est si courte!... N'accepterez-vous pas un petit *lunch?* J'ai là un certain madère comme vous n'en boirez pas souvent, et qui est, à mon avis, le meilleur *fard* de la création... Essayez-en, mon camarade. Vos joues ne sont guère plus roses que les miennes.

Simnel mouilla ses lèvres dans ce vin généreux, transformé en une véritable liqueur de prix dans les caves d'un directeur de la compagnie des Indes. Kate lui enleva le flacon, et, remplissant jusqu'au bord le verre qu'elle avait devant elle, le vida pour ainsi dire d'un seul trait. — Qu'en dites-vous? reprit-elle ensuite avec une forte aspiration; oui ou non, est-ce du vin? Tient-il ce qu'il promet? Vous abuse-t-il par de faux dehors?... Parlez-moi d'un ami pareil! Je ne saurais dire le bien qu'il me fait. Il raffermit mes nerfs, il me rend la vie. Qu'avez-vous donc à secouer ainsi la tête?

— Je n'aime pas, Kitty, à vous entendre tenir un pareil langage... Vos nerfs, à coup sûr, n'ont pas besoin de fortifians, et je ne voudrais pas que vous eussiez recours à ceci pour...

— Pour me consoler, n'est-ce pas? interrompit Kate avec un discordant éclat de rire... Merci! je n'ai besoin ni de ces consolations ni de celles que vous m'offririez, vous, si je consentais à les accepter... Me consoler, et de quoi?... Je n'ai pas le plus léger chagrin, et si j'en avais... A propos, vous savez nos conventions, et sur quel pied vous êtes admis ici. Vous m'avez promis de me tenir bien informée. Que se passe-t-il? Que devient-il?

Comprimant un vif mouvement de dépit, et, toujours magnanime, toujours disposé au pardon, Simnel n'éluda point la question qui lui était posée. — Celui dont vous me parlez, et à qui je m'étonne que vous portiez encore tant d'intérêt, marche dans une voie de plus en plus semée d'écueils... Chaque jour aggrave sa position, et au lieu de poursuivre l'unique objet qui devrait le préoccuper, au lieu de chercher à se marier avantageusement...

— Eh bien! pourquoi ne pas achever?

— Il est allé s'empêtrer dans une sorte de liaison équivoque avec une femme du monde.

— Vraiment? Et le nom de cette dame?

— Je vous le dirai quand il en sera temps... si jamais, ce que je ne puis admettre encore, elle se perdait pour lui.

— Savez-vous bien, Simnel, reprit Kate avec l'accent irrité de la passion déçue, que je ne crois pas un seul mot,... non, pas un seul,... de tout ce que vous venez de me dire?.. Les dénonciations d'un rival malheureux...

— Soit, j'ai menti, j'ai calomnié Beresford, interrompit Simnel avec un haussement d'épaules significatif. N'oubliez pas cependant que j'ai simplement répondu à vos questions. Je n'étais pas venu pour cela, veuillez vous le rappeler; j'étais venu pour avoir, sur vos premiers pas dans le monde, des renseignemens indispensables à mes recherches.

— Ah! oui, oui. Vous vous êtes mis en tête de me retrouver une

famille. Il fallait vous y prendre plus tôt... Peut-être, si vous aviez réussi, Beresford ne m'aurait-il pas dédaignée...

En parlant ainsi, elle étendait la main vers le flacon aux reflets ambrés; mais Simnel fronça le sourcil, et Kate, sans se rendre compte de sa docilité, consentit, par un accord tacite, à laisser son verre vide.

— A quoi bon ces enquêtes, ces démarches? à quoi bon se donner tant de peine? continua-t-elle, fauchant du bout de sa cravache les fleurs qui décoraient la salle à manger. Pour élever des chevaux, pour former des jeunes gens à les monter, ai-je donc besoin d'un extrait de baptême?... Tenez, Simnel, en deux mots comme en cent, je n'ai plus qu'un désir, un intérêt, une passion... On m'a foulée aux pieds, trahie, livrée aux calomnies du monde, et je prétends ne pas mourir sans m'être vengée... Ce que vous voulez savoir servira-t-il mes projets?... Vous me comprenez sans doute, et quoi que j'aie pu dire tout à l'heure, je ne vous crois pas capable de mensonge.

— J'estime que vous obtiendrez une ample réparation, si vous m'accordez une entière confiance, répondit Simnel du ton le plus sérieux et le plus convaincu.

Les yeux fixés sur lui, étudiant l'effet de chaque parole et avec l'accent de la plus complète sincérité, l'étrange fille alors lui raconta par le menu l'histoire de son enfance, comment elle avait grandi dans les coulisses d'un cirque ambulant, dont les directeurs-propriétaires, — le vieux Phil Fox et sa femme Bella, — reniant avec elle tout lien de parenté, s'attribuaient cependant sur elle les droits résultant d'un contrat d'apprentissage. Après avoir joué les fées, les Colombines, elle monta, de par ses dispositions toutes spéciales, au rang d'écuyère, et s'y fit une sorte de renommée. — Je venais d'avoir dix-neuf ans, continua-t-elle. C'était à Warwick, un soir de grande recette... Le patron m'appelle, je le vois encore; à côté de lui se tenaient deux *gentlemen*, un vieux et un jeune. — *Express*, me dit-il (c'était là mon nom de guerre), voici la personne de qui je vous ai reçue. Ces messieurs viennent vous reprendre pour faire, disent-ils, votre fortune. — Je pleurais, je ne voulais pas quitter les braves gens qui m'avaient mise à cheval. Que m'importait la fortune? A la fin, je me laissai persuader. C'est alors que la maison où nous sommes fut achetée en mon nom. Je l'habite depuis cette époque, au vu et au su de tout Londres.

— Il ne manque plus que le nom des deux *gentlemen*.

— C'est là justement ce que je ne puis... parlons vrai, ce que je ne *veux* pas vous dire... Inutile de prendre cet air piqué!... Tout ce que j'ajouterai, c'est que le plus âgé des deux était mon oncle,... mon véritable oncle, autant que je puis croire,... et là-dessus tirez-vous d'affaire!

— Mais l'autre, le plus jeune?

— Ah! pour celui-ci, néant! Sachez seulement que je le préfère à n'importe qui dans ce bas monde.

— Comment! vous le préférez même à...

— Je sais quel nom vous allez prononcer... Eh bien! oui, certainement, et de beaucoup... Seulement,... seulement ce n'est pas la même chose.

— Vous ne ménagez guère ma jalousie.

— Où prenez-vous le droit d'être jaloux? repartit, aussitôt sur ses gardes, la fière amazone.

Malgré tout, à mesure que la conversation se prolongeait, Simnel, manœuvrant avec une extrême habileté, louvoyant contre vent et marée, tournant les obstacles, ménageant les transitions, put se flatter d'avoir atténué, par les égards sérieux qu'il lui témoignait, par l'intérêt sincère dont il lui donnait des preuves multipliées, les préventions défavorables de sa belle compagne. L'aide, les conseils, le dévouement de cet homme, lui devenaient de plus en plus précieux, et, sans qu'elle s'en aperçût elle-même, il gagnait insensiblement du chemin auprès d'elle. Moins que tout autre, il pouvait méconnaître la valeur de ces premiers succès, si peu décisifs, il est vrai, mais obtenus à si grand'peine. Aussi, en quittant la *Tanière* plus épris que jamais... et, malgré la jalousie que lui inspirait l'attachement mystérieux dont lui avait parlé Kate, avec des espérances que pour la première fois il n'estimait point trop chimériques, Simnel, naturellement très temporiseur, éprouvait le besoin d'agir, de marquer un progrès quelconque dans l'exécution de ses plans à longue date. Or justement depuis quelque temps il avait été mis en éveil par certains bruits répandus sur le compte de M. Townshend. Une fois sa fille mariée avec le banquier allemand, le père d'Alice avait complétement modifié ses habitudes; on le voyait hanter les clubs, et çà et là se laisser aller à des excès de table qui jusqu'alors lui étaient restés étrangers. On eût dit qu'il cherchait dans l'intempérance un palliatif à quelque souci rongeur, et ses ennemis ne manquaient pas d'attribuer ce fâcheux symptôme à l'état embarrassé de ses affaires. Enfin on annonçait même assez publiquement depuis quelques jours que sa santé le forcerait à partir bientôt pour l'Italie. — Pas avant que j'aie signé son passeport, s'était dit Simnel, qui, en descendant de cheval, sauta dans un *cab* et se fit conduire aux bureaux de M. Townshend, *Austin-Friars*. Il eut quelque peine à forcer l'accès du cabinet où le banquier abritait, loin des profanes, ses méditations quelque peu suspectes. Un salut glacial fut échangé entre ces deux hommes, et M. Townshend, tenant encore à longueur de bras, mais à portée de lorgnon, la carte que lui avait fait passer son visiteur inattendu, semblait se de-

mander quelle affaire pouvait le mettre en rapport avec le secrétaire de la *tin-tax*. Celui-ci ne le laissa pas longtemps incertain. — Ma démarche auprès de vous n'a rien d'officiel, commença-t-il, brusquant un peu son exorde... Vous êtes sur le point de quitter Londres, et il m'importait de vous entretenir avant votre départ; ce sera l'affaire de quelques minutes. Tel que vous me voyez, je suis originaire de Combcardigham.

Ce seul nom fit légèrement pâlir M. Townshend. — Je ne pense pas, dit-il, avoir aucun rapport avec cette ville... C'est à Calcutta...

— Que vous avez fait fortune... Mais avant de passer dans l'Inde ne résidiez-vous point à Combcardigham?... A moins pourtant que vous n'y eussiez un frère jumeau... Et dans ce cas j'aurais une curieuse chronique à vous raconter.

— Monsieur, se récria Townshend en se levant, il resterait à savoir si j'ai le loisir de l'entendre.

— Vous le trouverez, monsieur, si je vous dis qu'il s'agit d'une affaire concernant la maison Pigott et Wells.

Comme au banquet nuptial des Schröder, ces deux noms produisirent un singulier effet sur M. Townshend, qui se rassit les yeux baissés et prêta l'oreille.

— Pigott était mort depuis longues années, reprit Simnel, et Wells menait seul la maison. Il avait pour *solicitors* MM. Blair et Banner, dont vous avez peut-être ouï parler. Banner prit un jour à part leur principal clerc, appelé à devenir leur associé. — Robert, lui dit-il, je tiens à ce que vous soyez témoin de ce qui va se passer ici. Mettez-vous là, derrière cette porte vitrée dont nous allons légèrement écarter les rideaux. Remarquez bien toute chose, ayez l'œil surtout aux physionomies d'un chacun; cela vous sera utile pour l'avenir...

— Eh bien? interrompit ici le banquier, qui essayait de reprendre contenance.

— Vous voyez, et je n'en doutais pas, que mon récit vous intéresse, repartit Simnel en souriant. Quand le clerc fut à son poste d'observation, deux hommes entrèrent... L'un était M. Wells; l'autre..., pourquoi vous dirais-je son nom?.. Devant ces deux hommes Banner donna lecture d'un document par lequel celui qui l'allait signer se déclarait coupable d'avoir fabriqué au nom de ses patrons une fausse traite de cent vingt livres sterling, et s'engageait, moyennant que l'on renoncerait à le poursuivre devant les tribunaux, à quitter l'Angleterre pour toujours. Le témoin de rigueur était là pour valider la signature, qui fut donnée en toute connaissance de cause. — Ce n'est pas pour vous, malheureux, c'est pour votre mère, disait Wells en montrant ensuite la porte au commis infidèle. Le clerc dont je vous ai parlé, embusqué derrière

le rideau, s'était fortement gravé dans la mémoire les traits du faussaire au châtiment duquel il assistait invisible. Il a été fort longtemps sans le rencontrer. Aujourd'hui même, il l'a revu... Que dis-je? monsieur, il le revoit...

— Monsieur, monsieur, balbutiait Townshend, il y a ici quelque abus de confiance. Wells s'était engagé à détruire tout vestige de cette transaction... Il a dû le faire... Ce document n'existe plus.

— L'excellent vieillard aurait à coup sûr tenu sa promesse, s'il n'eût été enlevé par une mort subite; mais le document en question existe encore. Je l'ai retiré moi-même du coffre-fort de mon défunt patron. Arguer de faux ce document serait une entreprise désespérée. Le témoin qui le vit signer n'est pas mort... C'est lui qui dirige maintenant l'ancienne étude Banner et Blair. Il est là pour affirmer au besoin votre signature placée à côté de la sienne... Véritablement, monsieur, je crois vous bien tenir, continua Simnel avec son agréable sourire.

Ce sourire rendit quelque courage à son interlocuteur, jusque-là terrifié. — Si je comprends bien, vous avez en vue quelque transaction pécuniaire... A quel prix mettez-vous ce papier? demanda-t-il avec une secrète angoisse.

— Pour le moment, monsieur, je n'ai pas de prix à fixer, ni même de conditions à faire... Il en serait autrement, si j'avais pu, avant de vous voir, débrouiller une généalogie assez enchevêtrée dont je travaille à me rendre compte... Nous nous expliquerons là-dessus un peu plus tard. L'essentiel est que vous sachiez qui je suis et ce que je puis... Partez maintenant, si bon vous semble; mais tenez-vous prêt à revenir dès qu'on aura besoin de votre présence. Je compte sur vous, c'est bien entendu.

A cette dernière parole, Townshend ne répondit que par quelques mots inarticulés et comme entrecoupés de sanglots. — Pourquoi vous désoler ainsi? reprit Simnel, toujours souriant, vous verrez que je suis facile à vivre; mais il faut garder ses avantages dans le monde où nous vivons... Je ne pense pas que vous soyez homme à oublier mon nom... Quand on aura besoin de vous, soyez tranquille, on ne manquera pas de vous écrire...

En disant ces derniers mots, il avait la main sur l'épaule du banquier. Son geste, son accent, restaient empreints d'on ne sait quelle bonhomie familière plus terrible et d'un effet plus sûr que les menaces les plus violentes. Townshend, quand il fut parti, retomba écrasé dans son fauteuil.

VI.

Quelques mois de mariage avaient bien changé Barberine. Ce n'est pas qu'elle eût rien perdu de son grand air, de son allure impériale, de son élégance raffinée. Parker n'était plus là, nous le savons de reste; mais la magnifique chevelure de sa maîtresse n'en était pas moins artistement disposée comme au temps de cette habile soubrette. Quant à la toilette de la jeune mariée, elle n'avait plus sans doute ce caractère spécial de nouveauté à outrance qu'un extrême bon goût contient seul dans de justes bornes; mais il fallait méconnaître, pour s'en apercevoir, le cachet de grâce exquise, de distinction suprême que Barberine savait imprimer aux plus simples accessoires de la mise la plus ordinaire. Où donc était ce changement dont nous venons de parler? en quoi consistait-il? A quels momens, dans quelles circonstances était-il le mieux en relief?

Si Frank eût été chargé de répondre à ces questions, voici, ce semble, comment il aurait, et bien timidement, formulé son opinion : — Barberine est toujours charmante, son affection ne se dément pas; aucune de ses paroles n'implique le moindre regret du grand parti qu'elle a pris en se donnant à moi. Sa tendresse, même sa douceur, ne me laissent pas un désir à former. Pourtant je ne la quitte jamais sans la retrouver « un peu abattue. » C'est son mot, et il revient sans cesse. Je surprends parfois, au bord de ses yeux rougis, les traces de quelques larmes récentes. Si je m'en inquiète, si je la questionne, si je m'enquiers de ce qui a pu survenir en mon absence, si la logique de mon esprit se refuse à concevoir un effet sans cause, je n'obtiens jamais que la même réponse : « je n'ai vraiment rien,.. aucun chagrin, aucun ennui, aucune contrariété;.. un peu d'abattement, voilà tout. » Quelques bonnes paroles pendant le dessert, quelques câlineries au sortir de table ont bien vite remis les choses; mais l'heure du travail venu, quand je m'absorbe dans ma lecture, quand se fait autour de nous un silence interrompu seulement par le bruit de ma plume courant sur le papier, l'abattement revient. Barberine essaie en vain de se distraire par quelque ouvrage à l'aiguille. Tapisserie, broderie, tombent de ses mains lassées; elle contemple vaguement les jeux de la flamme dans le foyer, et se retire à la longue avec des soupirs comprimés qui me vont au cœur...

Frank se consolait néanmoins et tâchait de rassurer par mille raisonnemens subtils sa conscience alarmée. C'était un temps à passer, un pli à prendre. Barberine après tout n'avait aucun tort. Il était naturel que le séjour d'Adullam-street, — même embelli par l'amour, — ne lui semblât pas tous les jours un paradis. Il était non

moins naturel que, faite aux empressemens d'une jeunesse oisive, elle trouvât un peu restreint l'ordinaire des attentions conjugales, forcément limitées par les exigences du métier. Et Frank lui eût vraiment passé de bien autres fantaisies lorsque, par-dessus son livre entr'ouvert, jetant sur elle un furtif regard et la voyant si belle, si peu semblable au commun des femmes, il s'applaudissait d'avoir enlevé un pareil trésor aux nobles et riches prétendans qui se le disputaient.

Peut-être ce cher garçon aurait-il pu se dire que la distinction parfaite, l'élégance suprême, le raffinement des instincts et du goût, ne sont pas des mérites absolus, mais relatifs. Peut-être aurait-il pu s'apercevoir que Barberine, — par cela même qu'elle avait de quoi suffire aux plus hautes situations où sa beauté l'eût portée, — n'était pas à l'unisson du milieu social qu'elle abordait maintenant, et que ce désaccord flagrant entre ses manières et sa position constituait pour elle, comme pour son mari, une gêne incessante.

Nous connaissons les anxiétés de la pauvre mistress Churchill lorsqu'elle attendait encore sa brillante belle-fille. Malgré le bon vouloir réciproque de ces deux êtres si bien faits pour se comprendre et s'aimer, ils n'avaient pu, même dès le principe, éviter quelques froissemens. — Pourquoi donc m'appeler *madame?* demandait affectueusement la mère de Frank dès la fin de leur première entrevue à cette bru si imposante. Vous vous dites ma fille, et je ne demande qu'à devenir votre mère. — Vous le serez, chère mistress Churchill, repartit Barberine; mais daignez m'excuser si, par respect pour la mémoire de celle que j'ai perdue, je ne vous donne pas le nom qu'elle seule a jamais reçu de moi... Véritablement cela me serait impossible...

Bien qu'atténué par les plus douces intonations de voix et l'attitude la plus caressante, ce refus était fait pour comprimer chez mistress Churchill une foule de bons sentimens sur le point de s'épanouir. Elle avait deviné l'existence d'une barrière invisible entre elle et la femme de son fils. Aussi, sans se formaliser le moins du monde, avec une résignation douce et triste, elle s'était retirée en elle-même, bien décidée à ne plus aller au-devant d'une seconde déception.

Légère blessure après tout, et qui semblait avoir à peine effleuré la peau; mais combien verrez-vous de plaies béantes et saignantes qui n'ont pas eu d'autre origine! Et à quelles complications infinies n'arrivent pas au sein des familles ces malentendus si légers en apparence! Mistress Churchill s'était bien promis d'initier Barberine aux « mystères » du ménage; mais jamais elle ne put venir à bout de lui apprendre à obtenir des fournisseurs le plus léger

rabais, à vérifier le prix des choses et à tenir en échec les propensions rapaces de la cuisinière. Ces ennuyeux, mais utiles détails déplaisaient singulièrement à la nouvelle épousée, qui aimait à dormir tard et passait à son piano une bonne partie du jour, sans croire aucunement, comme le pensait sa belle-mère, que ce fussent là d'irrémissibles délits. De tels rapports engendraient à chaque instant de nouvelles méprises. Barberine par exemple, qui s'était vue suspecte de « cérémonies, » avait cessé, après les premières entrevues, d'inviter mistress Churchill à venir la voir, et celle-ci, s'abstenant de toute visite, demanda bientôt à Frank « ce qu'elle avait fait pour être exilée de chez lui. » Calmée, pacifiée par mille excuses et mille tendres protestations, elle vint, revint tous les jours, à toute heure, et Barberine se plaignit à son tour de cet excès de surveillance, avouant d'ailleurs humblement ce qui lui manquait pour être une ménagère modèle. Elle croyait faire merveille en n'ajoutant rien à leur modeste ordinaire lorsque mistress Churchill venait dîner chez ses enfans, — et de fait, en agissant d'autre façon, elle se fût exposée à des reproches; — mais sa belle-mère, causant du jeune ménage avec ses amies, ne s'en étonnait pas moins de ces repas si succincts, si économiques. — Je ne sais vraiment, disait-elle, à quoi peut passer l'argent de Frank; mais ce n'est pas en frairie, je vous en réponds... Ses dîners quelquefois m'attristent.

Mistress Harding, la femme du rédacteur en chef du *Statesman*, fréquemment honorée de ces doléances maternelles, prenait fort à cœur les déboires de mistress Churchill. Sans le moindre atome de fiel, mais un peu préoccupée de son importance, elle avait mal débuté avec Barberine, qu'elle voulait, elle aussi, protéger, instruire, mettre au courant, morigéner au besoin, et vis-à-vis de qui, somme toute, elle ne savait trop « sur quel pied danser, » comme elle le disait elle-même en son style quelque peu bourgeois, car au bout du compte la déférence muette avec laquelle ses charitables conseils étaient accueillis ne lui semblait pas toujours de bon aloi, et Barberine deux ou trois fois, par quelqu'une de ces reparties dont sa terrible tante Susan ne possédait pas seule le secret, avait littéralement « interloqué » mistress Plutarque...

Mistress Plutarque!... Oui, c'est bien là le surnom qu'avaient donné à la femme de leur rédacteur en chef dans un jour de gaîté les collaborateurs du *Statesman*. Mistress Harding le devait à son horreur pour toute lecture frivole et à son étonnement majestueux quand on lui demandait son avis sur quelque roman nouveau. — Jamais, disait-elle, jamais vous ne verrez de ces livres-là sur ma table. — En effet, on n'y voyait qu'un seul volume, — toujours le même, — de la *Vie des hommes illustres*. L'ingénieux sobriquet

en question avait arraché à Barberine un de ces sourires, — devenus de plus en plus rares, — qui raffermissaient le courage de Frank et lui donnaient bon espoir dans l'avenir.

Malgré son ferme propos d'optimisme, il ne pouvait se dissimuler que sa femme n'agréait pas complétement à ses amis. Pas un d'entre eux ne refusait hommage à l'éclatante beauté, aux manières parfaites, à l'irréprochable élégance de Barberine; mais elle ne leur était pas tout à fait sympathique, et leur admiration, çà et là tempérée par quelque discrète épigramme, n'avait rien de commun avec l'assentiment sans réserve, le culte fervent, la courtoisie recherchée, auxquels miss Lexden s'était trop longtemps habituée pour que mistress Frank Churchill pût s'en voir privée sans regret. De ce qu'elle ne frayait pas avec eux sur un certain pied de camaraderie familière, ces irrévérens chevaliers tiraient cette conclusion désobligeante, qu'elle se croyait « d'une autre pâte » que celle dont ils étaient eux-mêmes pétris. Sa dignité naturelle leur semblait affectée. Le silence qu'elle gardait volontiers, — et qu'elle n'aurait pu rompre la plupart du temps, vu le sujet habituel de leurs causeries professionnelles, sans risquer des naïvetés qu'ils eussent cruellement relevées, — ils lui en faisaient, l'attribuant à son dédain, une espèce de crime. Quelques-uns la croyaient sotte et obtuse, d'autres, moins malveillans, la traitaient seulement de « prétentieuse péronnelle. » Le samedi soir, Frank les réunissait volontiers dans l'espèce d'atelier qui était en même temps son cabinet de travail et son salon; Barberine y restait en vertu de cette jalousie secrète qu'éprouve toute nouvelle mariée à l'endroit des « soirées de garçons; » elle y restait malgré une épaisse fumée de tabac et malgré l'insupportable ennui qu'elle éprouvait à n'entendre jamais parler que de tel article, de tel livre, discutés, loués à outrance. La première demi-heure passée, personne ne prenait plus garde à cette beauté silencieuse. Tout au plus sa présence arrêtait-elle certaines licences de langage qu'on se fût permises, si elle n'avait fait partie de la réunion; mais du reste, — chose inouie pour elle, — la conversation ne lui était aucunement destinée ni dédiée. Nul ne prenait souci de lui interpréter le jargon, souvent inintelligible, dont se servent ces *initiés* d'une espèce particulière. Si parfois on l'interpellait, — sans trop de gêne vraiment, et d'un ton qu'elle trouvait singulièrement leste, — c'était avec quelque préméditation maligne, le désir de la mettre dans l'embarras en l'obligeant à traiter quelque sujet hors de sa portée. On lui demandait, par exemple, si elle avait lu le dernier article de son mari. Or il faut avouer que Barberine, malgré d'héroïques efforts, n'était pas encore parvenue à débrouiller les arcanes de la politique extérieure, domaine réservé à Frank dans la rédaction du *Statesman*. La question des princi-

pautés danubiennes n'avait pu intéresser à aucun degré cette fille d'Ève, fort indifférente, le croira-t-on? aux faits et gestes du prince Couza, et qui s'étonnait de l'indignation éloquemment dépensée par son mari au bénéfice de la race roumaine. Parfois elle s'était surprise à bâiller en dépliant le numéro que M. Harding lui envoyait régulièrement à titre d'hommage personnel.

N'allez pas croire cependant que Barberine eût bouche close lorsqu'un de ces mauvais plaisans dont nous parlons s'avisait de vouloir la relancer dans son coin. Les devoirs de l'hospitalité ne l'enchaînant que dans une certaine mesure, elle savait aussi bien que personne remettre un impertinent à sa place. En pareil cas, Frank se montrait à la fois inquiet et radieux. Il était heureux de retrouver « sa Barberine » de Bissett-Grange, et se demandait d'un autre côté si les blessures qu'elle infligeait à des amours-propres essentiellement irritables ne lui attireraient pas un jour ou l'autre quelque terrible revanche. Peut-être Barberine le craignait-elle aussi, car, après ces passes d'armes d'où elle était sortie avec tous les honneurs de la guerre, elle quittait d'ordinaire la réunion, et lorsque Frank allait la rejoindre un peu plus tard, il lui arrivait parfois de la trouver encore éveillée, ou feignant le sommeil, sur un oreiller humide de larmes. Un jour surtout que la conversation avait roulé sur l'incompatibilité du mariage avec le culte assidu de la littérature ou des arts : — Dites-moi, Frank, dites-le-moi sans détours, s'écria-t-elle en se jetant au cou de son mari, ces odieux railleurs ont-ils raison? Je suis quelquefois tentée de les croire; mais alors, Frank, notre mariage a été une folie insigne!... Et malgré moi, oh! oui, bien malgré moi, je suis destinée à faire votre malheur!

Le premier coup porté à Barberine lui vint du côté où elle l'attendait le moins. Frank travaillait seul un matin dans son cabinet, lorsque sa mère y pénétra, comme de coutume, à fort petit bruit. Pendant quelques instans, il l'entendit, ainsi qu'autrefois, rôder de tous côtés, remettant chaque chose en ordre, enlevant la poussière aux meubles, changeant l'eau des vases de fleurs, et murmurant à voix basse quelques observations sur la négligence qui rendait nécessaires tous ces menus soins. Ceci continua jusqu'au moment où le jeune écrivain, moins préoccupé de son travail, finit par lever la tête. Mistress Churchill alors se permit de l'embrasser. — Toujours à la besogne! toujours la plume à la main! C'est donc comme jadis, comme dans ce beau temps où je vous voyais à mon aise?

— Je ne suis pas devenu invisible, répondit gaîment le jeune homme sans faire attention au demi-soupir qui accompagnait ce demi-reproche. Non vraiment, pas plus pour vous que pour Barberine.

— A propos, comment va-t-elle? demanda, se ravisant, mistress Churchill.

— Moins bien que je ne voudrais. Elle s'est éveillée avec une de ces migraines auxquelles elle est sujette... Je l'ai engagée à déjeuner dans son lit.

— Et sans doute elle ne s'est pas fait tirer l'oreille pour obéir... Autrefois à son âge on était un peu moins douillet. Après cela, elle vous avait peut-être attendu fort tard.

— Dieu merci, non... Quand je suis revenu de nos bureaux, elle était endormie, et depuis longtemps...

— Depuis le départ de la personne qui avait passé la soirée avec elle.

— De qui parlez-vous, bonne mère?

— Comment?... elle ne vous aurait pas dit?... Le capitaine Lyster était ici hier au soir. Je suis venue chercher un volume dont j'avais affaire, et je l'ai trouvé jasant avec votre femme... Vraiment, elle ne vous en a pas parlé?...

— Bon, elle dormait à poings fermés... Du reste, elle ne fait pas mystère de ses visites et me l'a nommé maintes fois.

— En effet, il vient assez fréquemment depuis quelques semaines.

— Un charmant garçon, reprit Frank en toute innocence.

— Vous trouvez?... Je ne vous savais pas lié avec lui.

— Ah çà! bonne mère, où avez-vous la tête ce matin?... Que viendrait faire ici un homme avec lequel je ne serais pas dans des termes assez intimes pour autoriser sa présence?

— Le capitaine pourrait être un ami de votre femme.

— Les amis de ma femme sont les miens.

— Cela ne va pas absolument de soi, repartit avec calme la digne veuve; mais, s'il en est ce que vous dites, ce monsieur devrait venir *quelquefois* lorsque vous êtes chez vous.

Frank, à ces mots, se sentit rougir.

— De mon temps du moins, reprit mistress Eleanor Churchill, on ne recevait pas dans ces conditions des visites qui peuvent donner lieu à mauvais propos... Maintenant je m'en vais, se hâta-t-elle d'ajouter pour esquiver une réplique désagréable... Si Barberine avait été levée, je l'aurais menée prendre l'air... Ce n'est pas que nos courses dans Londres paraissent l'amuser beaucoup. Elle a peur des voitures, peur des chevaux, peur des passans... A vrai dire, elle est fort regardée; mais je suis là. — Et sur ces mots la vieille dame sortit, laissant maître Frank assez mal à l'aise.

Barberine étant descendue à l'heure du *lunch :* — On me dit, mon enfant, que vous avez eu hier au soir le capitaine Lyster, commença-t-il du ton le plus modéré.

— C'est vrai, j'avais oublié de vous le conter... Il est même resté assez tard.

— Ne trouvez-vous pas qu'il vient un peu souvent?

— En vérité, je l'ignore, dit Barberine, levant les yeux. Je ne m'amuse pas à tenir registre de nos entrevues. Vous en êtes d'ailleurs régulièrement informé.

— Oserais-je solliciter de vous une complaisance?

— De quoi s'agit-il?

— Oh! de presque rien... De dire à Lyster tout uniment que ses visites me seraient encore plus agréables, s'il venait lorsqu'il est sûr de me trouver.

— Comment faudra-t-il expliquer cette aimable requête? demanda Barberine en soulignant le mot *aimable*.

— Mon Dieu! bégaya Frank, qui commençait à se troubler. Je ne saurais trop... D'ailleurs, vous comprenez,... il y a des choses parfaitement innocentes en elles-mêmes, et le monde est tellement stupide...

Barberine, impitoyable, le laissait s'enferrer. A la fin cependant elle reprit la parole.

— Permettez-moi de décliner la mission que vous me destiniez... Je me garderais bien de me donner un pareil ridicule... Si je ne savais à quelle influence vous obéissez, mon pauvre Frank, je serais honteuse de vous et de l'honnête proposition que vous venez de me faire...

— Vous vous trompez, Barberine; j'agis indépendamment de toute influence... Je voudrais...

— Je voudrais, moi, interrompit-elle en se levant de table, que vous eussiez assez de bon goût pour confier à toute autre personne que votre femme le soin de porter à vos amis un message insultant.

— Enfin, Barberine, si j'insistais...

— Je vous conseille de ne pas insister. Vous semblez ignorer à qui vous avez affaire.

Sur quoi la jeune femme sortit, jetant la porte derrière elle avec une vivacité qui n'était guère dans ses habitudes.

VIII.

Honni soit qui mal pense de Barberine et des assiduités du capitaine Lyster! Mais telle est notre propension à juger défavorablement le prochain que nous ne saurions, sans péril pour la femme de Frank Churchill, la laisser sous le coup de certains soupçons, même invraisemblables, et nous avons hâte de fournir les éclaircissemens qui l'eussent justifiée vis-à-vis de Frank, si elle eût voulu lui reconnaître le droit de les demander.

On sait à peu près dans quels termes étaient miss Alice Townshend et Charles Beresford à l'époque où la première était devenue

mistress Schröder. Dès qu'il eut vu se conclure cette union mal assortie, le commissaire de la *tin-tax*, par un calcul mental familier aux gens de son espèce, classa l'héritière qu'il avait naguère couchée en joue dans une catégorie où figuraient déjà plusieurs femmes mariées de sa connaissance. C'étaient, pour la plupart, de jeunes et jolies personnes pourvues d'époux trop âgés pour elles, — ou plongés dans un océan d'affaires, — ou, ce qui revient exactement au même, emportés dans un tourbillon de plaisirs et plus attentifs pour la femme du prochain qu'ils ne le sont pour la leur. Ces dames, — entendons-nous, celles qui en valaient la peine, — étaient, par un accord tacite, recherchées, soignées, entourées par une classe correspondante de jeunes gens avisés, prévoyans, patiens, dont Beresford était un type assez réussi. Éloignons l'idée de projets tout à fait criminels. Il y a dans l'éducation de la jeune fille anglaise, — nonobstant ce qu'en peuvent penser les habitués de la *Divorce-court*, — il y a, disons-nous, une tradition *familiale*, un respect des parens et du foyer domestique qui maintiennent les vertus les plus fragiles et qui imposent à la corruption elle-même, étonnée de faiblir devant ce prestige sacré. Néanmoins le besoin de n'être pas confondue avec le vulgaire et le désir de ne pas rester « incomprise » existent en Angleterre comme ailleurs : ils y ont créé peu à peu une sorte de monde interlope qui est au *demi-monde* d'un pays voisin ce qu'un club, par exemple, serait à une taverne. Les mêmes instincts trouvent à s'y satisfaire; seulement la liberté humaine s'y meut dans de plus étroites limites, et le décorum y est un peu mieux respecté. On y reste à mi-chemin du sentimentalisme allemand et de la licence parisienne; les gens de la haute bohême, tels que nous les représentent certains romanciers français, s'y trouveraient probablement gênés par un excès de prudence et de correctes allures.

Une fois décidé à introduire mistress Schröder dans cette région spéciale dont les frontières indécises sont assez faciles à franchir, Beresford se constitua insensiblement son chevalier, — son « tenant, » disait-on autrefois, — et ne recula devant aucune des corvées afférentes à ce rôle. Jamais dans un salon où ils se trouvaient ensemble, jamais il ne la perdait de vue; il s'attachait à deviner, à devancer ses moindres désirs, de manière à bien la convaincre qu'elle l'absorbait tout entier; jamais non plus il ne lui parlait sans baisser la voix, dût-il l'entretenir des plus simples bagatelles. Il mettait un zèle infini à scruter, à contrôler, à louer les moindres détails de son ajustement ou de sa coiffure, à l'instruire, toujours en riant, de ce qui pouvait lui épargner une démarche maladroite, une parole inopportune. Et comme il lui offrait ainsi, sous une forme agréable, les suggestions d'un goût presque infaillible, ses

conseils étaient reçus avec une vive reconnaissance, suivis avec une docilité de bon augure. Mistress Schröder en effet, ne l'avons-nous pas insinué déjà? était imbue de certaines tendances romanesques, tant bien que mal combinées avec ce que nous oserons appeler le « cynisme » du XIXe siècle, ce besoin caractéristique d'affronter les idées reçues, de les battre en brèche comme autant de gothiques préjugés. Une faute héroïque, impliquant de coûteux sacrifices, elle ne l'aurait jamais commise: de même elle était garantie à bien des égards, par toute sorte de défenses mixtes, dues à la nature et à l'éducation, contre une chute vulgaire; mais elle comptait parmi ces êtres parasites qui cherchent invinciblement un appui extérieur, et après l'avoir trouvé quelque temps chez Barberine, dont la vaillance la fascinait, elle n'imagina pas un moment de le demander, quand celle-ci lui fit défaut, à M. Schröder, un homme d'argent presque aussi vieux que son père. Ce n'était pas ce digne banquier, laborieusement claquemuré huit heures par jour dans les bureaux de la Cité, qu'elle eût consulté sur la couleur d'une robe ou la monture d'un joyau. Ce n'était pas à lui qu'elle eût pu jeter furtivement ce « petit regard à travers la foule (1) » dont les poèmes d'Owen Meredith ont célébré la douceur. Aussi en vint-elle assez promptement, quoique par degrés, à se ménager les occasions de rencontrer Beresford, à se plaire avec lui, à goûter ses complimens et ses délicates attentions. Et M. Schröder baissait d'autant dans la mince petite cervelle de sa chère moitié. Quant à l'objet de cette affection naissante, il en était, faut-il le dire? aussi ennuyé que flatté. Son amour-propre y trouvait quelque douceur, mais il eût voulu, par une étrange inconséquence, un peu moins d'expansion dans la reconnaissance dont il était l'objet. — Les choses marchent trop vite et trop à découvert, se disait-il parfois avec impatience. Cette jeune écervelée ne garde pas assez de mesure. On jasera d'ici à peu, et je ne serai pas en position d'affronter le scandale. Que s'il fallait l'enlever ou s'exposer à quelques poursuites, ce serait une ruine complète, le pire des malheurs, une véritable catastrophe.

Les choses en étaient là quand un beau soir Beresford et Simnel entrèrent bras dessus bras dessous au club des *Flybynights* (coureurs de nuit). Cet établissement unique dans son genre, trépassé maintenant, et qui ne méritait pas une si éphémère existence, n'avait pas, comme tant d'autres, un hôtel entier pour s'y développer à l'aise. Il était installé dans un vaste salon, — une antique et sombre pièce, — dépendant de la taverne d'*Orphée*. Point de luxe, à peine les meubles nécessaires, un service banal et fort irrégulier, mais

(1) « Little look across the crowd. »

par contre, en fait d'habitués, — membres honoraires ou membres souscripteurs, — l'élite des intelligences les mieux douées, ou du moins l'élite des hommes arrivés par leur mérite à de grandes positions indépendantes. Une qualité officielle n'était pas un titre d'exclusion, puisque Beresford était du club; mais un administrateur sérieux devait s'en exclure lui-même, puisque Simnel avait toujours refusé d'en faire partie. En toute candidature, la seule question posée était celle-ci : — qu'a-t-il fait? quelle est sa valeur? — Si la réponse était satisfaisante, la profession importait peu. Aussi le mélange était-il des plus bizarres : deux ou trois avocats célèbres surtout au « grand criminel, » cinq ou six peintres d'histoire ou de paysage, autant de célébrités *équines* triées parmi celles qui peuvent parler d'autre chose que *stud-book* ou *betting-book*, quelques boursiers ou *city-men* habitués à déserter quelquefois l'autel de Mammon pour celui du dieu Bacchus, des membres du parlement d'opinions très diverses, mais auxquels il était scrupuleusement interdit de parler politique, des publicistes à plus petite dose, enfin un certain nombre de gens du monde sans profession définie, mais réputés pour l'indépendance de leur esprit et de leur attitude, — telle fut, en ses plus beaux temps, la composition de ce cercle où régnaient le plus complet sans-gêne, le franc-parler sous toutes ses formes, et dont les membres étaient tenus de laisser à la porte, avec leurs manteaux, toute prétention personnelle, toute susceptibilité gourmée.

Simnel, qui s'y montrait rarement, et toujours sous le patronage de Beresford, y était accueilli à bras ouverts. Ce soir-là surtout, il obtint un véritable triomphe en se raillant impitoyablement d'un langoureux poète qui avait fait le matin même, devant un auditoire composé de nobles et belles dames, une lecture sur les « mouvemens du cœur. » Le malheureux était déjà persiflé à dire d'experts et ne savait plus quelle contenance garder quand Simnel conclut froidement par une écrasante saillie. — Tenez, Plimlimmon, vous êtes distingué, mais froid, monotone et lent... A vous tout seul, vous ne produirez jamais d'effet... Croyez-moi, si vous parlez désormais, cher ami, que ce soit,... que ce soit *avec accompagnement de piano!...*

L'éclat de rire qui suivit ces derniers mots n'avait pas encore cessé, lorsque Beresford se vit aborder par une des célébrités médicales de Londres, le docteur Prater, le plus répandu, mais le moins discret des disciples d'Esculape. Ses commérages et ses dîners, aussi recherchés les uns que les autres, avaient mis à la mode ce spécialiste habile, voué presque uniquement aux maladies du cœur et des poumons. Étonné de ne pas connaître Simnel, — lui qui connaissait à peu près tout le monde, — et attiré vers lui par le

succès de l'épigramme que le secrétaire de la *tin-tax* venait de se permettre, il désirait lui être immédiatement présenté. Une conversation assez intime ne tarda pas à s'engager entre ces trois hommes, le docteur parlant beaucoup, selon sa coutume, et les deux autres l'écoutant avec la déférence due à quiconque peut vous tuer, — ou vous guérir, — d'un jour à l'autre.

Comme la dernière rencontre du médecin et de Beresford avait eu lieu dans les salons de Saxe-Coburg-square, le nom de mistress Schröder fut naturellement prononcé. — Charmante femme! dit Prater, ouvrant une parenthèse légèrement ironique... C'est bien votre avis, cher Beresford?...

— Charmante soirée! repartit l'autre, parant le coup de son mieux.

— Oui, pour un *parvenu*, son mari ne fait pas trop mal les choses... Après cela, quand on est si riche, si riche...

— Dites donc quand on est juif, s'écria Simnel. Juif et Polonais tout à la fois, c'est en vérité, par le temps qui court, un peu trop de bonheur... Avoir tant de millions, une si charmante femme, une si belle existence, et cela probablement pour en jouir bien longtemps!... Ce gaillard-là, tout âgé qu'il est, me paraît fièrement solide.

— Peuh! interrompit le docteur en hochant la tête.

Une réticence est quelquefois éloquente; un simple monosyllabe, dans telle circonstance et pour tel individu, peut valoir de longs discours. Simnel, dont le regard attentif était en ce moment fixé sur le visage de leur interlocuteur, se tourna machinalement du côté de Beresford. Celui-ci, comme frappé d'un choc électrique, sentit entre ses deux épaules une sorte de sueur froide.

L'oracle se taisait maintenant; mais il ne devait pas être bien difficile de lui rendre la parole.

— Douteriez-vous de la solidité *financière* des Schröder? demanda Simnel, feignant tout exprès d'avoir mal compris.

— Oh! de celle-là nullement, répondit Prater, plus sentencieux que jamais.

— Mais le reste me semble tout aussi bien garanti, reprit Simnel. Beresford, que vous en semble?

— Permettez-moi de récuser le témoignage de monsieur, s'empressa d'objecter le docteur, à qui l'on semblait faire tort quand on lui retirait la parole. L'œil du médecin voit des choses qui restent cachées aux simples mortels...

— C'est ce qu'on dit effectivement, recommença Simnel, rapprochant sa chaise de celle où le médecin s'était assis, et j'ai toujours pris intérêt à ces phénomènes de clairvoyance.

— Pour moi, dit Prater, enchanté de son auditoire, je déteste le

charlatanisme, et ce sont principalement les charlatans qui cherchent à se poser par des prédictions de cet ordre... Mais vous n'êtes pas gens à vous y méprendre, et ce n'est pas avec des hommes de votre espèce que je craindrais de voir mes révélations mal interprétées... En réalité, la vie de Schröder ne tient qu'à un fil.

Ses deux auditeurs tressaillirent, et Simnel, entre ses dents serrées, comprima une exclamation presque blasphématoire.

— A un fil! continua le médecin, rapprochant son index de son pouce, comme s'il eût tenu le fil dont il parlait. D'un instant à l'autre, il peut disparaître... Vous savez dans quelles immenses affaires il est engagé; or il suffirait d'une émotion forte, d'un chagrin subit, d'une colère ou d'une peur instantanée, pour qu'il arrivât de lui ce qui arrive de la bougie sur laquelle on souffle...

— Et... le sait-il? demanda timidement Beresford.

— Vous n'y songez pas!... En le lui disant, je l'aurais tué net... Non, non, je le soigne pour un gros rhume, et je me borne à lui prescrire le plus grand calme.

— C'est affreux pourtant lorsqu'on y songe, reprit Simnel d'un air pensif.

Puis, une fois dans la rue et cheminant en compagnie de Beresford : — Savez-vous, lui dit-il, que vous avez du bonheur?

Beresford s'arrêta court, et le regardant entre deux yeux : — Que voulez-vous dire, mon cher Simnel?

— Pour vous l'expliquer, repartit l'autre, nul besoin de faire halte à quatre pas d'un *policeman* étonné... Je veux dire, continua-t-il quand ils se furent remis en marche, que M. Schröder me paraît atteint d'un anévrisme et sous le coup d'une mort subite. Il me semble d'autre part, — si j'en crois vos propos et beaucoup d'autres, — que vous êtes fort bien vu de sa femme.

— Eh bien?

— Vous n'avez pas l'esprit aussi ouvert que d'ordinaire, très honoré maître Charley. La partie est belle, si vous savez la jouer,.. et on peut prendre quelque peine pour devenir millionnaire. J'aurais donné ce matin à cinquante pour cent de perte les mille livres que vous me devez. On m'en offrirait neuf cent quatre-vingt-dix-neuf qu'on ne les obtiendrait pas à l'heure qu'il est... Veuillez seulement vous rappeler qu'une *flirtation* et une *courtship* sont deux choses tout à fait différentes... Méditez là-dessus une fois couché; nous en causerons demain matin.

Beresford fut naturellement exact au rendez-vous; mais il semblait que la nuit, au lieu de lui porter conseil, n'eût fait que lui suggérer des scrupules. Se parant d'une délicatesse qui ne pouvait faire illusion à Simnel, il trouvait honteux, disait-il, d'aspirer à « chausser les souliers d'un mort. »

— C'est pourtant ce qu'il y a de mieux à faire, répliqua son terrible interlocuteur, quand on a des souliers percés.

— A ma place, recommença Beresford, vous ne songeriez pas...

— Est-ce que j'y suis, à votre place? repartit Simnel en haussant les épaules. Est-ce que j'ai à mes trousses tous les usuriers de la ville? Suis-je criblé de dettes, réduit à éviter mes fournisseurs, exposé à une ignominieuse faillite et à la perte de l'emploi qui me fait vivre?.. Allons, allons, pas de comédie!.. Vous savez fort bien que votre action n'est plus libre... Vous savez même que votre parti n'est plus à prendre... Qui pensez-vous tromper avec cet étalage d'incertitudes?

Beresford baissa la tête, et ce fut toute sa réponse. Simnel redevint aussitôt beaucoup plus calme et beaucoup plus cordial.

— Je veux bien, reprit-il, qu'on puisse trouver dans une telle combinaison quelque chose qui répugne; mais vous conviendrez avec moi qu'une foule de gens portant la tête haute et salués de quiconque les rencontre ont acquis leur position par des moyens encore moins avouables. Donc il faut courir cette chance unique et suprême... Comment? Voilà toute la question... Vous étiez jusqu'à présent en commerce de coquetteries réglées, et les affaires s'engageaient vivement... Maintenant, si je puis me permettre de tracer sa marche à un galant aussi expert que vous, un changement complet de tactique devient indispensable. Deux alternatives, pas davantage : ou bien compromettre cette femme...

— Simnel! interrompit Beresford, les dents serrées.

— Permettez... je ne prétends pas toucher au duvet immaculé de votre vertu... J'examine, j'étudie, rien de plus. En la compromettant d'une certaine façon, vous obtenez prise sur elle, vous la mettez dans une sorte de dépendance dont elle ne peut s'affranchir à un moment donné; mais le procédé n'est pas seulement injuste et cruel, — ce sont là des inconvéniens relatifs, — il me semble périlleux, ce qui m'en éloigne. Prématurément découvert, il fait crouler tout l'édifice.

— Ah! soupira Beresford, évidemment soulagé. Passons à l'autre expédient.

— L'autre est une méthode absolument opposée, dont vous ne vous êtes jamais servi, j'en suis certain. Si, comme je le devine, vous en êtes encore aux longs regards, aux tressaillemens, aux grimaces langoureuses, il faut immédiatement vous déclarer,... entendons-nous bien,... vous déclarer sans aucune emphase, et surtout sans aucune de ces manifestations passionnées qui nous éloigneraient de notre but, essentiellement vertueux, c'est connu. Voici à peu près le thème : vous êtes trop profondément épris pour pouvoir vous taire et trop pénétré de respect pour oser rien espérer...

Ah! si vous l'eussiez rencontrée plus tôt!... Maintenant que faire?... L'aimant pour jamais, il faut pour jamais la quitter, il faut chercher sous d'autres cieux...

— Vous oubliez que je ne puis m'absenter...

— Elle ne l'oubliera pas, elle, et ne songera pas un moment à se priver de votre chère présence... En ce qui touche le passé, ou je connais mal ces dames, ou vous la verrez d'accord avec vous sur tous les points. Vous la verrez aussi se défendre avec chaleur d'avoir la moindre pensée coupable à se reprocher; mais il lui en coûterait, elle en conviendra, de vous condamner à un exil éternel. En conséquence elle vous suppliera de rester et d'être... son frère.

— Son frère!...

— Excellente position qu'elle vous offrira là! Quel beau prétexte à une affection de plus en plus tendre! comme vous la verrez déférer à tous vos avis, consulter vos goûts, écarter les importuns qui viendraient troubler vos conférences, et surtout, — c'est là l'essentiel, — faire le vide autour d'elle et se garder avec soin de toute rivalité susceptible de vous porter ombrage! De qui pourrait-elle espérer tant de résignation et une délicatesse poussée aussi loin?... Si bien que dans telle circonstance prévue vous avez une avance énorme et vous gagnez de toute nécessité le prix de la course.

— Tout à fait admirable et d'une profondeur étonnante! s'écria Beresford, surpris qu'un ancien avoué de province esquissât un pareil plan de campagne. Mais, pardon de la curiosité, d'où vient que vous portez un si chaleureux intérêt à mes petites affaires?

— Vous oubliez donc mon auguste qualité de créancier? repartit Simnel.

— Non certes, l'oubli ne m'est malheureusement pas permis en pareille matière; mais il me semble qu'il doit y avoir autre chose là-dessous. Cela n'aurait-il pas quelque rapport avec ces noms de Pigott et Wells que vous m'avez chargé de prononcer devant M. Townshend?

— Pigott et Wells, de Combcardigham?... Peut-être bien, dit le secrétaire en détirant ses bras pour mieux bâiller.

Il est assez naturel de penser que pas un mot de ce remarquable entretien n'arriva aux oreilles du capitaine Lyster; mais le penchant qu'il avait eu pour Alice Townshend, — malgré l'opinion généralement adoptée sur l'amour sans espérance, — subsistait encore au fond de son cœur. Il la suivait de l'œil avec un tendre intérêt, et bien avant que personne y eût pris garde, il s'était rendu compte des manœuvres de Beresford autour de cette jeune femme, si mal défendue par elle-même et si peu surveillée par son laborieux époux. Sans aucun titre pour se jeter entre elle et l'abîme où il la voyait courir, presque sûr de la compromettre autant par sa protection

qu'elle pouvait se compromettre elle-même par ses imprudences, n'osant se fier à l'entière pureté des motifs qui le poussaient et qui devaient paraître suspects à tout le monde, voire à l'objet de ses cordiales sollicitudes, il cherchait depuis quelque temps par quelle influence autre que la sienne, par quels conseils autres que les siens, il pourrait arrêter les progrès incessans de cette lente et savante séduction poursuivie par Beresford à l'instigation de Simnel. Ce fut alors que, venant à rencontrer Barberine, il crut avoir trouvé en elle l'ange sauveur qu'il appelait de tous ses vœux. Ce fut pour l'associer à ses craintes, à ses préoccupations un peu jalouses, et pour solliciter son appui de plus en plus nécessaire à mistress Schröder, qu'il était venu à plusieurs reprises la chercher au fond d'Adullam-street, choisissant de préférence et sans assez de réflexion les heures où il pouvait se flatter de l'entretenir librement. De là ces allures équivoques dont s'était inquiétée mistress Churchill, de là ce premier mouvement d'irritation, auquel Frank avait cédé si mal à propos, et qui lui avait fait commettre une véritable bévue; de là cette première lutte de volontés qui était venue obscurcir un horizon déjà chargé, il faut en convenir, de quelques légers nuages.

IX.

Les Schröder, qui devaient voyager en Suisse, furent retenus chez eux par les impérieuses exigences de la spéculation, et quand le moment arriva où il fallait quitter pour la saison d'été leurs somptueux appartemens de Saxe-Coburg-square, ils s'estimèrent fort heureux de trouver à louer une belle villa, — bâtie à l'italienne, avec parc, haute futaie, serres, pièce d'eau et tout ce qui s'ensuit, — dont un joueur malencontreux, subitement exilé par un coup de bourse, leur céda volontiers le bail.

Ils inaugurèrent leur installation à Uplands, — ainsi se nommait leur nouvelle résidence, — par une *garden-party*, une matinée champêtre, à laquelle furent invités et se rendirent leurs nombreux amis. Barberine, comme de raison, ne manqua point à la fête et reçut de son amie l'accueil le plus empressé. La petite querelle conjugale dont nous avons parlé plus haut n'était plus pour elle qu'un vague souvenir, effacé déjà par mille tendres expiations; mais on eût pu penser que Frank y songeait encore quelquefois en le voyant aborder Lyster avec un embarras visible et n'accepter qu'en hésitant la poignée de main de l'innocent capitaine.

Plusieurs parties de *croquet* furent organisées sur les vastes pelouses. Barberine y prit part comme « chef de camp » avec une joyeuse ardeur. Lyster avait été choisi par la maîtresse de la maison pour commander la troupe ennemie. La lutte fut longue, achar-

née; mais la victoire demeura du côté de mistress Churchill, à qui le vaincu demanda presque aussitôt un moment d'audience particulière. Devinant de quel sujet il avait à l'entretenir et confiante dans la loyauté chevaleresque du champion d'Alice, elle le suivit sans hésiter, et Beresford ne les vit pas d'un œil indifférent s'éloigner des groupes formés autour de la villa. Il croyait avoir déjà remarqué chez ces deux personnages une sorte d'entente hostile à ses projets. Lyster le gênait par une surveillance presque incessante, et Barberine, avec tous les avantages d'une expérience consommée, semblait prendre plaisir à déjouer, à contrecarrer les manœuvres de ce tacticien émérite.

Au pauvre Frank s'était attaché obstinément, pendant et après les jeux, l'honnête Alan Prescott, ce jeune expéditionnaire du *Tintax office* que nous avons vu jouer son rôle épisodique dans une autre partie de ce récit. Prescott était tout émerveillé de frayer avec un de ces hommes de talent, un de ces écrivains connus dont la fécondité lui semblait le merveilleux résultat de quelque sorcellerie. Il est beau, disait-il naïvement à Frank, tout en le suivant de sentier en sentier dans l'épaisseur des bocages, il est beau de tenir en échec avec sa plume les puissans de la terre. La dernière attaque du *Statesman* a démonté les plus gros bonnets de notre administration,... et nous vous avons tous reconnu malgré l'anonyme... Voilà ce qui s'appelle écrire, voilà une faculté dont le secret m'échappe... Pour des romans, passe encore; il me semble que je m'en tirerais comme un autre. En effet, de quoi s'agit-il? De reproduire ce qui se passe à chaque instant sous vos yeux,... tenez, par exemple, l'entretien de cet heureux couple qui s'en va là-bas, le long de la charmille... Voyez le cavalier se pencher à l'oreille de la dame, voyez avec quel zèle il plaide sa cause! Ne lui donne-t-elle pas la main? Que je meure s'il ne la porte à ses lèvres!

— Damnation! s'écria tout à coup Churchill.

— Miséricorde! quelle mouche vous pique?

— Rien, rien absolument... Une entorse que j'allais me donner, répliqua Frank, affectant de sourire.

Barberine chercha vainement son mari pendant le reste de l'après-midi; elle voulait lui faire partager l'espèce d'enthousiasme qu'elle éprouvait en se retrouvant ainsi parmi « les siens, » en plein luxe, encensée, adulée comme autrefois. Quand ils remontèrent en voiture, elle était radieuse, et, dans son enivrement triomphal, ne remarqua point le malaise et la souffrance que révélait la physionomie de son époux. Il la contemplait tristement, et, la voyant ainsi dans tout l'éclat de sa beauté souriante, il était presque tenté de lui épargner les reproches amers qu'elle lui paraissait avoir en-

courus. Pourtant, lorsqu'elle lui demanda où « il s'était caché » toute la journée : — Je me promenais dans le parc, lui répondit-il avec quelque âpreté. J'étais fort près de vous, au fond des bosquets, lorsque le capitaine Lyster vous baisait la main...

— Comment dites-vous? s'écria Barberine, réveillée en sursaut. Je ne dois pas m'abaisser à me justifier d'une calomnie pareille; mais, pour vous ôter cet absurde soupçon, il m'est, je crois, permis de vous affirmer que vos yeux vous ont abusé.

— Soutiendrez-vous par hasard, reprit Frank avec plus d'amertume encore dans la voix, soutiendrez-vous qu'il ne s'est pas promené seul avec vous, et que vous n'avez pas eu ensemble une longue conférence?

— Je ne nie rien de tout cela, répliqua Barberine. Il avait à me parler, à me parler d'un objet essentiel; je n'ai pu faire moins que de l'entendre.

— Et de quoi s'agissait-il?

— D'un secret que je ne puis trahir, attendu qu'il touche à l'honneur d'une tierce personne et qu'il doit rester ignoré, même de vous.

— En ce cas, dit Frank, emporté par un soudain élan de colère, je prétends, moi, que ceci ne doit pas continuer. Écoutez-moi, Barberine. Ma femme n'est pas faite pour recevoir de qui que ce soit des confidences auxquelles on ne juge pas à propos de m'initier... Je n'admets pas que le premier venu, capitaine ou autre, promène ma femme à l'écart, en lui parlant tout bas, le long des allées couvertes. Il se peut que les choses se passent ainsi dans le monde où vous viviez; mais, pardieu, j'entends que ces allures ne soient plus à votre usage!

Que n'aurait-il pas donné pour reprendre cette apostrophe irritée, lorsque Barberine, l'instant d'après, lui répondit d'un ton glacial : — Dans le monde où *vous* vivez, il est possible qu'on ait coutume de jurer en parlant à sa femme et de mettre un cocher en tiers dans les reproches qu'on lui adresse à tue-tête; mais j'entends qu'on m'épargne de telles indignités, et je vous préviens que je ne les tolérerai point.

Ceci dit, elle n'ouvrit plus la bouche, refusa la main que Frank lui offrait pour l'aider à descendre de voiture, et, toujours silencieuse, se retira dans sa chambre.

Nous n'envierons pas à maître Frank les réflexions dans lesquelles il s'abîma pendant la demi-heure qui suivit son retour d'Uplands. Était-ce bien ainsi qu'il avait rêvé l'existence à deux, l'intime union des cœurs, le mutuel dévouement? Allait-il avoir à vivre sous le même toit qu'une femme intraitable et révoltée par

les reproches les plus mérités, les plus légitimes, sans confiance en elle, sans autorité sur elle, placé dans ce terrible dilemme d'une servitude ignominieuse ou d'une haïssable et méprisable tyrannie? Le repos, le calme d'esprit si nécessaires à ses ardus travaux de chaque jour, seraient-ils compromis à tout instant par d'avilissantes querelles, des soupçons plus avilissans encore?

Puis, au plus fort de son indignation, un retour généreux lui montra Barberine ayant renoncé pour lui à toutes ses relations de famille, isolée désormais et n'ayant d'autre protection que la sienne, d'autre bien-être que celui dont il pourrait l'entourer... N'avait-il pas déployé contre cet être qui s'était mis à sa merci une rigueur, un emportement hors de saison? Le baiser sur la main qui l'avait si fort suffoqué, pourrait-il en bonne conscience répéter qu'il le lui avait vu recevoir? Elle le niait formellement, et jamais il n'avait entendu mentir Barberine: en aucun cas, son orgueil ne se ravalerait jusqu'au mensonge; mais, si elle disait vrai, n'était-il pas, lui, coupable d'une imputation calomnieuse?...

On devine la conclusion. Frank monta quatre à quatre chez sa femme, laissant là son *meerschaum*, qu'il venait d'entamer à peine. Il trouva Barberine déroulant et rangeant, en face de la psyché, sa luxuriante chevelure, — un peu pâle d'ailleurs, les yeux un peu bouffis, un peu rouges, et les lèvres strictement closes. Elle sembla ignorer que la porte se fût ouverte et continua du plus grand calme sa besogne compliquée. Frank s'avança doucement, puis, debout derrière la chaise où elle était assise, posa la main sur sa blanche épaule. — *Darling!* murmura-t-il avec l'accent de la prière.

Point de réponse. Il vit seulement trembler quelque peu les industrieuses mains qui séparaient et rassemblaient tour à tour ces boucles emmêlées.

— Daignerez-vous prendre garde que je suis là?

— C'est à moi que vous parlez? demanda Barberine très froidement, et en tournant la tête pour lui jeter un vague regard sans flamme et sans expression.

Puis, comme il semblait étonné de la question : — Je suis habituée, reprit-elle, à vous voir toujours conséquent, toujours *logique* (ce dernier mot accentué avec une nuance d'ironie), et puisque vous me parliez en jurant il y a moins d'une heure, veuillez m'excuser de n'avoir rien compris tout d'abord au changement survenu dans votre langage.

— Barberine, vous êtes bien dure et bien implacable pour un mouvement irréfléchi. Ne pourriez-vous excuser ces inégalités d'humeur en les attribuant à leur unique et véritable cause? Si je suis exigeant, ignorez-vous pourquoi?... Et cette ridicule jalousie...

La voix ici lui manquait. Sa femme comprit l'immense effort qu'il venait de faire pour se rétracter, et, lui épargnant l'embarras de finir sa phrase, elle reprit avec plus de douceur :

— Bien certainement vous n'aviez pas cru le premier mot d'une imputation si bizarre et si invraisemblable... Comment imaginer que j'eusse permis?...

A son tour, elle trouva impossible d'aller plus loin. Un sanglot lui coupa la parole, et d'abondantes larmes lui vinrent aux yeux... Ce ne fut pas son mouchoir qui les étancha.

De telles réconciliations ne sont pas rares. On pourrait les appeler « le pain quotidien » des jeunes ménages; mais si tendres qu'elles puissent paraître, est-il bien certain que le prestige d'un mari leur survive toujours? En ce qui touche Barberine et celles qui lui ressemblent, la question est douteuse. Le grand sacrifice qu'elle avait fait à Frank en toute connaissance de cause ne lui avait ni coûté beaucoup de délibérations, ni même laissé de véritables regrets après qu'elle l'eut consommé; mais pour qu'il restât justifié à ses propres yeux, encore fallait-il que l'idole à laquelle il lui avait plu de s'immoler conservât la prééminence infaillible, l'incontestable supériorité qu'elle lui prêtait au début. Sans cela, toutes les menues misères dont elle ne voulait tenir aucun compte, — la vulgarité de son entourage, la gêne d'une habitation exiguë, la monotonie de son existence habituelle, — redevenaient pour elle d'insupportables fléaux. Elles lui paraissaient plus odieuses encore après des journées comme celle d'Uplands, — où elle retrouvait, avec toutes les jouissances, tous les épanouissemens de la vanité satisfaite, les douceurs, les splendeurs de la richesse, une carrière illimitée pour l'essor de ses caprices, un cadre étincelant pour sa beauté, mise alors dans tout son relief, une sorte de retour à la « terre natale » pour son intelligence et ses instincts dépaysés. Tout cela, on l'aurait volontiers sacrifié au « prince Charmant » des contes de fées; mais, le prince venant à se montrer jaloux, taquin, emporté, voire un peu brutal, il était dur de rentrer avec lui dans cette affreuse rue, juive de nom, juive aussi d'aspect, pour y retrouver mistress Churchill avec son éternelle robe de taffetas noir, les soirées assommantes de mistress Plutarque, et ces longues causeries parfumées de tabac, où l'on discutait les vers de Brown, la prose de Smith, les *premiers-Londres* de telle feuille, les épigrammes de telle autre, comme si les intérêts de l'univers étaient tous compris dans les étroites limites d'une coterie politique et littéraire. N'eût-il pas été plus doux de s'envoler, ainsi que toutes ces jeunes femmes dont elle s'était un moment rapprochée, soit vers les eaux d'Allemagne, soit au bord des lacs italiens?

A coup sûr, de telles pensées n'avaient rien de sain, rien de raisonnable. Pas un « Mésopotamien » n'eût manqué de remontrer à Barberine qu'elle était complétement à côté du vrai. Elle-même, comprenant la nécessité de se plier aux conséquences d'une détermination qu'elle avait librement adoptée, luttait de son mieux contre l'abattement dont elle se sentait prise; elle éloignait de sa pensée les contrastes décourageans, les comparaisons terribles qui l'assiégeaient; elle cherchait, tout en s'humiliant, à replacer Frank sur le piédestal qu'elle lui avait dressé de ses mains. Et peut-être bien, dans ce combat du passé contre le présent, celui-ci fût-il demeuré vainqueur; mais Barberine devint jalouse.

Son mari, depuis quelque temps, semblait en proie à d'étranges préoccupations; il sortait beaucoup plus fréquemment que dans les premiers temps de leur mariage. Elle avait cru remarquer, dans ses entretiens avec ses collaborateurs, qu'il recherchait certains travaux de nature à l'éloigner de chez lui, et à deux ou trois reprises il accepta telle mission en province qui n'était ni dans ses goûts ni dans l'ordre habituel de sa participation à l'œuvre commune. Quel sens attacher à tous ces symptômes? En y réfléchissant, Barberine aurait sans peine éloigné les interprétations qui devaient le plus la froisser, et c'est ce qu'elle n'eût pas manqué de faire, si elle eût été de sang-froid; mais le besoin de trouver un tort de plus à son mari se cachait au fond des rancunes qu'elle lui gardait *in petto*, et d'ailleurs un intérêt nouveau, dans sa vie si dénuée de tout excitant, ne pouvait manquer de séduire cet esprit mobile. C'était une souffrance, il est vrai; mais quand on souffre, on existe, et Frank s'aperçut bientôt que sa femme « existait » aux piqûres sans nombre, aux allusions obscures, aux vivacités capricieuses qui tout à coup remplacèrent les « abattemens » dont elle était redevenue coutumière. Ses amis le virent alors, en proie au souci, perdre petit à petit tout son entrain, toute sa verve; autour de ses yeux s'inscrivirent deux ou trois rides précoces; on put compter quelques fils d'argent parmi les touffes brunes qui ombrageaient son front. Barberine redevint pour les commérages de Great-Adullam-street un aliment substantiel et de haut goût. On s'entretint, on se préoccupa de la « zizanie » qui s'était peu à peu glissée dans le jeune ménage. Si bonne et si simple qu'elle fût, jamais la mère de Frank n'avait été l'objet de pareils empressemens; jamais elle n'avait vu ses trois petites chambrettes envahies par tant d'amies intimes stimulées par une insatiable curiosité, jamais elle n'avait reçu tant d'invitations aux *thés* du quartier. On recueillit précieusement tous les renseignemens échappés de ses lèvres, on en chercha, on en rassembla d'autres, et il fut avéré que Barberine était « paresseuse, prodigue, romanesque, pétrie d'orgueil, tracassière, querelleuse, unique-

ment préoccupée de ses atours, dédaigneuse du prochain et de ses œuvres, — qu'en somme il valait mieux être moins jolie, faire moins de bruit à son piano, donner moins de temps aux frivolités littéraires, et mieux tenir sa maison, mieux vivre avec son seigneur.

M. Harding ne fut pas le dernier à constater ce mouvement d'opinion. Il aimait avec une tendresse presque paternelle ce jeune collaborateur auquel il avait toujours prédit, — si Frank épousait une femme digne de lui, — l'emploi meilleur, le complet développement de facultés hors ligne, jusqu'alors mal administrées et méconnues. On croira sans peine qu'il prit à cœur, et très vivement, la fâcheuse issue de ce mariage d'amour, auquel il avait applaudi l'un des premiers. Il se promit de saisir la plus prochaine occasion d'en parler à Frank. Aux premiers mots, le mari de Barberine répondit par un haut-le-corps si violent que l'honnête Harding crut avoir tout compromis. Quelques réflexions cependant amenèrent le jeune rédacteur du *Statesman* à mieux se rendre compte du mobile qui faisait agir et parler son vieil ami. — Je ne vois pas, lui disait ce sage conseiller, je ne vois pas qu'il y ait rien d'irremédiable dans votre situation. C'est celle de deux jeunes gens qui se sont unis un peu à l'étourdie après deux mois seulement de relations habituelles, et dont les caractères n'ont pas encore appris à se modeler l'un sur l'autre. Pour user les angles qui se rencontrent, assouplir les ressorts encore un peu durs, il faut du temps, il faut de la patience... J'ajouterai qu'il faut chez le mari, appelé à prendre l'ascendant, un peu plus d'énergie qu'on ne vous en attribue; il faut une main vigoureuse qui serre à propos le frein...

— Belle recette avec un cheval rétif!... On le fait se cabrer, et voilà tout... Vous sauriez cela, mon brave Harding, si vous alliez plus souvent au manége.

— N'ayez pas peur, essayez toujours, reprit l'autre avec toute l'autorité de ses vingt années d'hymen. Ce qui est difficile aujourd'hui demain serait impossible. Devant un devoir, il n'y a pas à reculer, croyez-moi...

Convaincu à demi, Frank s'en revint en méditant les paroles du rédacteur en chef, et avant d'avoir pris un parti décisif il s'assit devant son bureau, où quelque manuscrit attendait qu'il y mît la dernière main. A peine au travail, il vit entrer Barberine.

Elle avait son chapeau sur la tête; le long de ses yeux gonflés et de ses joues frémissantes, on entrevoyait la trace de larmes récentes. Refermant la porte derrière elle et marchant droit au bureau : — J'ai une question à vous faire, dit-elle d'une voix mal assurée et tremblante.

Déjà dominé par l'espèce d'angoisse que révélait la physionomie de sa femme : — Barberine! répondit Frank, qui étendait en même

temps la main pour attirer à lui la belle éplorée. Elle recula vivement avec une impérieuse exclamation. — Ne me touchez pas, dit-elle, avant de m'avoir répondu!... Voici une lettre que vous avez oubliée ce matin sur la table de toilette. Vous me direz qui l'a écrite et ce qu'elle contient.

Elle avait lancé la lettre sur le bureau, et de la main s'appuyait au mur. — Cette lettre, répondit Frank avec une lenteur calculée, cette lettre est à moi... Je ne vous reconnais en aucune façon le droit de m'interroger au sujet de ce qu'elle renferme, et je refuse absolument toute satisfaction à une curiosité que je blâme.

— Vous employez là un mot pour un autre. Je n'obéis pas à une vaine curiosité. C'est la seconde fois, à ma connaissance, que vous recevez des communications aux dehors suspects, comme celle-ci. Je reconnais parfaitement l'écriture, une écriture de femme, osez-le nier!... A Bissett-Grange, il ne m'appartenait pas de vous questionner; mais ici j'ai le droit d'en finir avec un pareil mystère... Vous me connaissez, Frank, ou vous devez me connaître assez pour ne pas persister dans le refus que je lis déjà sur vos lèvres... Je n'insiste pas sur le parti que j'aurai à prendre, si je n'obtiens satisfaction.

Frank, bien résolu cette fois à « serrer le frein, » se mit en devoir de reprendre son travail interrompu. — Je n'ai pas, ajouta-t-il, à modifier ma réponse.

— Vous persistez donc à me refuser toute explication?

— Je ne vous en dois aucune.

Barberine, sur ces dernières paroles, recula d'un pas et quitta le cabinet. Frank, l'instant d'après, entendit fermer la porte extérieure, et, courant à la fenêtre, il vit sa femme faire signe à un *cab* où, sans retourner la tête, elle monta précipitamment.

— Bon! se dit-il, première leçon donnée. D'ici à l'heure du dîner, elle aura eu le temps de se calmer... Nous la verrons revenir plus raisonnable.

Ensuite il acheva son travail, qu'il porta lui-même dans les bureaux du *Statesman*. Au retour, il trouva sous le vestibule un commissionnaire en conférence avec la femme de chambre. Cette dernière, quand il lui demanda si sa maîtresse était rentrée, lui tendit pour toute réponse un billet qu'il ouvrit sur place. Ce billet ne contenait que quelques lignes ainsi conçues :

« Vous l'avez voulu, nous sommes séparés pour jamais. Mistress Schröder, auprès de qui je suis, enverra sa femme de charge prendre une caisse que j'ai laissée toute prête et fermée. Je vous souhaite avec vos anciens amis, vos correspondans d'autrefois, plus de bonheur que n'a su vous en donner Barberine. »

E.-D. FORGUES.

(*La troisième partie au prochain n°.*)

LA

CONTRE-GUÉRILLA FRANÇAISE

AU MEXIQUE

SOUVENIRS DES TERRES CHAUDES

III.

LA GUERRE DE PARTISANS DANS L'ÉTAT DE TAMAULIPAS.
EXPÉDITION DU NORD. — MEJIA ET L'ARMÉE MEXICAINE. — CARBAJAL ET LES AMÉRICAINS.

I.

L'expédition vers les frontières du nord du Mexique, qui allait mettre en mouvement la moitié de l'armée franco-mexicaine et la contre-guérilla (1), était la conséquence naturelle de la grande campagne entreprise dans l'intérieur par le général en chef Bazaine et terminée si heureusement pendant l'hiver de 1864. Cette expédition était d'une haute importance au point de vue de la politique française. Juarès, refoulé avec son gouvernement et ses adhérens jusqu'à la frontière américaine du Rio-Bravo par les colonnes franco-mexicaines qui s'étaient entre-croisées sans relâche sur les hauts plateaux, s'était réfugié dans l'état de Nuevo-Leon, à deux cent cinquante lieues au nord de Mexico. A une telle distance de notre centre d'occupation, il se croyait à l'abri de toute atteinte. La lenteur de nos premières opérations devant Puebla en 1862-1863 avait même donné naissance chez les juaristes

(1) Voyez la *Revue* du 1er février.

à un jeu de mots tant soit peu humiliant pour les Français, qui se piquent de tout enlever à la baïonnette. « *El inimigo*, disaient-ils, *es como la gelatina : se mueve, pero non avanza* (l'ennemi est comme la gélatine : il se remue, mais n'avance pas. » Depuis cette époque, il est vrai, les libéraux ont été cruellement désabusés. Donc en août 1864, pendant que l'empereur Maximilien montait sur le trône à Mexico, à deux cent cinquante lieues de son palais de Chapultepec, dans l'état de Nuevo-Leon, entouré de fonctionnaires, de généraux et de soldats, abattu par les désastres, mais non désespéré, le président de la république mexicaine restait debout, résolu à ne pas déserter son mandat légal. Un pareil état de choses ne pouvait durer.

Une des deux divisions françaises commandée par le général de Castagny, qui depuis six mois avait pris position dans la gracieuse ville d'Aguas-Calientes, capitale de l'état du même nom, placé presque au centre des hauts plateaux, se mit en mouvement pour descendre au nord sur Monterey, la ville principale du Nuevo-Leon. Entre Aguas-Calientes et Tampico, la division mexicaine sous les ordres de Mejia, dont le quartier-général était à San-Luis, reçut mission de se rabattre des hauteurs vers la mer, d'enlever Vittoria au chef juariste Cortina et de courir sur Matamoros, le port frontière qui sépare le littoral mexicain du littoral des États-Unis, et qui était alors occupé par les libéraux. Sur la droite, la contre-guérilla, remontant de Tampico jusqu'à Vittoria, où elle se rencontrerait avec le général Mejia, devait balayer toutes les terres chaudes du Tamaulipas depuis Tampico jusqu'à Matamoros, en passant par Vittoria. Rejeter au-delà des frontières Juarès et les siens, ou les forcer à gagner le Nouveau-Mexique, dont la route restait encore libre, et conquérir à la couronne l'état de Nuevo-Leon et le port de Matamoros, tel était le double résultat que l'on attendait de ce mouvement combiné sur une largeur de cent cinquante lieues (1). Une bonne part était promise à la contre-guérilla dans cette expédition : il lui était réservé cette fois encore de pénétrer dans un pays rebelle où ne s'étaient jamais montrées les armes de la France.

Depuis un mois, les chaleurs avaient redoublé : les lacs des terres chaudes qui s'étendent sur les rives du Tamesis étaient desséchés; on pouvait les traverser à pied sec presque en ligne directe, ce qui permettait de réduire le trajet de Tancasnequi, pénible à parcourir sous une température aussi élevée et au milieu de ter-

(1) L'état de Nuevo-Leon est très riche en mines d'or, d'argent et de plomb. Au moment de l'expédition, le gouverneur Vidaurri venait de faire des ouvertures au maréchal Bazaine. La conquête du port de Matamoros était d'une grande importance, car non-seulement les revenus des douanes y étaient considérables, mais il assurait aux libéraux des facilités de communication avec l'Amérique qu'il s'agissait de leur enlever.

rains sablonneux. L'infanterie et l'artillerie remontèrent le fleuve en barques. La cavalerie, après avoir franchi à la nage les *Esteros*, petits bras qui enveloppent le côté nord de Tampico, marcha droit devant elle à travers broussailles, marais et prairies. Les fantassins du colonel Prieto, chef de la contre-guérilla mexicaine, suivaient à courte distance, courant sans être essoufflés du même pas que nos chevaux.

La colonne s'en allait joyeuse, la campagne s'annonçait comme pleine d'intérêt. Les officiers de cavalerie, appartenant tous aux chasseurs d'Afrique, se connaissaient de longue date, et les souvenirs de Crimée et d'Algérie, parfois évoqués, ne manquaient pas de charmes sur cette terre du Mexique. A six lieues de Tampico, nous fîmes halte le soir au centre d'une vaste plaine où s'abrite, sous les poiriers sauvages aux longues et odorantes grappes de fleurs rouges, l'*hacienda* de Caracol. C'est un des domaines de ce riche Mexicain, San-Pedro, que nous avons montré dans un autre récit obtenant par son influence la soumission aux Français de la ville de Panuco. La maison de maître est blanche et proprette, ce qui est rare dans les *haciendas* de la province. San-Pedro pratique largement les lois de l'hospitalité dans sa résidence de Caracol. Une table abondamment servie de mets indigènes aux sauces brûlantes et pimentées attendait les officiers de la contre-guérilla. Les moustiques, devenus féroces à la tombée de la nuit, rendaient le sommeil impossible. On se laissa bientôt aller à la vivacité de la causerie, et vers une heure, aux premières lueurs de la lune, on se mit en selle. L'étape à parcourir comptait quatorze lieues de pays. On avait sans cesse à traverser des étangs d'où l'eau s'était évaporée. Des crevasses d'un terrain encore vaseux, souvent brûlant, s'exhalaient sous les pieds des chevaux des miasmes qu'un séjour de quelques heures eût rendus mortels. Rarement on y trouvait une goutte d'eau pour étancher sa soif.

En moins de trois jours, malgré les difficultés accumulées sur notre route, nous n'en avions pas moins franchi trente lieues; nous étions à Tancasnequi. Les magasins de cette place avaient été protégés jusqu'à cette époque par un détachement du corps de Mejia, qui avait dû rejoindre la division mexicaine opérant son mouvement offensif sur Vittoria. La contre-guérilla confia la garde des docks de Tancasnequi à un de ses officiers et à soixante-dix de ses fantassins. A chaque angle des bâtimens s'éleva un petit fortin d'où une poignée d'hommes repousserait sans peine désormais les coups de main tentés contre l'entrepôt.

Cinquante-huit lieues séparent Tancasnequi de Vittoria. On ne peut se faire une idée de ce que cette distance à franchir nous coûta d'efforts. Notre colonne, nécessairement légère, puisqu'elle

était appelée à des marches rapides, impossibles de jour à cause de la température humide et constante de trente-cinq degrés qui régnait dans ces parages, n'emportait avec elle aucun bagage. Les *arrieros* seuls conduisaient des mulets chargés de maïs destiné à la nourriture du soldat et des animaux pendant dix jours. La contre-guérilla, composée de tempéramens robustes et éprouvés, ne vit mourir en quatorze jours de marche que quatre hommes, qu'on enterra au bord du bois en murmurant une prière; mais pas une étape ne s'achevait sans qu'au soleil naissant quinze ou vingt cavaliers et fantassins ne tombassent subitement asphyxiés ou frappés d'accès pernicieux, suivis d'un délire immédiat auquel ils eussent succombé sans de prompts secours. Quarante et quelques kilomètres parcourus chaque nuit dans des défilés de bêtes sauvages, à travers bois et marécages, sans trouver une goutte d'eau sur notre parcours, du maïs écrasé par nos mains et cuit sur la gamelle, de la viande encore chaude provenant du maigre bétail trouvé et abattu au *rancho* qui servait de bivouac, voilà un léger aperçu de la vie que nous menions dans ce pays nouveau. Nulle part la moindre trace d'industrie ou d'agriculture. Fréquemment on foule aux pieds des tas de pierres écroulés, souvent surmontés d'une croix grossière plantée à la hâte et indiquant le théâtre de quelque meurtre. Les routes n'existent que sur la carte officielle, où elles sont pompeusement tracées, et l'unique mesure kilométrique connue des naturels est marquée par un crâne de cheval blanchi aux intempéries de l'air et accroché par la mâchoire à une branche d'arbre. Cette mesure primitive est presque l'équivalent de notre lieue de terre.

De Tancasnequi à Vittoria, les *haciendas* sont en complète décadence. Faute d'irrigations, les cultures de maïs étaient restées stériles, et la *fanega* (90 kilogrammes environ) se payait jusqu'à dix et douze piastres, le double du prix ordinaire. La diminution des bras est aussi la cause de l'élévation des tarifs; le Tamaulipas, qui comptait jadis de quinze à dix-huit habitans par chaque lieue carrée, en compte à peine aujourd'hui six ou sept. L'*hacienda* de la Concepcion, située à sept lieues de Tancasnequi, est encore une des plus fertiles, mais la population y est chétive et minée par les fièvres paludéennes. L'horizon est toujours aussi morne; çà et là, on aperçoit quelques pousses de chênes verts et de genévriers. Le territoire fut parcouru au bruit de nombreuses acclamations parties de nos rangs, où les amateurs de chasse étaient nombreux. Des troupeaux de grands lièvres, par groupes de trois ou quatre, se levaient sous les pieds des chevaux; ils avaient le poil plus clair que celui des lièvres d'Europe. Le Mexicain méprisant la viande de cet herbivore, qu'il accuse de trop hanter les cimetières, la race s'est propagée en toute sécurité. Depuis le départ de Tampico, l'atmosphère

était en feu. Enfin, dans la nuit, des pluies désirées depuis deux ans changèrent en torrens les plus petits ravins; pendant soixante kilomètres, on fut transpercé. Par bonheur, on put coucher le soir à l'abri sous les cases des Indiens du Pretil, véritable nid d'aigles perché au sommet de rochers escarpés, espèce de forteresse construite pour soutenir le siége des guérillas. Le neuvième jour de marche, on fit halte à la Panocha, renommée par ses chevaux au sabot si résistant qu'ils n'ont jamais besoin de ferrure. La Panocha était le domaine de deux colonels libéraux du nom de Jauregui et d'Ostos, qui trouvèrent bénéfice à céder leurs produits chevalins à la contre-guérilla de passage. Le marché d'achat fut précédé de l'offre de leur soumission à l'intervention; mais après le paiement ils eurent bientôt violé leur parole.

Le 24 août, au soleil levant, à la descente d'une colline assez raide, nous découvrîmes enfin Vittoria. Cette capitale est une ville ouverte, comme toutes les cités mexicaines. De loin, avec ses *miradores* aux vives couleurs, la ville paraît charmante. Couchée au pied d'une montagne élevée, dernier chaînon des hauts plateaux, elle est semée de jardins et de champs de cannes à sucre arrosés par un gros ruisseau. Sur la droite, un cimetière, vaste *campo santo* de construction espagnole, entouré d'une forte muraille percée de meurtrières et criblée de balles, paraît le seul point défensif et dominant.

A un kilomètre de Vittoria, le général Mejia, accompagné du général de brigade Olveira, suivi de dragons rouges au casque de forme bizarre, se portait avec beaucoup de cordialité à la rencontre du colonel Du Pin, qui avait mission d'appuyer les forces mexicaines de l'armée régulière. Arrivée sur la grande place, la contre-guérilla se forma en bataille et resta sous les armes, en attendant qu'un de ses officiers assisté de l'alcade eût pu désigner à chaque fraction les rares logemens restés disponibles après l'installation du corps d'armée mexicain, qui comptait 4,700 hommes, 800 chevaux et dix-huit pièces d'artillerie, dont six rayées. Rien dans Vittoria ne rappelait l'animation d'une cité, c'était plutôt une place de guerre. Escadrons bivouaqués dans les rues, clairons et fanfares aux notes criardes, dont les Mexicains abusent surtout la nuit, canons devant le quartier-général, postes et sentinelles presque à chaque demeure, *avanzadas* hors de la ville, tout cet appareil donnait un aspect des plus sinistres à la capitale du Tamaulipas. On jugera des dispositions qui nous y accueillirent par un épisode où je fus engagé personnellement. L'officier commandant un des deux escadrons de la contre-guérilla, désigné pour préparer le logement de la troupe, avait reçu avis de se présenter dans la maison du négociant don Ignacio Iguera, située au coin de la place principale.

Conduit par le propriétaire, il traversait une des chambres donnant sur la rue, lorsqu'un Mexicain vêtu d'habits bourgeois se précipita sur ses pas un *revolver* Colt à la main, puis, lui barrant le passage, lui tira en pleine figure deux coups de pistolet, qui firent successivement long feu. L'officier de contre-guérillas, qui recueille ici ses souvenirs personnels était sans armes. A cette brusque attaque, jaloux de l'honneur de son uniforme, il s'avança sur son agresseur en lui disant : « Assassinez-moi, si vous l'osez. » A ces mots, un second Mexicain, en tenue militaire, tira son sabre et porta un coup de pointe, heureusement paré par un jeune maréchal-des-logis, nommé Bruneau, qui accompagnait son capitaine d'escadron, et qui s'était bravement jeté en avant pour le couvrir. Sur l'appel des deux agresseurs, comme par enchantement, 12 soldats, baïonnette au canon, firent irruption dans la chambre où ils retinrent prisonnier l'officier français. En un clin d'œil, un bataillon entier, le fusil amorcé, se forma en bataille dans la rue, devant la demeure du négociant Iguera. Le jeune sous-officier put s'échapper pour porter avis au colonel Du Pin. Le premier agresseur, c'était le colonel don Mariano Larumbide, chef d'état-major du général Mejia; le Mexicain qui avait tiré le sabre était le commandant de l'artillerie de sa division.

A peine les cavaliers de la contre-guérilla eurent-ils appris cette tentative de meurtre qu'ils accoururent le sabre à la main pour dégager leur chef. Heureusement l'arrivée du colonel Du Pin calma une effervescence déjà menaçante; le général Mejia, suivi lui-même de son état-major, l'accompagnait. Il fut hautement constaté, d'après les propres déclarations de don Iguera, qui, malgré sa nationalité, eut le courage de rendre hommage à la vérité, que le colonel Larumbide, sans provocation aucune, avait attaqué l'officier français. Le général Mejia prononça un mois d'arrêts forcés, qui furent levés sur la prière du colonel Du Pin, car une punition disciplinaire était illusoire pour un attentat de cette nature; d'ailleurs la satisfaction donnée en présence de tous avait été assez humiliante pour les coupables en raison de leur grade. L'émotion causée par cet incident avait été vive, même dans l'armée mexicaine, où une grande partie des chefs avait énergiquement réprouvé un pareil acte. Dans la crainte d'un conflit, toutes les troupes furent consignées à leurs quartiers respectifs. Des précautions plus grandes encore furent prises, car certains renseignemens trop justifiés plus tard par les événemens prouvaient que la scène accomplie le matin était préméditée, et qu'on cherchait déjà au sein du corps d'armée impérialiste le prétexte d'un *pronunciamiento* militaire fomenté par les excitations juaristes, et qui eût pu réussir, si le sang avait coulé. Dans ce cas, la contre-guérilla eût péri sous le nombre et

eût été seule accusée d'avoir fait naître par son agression un mouvement insurrectionnel. Le maréchal Bazaine, informé des faits, répondit que bonne justice serait demandée à l'empereur Maximilien (1).

Vittoria n'est en somme qu'une triste bourgade aux maisons délabrées. Une église inachevée est le seul monument qui l'enrichisse. Désolée tour à tour depuis trente ans par les factions cléricale et libérale, elle est presque déserte et n'offre aucune ressource. Quoiqu'elle date de la domination espagnole, les archéologues n'y trouvent nulle curiosité. Rien d'attachant dans cette capitale d'état, qui tiendrait tout entière sur notre place de la Concorde. Aussi, lors de leur dernière invasion, les Américains du Nord, le lendemain même de leur entrée à Vittoria, en sortirent sans ombre de regret. Une étroite et longue *alameda*, ombragée de gigantesques platanes, jadis rendez-vous galant des élégantes *señoras*, aujourd'hui pleine de silence et de fraîcheur entretenue par l'eau courante, est le seul souvenir qu'elle ait gardé de son ancienne splendeur. L'espoir d'y trouver un bon ravitaillement fut aussi promptement déçu. Les magasins étaient à sec. Les roues des moulins avaient été brisées par l'ennemi battant en retraite : on eût payé à prix d'or un sac de farine sans pouvoir le trouver. Les *tiendas* étaient même vides de tabac et de cette eau-de-vie du pays qu'on trouve d'ordinaire dans les plus modestes localités. Il fallait bien se résigner à ne pas modifier le triste ordinaire dont on s'était contenté en pleine lande, — l'eau du torrent et la ration de maïs. La population, tout à fait républicaine, s'était enfuie à l'approche de la division Mejia dans les plus humbles *ranchos* voisins pour ne pas assister à une occupation passagère. Les femmes de la classe élevée étaient surtout hostiles au nouveau régime, et se déclaraient ardemment pour tous les chefs qui tenaient la campagne au nom de la république. Il faut le reconnaître, la race féminine montrait ici une indépendance d'opinion, une franchise d'allures qu'on rencontre rarement chez les Mexicains.

Au bruit de la marche de front exécutée depuis Aguas-Calientes jusqu'au littoral par l'armée franco-mexicaine, toutes les forces libérales, craignant d'être coupées de leur retraite, tendaient à se concentrer à Monterey autour du président déchu, en attendant le choc du général français de Castagny. Seul, dans le Tamaulipas, sans parler de petites guérillas, Cortina restait devant la contre-guérilla

(1) Cinq mois après, le même colonel Larumbide rentrait cependant à Vittoria à la tête d'une brigade pour remplacer la contre-guérilla. En l'absence du colonel Du Pin, mon ancienneté de grade m'avait appelé au commandement provisoire de la ville, ce qui, en vertu de la convention de Miramar, plaça le colonel Larumbide quelques jours sous mes ordres.

à la tête de ses 1,500 hommes et de dix pièces d'artillerie rayées du dernier modèle américain, ravageant le pays compris entre Matamoros et Vittoria, dans l'espérance de pouvoir, en se glissant entre nous et la mer, tomber à l'improviste sur nos derrières et attaquer par surprise Tampico, si faiblement défendu.

Pour éviter tout prétexte de conflit entre les impérialistes et la contre-guérilla, il fut décidé que la division mexicaine sortirait de Vittoria, remonterait au nord-ouest par la ville de Linares pour aller donner la main à la division de Castagny marchant sur Monterey, et de là se rabattrait par sa droite sur Matamoros, pour y attaquer Cortina, s'il s'y réfugiait dans l'intention de se rapprocher de la frontière américaine. Le lendemain, la colonne Du Pin pointerait directement sur la mer pour donner la chasse aux bandes éparses de Cortina et se saisir, s'il était possible, de son parc d'artillerie avant qu'il n'eût pu gagner le port de Matamoros, que l'escadre française allait bloquer du même coup.

Le 26 août au matin, la division mexicaine commença son mouvement en éveillant Vittoria au son de mille fanfares. Le colonel et les officiers de la contre-guérilla escortèrent à quelques kilomètres de la ville le général Mejia, qui leur avait témoigné une grande affabilité. Le soir même de l'incident Larumbide, il avait envoyé sous les fenêtres du colonel français une musique de ses régimens et était venu en personne lui faire une visite des plus cordiales. Le défilé de la troupe mexicaine dura sept heures; la tête de colonne était déjà rendue à l'étape que l'arrière-garde n'était pas encore en route. Cependant, des deux divisions qui forment l'armée impérialiste, c'est sans contredit la meilleure. Elle est composée des plus anciens soldats, elle est plus éprouvée que celle du général Marquez. Les officiers ont de la tenue; trois ou quatre parmi eux sont décorés de la Légion d'honneur, qu'ils ont vaillamment gagnée au siége de San-Luis, et qu'ils ont reçue des mains du général Bazaine. Les hommes, vêtus de neuf à leur départ de Mexico, en six mois de route, avaient déjà mis en lambeaux leurs capotes et leurs pantalons de drap gris de fer. Ils ont l'air malpropre, et la cavalerie a triste aspect; mais, somme toute, c'est une troupe bien trempée, qui, au contact de la discipline européenne, pourrait faire une bonne armée. Depuis la veille, les pluies avaient redoublé d'intensité, et c'était pitié de voir s'enfoncer dans les boues du chemin les *soldaderas* chargées de tout leur attirail de route. La *soldadera*, c'est la compagne du soldat mexicain. Si les maîtresses des officiers, toujours trop nombreuses, marchent aux premiers rangs confondues dans les états-majors, les unes à cheval, les autres à mule, la face soigneusement enveloppée sous le chapeau de paille aux larges rebords, les *soldaderas* marchent à pied à la suite des fantassins ou

des cavaliers. Ce sont de vrais bataillons de femmes qui remplacent l'administration militaire, service inconnu au Mexique. Leur accoutrement est bizarre. Elles portent sur leur dos ou sur leur tête, toujours en courant, les ustensiles de ménage et les maigres provisions de la journée; souvent elles ont un enfant dans les bras. Elles furètent partout sur leur passage afin d'augmenter la ration de leur soldat; elles se jettent comme une nuée de sauterelles sur les champs de maïs ou de cannes à sucre, qu'elles dépouillent sans que personne songe à s'en plaindre : c'est un usage reçu. Le soir, elles allument les mille cuisines du bivouac, fument la cigarette, puis couchent en plein air pêle-mêle avec la soldatesque. En garnison, elles ont accès à toute heure dans les quartiers et vont glaner sous le nez des chevaux, dont elles diminuent trop souvent la ration de maïs pour en faire leurs *tortillas*. Au combat, elles sont à leur poste et marchent d'une allure non moins résolue; nous en avons vu, à la prise de San-Lorenzo (1), plusieurs étendues à terre, le crâne emporté par nos obus. Cette organisation excentrique, préjudiciable à tant d'égards, sera nécessaire tant que le gouvernement n'assurera pas directement par ses propres soins la ration de ses soldats, qui se changent en maraudeurs aux momens parfois les plus critiques. Sans les *soldaderas*, l'armée mexicaine mourrait de faim.

Le général dont la division allait nous quitter restera comme une figure à part dans les annales historiques de son pays. Mejia, aujourd'hui général en chef de l'armée austro-belge-mexicaine, est un Indien pur sang. Pour parvenir en dépit de son origine, il a commencé sa carrière par la rébellion. Taille très petite, cheveux noirs, front déprimé, teint pâle, yeux brillans, visage impassible, démarche lente et pleine de raideur, tels sont ses traits distinctifs. Taciturne, il aime néanmoins le clinquant dans sa tenue, toujours militaire, et cache sous une apparence de grande modestie une vaste ambition, que justifient vingt-cinq ans de fidélité à son parti, son influence sur plusieurs états du centre et un caractère aussi remarquable par son sang-froid qu'entraînant par sa bravoure. Plein de finesse, il se laisse pourtant dominer par son entourage; dès qu'il ne sent plus la poudre, il manque de résolution dans les circonstances graves. La réputation de Mejia est presque légendaire; elle s'est formée dans les brouillards de la Sierra-Gorda, où longtemps, à la tête de vaillans Indiens qui lui sont encore dévoués corps et âme à cette heure, il a guerroyé comme chef de partisans. Vainqueur et vaincu tour à tour, il a toujours été le ferme soutien de la réaction cléricale, à qui il doit tout, même sa fortune militaire. C'est à coup sûr le premier soldat

(1) Gros village, voisin de Puebla, où le général Bazaine livra et gagna sur Comonfort, ministre de la guerre, le combat qui entraîna la chute de Puebla.

de l'empire, dont il est aujourd'hui la sentinelle avancée sur les rives du Rio-Bravo, menacées par les flibustiers américains; mais la figure du héros presque mystérieux des gorges de la Sierra-Gorda a pâli au souffle de la révolution, car l'élu du clergé mexicain, aux yeux de ses compatriotes, est l'ennemi de la liberté, qui seule vivifie les hommes et les peuples.

Le général Mejia, avant de quitter Vittoria, avait laissé à la disposition du colonel Du Pin cent volontaires de la ville de Queretaro enrôlés sous sa bannière et un de ses bataillons, commandé par le colonel de Perald, Espagnol d'origine, officier de valeur et d'un caractère très sympathique. Pendant que le gros des forces convergeait vers Monterey, notre contre-guérilla allait se porter sur la ville de San-Fernando, où les espions arrivés de la veille assuraient que Cortina s'était retiré. Dans la nuit qui suivit le départ de la division mexicaine, les pluies firent déborder tous les ruisseaux et les fleuves dont était sillonnée la route que nous allions parcourir. Notre mouvement fut donc forcément ajourné. On profita de ce retard pour fortifier Vittoria, changer la place en réduit, élever de forts retranchemens garnis de chevaux de frise et capables de mettre les habitans et leurs biens à l'abri d'une surprise ou d'un retour offensif. Ces mesures d'ailleurs étaient conseillées par le voisinage d'une bande forte de trois cents coureurs de bois, restés en arrière de Cortina pour saccager et rançonner les *pueblos*. On redoubla de surveillance à l'annonce faite par la police, récemment réorganisée, que pendant les deux dernières nuits des guérillas avaient pénétré dans la ville, où ils entretenaient des intelligences en vue d'un mouvement que devait favoriser une partie de la population hostile à l'intervention française, hostile parce qu'elle est libérale, hostile parce que le Tamaulipas, comme la province de Yucatan, située à l'autre extrémité du golfe du Mexique, près de l'île de Cuba, à l'époque même où la république mexicaine était florissante, a toujours lutté contre la centralisation. De tout temps, ce pays a pris les armes en faveur de son autonomie et de son indépendance, qu'il ne consentirait à aliéner, du propre aveu des *hacenderos*, qu'en faveur des États-Unis. Le Tamaulipas devait naturellement repousser l'intervention française, destinée au contraire à resserrer les liens des différens états; mais grâce aux expéditions nocturnes des contre-guérillas cette tentative avorta dès son début. Vers huit heures du soir, le 2 septembre, trois Mexicains armés de *revolvers* et de *machetes* assassinèrent deux des nôtres. On put s'emparer d'eux, et le lendemain la cour martiale, assemblée d'urgence, les condamnait à mort, comme bandits mis hors la loi déjà depuis un an par les autorités du pays et comme coupables de meurtre. Les trois condamnés étaient nés à Vittoria. En présence de leurs familles, au même

roulement de tambour, ils tombèrent sous les balles. La maison qui leur appartenait, où le crime s'était accompli, fut rasée. En même temps fut affiché et répandu au loin un décret qui, sous peine de mort, interdisait le port d'armes à tout Mexicain sans distinction de parti. Deux jours après la publication de ce décret, le chef régulier des libéraux de la province, ancien gouverneur du Tamaulipas, le général La Garza, vint faire sa soumission à Vittoria. Cette démarche fit sensation; la défection du général La Garza fut le signal du retour de nombreuses familles qui avaient déserté Vittoria à l'approche de Mejia, et qui désormais avaient confiance dans la parole française. Le général La Garza, marié à la fille d'une des premières familles du pays, est un homme bien élevé, ambitieux comme un *licenciado* (la classe des *licenciados*, c'est-à-dire ceux qui ont pris leurs degrés aux facultés, s'est toujours disputé le pouvoir). Dans les guerres civiles, il a marqué par ses idées libérales : à la tête de deux cents républicains, il a défendu heureusement Vittoria contre trois mille cléricaux qui l'assiégeaient. Peu versé dans l'art de la guerre, quoiqu'il eût été placé à la tête des forces qui attaquèrent les Français lors de l'évacuation de Tampico, il combat surtout par la ruse. Quelque secret dessein que voilât sa soumission, elle concourut à semer le désordre parmi les républicains, et les opérations que la contre-guérilla devait poursuivre dans le nord du Tamaulipas se trouvèrent ainsi facilitées.

II.

L'état des routes semblait permettre enfin de rentrer en campagne; les pluies avaient cessé, le terrain s'était raffermi. Le 12 septembre 1864, dans la nuit, la contre-guérilla française quitta Vittoria, et marcha droit à la mer par Sotto-Marina, pour fermer définitivement le passage vers Tampico aux troupes de Cortina, qui pouvaient se mouvoir librement encore entre Matamoros et la ville de San-Fernando, où s'étaient accumulées leur artillerie et leurs munitions. Le mouvement de la division Mejia, qui leur coupait la seule autre route, celle du nord, était assez accusé : nous venions d'apprendre que, malgré les pluies, elle était arrivée à Cadeyreta, ville située près de Monterey. En sortant de la capitale du Tamaulipas, si on se tourne vers le golfe du Mexique, on domine au loin l'horizon. Le pays, couvert d'un vaste manteau de verdure aux teintes monotones, paraît plat; mais dès qu'on s'est engagé sous la forêt, ravins et mamelons, torrens desséchés et cours d'eau retardent la marche. Le tracé de Vittoria à Sotto-Marina compte trente-deux lieues, toujours à travers bois : tracé est vraiment la seule dénomination qui convienne à ces coupures faites jadis dans

la broussaille par les Espagnols; les Mexicains, qui n'ont rien créé, ont tout laissé dépérir. La route que nous suivions était livrée à tous les caprices de la végétation : aussi paraissait-elle presque effacée. Seuls, les piétons ou les mulets avaient creusé à la longue une *vereda* (petit sentier) où le pied se heurtait sans cesse aux racines.

Dès le lendemain du départ, il fallut reconnaître que nous nous étions mépris en regardant la mauvaise saison comme terminée. Un *temporal*, une de ces averses violentes qui durent souvent une quinzaine de jours, se déclara. Pendant la nuit passée au *rancho* de Grangeño, des bruits sinistres nous annoncèrent le commencement de l'inondation. Chaque dépression de terrain se changeait en torrent. Malgré ces fâcheux pronostics, on ne pouvait plus reculer, et pourtant les trente-deux lieues de pays qu'on allait franchir jusqu'à Sotto-Marina n'offraient aucune ressource. A quatre lieues de Grangeño coule le Rio-Purificacion : l'eau montait déjà jusqu'aux fontes de nos selles, et au réveil suivant, après dix heures passées sans aucun abri, sous une pluie battante et sur un terrain fangeux, la colonne put voir le courant, devenu invincible, emporter majestueusement des arbres séculaires. A 50 kilomètres de Vittoria, à travers une éclaircie du fourré, se dresse une colline couverte d'habitations. C'est Croy, vieille bourgade espagnole; il n'en reste que des pierres de taille encore debout et alignées autour d'une grande place : çà et là, sur les ruines des anciennes villas seigneuriales, se sont élevées de misérables cases. Tout était silencieux à l'arrivée des contre-guérillas. Peu à peu quelques figures de femmes aux traits flétris et inquiets apparurent sur le seuil des portes entr'ouvertes, et à la tombée de la nuit elles se rapprochèrent de nos feux de bivouac. Interrogées sur les causes de l'absence complète des maris et des enfans, elles répondirent avec aplomb qu'ils devaient être dans le *monte* (bois fourré) à la recherche du bétail égaré. C'est que Croy est le refuge d'une population bâtarde et des bandits de la province; c'est là qu'ont lieu des orgies nocturnes où amans et maîtresses célèbrent leur victoire après le pillage des convois. Aussi, dans la crainte des surprises de nuit, jamais les hommes du village ne couchent qu'au plus épais du *monte*, où les femmes vont leur porter quelques maigres provisions quand leur industrie a chômé. On a le cœur serré en entrant dans ce repaire aux maisons délabrées, aux figures insolentes et ruinées par la débauche. C'est l'atmosphère d'un coupe-gorge. Jadis des jardins et des cultures faisaient contraste avec ces masures : partout maintenant croissent des herbes parasites pleines de débris d'animaux sur lesquels s'abattent en croassant les oiseaux de proie; c'est là le charnier où viennent mourir de faim et

roulement de tambour, ils tombèrent sous les balles. La maison qui leur appartenait, où le crime s'était accompli, fut rasée. En même temps fut affiché et répandu au loin un décret qui, sous peine de mort, interdisait le port d'armes à tout Mexicain sans distinction de parti. Deux jours après la publication de ce décret, le chef régulier des libéraux de la province, ancien gouverneur du Tamaulipas, le général La Garza, vint faire sa soumission à Vittoria. Cette démarche fit sensation; la défection du général La Garza fut le signal du retour de nombreuses familles qui avaient déserté Vittoria à l'approche de Mejia, et qui désormais avaient confiance dans la parole française. Le général La Garza, marié à la fille d'une des premières familles du pays, est un homme bien élevé, ambitieux comme un *licenciado* (la classe des *licenciados*, c'est-à-dire ceux qui ont pris leurs degrés aux facultés, s'est toujours disputé le pouvoir). Dans les guerres civiles, il a marqué par ses idées libérales : à la tête de deux cents républicains, il a défendu heureusement Vittoria contre trois mille cléricaux qui l'assiégeaient. Peu versé dans l'art de la guerre, quoiqu'il eût été placé à la tête des forces qui attaquèrent les Français lors de l'évacuation de Tampico, il combat surtout par la ruse. Quelque secret dessein que voilât sa soumission, elle concourut à semer le désordre parmi les républicains, et les opérations que la contre-guérilla devait poursuivre dans le nord du Tamaulipas se trouvèrent ainsi facilitées.

II.

L'état des routes semblait permettre enfin de rentrer en campagne; les pluies avaient cessé, le terrain s'était raffermi. Le 12 septembre 1864, dans la nuit, la contre-guérilla française quitta Vittoria, et marcha droit à la mer par Sotto-Marina, pour fermer définitivement le passage vers Tampico aux troupes de Cortina, qui pouvaient se mouvoir librement encore entre Matamoros et la ville de San-Fernando, où s'étaient accumulées leur artillerie et leurs munitions. Le mouvement de la division Mejia, qui leur coupait la seule autre route, celle du nord, était assez accusé : nous venions d'apprendre que, malgré les pluies, elle était arrivée à Cadeyreta, ville située près de Monterey. En sortant de la capitale du Tamaulipas, si on se tourne vers le golfe du Mexique, on domine au loin l'horizon. Le pays, couvert d'un vaste manteau de verdure aux teintes monotones, paraît plat; mais dès qu'on s'est engagé sous la forêt, ravins et mamelons, torrens desséchés et cours d'eau retardent la marche. Le tracé de Vittoria à Sotto-Marina compte trente-deux lieues, toujours à travers bois : tracé est vraiment la seule dénomination qui convienne à ces coupures faites jadis dans

la broussaille par les Espagnols; les Mexicains, qui n'ont rien créé, ont tout laissé dépérir. La route que nous suivions était livrée à tous les caprices de la végétation : aussi paraissait-elle presque effacée. Seuls, les piétons ou les mulets avaient creusé à la longue une *vereda* (petit sentier) où le pied se heurtait sans cesse aux racines.

Dès le lendemain du départ, il fallut reconnaître que nous nous étions mépris en regardant la mauvaise saison comme terminée. Un *temporal*, une de ces averses violentes qui durent souvent une quinzaine de jours, se déclara. Pendant la nuit passée au *rancho* de Grangeño, des bruits sinistres nous annoncèrent le commencement de l'inondation. Chaque dépression de terrain se changeait en torrent. Malgré ces fâcheux pronostics, on ne pouvait plus reculer, et pourtant les trente-deux lieues de pays qu'on allait franchir jusqu'à Sotto-Marina n'offraient aucune ressource. A quatre lieues de Grangeño coule le Rio-Purificacion : l'eau montait déjà jusqu'aux fontes de nos selles, et au réveil suivant, après dix heures passées sans aucun abri, sous une pluie battante et sur un terrain fangeux, la colonne put voir le courant, devenu invincible, emporter majestueusement des arbres séculaires. A 50 kilomètres de Vittoria, à travers une éclaircie du fourré, se dresse une colline couverte d'habitations. C'est Croy, vieille bourgade espagnole; il n'en reste que des pierres de taille encore debout et alignées autour d'une grande place : çà et là, sur les ruines des anciennes villas seigneuriales, se sont élevées de misérables cases. Tout était silencieux à l'arrivée des contre-guérillas. Peu à peu quelques figures de femmes aux traits flétris et inquiets apparurent sur le seuil des portes entr'ouvertes, et à la tombée de la nuit elles se rapprochèrent de nos feux de bivouac. Interrogées sur les causes de l'absence complète des maris et des enfans, elles répondirent avec aplomb qu'ils devaient être dans le *monte* (bois fourré) à la recherche du bétail égaré. C'est que Croy est le refuge d'une population bâtarde et des bandits de la province; c'est là qu'ont lieu des orgies nocturnes où amans et maîtresses célèbrent leur victoire après le pillage des convois. Aussi, dans la crainte des surprises de nuit, jamais les hommes du village ne couchent qu'au plus épais du *monte*, où les femmes vont leur porter quelques maigres provisions quand leur industrie a chômé. On a le cœur serré en entrant dans ce repaire aux maisons délabrées, aux figures insolentes et ruinées par la débauche. C'est l'atmosphère d'un coupe-gorge. Jadis des jardins et des cultures faisaient contraste avec ces masures : partout maintenant croissent des herbes parasites pleines de débris d'animaux sur lesquels s'abattent en croassant les oiseaux de proie; c'est là le charnier où viennent mourir de faim et

de fatigue les bêtes de somme enlevées aux caravanes dévalisées et emmenées à toute vitesse par les fuyards. De Croy à Sotto-Marina, toujours la solitude : pendant quatre jours de marche, deux misérables *haciendas* écroulées attestent seules que l'homme a passé par là. Des troupeaux sauvages se dérobant sous la broussaille, des guérillas postés en éclaireurs et fuyant à toute volée pour reparaître à l'horizon, nos cavaliers et leurs chevaux marchant la tête courbée sous la pluie, nos fantassins poussant aux pièces embourbées et piétinant sept ou huit heures de suite dans les marais, c'était là le tableau de chaque jour, assombri par le temps et la souffrance. Nous n'avions pour nous soutenir que l'espoir d'un combat à Sotto-Marina, où le général Carbajal, au dire des Indiens, organisait la résistance.

Dès qu'on a traversé le précipice de la *Puerta* (porte), vaste déchirement souterrain qu'on rencontre sur la route, le paysage change brusquement. C'est la vraie terre chaude, où le repos devient impossible de nuit comme de jour; on est assailli par des myriades d'insectes dévorans. Quoique l'on restât botté pour dormir, la chique, insecte presque invisible, s'introduisait sous les ongles des pieds, où elle déposait des centaines d'œufs dont la lente éclosion causait d'affreux ravages. Le *carapate* (pou de bois), qui tombait des branches, s'attaquait à toutes les parties du corps. Les moustiques nous harcelaient, et bien peu d'entre nous échappaient à la gale bédouine, aussi brûlante qu'un acide.

Le matin de la dernière étape, les averses redoublèrent d'intensité. Hommes et chevaux, transpercés depuis neuf jours, n'avaient plus un grain de maïs à mettre sous la dent; malgré tout, la gaîté renaissait dans nos rangs, et les Arabes fredonnaient en chœur leurs chansons amoureuses en souvenir du désert. Soudain un cri joyeux partit de l'avant-garde. « Sotto-Marina, dix minutes d'arrêt! » Du haut d'un mamelon se découvrait une petite ville blanchâtre dormant au fond de la vallée. Malgré la boue et l'ouragan de pluie, les chevaux retrouvèrent leur vigueur et hennirent. Encore une lieue de fatigue, et la poudre ferait tout oublier.

Nos illusions s'évanouirent bientôt. Le combat espéré nous manquait. Au pied de Sotto-Marina, la Corona, large de deux cents mètres, débordée de son lit, roulait furieuse. Pas un pont, et déjà les premières ombres de la nuit succédaient à un court crépuscule. Sur la rive opposée cependant nous attendait une députation de notables, apportant leur soumission au colonel Du Pin. A l'aide de deux canots, la traversée se fit le soir même pour la cavalerie, sans aucune perte. Le lendemain matin, infanterie, pièces et munitions entraient en ville à leur tour. A notre arrivée, fêtée par le son des cloches, plusieurs maisons étaient pavoisées aux couleurs de

l'Union américaine. Les Français y trouvèrent un accueil très cordial. L'*aguacero* tombait toujours avec violence; mais des abris nous avaient été préparés par les habitans, dont la bonne réception était d'autant plus surprenante que Sotto-Marina est la patrie du général Carbajal et que sa famille y résidait encore et y exerçait une grande autorité. Or on savait que le vaincu de San-Antonio avait récemment paru sur ce territoire en appelant à la défense du sol national tous les *hacenderos* et les *peones* des environs. Cependant personne n'avait bougé. C'est que le président de la députation qui venait d'acclamer les Français était le cousin même du général Carbajal : il avait nom don Jesus de La Serna. A ses côtés se tenait un autre parent et ami intime de Carbajal, don Martin de Leon, agent consulaire des États-Unis à Sotto-Marina.

Don Jesus de La Serna est un personnage qui semble appelé à jouer un rôle dans son pays. Fils du général La Serna, qui s'est acquis une haute réputation militaire dans les guerres de l'indépendance comme gouverneur de la province et chef du parti libéral, il a hérité de l'influence paternelle en même temps que d'un immense patrimoine. C'est peut-être le plus riche propriétaire foncier du pays. Ses *haciendas* couvrent une étendue de près de soixante lieues le long du littoral depuis Sotto-Marina jusqu'à Tampico, et à lui seul il possède des milliers de chevaux et de taureaux. Pendant tout le séjour de la contre-guérilla dans le Tamaulipas, ce sont ses *manadas* (troupes de chevaux en liberté) qui ont remonté nos escadrons au prix moyen de 25 piastres (125 francs) chaque cheval. Allié par sa femme à la riche famille des Lastra, de Tampico, il doit son légitime ascendant sur ses compatriotes et ses Indiens à un caractère aussi généreux que brave. D'une imagination fine et brillante, quoique un peu emportée, il parle facilement l'anglais et le français, qu'il a pu apprendre pendant son séjour en Europe, où il a recueilli en même temps bien des notions précieuses sur les moyens de propager la civilisation au Mexique. A l'arrivée des Français, il fit preuve de tact politique. Moins ardent que son cousin Carbajal, libéral aussi, il pensa peut-être, et cela avec raison, que les troupes ne feraient que passer à Sotto-Marina, que leur action serait de courte durée, que sa présence calmerait de part et d'autre certaines susceptibilités, tout en empêchant de frapper de confiscation ses propres domaines. Toutefois il était décidé à ne pas compromettre l'avenir. Sa maison, bâtie à la mauresque et somptueusement meublée, fut offerte au colonel français, qui devint son hôte.

Sotto-Marina a été une petite ville; aujourd'hui c'est à peine une bourgade, dont l'aspect est joyeux encore. Elle compte tout au plus une centaine de maisons, d'apparence assez propre, et une église coquette, semblable à nos élégantes paroisses de campagne. La

même grille de fer ouvragé réunit au temple un *campo santo* ombragé de palmiers. Le long du fleuve, on retrouve encore quelques *ranchos* vivant de modestes cultures. Ce petit pays a dû être florissant et industrieux; mais la population y est trop clair-semée. Sotto-Marina était autrefois un port ouvert au commerce, qui lui donnait de la vie; il a succombé sous les intrigues des négocians de Matamoros, le port voisin, qui en ont fait décréter la fermeture. Pourtant Sotto-Marina, par sa position géographique, doit attirer l'attention de tout pouvoir qui voudra s'affermir au Mexique. A douze lieues de la mer, baignée par la Corona, d'une navigation large et sûre jusqu'à ses rives, cette petite cité, placée entre Tampico et Matamoros, a l'avantage sur ces deux dernières villes d'avoir trois mètres d'eau de plus à la barre en tout temps et d'offrir une baie abritée des coups de *norte*. Il suffirait d'ouvrir ce havre pour que toutes les marchandises abandonnassent Matamoros. Le commerce, au point de vue de l'économie de temps et de parcours, préférerait sans nul doute Sotto-Marina, qui est la route directe de Vittoria et des hauts plateaux. La réouverture de ce port ramènerait en outre la vie au centre du Tamaulipas, déserté totalement à cette heure par une population qui y mourait de faim et qui a dû se rejeter sur Tampico et Matamoros, les deux points extrêmes de la province, d'où elle tire son alimentation. Si Sotto-Marina n'est pas rayée de la carte, c'est qu'elle est peuplée surtout d'Américains qui se livrent au trafic des cuirs verts ou secs qu'on expédie en contrebande par le fleuve. Cet élément de race étrangère expliquait la présence, surprenante au premier abord, dans cette bourgade perdue de l'agent américain Martin de Leon, qui avait pris place dans la députation de la veille aux côtés de La Serna. Martin de Leon, *Yankee* dans l'âme, plutôt roué que fin, agissait sourdement sur les esprits afin de détacher du Mexique une de ses plus belles provinces. Son frère, Pancho de Leon, avait été un des chefs de guérillas les plus ardens à harceler les Français dans les deux occupations de Tampico et guerroyait encore. Enfin, son parent Carbajal recevait certainement d'Amérique toutes les armes et les munitions nécessaires à la continuation de la lutte. Martin de Leon, malgré des dehors un peu rudes, se montra fort empressé pour les officiers français, qui durent accepter le lendemain de leur arrivée un splendide banquet arrosé des meilleurs vins, mais où le colonel, par un sentiment de réserve que commandaient les circonstances politiques, refusa d'assister. Les toasts patriotiques n'y furent pas oubliés. Au plus fort de la mêlée, le capitaine d'un des escadrons de la contre-guérilla s'esquiva sans bruit et se glissa dans l'ombre hors de la ville, où il trouva une cinquantaine de ses cavaliers déjà en selle. Carbajal venait d'être signalé dans un

rancho voisin, distant de deux lieues, où il devait passer la nuit avec ses fidèles. La capture du chef rebelle était bonne à tenter; mais au moment où la petite colonne allait s'ébranler, arriva un nouvel espion, apportant la nouvelle qu'à la tombée de la nuit Carbajal, prévenu secrètement, s'était échappé en toute hâte. A ce même moment, Martin de Leon contait tranquillement à ses convives le dernier épisode du combat de San-Antonio, où son parent, vaincu, blessé et perdant son sang, avait pu s'échapper des mains des Français, et c'était notre amphitryon lui-même, ce que nous sûmes plus tard, qui, inquiet de l'absence du colonel Du Pin, avait jeté l'alarme chez le général ennemi en l'avertissant de se tenir sur ses gardes.

Une nouvelle municipalité inaugurant le régime impérial avait été organisée à Sotto-Marina. La Serna, ami de l'ordre avant tout, avait promis son appui contre les guérillas convaincus de banditisme et s'était engagé à donner l'exemple de la résistance en armant ses propres Indiens. Le départ fut arrêté pour le lendemain, 15 septembre, avec d'autant plus de raison que la troupe française avait déjà dévoré les modiques ressources alimentaires de Sotto-Marina, que le maïs était devenu rare même chez les habitans, et qu'à quinze lieues plus loin, sur la route de Matamoros, une *hacienda* nommée *Buena-Vista* (Belle-Vue), qui avait été jusqu'alors respectée par la guerre, devait nous fournir les provisions indispensables. Malheureusement un nouveau *temporal*, plus violent encore que le premier, s'abattit, dans la nuit même du 15 septembre, sur les terres chaudes. Il fallut renoncer à gagner la campagne. Quarante-huit heures après, les contre-guérillas et les habitans se trouvèrent réduits à la famine, bloqués de toutes parts et privés de toutes communications. La Corona n'était plus franchissable, même en canot, tant elle charriait de grandes pièces de bois arrachées aux berges du fleuve. Sotto-Marina s'élève sur un point légèrement culminant. Les prairies environnantes n'offraient plus qu'une nappe d'eau : il était devenu même impossible de poursuivre le bétail dans les bois. Le peu de maïs qui restait en ville fut réuni sur la place et distribué pour la nourriture des hommes. Nos chevaux, attachés à la corde en plein air, au milieu des boues, durent se contenter de la verdure qu'on coupait dans les arbres; mais cette dernière ressource fut vite épuisée. Il fallait envoyer les escadrons au vert, si l'on ne voulait voir périr toute la cavalerie; le vert, c'était l'écorce des arbres. C'était un triste spectacle de voir tous ces chevaux, lâchés en liberté comme un troupeau de moutons, ronger des broussailles épineuses, entourés par un large cercle de contre-guérillas faisant faction et piétinant dans un océan de vase. En sept jours, une trentaine de ces pauvres bêtes périrent de

froid et de faim. Au milieu de ce désastre, un *vaquero* apporta une curieuse nouvelle qui fit sensation sur les officiers réunis à l'heure du déjeuner autour d'une table vide et en train d'accabler de reproches le camarade chargé des provisions de bouche; ce dernier venait même de déclarer qu'il donnait sa démission d'un emploi trop ingrat. — A six kilomètres de Sotto-Marina, nous apprit le *vaquero*, un sloop américain, après avoir fui la mer devant le gros temps et avoir remonté la Corona, s'était amarré dans une crique à l'abri du courant de la rivière. Il devait avoir un chargement. — Chacun fut bien vite en selle, et malgré cours d'eau et cloaques nous fîmes une course échevelée à travers bois. Le patron du sloop n'avait à bord que les vivres nécessaires à son modeste équipage. Ému pourtant de notre état et moyennant 20 piastres (100 francs), il nous céda une part de sa cambuse. Bientôt nous rapportions en triomphe cinq kilogrammes de pommes de terre, une grappe d'oignons, quelques feuilles de tabac et deux bouteilles de whiskey. A l'arçon de ma selle, comme une fière dépouille, était suspendue une morue sèche que chacun regardait avec amour. Inutile d'ajouter que le banquet fut splendide, et que l'officier démissionnaire de son grade de chef de table retira sa note comminatoire. Enfin le 24 l'horizon se dégagea, et le soleil reparut dans toute sa force. Pour remplacer les morts, les *ginetes* (1) de La Serna se lancèrent à la recherche des *manadas*, et le soir ramenèrent une bande toute frémissante de chevaux sauvages qui le lendemain, au moment où notre cavalerie se mit en route, se mêlèrent dans ses rangs, bondissant de rage sous leurs nouveaux maîtres parfois désarçonnés.

Depuis le départ de Vittoria, le général Mejia n'avait pu donner signe de vie. Les voies défoncées avaient arrêté sa marche sur Matamoros, où Cortina s'était réfugié avec le gros de sa troupe, conservant sur ses derrières une force destinée à nous arrêter et à défendre la ville de San-Fernando, d'où une partie de son artillerie et tout son parc n'avaient pu sortir par suite du *temporal*. La contre-guérilla, laissant la mer à sa droite, se dirigea sur San-Fernando. Au sortir de Sotto-Marina, la route de San-Fernando, quoique encore inondée, s'annonçait large et bien tracée sous la forêt. La longue étape qu'on allait franchir d'une traite jusqu'à l'*hacienda* de Buena-Vista, si on ne voulait pas périr de faim, s'annonçait moins pénible; mais après trois kilomètres de parcours toute trace de chemin avait disparu. Des *veredas* fréquentées d'habitude par les troupeaux se croisaient en tous sens. Faute de guide, on s'y fût égaré. Aussi La Serna, précédé de ses hardis *vaqueros*, avait-il

(1) Les *ginetes* sont les dompteurs de chevaux sauvages, ces centaures vêtus de cuir des pieds à la tête, qu'on voit traverser les halliers, lancés au galop à la poursuite des *manadas*.

tenu à escorter le chef français et à lui faire les honneurs de son propre territoire. Le *gentleman* de la veille aux habits européens avait fait place au véritable *hacendero*, moitié gentilhomme campagnard, moitié homme de guerre prêt au coup de feu. On se plaisait à voir ce cavalier portant avec une mâle prestance le costume national et franchissant les obstacles, emporté sur son noir étalon. A entendre sa parole brève, on comprenait qu'il avait l'habitude de commander et d'être obéi. Vers le soir, d'une poche de cuir il tirait un morceau de viande boucanée, et après son mince repas s'étendait sur le sol du bivouac, le long du feu. Cette sobriété donne le secret de la guerre de partisans. Tout Mexicain, riche ou pauvre, est toujours prêt à vivre en plein air et se condamne sans sourciller aux intempéries comme aux privations. La cigarette est son seul luxe nécessaire.

Trente-huit lieues séparent Sotto-Marina de San-Fernando. Sauf l'*hacienda* de Buena-Vista, où, malgré les dénégations du major-dome, nous trouvâmes de grands magasins de maïs dissimulés derrière une double muraille, trois pauvres *ranchos* perdus dans l'immensité sont les seuls gîtes où le voyageur puisse abriter sa tête, sans toutefois pouvoir s'y restaurer. Le 29 septembre, après cinq jours de route et une étape doublée, la contre-guérilla arrivait vers midi au *rancho* de l'Ermita, au bord du Rio-Tigre, à quatre lieues en dessous de San-Fernando, qu'on avait résolu de tourner. Le *rancho* était plein de poudres. A la même heure, la fraction mexicaine laissée par le général Mejia, sous les ordres du colonel de Perald, à la disposition du chef français et venue de Vittoria par une route plus directe débouchait au rendez-vous de l'Ermita. Cette troupe avait été moins heureuse que la nôtre dans son trajet, car un de ses officiers et sept hommes s'étaient noyés au passage de la Corona. Le Rio-Tigre, dont les eaux jaunâtres avaient baissé, était profondément encaissé, et ses berges étaient couvertes du limon déposé par les dernières crues. Dans la soirée, à force de travail, nos deux escadrons le franchirent en ne perdant que deux chevaux dans ses vases; lancés sur la ville ennemie, San-Fernando, ils y entrèrent sans coup férir à la chute du jour. Le général Cortina, menacé par le débarquement de six cents marins français établis solidement à Bagdad, petite ville située sur l'embouchure du Rio-Bravo à cinq lieues environ au-dessous de Matamoros, inquiété par la descente de la division Mejia, qui arrivait de Monterey, s'était en effet transporté à Matamoros pour se mettre à l'abri de notre marche et ne pas se laisser couper de la frontière. Il avait confié la défense de San-Fernando à son lieutenant Palacios, un *vaquero* du voisinage, soutenu par un ramassis d'hommes armés.

San-Fernando, presque entouré par le Rio-Tigre, était défendu

par huit pièces de canon qui enfilaient le gué du fleuve. La ville dominait à pic le cours du *rio* d'une soixantaine de mètres. Cette position était admirable pour la défensive; si notre troupe eût abordé de front le passage de la rivière, elle eût été écrasée sous le feu des pièces, n'eussent-elles été servies que par une poignée de soldats, à qui il était facile de s'enfuir sans pouvoir être atteints à cause de la raideur de la rampe. Carbajal d'ailleurs avait visité San-Fernando deux jours auparavant, et après mûr examen du terrain et de ses défenseurs il avait renoncé pour sa part et conseillé de renoncer à toute tentative contre les *colorados*, dont il redoutait l'élan. Aussi Palacios, se sentant tourné, avait-il pris peur et s'était-il enfui, laissant entre nos mains deux canons de six rayés, un obusier de seize, une pièce de campagne de douze et une magnifique couleuvrine en bronze. Cette longue bouche à feu d'origine étrangère méritait les honneurs de la prise. Baptisée *il Phevo*, fondue à Manille en 1780 par Bernardo-Antonio Guerrero, ornée des armes de Charles III, roi des Espagnes et des Indes, elle était décorée de la Toison d'or et remarquable par le fini de ses gravures bien conservées. Singuliers retours que ceux de la guerre! bizarre fortune que celle de cette coulevrine, qui d'abord dit adieu aux mers de Chine pour aller tonner au golfe du Mexique, puis, enlevée aux Espagnols par les Mexicains, tombe entre les mains des guérillas et d'une contre-guérilla française! A cette heure, ce bronze plein de souvenirs, fatigué de son demi-tour du monde, repose silencieux dans un musée de Paris.

Le lendemain de notre entrée à San-Fernando, nous étions rejoints par le reste de la contre-guérilla et la troupe de Perald, qui avaient franchi difficilement le Rio-Tigre. La population, étonnée de voir l'uniforme français, nous lançait des regards sombres. Trois autres canons de bronze avaient été cachés dans les bois. Après un *speech* un peu accentué du colonel Du Pin, les notables crurent sage de les retrouver. Ils avaient pourtant espéré les sauver du désastre, dans l'attente d'un retour de Cortina après le départ de *los invasores*. A l'extrémité de la ville s'élevait une haute maison voûtée, solidement bâtie et sans fenêtre apparente. Une seule porte y donnait accès; on y pénétra de force. Au fond d'une petite pièce vide on apercevait encore les plinthes d'une porte fraîchement murée. Le socle mal déguisé était noir de poudre écrasée. On fit crouler les pierres, et lorsque les yeux furent habitués à l'obscurité, on découvrit une vaste poudrière. Quatre mille boulets et obus chargés, des projectiles à grille du modèle américain, pareils à ceux que nous recevions sous les murs de Puebla, quatre cents tonneaux de poudre évalués à douze mille kilogrammes, cartouches et capsules d'infanterie, s'y trouvaient accumulés. C'était le

fameux parc de Cortina. Le silence qu'avaient gardé les notables sur cette poudrière attestait bien leur hostilité. Une caisse fermée contenait en outre tous les A majuscules et minuscules enlevés à l'imprimerie de l'état de Tamaulipas, qu'on voulait mettre hors de service à l'arrivée du général Mejia. Le fleuve roulait avec fracas. Pour déjouer les projets des républicains, dans la crainte de leur retour offensif, du haut des rochers de la ville, on précipita dans les eaux vaseuses du Rio-Tigre deux mille huit cents projectiles et trois cents barils de poudre. Le reste des barils et les boulets de calibre furent réservés pour l'approvisionnement des pièces de prise; les capsules, qui commençaient à manquer, furent respectées. L'amnistie fut proclamée. Une partie de la bande de Palacios vint aussitôt déposer les armes; mais le chef demeura caché au fond des bois, déclarant avec emphase qu'il attendait les ordres de Cortina.

Ce même jour nous parvint la nouvelle de la chute de Matamoros et de la reddition de Cortina. L'ancien gouverneur du Tamaulipas, après avoir franchi le Rio-Bravo, repoussé par les confédérés (1), maîtres encore de Brownsville, située sur l'autre rive du fleuve, était rentré à Matamoros, où il avait extorqué 500,000 piastres aux négocians, sous prétexte de solder sa troupe. Malgré ces rapines, ses soldats ne reçurent rien; 1,500 d'entre eux l'abandonnèrent pour se répandre en guérillas, et le reste menaça de se révolter. Il crut dès lors prudent de se rendre au général Mejia. Cortina, général de brigade de rencontre, le pillard des commerçans, chef de bandes délaissé des siens, bloqué sans espoir de retraite, acculé par nos marins sortis de Bagdad, réduit à vaincre ou à mourir, ne tira pas un coup de fusil; déshonorant jusqu'au bout la cause qu'il invoquait, il demanda grâce. Le soir même, les poches encore pleines du larcin dont sa reddition sauvait le fruit, il fut amnistié et élevé par le général Mejia au grade de général de division de l'empire avec un commandement actif dans Matamoros, dépouillé par ses mains. En vérité, c'était plus que de l'aveuglement. Aussi cinq mois après, au mois de mars 1865, le nouveau général de division, après avoir embauché une partie des troupes restées jusqu'alors fidèles à leur chef Mejia, se prononçait-il de nouveau pour Juarès! A cette heure, il tient encore la campagne. Il faut ajouter, à l'honneur de la marine française, que le capitaine de vaisseau Veron, sur le point d'enlever Matamoros à la tête de ses matelots, avait refusé de traiter avec Cortina et avait exigé qu'il se rendît à discrétion, comme un simple brigand.

(1) Les Américains du sud avaient mis à prix la tête de Cortina, qui avait lâchement assassiné quelques mois auparavant un de leurs compatriotes, le secrétaire de Vidaurri, gouverneur du Nuevo-Leon.

Dans la nuit qui suivit l'arrivée de cette nouvelle, nous arrêtâmes un émissaire de Cortina porteur de lettres déjà timbrées de son nouveau quartier-général et adressées au chef de guérillas Palacios, qui errait encore dans les bois. Par ordre de Cortina, le *vaquero*, qui ne savait ni lire ni écrire, J. Palacios, était promu au commandement militaire de San-Fernando et du district. Tout cela était vraiment scandaleux. Le choix du nouveau commandant de San-Fernando était d'autant plus funeste que cette petite ville est un point militaire d'une grande importance, relié à la mer, distante seulement de douze lieues, par le Rio-Tigre, qui coule à ses pieds; c'est en même temps un point central d'où l'on peut rayonner sur toutes les terres chaudes du Tamaulipas.

Quoi qu'il en soit, le 3 octobre 1864, le Tamaulipas semblait, sinon rallié, du moins soumis. Toute résistance ouverte avait disparu; il ne restait plus que des coupeurs de routes, ne pouvant plus invoquer le titre de libéraux.

III.

Après la chute de Matamoros, le général Mejia fut nommé commandant militaire de trois états : le Cohahuila, le Nuevo-Leon et le Tamaulipas pour le district nord de Matamoros, par conséquent de toute la frontière voisine des États-Unis. Le colonel Du Pin était chargé de pacifier et d'organiser les districts sud et centre du Tamaulipas, Tampico et Vittoria, que limite le Rio-Tigre. San-Fernando relevait directement de l'autorité mexicaine. La contre-guérilla reprit donc le fusil et se prépara à remonter vers Vittoria; son rôle isolé de partisans allait recommencer. Les difficultés du départ furent excessives. La contre-guérilla ramenait avec elle, pour l'armement de Vittoria, sept pièces de canon, dont deux très lourdes et sans affûts, et un parc de munitions. Il fallut se procurer des attelages, des chariots et des conducteurs. Grâce au colonel de Perald, à qui restait confiée la garde provisoire de San-Fernando, puisque sa troupe appartenait à ce ressort militaire, les habitans mirent en réquisition tous leurs moyens de locomotion, rares encore, car une partie de la population avait fui à notre approche. San-Fernando est une jolie ville de 1,500 âmes en temps ordinaire; c'est déjà, comme Matamoros, une ville plutôt américaine que mexicaine. Presque tous les propriétaires des *tiendas* sont originaires du Texas ou étrangers. Des caravanes chargées de cuirs et de cotons, se dirigeant vers la frontière, viennent de temps à autre y ranimer le commerce. Une vaste église, abandonnée du culte, sert de caserne, car tous les curés ont, depuis la guerre civile, émi-

gré du Tamaulipas. San-Fernando, qui avait toujours accepté avec peine l'idée de relever de Mexico, goûta peu le programme français, tout en rendant d'ailleurs hommage à nos idées de justice.

Le 3 octobre au matin, la contre-guérilla descendait la rampe de San-Fernando au Rio-Tigre. Deux attelages de huit mules et trois de dix bœufs traînaient les pièces. Les deux gros canons de bronze sans affûts devaient suivre plus tard, dès que le sol aurait acquis plus de consistance. Le colonel de Perald se chargeait de les expédier à Vittoria. Malgré les terrassemens exécutés par nous pour adoucir les berges du fleuve, le passage du gué fut pénible. Les bœufs, en dépit de l'aiguillon et de leur nombre doublé, s'arrêtaient en mugissant au milieu du courant; plus loin, ils enfonçaient dans les boues et glissaient sur la terre détrempée à la sortie de la rivière. Depuis quelques heures, la crue des eaux avait augmenté. Les essieux, plus tard les roues des caissons, disparaissaient sous le remous. Au soleil couchant, le Rio-Tigre était franchi, et les marmites, en rang de bataille, chantaient sur les feux de cuisine, allumés au sommet de la berge; mais une avalanche d'eau fouettée par des rafales de vent tomba sans relâche pendant toute la nuit. Il fallut s'éloigner du fleuve grossissant, dont le bruit était sinistre, et notre colonne s'allongea sur la route ravinée par l'orage. Ce fut là le bivouac. De grands arbres allumés par le milieu du tronc, tandis que les racines plongeaient dans les ruisseaux, éclairaient le paysage. Officiers et soldats, montés sur de gros cailloux et groupés à l'envi autour de ces brasiers, se brûlaient la figure pendant que le reste du corps grelottait sous l'ondée. A 2 kilomètres de nous, à travers les branchages, scintillaient les lumières de San-Fernando, où l'on eût été si doucement abrité!

Ici allait vraiment commencer la plus rude partie de l'expédition. La contre-guérilla mit dix-huit jours à parcourir quarante-huit lieues pour rentrer à Vittoria. Le Rio-Tigre, la Corona, le Rio-Purificacion, le Pilon, et tous leurs petits affluens courent de l'ouest à l'est en descendant des plateaux du Nuevo-Leon, et traversent le Tamaulipas dans toute sa longueur. Il fallut les franchir tous sans jamais trouver un toit, et pendant toute notre marche les cataractes du ciel restèrent ouvertes. Si durant trois années les terres chaudes avaient été brûlées par la sécheresse, à cette heure elles étaient largement abreuvées. Aussi le parcours fut-il marqué par de nombreux incidens.

Cette route de Vittoria à San-Fernando est le chemin direct de Matamoros; elle a été dessinée et construite à moitié par les Espagnols. Là où les chaussées n'ont pas cédé sous les efforts des eaux ou les empiétemens de la végétation, on en retrouve encore des

tronçons. Les autres parties sont des trouées dans les bois, mais ce n'est plus cette solitude complète qui énerve l'imagination du voyageur. D'abord on tourne le dos à la mer, et dans les rares instans d'éclaircie nous découvrons à travers et au-dessus des brouillards de la plaine les premiers chaînons des Cordillères, qui revêtent mille formes à mesure que les rayons du soleil glissent sur leur tête, ou fouillent de leur lumière les mille renfoncemens de la montagne. Toutes ces teintes sont chaudes, volcaniques, entremêlées de vapeurs fugitives et irisées. Quand les yeux s'abaissent, fatigués de ces pics vertigineux qui n'ont peut-être jamais été foulés par un pied humain, ils se reposent sur quarante lieues de tapis vert, parsemé de quelques taches blanchâtres. Ces points blancs sont les villes de Ximenès, Padilla et Guemès, qui marquent presque les étapes du tracé de San-Fernando à Vittoria : ce sont aussi des *haciendas* jadis florissantes, aujourd'hui le dernier asile des Indiens que la guerre n'a pas encore arrachés au sol, et qui, à la vue de tous leurs souvenirs et de toutes leurs croyances dispersés, de leurs temples livrés au pillage, commencent à se corrompre au contact des vices de leurs maîtres ou à désespérer de leur sort.

Sur la droite, vers le nord, ce massif de rochers isolés, ce bloc aux reflets fauves et rosés, hérissé d'aiguilles de granit, semblable à un gigantesque lion au pelage hérissé, couché dans la plaine sablonneuse du désert, c'est le royaume des bandits et des guérillas. A mi-côte, ce nid d'aigles, cette cité aérienne aux bâtisses grisâtres, où l'on grimpe par des escaliers taillés dans le roc et dont deux roches inclinées l'une vers l'autre forment la porte d'entrée, c'est la ville de San-Carlos, la nouvelle retraite du général Carbajal. A moitié route de Vittoria, la première ville où nos attelages épuisés purent prendre un léger repos, ce fut le premier point blanchâtre qu'on avait signalé du haut des collines à l'entrée de la plaine, —Ximenès, connu aussi sur les vieilles cartes sous le nom de Santander. Dix kilomètres environ avant d'arriver au premier *mirador* de la ville, d'où les guetteurs chargés d'épier l'arrivée des bandes dominent tout le pays, s'ouvre en ligne droite une large voie. Si l'on augure du développement de la cité par cette avenue, par les pignons et les clochers qui se dessinent dans la brume, par le bruit des cloches sonnant à toute volée, tout nous présage les délices de Capoue. A l'angle de la place se dresse un fier hôtel, à l'autre extrémité une vieille église de belle architecture gothique, et qui paraît grandiose; mais tout cela n'est que ruines, les murailles sont fendues, de larges gouttières ont creusé les plafonds. Ximenès, qui ne renferme pas d'étrangers, a un caractère national. Quelques familles mexicaines plus industrieuses que de coutume, des Indiens vivant

des produits du sol y luttent contre l'envahissement de la misère; ce qui leur manque, c'est la sécurité dans le travail.

Les diverses autorités attendaient la contre-guérilla à son entrée, et réclamèrent hautement de la France le secours de ses soldats pour ramener la paix; leur voix suppliante était pleine de tristesse : c'est que le voisinage de San-Carlos, qui les dépouille sans relâche, les glace de terreur. Mais est-il possible de laisser un petit détachement français à pareille distance de Vittoria, sur ce point presque perdu dans la solitude? C'est vouer d'avance les contre-guérillas au massacre et à la famine. Et pourtant un appui serait utile pour sauver du banditisme ce petit centre isolé qui ne veut pas mourir; nous ne pouvons donner que des armes aux habitans qui auront l'énergie de s'en servir; puis demain viendra la guérilla! Si elle est vaincue, après-demain elle reviendra plus forte encore, toujours grossissant jusqu'à l'heure où les défenseurs de la ville auront succombé. Leur cri d'agonie se perdra dans l'espace, et les autres habitans, désormais sans force pour sauver leur vie, courberont de nouveau la tête; c'est en pareil cas que se trahissait notre impuissance dans la lutte mexicaine, car nous ne pouvions réellement opposer le remède au mal.

A la sortie de Ximenès, que nous avions quitté de grand matin pour couper en deux l'étape, trop pénible aux attelages de bœufs, une chute d'eau bien aménagée met en mouvement un moulin à farine : c'est le premier que nous rencontrons dans le Tamaulipas. En pareil pays, cet essai industriel a sa valeur et sa signification. A une heure de la ville coule un petit ruisseau, le Rio-Salado, en temps ordinaire profond de 50 centimètres et large de 2 mètres. C'était maintenant un fleuve. Tout le sol voisin était détrempé, les roues des canons enfonçaient jusqu'au moyeu; il fallut faire demi-tour, et ce ne fut qu'au bout de trois jours qu'on put gagner Marquesote, cinq lieues plus loin. Marquesote est un *pueblo* (village) de peu de ressources; mais à partir de ce point jusqu'à Vittoria les cases sont moins disséminées. Tous les 10 ou 15 kilomètres le long de la route, on trouve quelques feux, jusqu'au Pilon, qui coule au pied de l'*hacienda* de San-Antonio, la résidence actuelle de la sœur de La Serna. Jusqu'à ce moment, nous avions surmonté tous les obstacles; mais cette fois il fallut s'armer de résignation et devenir ingénieux.

Le Pilon avait 30 pieds de profondeur sur 50 mètres de largeur. Ce n'était plus un torrent, c'était une débâcle, un tourbillon, un gouffre où s'engloutissaient des arbres entiers. Nous ne pouvions songer à rétrograder, et pourtant l'*hacienda* était vide de provisions; il fallait passer. Deux canots en troncs mal équarris, sans

proue ni gouvernail, tels étaient nos seuls moyens de traversée pour des canons du poids de 2,500 kilogrammes. L'*hacienda* ne contenait ni clous ni cordages. Alors commença une véritable odyssée. D'adroits tireurs se glissent sous bois et tuent des taureaux sauvages; officiers et soldats mettent la main à l'œuvre. Les cuirs des animaux dépecés servent à faire des lanières; les lanières, fortement tressées à l'aide d'une roue de canon transformée en roue de cordier, se changent en câbles; des peaux gonflées servent d'outres. Plus loin, on démolit un hangar dont les madriers forment un tablier. En trois jours, on a improvisé un radeau soutenu par les deux canots et allégé par les outres. Dès que le gros câble de cuir est prêt et solidement amarré, on lance le pont volant, on installe le va-et-vient; puis les pièces d'artillerie passent. Cinquante contre-guérillas, au bruit des clairons qui sonnent la charge, les entraînent à bras au sommet de la berge opposée, dont la pente boueuse a été comblée de pierres et bien nivelée. En six heures, toute la contre-guérilla et son matériel avaient touché l'autre rive. Le même jour nous traversions le Rio-Purificacion, d'une imposante largeur, mais presque guéable : l'eau ne montait plus qu'à la selle. Malgré la rapidité du courant, les escadrons, formés en bataille, s'avançaient en rompant le fil de l'eau, chaque cavalier portant armes, chaussures et cartouches attachées autour du cou. En face du gué, au-dessus du fleuve plein de clameurs et troublé par le clapotement des chevaux, la ville de Padilla restait plongée dans un profond silence. Padilla n'est plus ni cité ni bourgade, c'est une nécropole. Un clocher écroulé et enseveli sous les herbes, une vieille prison publique dont les pierres sont rongées et les portes de fer brisées, quelques pâles fiévreux qui glissent dans les rues solitaires le long de murailles criblées de projectiles, tel est le triste tableau qui s'offre à la vue. C'est là, en face de l'église, devant cette palissade qu'est tombé en 1823, la poitrine trouée de balles mexicaines, Iturbide, le premier empereur du Mexique.

Padilla est pauvre; il faut marcher encore pour chercher notre nourriture. On se remet en route, et après cinq heures de marche, où plusieurs chevaux tombent morts de fatigue et d'épuisement sous leurs cavaliers, la colonne arrive au bord du dernier fleuve qui nous sépare de Vittoria. Le passage est impossible, la Corona roule ses eaux sur plus de 400 mètres de largeur. Nous campons en face de l'*hacienda* de San-Juanito, dont tous les Indiens se disposent à nous servir et à nous apporter des provisions dès que le *paso* (gué) se pourra franchir à la nage. Si les feux de cuisine étaient inutiles, faute de quoi faire la soupe, nous avions besoin de réchauffer nos vêtemens détrempés; mais les arbres, dont les écorces sont mouillées,

ne s'enflamment que difficilement. Nos bêtes sont moins à plaindre; l'herbe a grandi sous les dernières ondées : aussi la ration des chevaux sert à préparer notre *tortilla*. Vers minuit, le vent sauta brusquement de l'ouest au nord. Le ciel enfin s'étoila, et à la lueur de la lune, qui perça sous la feuillée, le bivouac avait un aspect magique. Sur nos têtes, les géans de la forêt, de leurs rameaux entrelacés avec les lianes et les lichens, formaient une immense voûte de verdure, tandis qu'au dernier plan de la forêt vierge les eaux du fleuve, éclairées en plein de pâles rayons, emportaient avec elles des troncs et des branchages qui passaient rapidement, semblables de loin à des radeaux chargés d'ombres silencieuses.

Au soleil levant, tout frissonnant encore du froid de la nuit, chacun courut au bord de la Corona. Les eaux avaient sensiblement baissé; les Indiens de l'*hacienda* San-Juanito, déjà groupés au nombre d'une cinquantaine sur la berge opposée, avaient préparé trois canots. Avant de les lancer, un des *peones*, pour apprécier la force du courant, se jeta dans le fleuve, et dès qu'il eut dépassé l'endroit le plus rapide, il fit un signe aux bateliers, qui, la pagaie à la main, suivirent la direction de son sillage. Aussitôt la troupe d'Indiens, jeunes et vieux, à moitié nus, se précipita à la nage en fendant les flots : ce fut là un des épisodes les plus émouvans de la campagne. Les embarcations suffisaient pour la contre-guérilla et son matériel, et malgré les difficultés d'abordage tout allait bien; mais restaient les animaux et les canons. Les Indiens se proposèrent bravement pour ces deux opérations. Comme d'habitude, on lance les chevaux en troupe; les nageurs les escortent sur les deux flancs. Les uns écartent les branches qui peuvent frapper les pauvres bêtes; les autres soutiennent la tête des retardataires fatigués. La première épreuve a réussi. Sans prendre de repos, la bande des tritons est déjà revenue aux cinq grosses pièces d'artillerie; quarante des nageurs attelés à un cordage les entraînent successivement séparées de leurs caissons. Au départ, tout disparaît brusquement sous l'eau; des plongeurs poussent aux roues, devenues invisibles, et en quelques minutes tout le cortége sort du lit de la Corona en poussant des cris de joie. Le soir, nous couchions à Guemès, triste village qui aux temps passés a dû être un lieu de plaisance, grâce à sa proximité de la capitale et à la richesse d'un sol aujourd'hui inculte. Le 20 octobre 1864, la contre-guérilla, malgré toute sa résignation, saluait avec enthousiasme les premières maisons de Vittoria. Près de deux mois de solde (300 fr. par homme, déduction faite des besoins personnels prévus par le corps) étaient dus aux troupes. Quarante-huit heures de liberté entière furent accordées, et les *tiendas* de Vittoria purent se féliciter des prodigalités françaises.

IV.

Pendant ce repos, le colonel de la contre-guérilla dut organiser tous les services des deux districts de la province qui lui étaient confiés. Les hommes dignes de remplir les premiers postes étaient fort rares; les principaux notables ne voulaient point accepter de fonctions compromettantes, ou la moralité de ceux qui s'offraient donnait des craintes sérieuses pour l'administration de la chose publique. Il y avait pourtant à Vittoria un homme doué de certaines qualités, et qui avait embrassé la cause de l'empire avec ardeur. C'était un beau-frère de M. Aguilar (1), M. Torribio de la Torre, désigné déjà pour les fonctions de préfet politique par le choix provisoire du général Mejia. Son activité et sa connaissance du pays le firent élever à cette première dignité locale, et tout d'abord il nous rendit de vrais services; mais plus tard, dès qu'il prévit le départ de la troupe française, il la desservit de façon à regagner les faveurs des libéraux. — Les bureaux d'octroi, de police et de contributions furent réinstallés avec d'autant plus d'avantage que Vittoria, depuis la rentrée de la contre-guérilla, avait repris un tout autre aspect, que la majeure partie des habitans avait reparu dans ses foyers, et que désormais les convois de commerce et même de fruits arrivaient facilement de San-Luis et de Tampico, ce qui doublait la population flottante.

Malheureusement la sécurité des grands chemins n'était point encore complète malgré les mesures qui avaient été prises avant notre départ pour Sotto-Marina. La nécessité d'une gendarmerie volante avait fait choisir et armer quarante cavaliers mexicains destinés à courir sus aux bandits. Durant notre absence, après avoir été bien équipés et bien payés, les quarante gendarmes avaient déserté avec armes et bagages pour travailler à leur compte. L'insuccès de ce premier essai, le seul qui eût chance de ramener le calme dans la province, était inquiétant pour l'avenir, car donner des fusils aux citoyens pour leur propre défense, c'était ouvrir une nouvelle ère de désordres. Pour parer à la perte de cet élément de pacification, un décret du maréchal Bazaine augmenta l'infanterie de la contre-guérilla d'une compagnie de deux cents fantassins, qui fut bientôt formée avec les meilleurs soldats libérés descendus, pour gagner l'Europe, à Orizaba, où les engageait un de nos camarades

(1) M. Aguilar di Marrocho, ancien ministre sous Santa-Anna, qui prononça un éloquent discours en faveur de l'archiduc Maximilien à la junte de Mexico, qui fut député à Miramar pour y porter la couronne, puis ambassadeur du Mexique en 1865 à Rome et aujourd'hui à Madrid, *licenciado* d'une haute valeur, et clérical aussi honorable que passionné.

de la contre-guérilla, détaché pour le service du recrutement. De nouveaux renforts d'ailleurs, et nous en avions besoin, nous étaient expédiés des trois provinces d'Algérie par ordre du ministre de la guerre. Une colonne de trois cents hommes, Africains éprouvés, venait de débarquer à Tampico. La contre-guérilla, qui allait compter près de mille combattans, n'eut pas le temps de s'endormir dans les minces délices de Capoue.

Pedro Mendez, un des chefs de guérillas qui, comme on se le rappelle, avait harcelé nos régimens enfermés dans Tampico, et qui plus tard avait vu sa bande réduite à une quinzaine de malfaiteurs, tenait garnison dans la ville de San-Carlos. Par suite de l'éparpillement en guérillas des quinze cents Mexicains révoltés contre l'autorité de Cortina à l'heure de sa capitulation, il s'était subitement entouré de quatre cents partisans. Les gendarmes déserteurs s'étaient à leur tour ralliés à son drapeau, qui portait pour seule devise « guerre aux Français! » Le général Carbajal, oublieux de sa dignité, mais résolu à se servir de tous les instrumens pour renverser l'empire, s'était aussi réfugié à San-Carlos, d'où, sans paraître, il donnait le mot d'ordre au bandit Mendez. On devait désormais tout craindre de Carbajal, car son cousin La Serna avait consenti à lui transmettre de la part du colonel Du Pin une lettre dans laquelle ce dernier l'adjurait au nom de son pays, lui Carbajal, vieux soldat éprouvé, de se rallier, d'apporter toute son activité au service d'une cause qui pouvait être libérale, et la preuve qu'on lui donnait de la loyauté de ces intentions, c'était de lui offrir un commandement.. Le général Carbajal avait repoussé ces propositions en exprimant combien il était sensible à pareille offre venant des Français; mais il annonçait qu'il ne déposerait pas les armes qu'il n'eût vu flotter sur Vittoria la bannière de l'indépendance. — Pedro Mendez, *ranchero* du Tamaulipas, lâche et hardi tout à la fois, est de taille peu élevée. Cet homme, d'une figure un peu efféminée, est renommé pour la petitesse de son pied, avantage auquel les Mexicains et surtout les Mexicaines attachent un très haut prix. Infatigable cavalier, toujours en selle, il passe sa vie nomade au plus épais de la broussaille. Fuyard aujourd'hui, demain prompt à l'attaque sans jamais se jeter de sa personne dans la mêlée, c'est le partisan insaisissable, quoiqu'il soit facile à reconnaître aux lunettes vertes qu'il porte toujours en marche et à son costume invariable : *sombrero,* veste de peluche noire, *revolvers* à la ceinture, culotte blanche et petites bottes à éperons ciselés. Marié à une charmante Mexicaine qu'il aime avec passion, malgré les pleurs de sa femme, qui gémit sur son genre d'existence chaque fois qu'il va la retrouver secrètement, il ne vit que pour le pillage. Quand il se

sent en forces, de sa propre main il assassine froidement quiconque lui résiste, ou quiconque lui inspire un soupçon. Voilà le nouvel allié de Carbajal. L'imprimerie de Vittoria, dont nous avions retrouvé à San-Fernando les caractères enlevés par Cortina, fonctionnait de nouveau et publiait le journal officiel de la province. Mendez y répondit par la création d'une feuille nommée *El Cosaco*, semée sur toutes les routes, où il jetait à notre face les plus sanglantes invectives toujours couronnées par la formule : *libertad et independencia*.

Huit jours s'étaient à peine écoulés depuis que la contre-guérilla y tenait garnison, que la panique se répandit à Vittoria. On annonçait l'irruption de la bande de Mendez. Sa guérilla, au nord de San-Carlos, avait pillé un convoi considérable appartenant aux négocians de Monterey, puis, faisant brusquement volte face, s'était jetée sur Ximenès, en avait pendu l'alcade et les autorités qui s'étaient présentées à notre passage, avait pris 11,000 piastres (55,000 fr.), tout ce que possédait la malheureuse ville, et s'était emparée des deux grosses pièces d'artillerie laissées en arrière par nous, au moment où elles s'acheminaient à petites journées sur Vittoria. Ces bouches à feu étaient déjà en route sur San-Carlos, qui se transformait de jour en jour en fort réduit, comme le quartier-général de Carbajal, et qui devait être bientôt inexpugnable, si on réussissait à l'armer de canons. Or la Huasteca était totalement apaisée; le commandant Pavon venait de faire aussi sa soumission. Les districts de Tampico et de Vittoria étaient rentrés dans l'ordre, et Pancho de Léon, le frère de Martin de Leon, avait déposé les armes. Les deux villes principales du Tamaulipas, Tampico et Vittoria, protégées par des travaux sérieux et un armement bien approvisionné, se reliaient déjà par des colonnes mobiles fort redoutées; le commerce reprenait, quand cette étincelle partie du nord vint mettre le feu à la province. Il n'y avait pas de temps à perdre, si on voulait arracher à l'ennemi les pièces capturées. Par bonheur, les chemins étaient encore pleins de vase, les pièces étaient de gros calibre, et vingt-cinq lieues séparaient San-Carlos de Ximenès. Sans plus tarder, les deux escadrons de contre-guérillas se mirent en route, n'emportant qu'un jour de vivres.

L'officier le plus élevé en grade, M. Isabey, reçut le commandement de l'expédition. Par un temps frais, on a vite franchi le parcours de Guemès. On n'aperçut que les loups des prairies rongeant encore sur la lisière de la forêt les squelettes de nos chevaux, tombés morts au retour de San-Fernando. A l'entrée du village de Guemès, l'alcade, personnage au regard faux, nous révéla mystérieusement qu'un avant-poste ennemi venait de s'enfuir devant

nous, que Mendez, avec le gros de sa troupe, avait bivouaqué la dernière nuit à l'*hacienda* de San-Juan, trois lieues plus loin, couvrant ainsi de sa personne ses guérillas occupés à entraîner à San-Carlos les deux pièces de bronze. On demanda un guide à l'alcade, qui paraissait peu disposé à nous servir. Sur sa réponse qu'il était impossible de s'en procurer un seul, on l'engagea poliment à enfourcher sa mule, et, pour éviter de le compromettre, on l'entoura d'un rideau de cavaliers. Pendant qu'un des deux escadrons courait sur la route de Padilla, l'autre fit un écart de trois lieues sur la gauche et se dirigea sans bruit à travers bois sur l'*hacienda* de San-Juan. On était à mi-chemin : pour obtenir des renseignemens précis sur le nombre et la position de l'ennemi, un des nôtres, le jeune Dumont, toujours prêt à se dévouer, se proposa pour pousser seul en avant. Vêtu d'un costume de cuir, il se déguisa en *vaquero*, et, monté sur un cheval sauvage, il partit au galop, certain d'avance, s'il était fait prisonnier, de périr martyrisé, car Mendez est implacable (1). Une demi-heure, longue aux camarades qui attendaient son retour, s'était écoulée quand il apparut enfin sur sa monture blanchissante d'écume. L'alcade avait menti par peur, car Mendez n'avait pas encore paru à San-Juan. Les *peones* étaient au travail; mais sur l'autre rive de la Corona circulaient quelques *avanzadas*. La vue de nos vestes rouges encore inconnues dans ces parages causa grand émoi dans l'habitation, car les Indiens sont tellement habitués à voir des bandes de toute couleur, que le nom de Français n'avait pour eux que la signification commune, c'est-à-dire la menace de corvées et de réquisitions qu'entraînent toujours les partis à leur suite. Aussi, à peine notre arrivée eut-elle été signalée du haut du *mirador* de l'*hacienda* que tous les *peones* s'enfuirent avec le majordome à travers les hautes cannes à sucre dont San-Juan est entouré. Cette *hacienda*, dont La Serna est propriétaire, offre de splendides cultures; mais le sol, d'une rare fertilité, y est malsain pour les nombreuses familles attachées à l'exploitation malgré le comfortable aménagement de leurs cases : les fièvres y naissent des mille irrigations qui baignent les plantations et du voisinage de la Corona, marécageuse dans cette partie basse. La maison principale, qui domine les écuries et les bâtimens pourvus des nombreux outillages nécessaires à une agriculture déjà avancée, a vraiment l'air seigneurial. Au bord du fleuve, la construction d'un beau moulin à sucre, sur le modèle des moulins de La Havane, ces types du genre, est restée inachevée. C'est dom-

(1) Dans une récente entreprise de ce genre, le sous-lieutenant Dumont est tombé aux mains de l'ennemi et a disparu.

mage, car sans la guerre civile ce petit coin de la province serait florissant. Les communs de l'*hacienda* renfermaient sous leurs hangars onze magnifiques étalons de toute robe, croisés d'arabe et d'américain, et trois élégantes voitures importées de La Havane à grands frais. San-Juan est la plus belle exploitation du Tamaulipas, et ses produits agricoles et chevalins prouvent que, si les bras venaient à y abonder, la terre ne se montrerait pas ingrate.

Le majordome, un peu rassuré, avait reparu : il s'était cru un instant envahi par les gens de Mendez, dont il connaissait trop les procédés pour ne pas prendre la fuite. Cet administrateur, aussi intelligent que laborieux, était dévoué à La Serna, et sa responsabilité était lourde, car l'*hacienda* de San-Juan égalait en importance, par le chiffre de la population, une petite ville du Tamaulipas. Un vieux secrétaire du majordome, un *escribano*, lui servait de second. A tous ces détails, cet *escribano* ajoutait les informations qui nous intéressaient le plus. Mendez était campé sur l'autre rive de la Corona, prêt à se jeter dans n'importe quelle direction, car San-Juan est le carrefour de toutes les routes qui mènent aux quatre coins du Tamaulipas : au nord San-Carlos, à l'est Padilla et Ximenès, au sud Croy, et à l'ouest Guemès et Vittoria. Le majordome redoutait pour la nuit suivante, disait-il, une sérieuse attaque ; aussi comptait-il se jeter avec sa nombreuse famille dans le *monte* dès notre départ, qui s'annonçait déjà. D'après les derniers renseignemens, Mendez devait avoir pris position entre San-Juan et Padilla. C'était justement le chemin que nous allions parcourir pour rejoindre l'autre escadron dans la ville de Padilla, où était le rendez-vous.

Après une heure consacrée au repas des hommes et des chevaux, on se mit en route par une nuit brumeuse, coupant en pleine forêt à la suite de deux guides sûrs, des *peones* de San-Juan. Ce fut une marche de dix heures à travers huit lieues de marais boisés et sur une terre encore noyée par les dernières pluies. Parfois on s'arrêtait pour prêter l'oreille et laisser le temps à l'arrière-garde de rejoindre la colonne, surtout au passage des *barrancas*, fréquentes dans ces parages ; on était couvert de boue et harcelé de maringouins. Vers deux heures du matin, la moitié de l'escadron s'égara malgré toutes les précautions prises. La nuit était si noire que presque tous les contre-guérillas avaient la tête ensanglantée par les branches qui leur fouettaient le visage et les oreilles. On dut s'arrêter court, appeler et écouter longtemps ; personne ne répondit. Malgré le voisinage présumé de l'ennemi, il fallut se décider à faire sonner les trompettes. Rien ne produit une longue et douloureuse sensation comme ces notes graves et plaintives lancées de nuit dans

l'espace au milieu du silence, surtout lorsqu'elles appellent des compagnons quelquefois perdus pour toujours. L'anxiété fut grande; enfin après vingt longues minutes les égarés ralliaient nos rangs. L'appel fait, on marcha encore trois heures. Au lever du soleil, nous entrions à Padilla, où l'autre escadron nous attendait pour se mettre à la poursuite des pièces d'artillerie. Vers midi, une fois le gué du Rio-Purificacion traversé, on eut à franchir le Pilon, toujours gros et emporté dans son cours. Sous le choc d'une pièce de bois courant à la dérive, un de nos canots chavira, et dix cavaliers disparurent bottés et armés au milieu du gouffre. Un instant on vit cette grappe d'hommes suspendue au faible cordage d'attache, qui finit par céder sous tant d'efforts désespérés. En un clin d'œil, les bons nageurs de la contre-guérilla s'élancèrent au secours des naufragés. Huit seulement purent être sauvés; un Arabe et un Français, tous deux vieux soldats de Crimée et d'Italie, furent entraînés; trois ou quatre fois apparut une tête suppliante, puis le tourbillon se referma. Chacun de nous s'en alla le cœur serré, quittant les chemins battus, jusqu'à la Partadero, *rancho* solitaire dans la direction de la route de Ximenès à San-Carlos, la petite ville vers laquelle roulaient les canons. En trente-six heures, on avait parcouru trente et une lieues. La chute du jour était proche; à peine le café versé, chaque cavalier se laissa tomber de fatigue sur le sol, confiant dans la vigilance des petits postes. Vers onze heures, dès que la lune éclaira les sentiers, on recommença la poursuite en pleine forêt vierge. Un guérilla lancé à toute bride se jeta brusquement dans notre avant-garde. C'était un émissaire de Mendez qui retournait à lui après s'être assuré que les canons s'avançaient sans encombre vers San-Carlos. On le retint prisonnier, sans obtenir de lui aucun éclaircissement. Aux premières lueurs de l'aube, nous débouchions sur la grande route; les empreintes de roues tracées sur le sol dataient de la veille. On partit au galop, et à un détour du chemin on tombait sur le *rancho* de la Garita. Sous les arcades du péristyle étaient couchés bien endormis, les armes sous la main, onze bandits, avant d'avoir pu se défendre, ils étaient saisis. A 500 mètres plus loin, au bas d'une côte, les canons reposaient sur des chars embourbés dans un ruisseau. Un fort parti de cavaliers les entourait; mais, stupéfaits d'apercevoir les vestes rouges à pareille heure, ils s'enfuirent dans la direction de San-Carlos à bride abattue. Les prisonniers étaient vraiment hideux dans leur accoutrement. Les cheveux et la barbe incultes, des chemises garnies de dentelles déchirées et souillées, des vêtemens moitié bourgeois, moitié militaires, salis par la débauche, des ceintures enrichies de broderies d'or et d'argent, les mains encore tachées

de sang, tout accusait en eux les meurtriers des victimes de Ximenès. Lorsque leurs noms eurent été inscrits et que l'interrogatoire eut été achevé, ils se placèrent sur un rang où ils attendirent bravement la mort. Grâce fut faite à un seul qui demanda la parole au moment suprême. C'était un *peon* enlevé de force par les guérillas et qui avait été contraint de les suivre. Renseignemens pris auprès des conducteurs de voitures que nous reconnûmes, on lui pardonna, et plus tard, à Vittoria, il fut élevé au grade de jardinier sur un petit coin de terre réservé où se semaient les légumes destinés à la nourriture des malades de la contre-guérilla. Dix cadavres tombèrent et restèrent sans sépulture; les pièces étaient reprises, les chevaux des condamnés remplacèrent nos montures les plus épuisées, et le soir même San-Carlos, au pied duquel nous allions bivouaquer, apprenait par ses fuyards le sort de ses partisans.

Dans la nuit, le colonel Du Pin nous avisait qu'il était sorti lui-même avec de l'infanterie pour couvrir Guemès, que Mendez menaçait de San-Juan, où il avait pénétré. Le lendemain, nos escadrons couchaient à l'*hacienda* de San-Juan, où ne restaient que des familles éplorées. La veille au matin, Mendez, à la tête d'une partie de sa guérilla, avait fait irruption, et au moment même où les siens tombaient à trente lieues de là, il pendait le majordome, le vieil *escribano* et nos deux guides. Chevaux et voitures avaient disparu; de plus quarante Indiens *peones*, pris au *lasso*, avaient été emmenés comme recrues. C'était là le premier avertissement donné par le général Carbajal à son cousin La Serna, qui, penchant encore entre la cause juariste et le régime impérial, finit par accepter la présidence de la grande *junta* convoquée à Vittoria pour le 15 novembre 1864; cette *junta* devait réunir tous les notables du Tamaulipas, appelés à discuter les intérêts de leur état. Le 3 novembre, le capitaine Isabey, après avoir si bien réussi, ramenait les escadrons à Vittoria; la cavalerie avait ainsi parcouru soixante-sept lieues en quatre nuits et quatre jours. Cette course donne une idée des services que peut rendre le cheval du Tamaulipas.

V.

Les nouvelles qui suivirent ces événemens furent très fâcheuses. Les deux officiers de la contre-guérilla française retenus à Tampico par les besoins du service avaient succombé au *vomito;* 87 soldats faisant partie de nos 300 Africains récemment débarqués, en quelques jours d'épidémie, avaient été aussi enlevés par le fléau, qui décimait plus encore la population indigène. Le reste du déta-

chement avait été mis aussitôt en marche sur Vittoria. Malgré ces mesures, le chemin fut semé de morts. Pour redonner du courage aux survivans frappés de terreur à la vue de ce mal aussi étrange que rapide, la contre-guérilla leur expédia en toute hâte des secours et des médicamens. Là où leurs aînés avaient passé au milieu de chaleurs caniculaires avec des pertes minimes, les nouveau-venus s'affaissaient presque foudroyés, et il n'en arriva que 117 à Vittoria. L'insurrection en même temps faisait des progrès. Les villes de Croy, de Padilla, s'étaient soulevées à la voix d'un ancien commandant de Cortina, Ingenio Abalos. Ce nouveau rebelle avait déjà coupé les communications de Sotto-Marina et de Tancasnequi, tandis que Mendez interceptait celles de Monterey et de San-Fernando. Le but évident de cette levée de boucliers était d'empêcher tous les notables de la province d'arriver à la *junta* de Vittoria. Pour réussir, Carbajal, par l'organe de Mendez, n'avait pas craint de prêcher cette fois la guerre sociale, devant laquelle il avait reculé jusqu'au moment où il avait compris que l'ouverture de la *junta* allait consacrer l'union des grands propriétaires, désireux de resserrer leurs liens, et que l'insurrection perdait ses meilleures chances d'avenir. Ses espérances furent dépassées. Ce que le gouvernement eût dû tenter avec sagesse et promptitude, l'émancipation des Indiens, ses ennemis l'entreprenaient, mais sans imposer aucun frein aux convoitises et aux haines déchaînées. Tous les Indiens, qui formaient le seul élément sérieux de reconstitution mexicaine, se levèrent en masse contre leurs *hacenderos* en réclamant le partage des terres. Tous les petits *pueblos* prirent les armes, les maisons restèrent désertes, et les bois s'emplissant de rebelles, les canons de fusil bordèrent les haies des sentiers.

Le 8 novembre 1864, un *vaquero*, venu de Sotto-Marina à franc étrier, entrait à la maison de commandement de Vittoria. Jesus La Serna faisait savoir que ni les notables du district du centre ni lui-même ne pourraient se rendre à la prochaine *junta* du 15 novembre; leur tête avait été mise à prix, s'ils bougeaient, et malgré toute leur résolution ils ne pouvaient, disaient les notables, songer à se mettre en route sans force armée au moment où tous les chemins étaient barrés par les bandes de Mendez, grossies à vue d'œil. La défection, même non calculée, de La Serna, qui comptait un puissant parti et qui seul pouvait contre-balancer l'influence de son parent Carbajal, avait une trop grande portée pour que l'autorité française ne voulût pas lui ôter tout prétexte d'abstention; d'ailleurs l'intérêt du pays exigeait qu'on cherchât à compromettre La Serna de façon qu'il ne pût désormais reculer. Les deux escadrons de la contre-guérilla se remirent en route pour Sotto-Marina, l'un à gauche par

le chemin de Padilla, l'autre à droite par celui de Croy, balayant ces deux parcours pour se donner la main au *rancho* de la Puerta. Guemès et Padilla étaient vides; Croy était en pleine insurrection, et toutes les cases en étaient abandonnées. La *maison des rentes publiques* avait même été démolie et pillée par le chef Ingenio Abalos. L'alcade récemment installé, fait prisonnier par les guérillas, avait pu s'échapper dans la broussaille, où il avait été poursuivi à coups de fusil. On dut bien se garder pendant la nuit passée à Croy. Un guérilla de mine repoussante fut fait prisonnier. Résigné d'avance au sort qui l'attendait, il s'accroupit auprès du feu du bivouac, et pendant que le chef de contre-guérillas, assisté de l'alcade de Croy, qui nous avait ralliés, et d'une cour martiale, lui faisait subir un dernier interrogatoire, le Mexicain lui demanda cavalièrement une cigarette. Sur son propre aveu, il fut reconnu coupable d'espionnage et de rapines. Le cœur se serrait de voir à la lueur rougeâtre du foyer ce bandit, intelligent d'ailleurs, assis tranquillement et savourant cette dernière fumée de tabac. Quand il eut achevé sa cigarette, toujours impassible, il se leva en proférant le mot sacramentel : *A la disposicion de Vd, señor* (à votre disposition); c'est ainsi qu'il s'en alla dans l'autre monde. L'alcade nous apprit à son tour qu'une femme galante, la maîtresse d'Ingenio Abalos, connue sous le nom de Pepita, partageait ses loisirs entre les Français à Vittoria et les chefs de guérillas à Croy, où elle avait sa demeure, que sa maison était le rendez-vous des orgies et des conciliabules où elle nous trahissait, que le soir même, une heure avant notre apparition à Croy, elle y était entrée à l'improviste, éventant notre marche près de la bande réunie dans une partie de *monte*. Il ajoutait que les guérillas, après s'être concertés devant elle à voix basse, s'étaient lancés en toute hâte sur la route de la Puerta, où nous devions passer de nuit, pour nous y dresser une forte embuscade.

Après perquisitions faites, la charmante espionne fut trouvée cachée sous un tonneau, au fond d'un faux grenier de sa maison. Le sol de la case était encore jonché de cartes, de verres et de robes fanées. La Mexicaine refusa, malgré nos prières, de donner des renseignemens sur la nature et la position de l'embuscade. Alors une corde à nœud coulant fut attachée à la poutre du toit, une montre fut placée en évidence sur la table, et la prisonnière fut prévenue que, si elle n'avait pas parlé au bout de cinq minutes, elle allait être pendue : elle resta muette. De temps à autre, prête à s'élancer comme une panthère, les yeux fixes et ardens, elle observait les *revolvers* passés à la ceinture des Français; la cinquième minute était expirée que la femme n'avait pas encore rompu le silence. La

corde s'abaissa lentement et fit tressaillir le cou de Pepita. La menace avait réussi : elle fit des aveux complets.

On partit de Croy. L'alcade, craignant ses concitoyens, voulut nous suivre; Pepita, gardée par deux contre-guérillas, marchait en tête comme une fière amazone. Pas un coup de feu ne partit de la forêt, et un des guérillas, tombé plus tard entre nos mains, avoua que la bande de Croy, à la vue de la favorite du chef Abalos devenue notre prisonnière, s'était blottie dans le lit d'une *barranca* sans oser nous attaquer. Le lendemain, sur tout notre parcours nous entendîmes les mugissemens des taureaux sauvages; mais nous savions qu'Ingenio Abalos avait le talent d'imiter parfaitement les mugissemens de ces animaux; il comptait ainsi nous inspirer de la confiance, puisque d'ordinaire les bandes de bétail s'enfuient à la vue de l'homme. A une heure convenue, les deux escadrons se rejoignirent au précipice de la Puerta, et attendirent vingt-quatre heures au *rancho* voisin les notables de Sotto-Marina, qui nous avaient avertis de leur départ. Toutes les chambres du *rancho* étaient semées de poudre; l'ennemi venait de les évacuer. Le soir, La Serna, suivi d'un nombreux cortége, nous donnait la main.

Le 15 novembre 1864 au matin, les coups de canon prescrits par le cérémonial faisaient retentir la grande place de Vittoria. La *junta* entrait en séance dans la salle de l'*ayuntamiento*. L'assistance était nombreuse; La Serna fut acclamé président. Tampico, comme ville importante, accepte mal la suprématie de Vittoria, sa capitale en décadence. Aussi son préfet politique, Apollinar Marquez, déjà hostile à l'intervention française (1), refusa-t-il de déférer à l'invitation qu'il avait reçue et usa-t-il de mille stratagèmes, sans réussir entièrement, pour arrêter le départ des notables du district du sud. D'un autre côté, deux des villes les plus éloignées du Tamaulipas dans la direction du nord, Hidalgo et Villagran, menacées qu'elles étaient par San-Carlos, n'avaient pu répondre à l'appel du gouvernement. Cela était d'autant plus regrettable que dans leur rayon est englobée la zone la plus riche de l'état de Tamaulipas.

Pendant que la contre-guérilla battait la campagne pour ouvrir les chemins aux Indiens amenant leurs produits à Vittoria et défendre la ville contre les incursions de plus en plus hardies des guérillas, une nouvelle colonne expéditionnaire, composée de cavaliers et de fantassins, fut chargée d'aller chercher les notables à Hidalgo et à Villagran, sur la demande de La Serna, désireux de rallier tous les centres de la province en un seul faisceau et d'or-

(1) Après la *junta*, ce fut La Serna qui le remplaça dans ses fonctions de préfet politique. Carbajal fit raser les troupeaux de La Serna, et mit à prix pour 100,000 piastres la tête de son cousin.

ganiser les gardes rurales. On tenta encore de former une gendarmerie; douze Indiens, robustes et braves cavaliers, en furent le premier noyau. Le lendemain, on trouvait le sous-officier de cette troupe pendu à une lieue de la ville. Les nouveaux engagés ne se découragèrent pas, et même deux d'entre eux partirent comme guides de la colonne envoyée dans un pays nouveau dont ils connaissaient toutes les localités.

La route qui conduit à Hidalgo, et qui pendant une vingtaine de lieues court le long des dernières pentes des montagnes, est parsemée d'*haciendas* fertiles où abondent le tabac, le maïs, la canne à sucre et les oranges. C'est la meilleure route du Tamaulipas et la plus fréquentée. Presque à la sortie de Vittoria, un premier coup de feu nous fit dresser l'oreille. A la hauteur de l'*hacienda* de Caballeros, notre avant-garde se heurta la tête dans les jambes d'un pendu; c'était un pauvre cordonnier de Vittoria, nommé Serapio Ernandez, parti la veille en courrier de la *junta* expédié à Hidalgo. La clairière était pleine de feux encore fumans et de débris de bestiaux fraîchement tués. Ce tableau était sinistre. On atteignit bientôt l'*arroyo* de la Palmita, torrent desséché, au lit encaissé, dont les bords étaient hérissés de lianes et de ronces. A peine engagés dans la pente, un nuage de fumée enveloppa tout à coup les partisans français; mais, comme on ne marchait qu'avec méfiance, chacun fut vite couché sous la décharge de l'embuscade, qui passa comme un ouragan par-dessus les têtes; puis on se releva. Pas un ennemi n'était visible. Alors fantassins à la baïonnette et cavaliers le sabre nu s'engouffrèrent sous les halliers; presque aussitôt on entendit des cris étouffés. Dix minutes après, la contre-guérilla était ralliée; on essuya sur l'herbe les lames rougeâtres, et malgré les insultes des bandits galopant dans tous les sens nos tirailleurs et nos flanqueurs éclairèrent le pays, le doigt sur la détente de la carabine, ripostant de temps à autre. Le soir, on coucha au bord d'une rivière dont le clapotement troubla seul le silence de la nuit. Ce même jour, un peloton de contre-guérillas, envoyé au secours de l'alcade de Guemès, fut moins heureux; après avoir sauvé l'alcade, nos camarades furent chaudement reconduits par une guérilla supérieure en nombre et grossie des habitans du village, et l'officier français rentrait à Vittoria les deux cuisses traversées d'un coup de feu.

La première étape que nous avions parcourue sur la route d'Hidalgo ne comptait pas moins de dix lieues. Le lendemain de bonne heure, tiraillés sans cesse par des *avanzadas* toujours invisibles, nous traversions la Corona. Moitié des fantassins montèrent en croupe des cavaliers; mais les autres, moins bien servis, furent

condamnés à un bain de jambes glacial, car le vent du nord avait soufflé toute la nuit, et au moment du lever du soleil, heure à laquelle le froid est toujours le plus intense, le thermomètre était descendu à dix degrés au-dessous du zéro : à midi, le jour même, il atteignit trente-six degrés de chaleur. La rive opposée de la Corona était couronnée par une *hacienda* qui a été une résidence princière. En avant de ses deux ailes, deux villages, habités par les serviteurs de l'habitation, s'échelonnent sur la pente. En arrière des bâtimens, d'immenses plantations d'orangers produisent par an, en temps d'exportation facile, de 6 à 7,000 piastres. C'est aujourd'hui le domaine du général La Garza, l'ancien gouverneur qui s'est rallié à nous, et qui, pour ménager la situation, s'est rendu à Mexico, confiant ses biens à son frère cadet Bautista La Garza. Ce dernier, qui s'était tenu à l'écart de la *junta*, déguisa mal son antipathie pour les Français pendant la courte halte qu'ils firent à cette *hacienda* de Santa-Engracias. Nous apprîmes aussi que Mendez avait passé la soirée et la nuit précédentes en compagnie du jeune La Garza après son embuscade infructueuse de la Palmita, que sa troupe s'était ravitaillée dans les magasins de Santa-Engracias, et que Mendez, après avoir pompeusement annoncé l'intention de nous attendre et de nous détruire dans cette position, avait décampé le matin à notre approche et s'était rejeté en arrière vers Hidalgo.

A la sortie des plantations de Santa-Engracias, le pays est accidenté : ce n'est plus ni la terre chaude ni la plaine, ce n'est pas encore la montagne. C'est une succession de bosquets favorables aux embuscades. Aussi notre avant-garde se glissait silencieuse, fouillant du regard tous les recoins du bois, tenant toujours à distance l'ennemi qui battait en retraite. Au détour d'une *vereda*, elle surprit un brigand armé, qui se cacha sous un faux nom, mais qui fut vite reconnu par un de nos guides comme le célèbre Galindo, le plus fameux bandit de tout le Tamaulipas, et passé par les armes. Un peu plus loin, un vrai *gentleman*, lancé au galop, à qui sans doute Galindo servait d'éclaireur, se croisa au sommet d'un mamelon avec nos *avancées*. Il avait fort bonne mine et parlait français. Il déclara être Rafael de La Garza, frère aîné du général. Sa présence dans ces parages était fort suspecte, car malgré le décret il était armé de *revolvers*, marchait sans passeport, et ne s'était encore présenté à aucune autorité. Il voyageait seul, à son aise, sans peur des guérillas, et de plus il sortait de l'*hacienda* voisine, Santa-Maria, domaine de M. Ortiz, son beau-frère, où l'ennemi avait aussi campé la dernière nuit. Cependant il donna sa parole qu'il était étranger aux bandes et qu'il se présenterait avant cinq jours au colonel Du Pin; il réclama même une lettre d'introduction. On lui

remit une lettre confidentielle bien fermée, et, malgré de justes soupçons inspirés par son ancien grade de colonel juariste, on le relâcha.

A la tombée du jour, on finit par découvrir, à l'extrémité d'immenses cultures de maïs, l'*hacienda* de Santa-Maria. La cour intérieure était encore pleine de litière fraîche; une trentaine de guérillas avaient en effet campé sous les fenêtres de M. Ortiz, qui, pour éviter nos questions, prétexta une maladie et resta couché toute la soirée. Nos deux gendarmes, en faisant causer les nombreux *peones* de Santa-Maria, apprirent bientôt qu'un nouveau parti de cavaliers levés la veille dans la ville d'Hidalgo avait passé là pour se réunir à Mendez, dont le *rancho*, appelé *Enchillado*, est perché sur la rive gauche de la Corona, en face de Santa-Maria. En fouillant Enchillado, nos éclaireurs s'emparèrent d'un Indien qui déclara courageusement que depuis vingt ans il était le serviteur de Mendez. Le prisonnier dut sa liberté à la franchise qu'il montrait dans ce moment suprême. Mendez répondit à cet acte de générosité par un *bando* qui ordonnait à tous de faire le vide devant les Français sous peine de pendaison. En effet, plus nous avancions, plus la solitude était menaçante; elle n'était troublée que par les coups de fusil échangés entre nous et les vedettes éventées par les chiens galopant nuit et jour en tête de notre colonne. Pourtant la route d'Hidalgo est semée de *ranchos* et d'*haciendas*.

La ville d'Hidalgo, moitié moins grande que Vittoria, avait été évacuée à la hâte dès l'apparition du *bando*. Toute la population, chargée de ses effets les plus précieux, avait gagné les bois. Les maisons étaient désertes; partout on trouvait des traces de cartouches récemment fabriquées. Au coin de la place principale, près de l'église où la contre-guérilla débouchait au pas de course, en travers et sur le seuil de l'unique porte ouverte, était étendu un large pavillon américain. Derrière le pavillon, un homme pâle, les bras croisés, de haute stature, la tête découverte, attendait immobile. Pressées à ses côtés, pleuraient de terreur sa femme et ses deux filles. C'était un consul américain, M. Daniel Hastings. Après un échange de cordiales paroles, le consul déclara en secret à l'officier français que Mendez en personne lui avait dit la veille qu'il voulait attirer les contre-guérillas à Hidalgo, leur couper les communications, et les attaquer à outrance au moment de leur retour avec des forces bien supérieures. Mendez connaissait exactement le chiffre de notre effectif, qu'il avait fait compter. Tous les notables d'Hidalgo s'étaient enfuis à Villagran; la mission dont nous étions chargés ne pouvait donc se terminer que douze lieues plus loin, à Villagran même.

En quittant Hidalgo, on parcourt un terrain toujours varié : on

passe d'une forêt vierge à une vallée presque nue, partagée par un fleuve qui serait couvert d'usines, si les Américains s'établissaient sur ses rives; plus loin, c'est une petite chaîne de collines aux rudes descentes, aux pentes ravinées. En face, l'horizon est barré par une ligne de hauts mamelons : c'est au pied de ces collines, sur le bord d'une rivière encaissée et rocailleuse, qu'est bâti Villagran. Du sommet de la pente escarpée que descendaient les contre-guérillas, la ville se découvrit tout entière. Elle nous parut charmante au premier aspect, mais soudain, sur la grande place, on vit miroiter aux reflets du soleil des canons de fusil; puis les armes s'entremêlèrent et se dispersèrent dans un tourbillon de poussière que le vent emporta rapidement sur la route latérale de San-Carlos. C'était le contingent de Villagran, une cinquantaine de cavaliers appelés sous la bannière de Mendez; à leur tête marchait, nous dit-on, le lieutenant-colonel Perfecto Gonzalès, l'homme du Texas et le recruteur d'Américains; le *revolver* sur la gorge des habitans, il venait d'extorquer toutes les piastres et les armes de la ville.

Les notables de Villagran, réunis à ceux d'Hidalgo, s'étaient prudemment réfugiés dans la ville de Linarès, cité importante du Nuevo-Leon et distante d'une quinzaine de lieues. Un brave *arriero* qui nous accompagnait depuis quatre jours s'offrit, malgré le péril, pour porter un message au préfet politique de Linarès, où vivait sa propre famille. Le lendemain même, le chef des contre-guérillas recevait un pli du préfet politique, Guillermo Moralès, qui annonçait le retour de plusieurs des notables confians en notre protection, et qui, sur le récit des attaques répétées de la bande de Mendez, toujours grossissante, récit que lui avait fait l'*arriero*, nous offrait l'appui de la moitié de ses forces. En pareil temps, de la part du préfet mexicain, pareille offre, qui fut du reste refusée, était un véritable acte de bravoure. On passa vingt-quatre heures à Villagran; c'est une vieille cité provinciale, pleine d'animation, digne de la curiosité du touriste. La population, qui s'élève à près de 3,000 âmes, est énergique et industrieuse; elle se ressent déjà du voisinage de la frontière; malgré la terreur qu'y faisait régner depuis quatre jours la bande de Perfecto Gonzalès, tous les habitans étaient au travail. Villagran a de l'avenir, car c'est le rond-point où viennent se croiser les routes de Matamoros, de Monterey, de San-Luis et de Tampico; mais il lui manque des forces régulières pour la protéger.

Prévenue que neuf des notables étaient sortis de Linarès pour la rallier, la troupe française se porta à leur rencontre jusqu'au Pilon. Le Pilon sert de limite à l'état de Tamaulipas, qu'il sépare du Nuevo-Leon; ce torrent de funeste mémoire n'est encore qu'un

ruisseau s'échappant de la montagne et entouré de fermes. Les notables, qui avaient déjà couru plusieurs dangers, ne cachèrent pas leur satisfaction à la rencontre des *colorados*, et tout le cortége reprit la direction de Vittoria en gagnant la traverse. Nous avions trente-sept lieues à franchir. Dès la première halte, à peine étendus sur l'herbe pour déjeuner, nous fûmes troublés par une avalanche de coups de fusil; mais deux guérillas tombés avec leurs chevaux dans une de nos embuscades payèrent pour leurs camarades. Le soir, on découvrit par hasard un *rancho* perdu au fond des bois et perché sur un petit mamelon dénudé. La position était bonne pour la nuit, et en pénétrant dans les cases on trouva quatre jeunes Mexicaines aussi élégantes sous la mantille que séduisantes de taille et de visage. C'était la retraite des quatre maîtresses des chefs républicains d'Hidalgo et de Villagran. La villa d'été, quoique bien meublée, avait misérable apparence; mais les Mexicains l'avaient choisie comme étant très sûre. Par galanterie française, à la porte des belles recluses fut posté un factionnaire chargé d'éloigner les curieux de tous grades. Les pauvres femmes tremblaient fort; mais peu à peu, tout en conservant leur fierté nationale, la curiosité les porta à venir partager le frugal repas des officiers. L'une d'elles, la favorite du chef Rafael Cerda d'Hidalgo, pendant que le babil de ses compagnes étouffait le bruit de ses confidences, se rapprocha de mon oreille et me dit vivement à voix basse : « Vous êtes perdus; un cercle de guérillas vous enserre. J'ai peine à vous voir mourir, car les Français valent mieux que leur réputation. Depuis votre départ de Vittoria, vous avez adressé au colonel Du Pin neuf courriers. Un seul a pu traverser les lignes : vous trouverez huit cadavres se balançant aux arbres du chemin ; prenez garde, car toutes les *veredas* sont gardées et pleines d'embuscades. » Et pour preuves la jeune femme cita plusieurs passages des lettres confidentielles interceptées, dont un entre autres n'était pas flatteur pour le caractère de son amant. La nuit était venue avec un épais brouillard; aucun feu ne trahissait le bivouac, chacun s'endormit la main sur son arme. Vers deux heures du matin, deux *qui-vive* furent poussés par nos sentinelles : il y fut répondu par le majordome du *rancho* et un négociant de Burgos, ville voisine du Texas. Ce voyageur, malade et fatigué, demandait à se coucher dans une des cases. Le majordome interrogé déclara que son compagnon, rencontré en route, lui était resté inconnu. L'étranger fut fouillé; il était armé de *revolvers*, et dans la garniture intérieure de son *sombrero* on trouva plié son brevet de lieutenant-colonel juariste au milieu de proclamations terroristes appelant les Indiens au massacre des Français et des traîtres. C'était

Perfecto Gonzalès lui-même, le pillard de Villagran, car, malgré sa barbe fraîchement coupée, les citoyens de Villagran, dépouillés par ses mains, l'avaient reconnu. Gonzalès finit par avouer qu'il était venu en espion, qu'il allait rejoindre Mendez, et que, surpris par le brouillard, il était tombé dans nos avant-postes, dont il ne soupçonnait pas le voisinage. A l'annonce du sort réservé aux espions, le désespoir s'empara du prisonnier; supplications, menaces, promesses de rançon s'échappaient de ses lèvres : cela était triste à voir, et il mourut mal. Ce fut le premier et le seul Mexicain que nous rencontrâmes lâche à l'heure suprême.

Depuis trois jours, telle était la terreur inspirée par Mendez, que nous n'avions pu, même au prix de dix onces d'or (800 fr.), trouver un courrier de bonne volonté. Aussi, le colonel Du Pin restant sans nouvelles de la troupe partie pour Villagran, des bruits alarmans n'avaient pas tardé à circuler à Vittoria. On savait d'abord que toutes les guérillas de Croy, de Guemès et des environs s'étaient dirigées sur Hidalgo. Toutes ces forces avaient donc dû se grouper autour de Mendez. Pressé par l'inquiétude, le colonel Du Pin partit à marches forcées à la tête d'une seconde colonne pour dégager ses contre-guérillas. Tous les notables, par l'organe de leur président La Serna, demandèrent à s'armer et à courir sus à l'ennemi commun.

Ce premier réveil d'énergie civique, cette démonstration spontanée des *hacenderos* devait produire un bon effet sur les esprits des Indiens égarés, car les *peones* de La Serna étaient seuls restés fidèles à leur maître. Aussi Mendez, prévenu du mouvement de Vittoria et ne se sentant plus en sûreté entre deux feux, renonça bien vite à la poursuite annoncée par la maîtresse de Rafael Cerda et rebroussa chemin jusqu'à l'*hacienda* de Santa-Maria, que M. Ortiz avait évacuée. Tous les *peones* de l'*hacienda*, enrôlés de force, durent construire sous les yeux de Mendez des barricades et des retranchemens autour des bâtimens. Ces préparatifs de résistance furent brusquement interrompus par l'apparition inattendue de la dernière colonne sortie de Vittoria. Le colonel Du Pin, venu à travers bois, déboucha par Enchillado en face de Santa-Maria. Mendez fut aperçu au balcon de l'*hacienda*. Un escadron précédé des notables fut lancé à la charge; malgré les eaux de la Corona et les décharges des défenseurs, l'élan ne fut pas ralenti, et les guérillas, mal abrités derrière des travaux inachevés, furent mis en déroute en perdant plusieurs des leurs. Mendez avait encore disparu. Parmi les membres de la *junta*, seul l'alcade de Croy reçut une blessure grave : une balle lui avait brisé la hanche. Le lendemain, les deux troupes de la contre-guérilla se retrouvaient et se donnaient la main

à Hidalgo. Il était urgent que la grande assemblée de Vittoria, interrompue violemment, reprît son cours, puisque les représentans de toutes les villes du Tamaulipas étaient réunis.

Notre mouvement rétrograde commença donc; mais, à l'imitation des Arabes, les guérillas, qui se dispersent devant le moindre mouvement offensif, excellent dans l'art de harceler l'ennemi qui se retire. Sur tout le parcours, à travers les arbres, on essuya une série de coups de feu laissés sans réponse, et à chaque pas les buissons s'illuminaient. Nos éclaireurs, se faisant jour à travers les halliers, tenaient parfois les guérillas à distance et parfois les surprenaient d'un coup de baïonnette : on ne pouvait d'ailleurs avancer que lentement à cause du transport des blessés. Un soir, à quinze cents mètres de notre bivouac, les guérillas, se croyant à l'abri, campèrent sur l'autre rive du fleuve dans un grand *rancho*. Leur bande était forte; tous les chevaux sellés étaient attachés autour des cuisines allumées en plein vent. A la nuit, nos deux canons rayés furent silencieusement portés à bras et mis en position. Quatre obus lancés coup sur coup et placés comme avec la main éclatèrent en plein dans le cercle, et firent voltiger marmites, bras et jambes. Les chevaux affolés s'échappèrent, et plusieurs vinrent même se joindre à nos montures; mais le lendemain les guérillas s'empressèrent de prendre une revanche. A la rentrée dans l'*hacienda* de Santa-Engracias, notre tête de colonne tomba dans une embuscade au passage d'une *barranca* qui ne pouvait se tourner, et deux de nos contre-guérillas furent grièvement touchés. C'était d'ailleurs sur le territoire des frères La Garza, presque à leur porte : le colonel Rafael La Garza fait prisonnier quinze jours auparavant, malgré sa parole, ne s'était pas présenté aux autorités. Un espion révéla que Mendez avait encore dîné la veille avec les deux frères, qu'il avait passé la nuit chez eux et disposé lui-même l'embuscade qui eût tué plusieurs notables, si les meurtriers embusqués avaient fait preuve d'un plus grand sang-froid. On s'assura de la personne des deux frères : la lettre confiée la semaine précédente à l'honneur de Rafael avait été communiquée à Mendez; elle fut représentée grossièrement recachetée. Les La Garza furent emmenés prisonniers et internés provisoirement à Vittoria.

Le parcours de Santa-Engracias à Vittoria était funèbre. Une file de cadavres pendus par ordre de Mendez s'agitaient au souffle de la brise; un soleil ardent avait saisi et desséché ces corps dépouillés de leurs vêtemens. Pendant cette dernière marche, notre avant-garde rencontra au milieu de la route une tombe fraîchement remuée que surmontait une croix décorée de l'inscription : « mort aux assassins français! » Un des contre-guérillas arracha violemment la

croix; soudain une immense machine infernale fit explosion en ébranlant les échos comme une canonnade, puis la fusillade éclata derrière une barricade élevée au détour du chemin. Les défenseurs de cette barricade étaient déjà tournés par un de nos détachemens lancés à la découverte; le terrain fut vite déblayé, et le 1er décembre 1864 nous étions de retour à Vittoria, où la *junta* reprenait ses séances.

Deux bonnes nouvelles nous attendaient à Vittoria. — Pendant que Mendez tenait la campagne, San-Carlos avait été occupé après une courte résistance par les troupes du général Mejia. — La contre-guérilla française recevait l'ordre de rejoindre les forces du maréchal Bazaine, pour prendre part aux opérations contre le *paisano* (compatriote) de Juarès, son partisan le plus tenace, Porfirio Diaz (1), qui à la tête d'une nouvelle bande organisait la résistance dans la ville d'Oajaca (2). Nous allions donc quitter le Tamaulipas, traverser la Huasteca, les terres chaudes de Vera-Cruz, le plateau de l'Anahuac et revoir des Français. C'était dire adieu à la mort obscure, à la guerre de broussailles, pour entreprendre un magnifique voyage qui nous promettait les émotions d'un siége et un peu de gloire. Le Tamaulipas et sa capitale devaient être remis à l'armée impérialiste, déclarée assez forte désormais pour défendre le territoire. Malheureusement la brigade du général Mejia n'arriva que tardivement à Vittoria; il fallut renoncer à toutes nos espérances. Ce dernier mois de décembre 1864 fut encore bien employé par la contre-guérilla, dont la moitié monta jusqu'à San-Luis chercher un convoi de 10 millions d'argent monnayé, portés à dos de mulets, qu'elle escorta sans accident jusqu'à Tampico. Les autres partisans français livrèrent aussi quelques combats heureux aux bandes disséminées et privées de leur dernière retraite par la prise de San-Carlos. Mendez et Carbajal, réduits aux abois, tentèrent contre nous un dernier effort, et ce fut près de l'*hacienda* de Caballeros qu'eut lieu le dernier choc entre les guérillas et les contre-guérillas.

Le 21 décembre, un de nos convois était sorti le matin de Vittoria; il devait rapporter le lendemain de l'*hacienda* de Caballeros un chargement de maïs. Vers midi, nous apprîmes à Vittoria que toutes les guérillas se concentraient à mi-route de Caballeros pour envelopper le convoi à son retour. Un officier, Corse d'origine, nommé Giovanetti, fut envoyé en reconnaissance avec vingt fantassins de la contre-guérilla mexicaine. Vers le soir, une fusillade nourrie

(1) Juarès est né à Oajaca comme Diaz.

(2) La prise rapide de cette ville et de tous ses défenseurs, qui eut lieu en janvier 1865, est un des plus beaux titres de gloire du maréchal Bazaine.

éclata au loin, puis tout redevint silencieux; Giovanetti n'avait pas reparu. Une seconde colonne légère partit de nuit de Vittoria; sa mission était de marcher à la rencontre des deux premiers détachemens mis en route la veille et de leur prêter appui, si besoin était. Dans ce trajet était un point nommé *Hilladero* (fourré) : c'est la partie la plus boisée de la forêt, formant une espèce d'entonnoir coupé par un ravin, avec pentes assez rapides à la montée comme à la descente. La route encaissée, large à peine de cinq mètres, était ombragée de futaies entremêlées de buissons épineux. Vers sept heures du matin, les deux troupes de contre-guérillas s'y rencontrèrent. A ce moment même, une effroyable fusillade s'ouvrit sur toute la ligne; quatre mines fortement chargées de pierres, de madriers et de terre, éclatèrent successivement sous nos pas. Le convoi fut entouré en tête, en queue et sur les deux flancs, au bruit de clairons mexicains sonnant la charge et de cris sauvages sortant des bois. Au-dessus de ma tête, à quinze mètres du sol, au bout d'une branche décharnée d'un cèdre majestueux était pendu par une jambe le cadavre de Giovanetti, nu, criblé de balles et de coups de couteau, le cœur arraché hors de la poitrine; au-dessous de son visage était attaché son chien. L'attaque devint alors acharnée; les bœufs, effrayés par les explosions des mines, refusaient de traîner les charrettes à roues massives chargées de maïs. Les contre-guérillas eurent bientôt franchi les barricades et poussèrent trois fois la charge dans les broussailles. Après une heure de lutte, le terrain restait à la contre-guérilla victorieuse, qui ramenait ses morts et ses blessés à Vittoria. L'ennemi avait abandonné sans sépulture plus de cinquante victimes.

Le 7 janvier 1865, la contre-guérilla fit ses adieux à Vittoria après avoir remis la ville, ses canons rayés et son parc de munitions au colonel Balderas, gouverneur provisoire; puis elle évacua le Tamaulipas sans essuyer un coup de fusil jusqu'à sa rentrée dans Tampico. A peine le départ des Français, dont la nouvelle se propagea comme un éclair dans toute la province, fut-il connu, que la ville de Linarès, pour prix de l'appui qu'elle avait offert à la contre-guérilla, fut mise à feu et à sang par Mendez. Carbajal, se mettant à la même heure à la tête de l'insurrection, leva de nouveau l'étendard républicain.

Le 24 mars 1865, le général Cortina trahissait l'empire; mais, avant de se prononcer, il avait eu le soin de faciliter la grande levée de boucliers de Carbajal, que le colonel Larumbide à son tour laissait ouvertement échapper au moment où les Français allaient s'emparer de sa personne. Le bandit Mendez s'emparait de Vittoria et des canons rayés qu'y laissait le colonel Balderas, mis en fuite.

On peut s'imaginer de quelles représailles la population fut victime. A Tula, la contre-guérilla mexicaine était écrasée, et son colonel, Prieto, n'échappait à ce désastre qu'avec une poignée d'hommes. Seules de tout le Tamaulipas, les villes de Tampico et de Matamoros n'étaient pas retombées au pouvoir des libéraux; Mejia pourtant était assiégé à son tour dans ce dernier port. « Enfin le général Carbajal, après avoir laissé le gouvernement du Tamaulipas à Pancho de Leon, soulevé de nouveau, partait pour la frontière à la recherche des Américains (1). »

Là s'arrête l'histoire de la contre-guérilla en terres chaudes. Depuis son départ de Vittoria, elle a encore eu l'honneur de partager les luttes des régimens français sur un théâtre qui nous est inconnu; on a pu voir que les partisans s'étaient montrés dignes de leur tâche. Cette page de l'histoire du Tamaulipas contient de curieux enseignemens. L'avenir seul dira si un souverain d'origine étrangère, soutenu par une armée recrutée d'élémens rivaux et étrangers, entouré de ministres étrangers, pourra réunir en un solide faisceau les partis pleins de haines ravivées par la lutte. Au souffle d'un nouveau patriotisme, les Mexicains affirmeront-ils leur patrie, ou bien le Mexique ne sera-t-il vraiment une nation que lorsqu'il aura cessé d'être le Mexique? Si toutes ces questions intéressent la France, celle de l'évacuation de nos soldats lui importe bien autrement, car s'il a été glorieux de promener notre drapeau des mers du Japon aux rives du Pacifique, l'intérêt de notre pays commande de mettre promptement un terme aux sacrifices prodigués dans une entreprise lointaine, qui sans doute ne devait être de prime abord qu'un hardi coup de main, encouragé par un premier succès remporté en Chine. Dieu veuille que le départ de notre dernier bataillon ne donne pas le signal des représailles, et ne soit pas suivi du massacre de nos compatriotes et des populations compromises par notre politique! Il serait pénible de songer que de si longs efforts sont restés stériles pour la régénération d'un pays qui a déjà coûté tant d'argent à notre trésor, tant de victimes à notre armée, tant de larmes à la France.

Cte E. DE KÉRATRY.

(1) Extrait d'une lettre du cousin de Carbajal, La Serna, préfet politique à Tampico.

DE

L'EXTRADITION DES ACCUSÉS

ENTRE

LA FRANCE ET L'ANGLETERRE

Ce n'est point sans quelque surprise que le public français a brusquement appris par le *Moniteur* la dénonciation officielle de la convention d'extradition conclue en 1843 entre la France et l'Angleterre. Cette dénonciation, notifiée au gouvernement anglais le 4 décembre 1865, doit avoir, aux termes de la convention, son plein effet six mois plus tard, c'est-à-dire que dès le 4 juin de cette année, si la convention de 1843 n'a pas été renouvelée ou remplacée dans l'intervalle, un banqueroutier frauduleux ou un assassin qui aura réussi à traverser en temps opportun la Manche pourra, dans l'un ou dans l'autre pays, jouir ouvertement et impunément du fruit de son crime. Certes l'anxiété serait grande des deux côtés du détroit, si l'on considérait la question de cette manière, et si l'on ne regardait plutôt comme inévitable la conclusion d'un nouveau traité propre à donner aux deux nations les garanties que l'intérêt social réclame. Mais quel peut être ce nouveau traité? quelles modifications le gouvernement français désire-t-il introduire dans la convention de 1843, et ces modifications peuvent-elles être acceptées par l'Angleterre? Enfin quels principes ont guidé jusqu'ici les deux gouvernemens en cette matière, et d'où vient le dissentiment qui les sépare? Ces questions ont aujourd'hui une assez grande importance pour mériter un sérieux examen.

Si l'on s'en tient au texte de la dépêche en date du 29 novembre 1865, dans laquelle le gouvernement français expose les raisons

qui le portent à dénoncer la convention de 1843, il semble d'abord qu'aucun dissentiment touchant les principes n'existe entre les deux gouvernemens. En effet, lorsque notre ministre des affaires étrangères déclare que « les états contractans, en pareille matière, ne doivent se demander réciproquement, pour accorder l'extradition réclamée, d'autres preuves que celles qui sont indispensables pour vérifier si les poursuites sont sérieuses, dirigées par le juge compétent et motivées par des crimes communs, » il n'avance aucun principe que le gouvernement anglais et les jurisconsultes de la couronne ne soient disposés à reconnaître et à prendre eux-mêmes pour règle de conduite. Où donc commence le désaccord, et quel est le point sur lequel on cesse de s'entendre? Il suffit de parcourir le reste de la dépêche du 29 novembre, sans avoir recours à bien d'autres documens dont nous parlerons tout à l'heure, pour s'apercevoir que la difficulté porte exclusivement sur le sens qu'il convient de donner à cette expression de *preuves indispensables*, et que ce qui est une preuve suffisante aux yeux de l'une des deux parties n'a pas la même valeur aux yeux de l'autre. La dépêche du 29 novembre cite, par exemple, comme un refus injuste opposé à une demande légitime d'extradition, le cas d'un certain Teissier compromis dans l'affaire du *Fœderis-Arca*. « L'avocat-général du gouvernement de l'Inde et les avocats de la couronne, dit le ministre français, ont déclaré que, pour autoriser l'arrestation et le renvoi en France du fugitif, il aurait fallu joindre au mandat d'arrêt des copies des dépositions déjà reçues dans l'information et dont l'authenticité aurait été attestée par le serment de la personne qui les aurait exhibées, de telle sorte que le magistrat de police de Calcutta pût constater si le fugitif était, *prima facie*, coupable du crime pour lequel son extradition était réclamée. De telles exigences constituent un obstacle permanent aux succès des demandes d'extradition et diffèrent de la pratique suivie par les autres puissances de l'Europe. » Voilà donc le terrain du débat entre les deux gouvernemens nettement déterminé; ce qui constitue aux yeux du gouvernement français une preuve suffisante, c'est la production d'un mandat d'arrêt signé par un magistrat compétent, tandis que les Anglais entendent par preuve suffisante l'ensemble des témoignages, donnés par écrit ou de vive voix, qui seraient nécessaires pour envoyer l'accusé devant une cour d'assises anglaise, si le crime avait été commis sous la juridiction britannique, et si l'accusé n'était point réclamé par son gouvernement. En d'autres termes, pour accorder l'extradition, il faut que le magistrat anglais trouve dans l'instruction publique et contradictoire, poursuivie selon l'usage anglais contre l'accusé réclamé, les mêmes indices suffisans de

culpabilité qui l'obligeraient à envoyer l'accusé devant le jury, s'il était sujet de la reine. C'est donc dans cette instruction publique et contradictoire que doivent figurer les charges fournies par le gouvernement étranger qui réclame l'extradition de l'accusé, et ces charges doivent emporter la conviction du juge, non pas sur la question de savoir si l'accusé est certainement coupable, mais sur cette question préalable : — y a-t-il contre l'accusé des indices suffisans de culpabilité pour constituer ce qu'on appelle en Angleterre un *prima facie case* et pour justifier sa mise en accusation devant le jury, s'il était Anglais? A cette théorie le gouvernement français répond que la production de son mandat d'arrêt doit suffire, et que ce document constitue une preuve d'un assez grand poids pour déterminer l'extradition qu'il réclame. On voit la distance qui sépare ici l'opinion des deux gouvernemens, et l'on comprend sans peine les difficultés qui devaient sortir de deux façons de voir si différentes.

Avant d'examiner si la théorie du gouvernement français est conforme aux termes de la convention de 1843, ou si au contraire la manière anglaise de procéder n'a pas été prévue et explicitement acceptée par cette convention, demandons-nous d'où vient entre les deux gouvernemens une différence d'opinion si marquée sur le plus ou moins de facilité que doivent s'accorder entre elles les nations civilisées pour l'extradition réciproque de leurs nationaux. On a lieu de penser, en lisant les documens relatifs à cette affaire, qu'aux yeux du gouvernement français le plus ou moins de facilité que s'accordent mutuellement les peuples pour l'extradition de leurs nationaux est en raison de leur civilisation même, et que plus leur civilisation est avancée, plus cette facilité est grande. Si quelque peuple se montre difficile en matière d'extradition, s'il entoure cet acte de conditions rigoureuses, c'est qu'il a gardé quelque chose de la notion barbare du droit d'asile, c'est qu'il n'est point suffisamment pénétré de l'idée nouvelle que recouvre le mot également nouveau de *solidarité* des peuples, c'est qu'il n'a pas suffisamment compris que les nations civilisées doivent former aujourd'hui une grande famille.

Il nous en coûte de ne pouvoir adopter sans restriction cette façon philanthropique et élevée de traiter la question si délicate de l'extradition des accusés; mais nous ne pourrions, sans fermer les yeux à l'évidence, souscrire d'emblée à cette opinion que la civilisation d'un peuple peut se préjuger d'après le plus ou moins de facilité que cette extradition des accusés rencontre sur son territoire. Une classification qui, aux termes mêmes de la dépêche du 29 novembre, nous obligerait à placer l'Angleterre au dernier rang des nations

civilisées de l'Europe ne saurait être acceptée avec trop de réserve, et il suffit d'un court examen pour reconnaître que cette classification singulière repose heureusement sur une vue trop étroite, et partant fausse, des élémens de la question. Pour quiconque prend la peine d'y réfléchir, deux intérêts sont en présence dans le problème que toute demande d'extradition soulève : d'une part, le bien-être et la moralité de la société humaine sont intéressés à ce qu'il ne suffise pas au coupable de franchir une frontière pour trouver contre la justice des hommes un inviolable asile, et à ce point de vue on peut se croire en droit de soutenir que le plus ou moins de facilité que s'accordent mutuellement les peuples pour l'extradition des accusés est un signe de leur civilisation même ; mais d'autre part il n'importe guère moins à la sûreté et à la dignité de la société humaine que l'étranger réfugié ou simplement établi chez un peuple ne soit point privé de cet asile ou de ce séjour, ni rejeté de cette hospitalité sans une juste cause, et à ce point de vue on peut dire encore que la civilisation d'un peuple se mesure aux garanties dont il entoure sur son territoire la liberté et la sécurité de l'étranger. Si notre ministre des affaires étrangères avait bien voulu considérer ces deux côtés de la question, ces deux intérêts, non moins respectables l'un que l'autre, qui se trouvent en présence lorsqu'il s'agit d'extradition, il eût été sans doute moins rigoureux dans ses conclusions et moins sévère à l'égard du peuple anglais. Il y a en effet deux façons de s'écarter de la civilisation et de tomber dans l'état barbare lorsqu'il s'agit de l'extradition des accusés. Si cette extradition est impossible, si l'impunité est assurée au coupable assez prompt et assez heureux pour franchir à temps une frontière, la civilisation reçoit de cet état de choses un dommage qui n'est pas sans honte ; mais le dommage et la honte ne sont pas moindres si l'extradition de l'étranger est trop facile, s'il suffit à un gouvernement de réclamer partout ses nationaux pour les reprendre, si les frontières qui maintiennent entre les peuples une indépendance et une diversité salutaires sont décidément abaissées devant l'esprit de persécution et de vengeance, si les pouvoirs humains peuvent atteindre en tout lieu leurs ennemis ou leurs victimes, comme les centurions des césars rejoignaient sans peine, aux extrémités du monde alors connu, des hommes qui étaient le dernier exemple et le dernier honneur de leur patrie dégénérée.

Le but véritable de la civilisation, l'objet légitime des conventions qui interviennent à cet égard entre les peuples est donc de trouver un juste milieu, un terme raisonnable entre la trop grande difficulté et la trop grande facilité de l'extradition de l'étranger. Or il est aisé de comprendre que le degré de facilité accordé par

chaque peuple, en ce qui touche l'extradition des accusés, doit varier selon la situation légale que ce même peuple fait à l'étranger dans son sein. Chez une nation, par exemple, qui ne se piquerait point de garantir la liberté et la sécurité de l'étranger, qui mettrait légalement l'étranger sous la main et à la discrétion du pouvoir, il est clair que l'extradition rencontrera peu d'obstacles, et que, pour le gouvernement qui la réclame, la difficulté de l'obtenir sera réduite à son *minimum*. Chez une nation au contraire qui accorde à l'étranger réputé innocent une somme considérable de liberté et de sécurité, l'extradition devient naturellement une plus grande affaire et ne s'obtient qu'avec beaucoup plus de peine. Ces vérités sont trop simples et s'imposent trop nécessairement à l'esprit pour y insister plus longtemps.

Si l'on cherche maintenant d'où vient que la situation légale de l'étranger est si différente selon le peuple chez lequel il réside, on s'aperçoit aussitôt que la quantité de liberté et de sécurité accordée par chaque état aux résidens étrangers est en proportion constante avec les garanties que cet état accorde à la liberté et à la sécurité de ses propres citoyens. Dans l'empire ottoman par exemple, où le citoyen indigène a le minimum de garanties qu'on puisse concevoir dans un état civilisé, l'étranger, même innocent, reste sous la main du gouvernement de son pays et peut être à chaque instant, sur la simple demande de ce gouvernement, chassé ou enlevé du territoire. Dans les autres états du continent européen, la position de l'étranger est plus ou moins précaire et toujours relative à la situation du citoyen. Il serait difficile en effet que l'étranger eût plus de droits que le citoyen, que sa liberté et sa sécurité fussent mieux garanties que celle de tous ceux qui l'entourent; s'il existe entre eux et lui une différence, il est plus naturel qu'elle soit à son préjudice, et que sa situation légale, s'élevant ou s'abaissant avec le niveau général, soit d'un degré au-dessous de la liberté et de la sécurité communes. C'est ainsi qu'en Angleterre le vote d'un *alien bill*, qui peut apporter en temps de crise des restrictions à la liberté et à la sécurité de l'étranger, coïncide naturellement avec la suspension de l'*habeas corpus*, qui apporte aussi des restrictions exceptionnelles à la liberté et à la sécurité du citoyen. En un mot, la situation légale de l'étranger varie selon les temps et les lieux, elle est en général au sein de chaque peuple en rapport constant avec la condition légale du citoyen.

Il suffit d'avoir saisi ces vérités si simples pour comprendre aussitôt combien est chimérique la prétention aujourd'hui à la mode d'établir, au milieu de cette variété inévitable et tenant à la nature des choses, une règle générale ou une procédure commune en ma-

tière d'extradition, et combien même il est injuste et impraticable d'exiger d'un peuple telle ou telle facilité en cette matière par cette raison qu'on la lui accorde soi-même sans balancer. Parler de la sorte, c'est oublier qu'un traité d'extradition ne peut être chez aucun peuple un acte à part, isolé et indépendant de sa vie générale, qu'il doit être dans un certain accord avec l'ensemble de sa constitution intérieure, avec la situation légale qu'il a faite à l'étranger, avec la condition même du citoyen, avec une foule d'élémens qui font partie de son existence et qui tiennent pour ainsi dire à ses entrailles. Il s'ensuit nécessairement qu'à moins d'être conclu entre deux états qui ont les mêmes lois et la même procédure criminelle, comme l'Angleterre et les États-Unis, les traités d'extradition ne peuvent être fondés, comme le sont les traités de commerce, sur le principe d'une complète égalité, et qu'on ne peut y réclamer d'un contractant telles ou telles facilités par cela seul qu'on les lui accorde ou plutôt qu'on les lui offre soi-même. Il dépend en effet des états de s'entendre pour abaisser d'un commun accord le droit d'importation prélevé sur le vin ou sur les métaux, mais il ne dépend pas d'eux d'abaisser d'un trait de plume le niveau de la situation légale de l'étranger, afin de suivre le voisin jusqu'au point où il lui a plu de descendre. Le roi de Dahomey, par exemple, ne ferait aucune difficulté pour livrer sans forme de procès à la reine d'Angleterre tout sujet anglais établi ou réfugié sur son territoire; serait-il fondé à réclamer en conséquence de la reine d'Angleterre la même facilité pour l'extradition de ses propres sujets? C'est pourtant faire un raisonnement de ce genre que de dire à son voisin, quel qu'il soit : « Je vous offre telles facilités pour l'extradition de vos nationaux, vous êtes tenu de m'accorder les mêmes facilités en retour. »

La première question et la plus importante qu'on soit donc obligé d'examiner lorsqu'il s'agit de conclure un traité d'extradition, c'est celle de savoir quelle est la situation légale que chacun des contractans a antérieurement faite aux résidens étrangers, car toute l'économie du traité à intervenir ne peut manquer d'en dépendre. Et, pour nous en tenir au sujet qui nous occupe, il est évident *à priori* qu'un traité d'extradition entre la France et l'Angleterre doit se ressentir dans ses dispositions principales de la condition si différente faite par la loi au résident étranger dans chacun de ces deux pays. La loi française met l'étranger, quel qu'il soit, à la discrétion de l'autorité administrative; — sur un mot du ministre de l'intérieur, l'étranger peut être reconduit par la gendarmerie de brigade en brigade jusqu'à la frontière. Si, après avoir été l'objet d'une semblable mesure, l'étranger se retrouve sans autorisation

spéciale sur notre territoire, sa présence seule est un délit; il est punissable de la prison, et nos tribunaux correctionnels ne peuvent éviter de lui appliquer cette peine aussitôt qu'ils ont constaté son identité et pris connaissance de l'arrêté d'expulsion qui le concerne. Voilà parmi nous l'état de la loi, et l'on voit suffisamment qu'elle n'accorde à l'étranger d'autre garantie pour sa sécurité et sa liberté que la modération de l'autorité administrative. On voit aussi, conformément à la proportion constante dont nous parlions tout à l'heure, que la liberté et la sécurité de l'étranger chez nous sont, dans une certaine mesure, inférieures à la liberté et à la sécurité du citoyen. Si en effet la loi de sûreté générale conférait naguère encore à l'autorité exécutive le pouvoir de bannir administrativement des citoyens, il fallait du moins que ces citoyens eussent déjà été punis pour certains délits ou atteints à une époque antérieure par des mesures exceptionnelles; mais le pouvoir discrétionnaire de l'administration française à l'égard de l'étranger n'est point soumis à des restrictions de ce genre. Peu importe l'innocence réelle ou présumée du résident étranger, il peut en tout temps, d'un seul mot, être légalement banni du territoire, et il est puni de la prison, s'il vient à y reparaître. Il en est tout autrement en Angleterre : l'étranger ne peut naturellement prendre part à la chose publique (bien qu'il puisse cependant publier des journaux, s'il le croit utile); mais il jouit en tout le reste de la même sécurité et de la même liberté que le citoyen anglais. Il ne peut donc être arrêté, détenu, jugé qu'avec les mêmes formalités et sur les mêmes indices que s'il était sujet de la Grande-Bretagne. C'est assez dire que, s'il est poursuivi, il doit comparaître publiquement devant le juge, qu'il peut aussitôt se faire assister d'un avocat, produire ses témoins, interroger ceux qu'on invoque pour le perdre et réclamer enfin sa mise en liberté, si un *prima facie case* n'est pas établi contre lui, c'est-à-dire si le juge ne considère pas que les indices recueillis sont suffisans pour l'envoyer devant le jury d'une cour d'assises. De plus, si l'accusé étranger doit franchir cette dernière épreuve, il peut demander et doit obtenir que le jury destiné à le juger soit composé par moitié d'étrangers, afin que ce jury soit capable d'apprécier avec meilleure connaissance de cause les actes d'un homme peu familier avec les lois et les mœurs du pays. Telle est la situation légale de l'étranger en Angleterre; il est inutile d'insister sur le contraste qu'elle offre avec la situation de l'étranger sur notre territoire.

Il est donc inévitable qu'un traité anglo-français d'extradition se ressente de cette différence; il est inévitable surtout que le droit de l'étranger étant beaucoup plus étendu en Angleterre, la difficulté de

le livrer n'y paraisse plus grande. Chez nous, l'étranger est normalement sous la main de l'administration; il est donc naturel que celle-ci soit juge souveraine de la demande d'extradition et de la suite qu'il convient de lui donner. En Angleterre, l'étranger est comme le citoyen sous la protection de la justice; il faut donc que la justice le livre, par conséquent qu'elle apprécie, comme le fait chez nous l'administration, les motifs de le livrer, et qu'elle les apprécie à sa manière, c'est-à-dire dans une instruction publique et contradictoire. Il s'ensuit cette différence, qu'on ne saurait avoir trop présente à l'esprit pour comprendre la question en litige : en France, l'extradition est naturellement une affaire d'administration; en Angleterre, elle est nécessairement une affaire de justice. Il est tout simple qu'en France chaque demande d'extradition soit appréciée à huis clos par le ministre compétent, et que la même autorité qui a le droit de bannir l'étranger ait le pouvoir de le livrer; il n'est pas moins naturel qu'en Angleterre chaque demande d'extradition prenne la forme d'une instance engagée devant le juge avec la publicité et les garanties accordées indistinctement par la loi à tous les accusés. Qui peut, en effet, décider de l'extradition de l'étranger sinon le même juge qui décide en tout temps de son sort? Le ministre anglais qui de sa propre autorité porterait la main sur l'étranger serait aussi certainement condamné pour arrestation illégale que s'il avait attenté à la liberté d'un citoyen. Il faut donc que l'étranger réclamé par son gouvernement soit privé de sa liberté selon les formes ordinaires, et qu'un motif suffisant soit fourni aux juges pour l'en priver. Si l'on cherche à quel point de la procédure anglaise le fait de l'extradition peut se produire sans rompre l'économie de cette procédure et sans en détruire les garanties salutaires, on sentira sans peine que c'est à ce point de l'instruction publique et contradictoire où le juge, déclarant qu'il y a lieu à suivre, renverrait l'accusé en cour d'assises, s'il n'était pas un étranger réclamé par son gouvernement. L'effet d'une convention d'extradition sera donc de faire prononcer l'extradition par le juge au même moment où, dans une affaire ordinaire, il aurait prononcé le renvoi en cour d'assises, et sur les mêmes indices qui l'y auraient déterminé.

Cette marche différente d'une demande d'extradition, cette manière différente d'y donner suite découlent si naturellement des lois des deux pays et sont si bien déterminées par la nature des choses que la convention de 1843 tient compte de cette différence, et n'est dans ses termes qu'une application logique des principes que nous venons d'énoncer. « L'extradition sera effectuée, dit l'article 2 de cette convention, de la part du gouvernement français *sur l'avis du garde des sceaux* ministre de la justice, après production d'un mandat

d'arrêt ou autre acte judiciaire équivalent émané d'un juge ou autorité compétente de la Grande-Bretagne, énonçant clairement les faits dont le fugitif se sera rendu coupable, et elle sera effectuée de la part du gouvernement anglais *sur le rapport d'un juge ou magistrat commis à l'effet d'entendre le fugitif sur les faits mis à sa charge* par le mandat d'arrêt ou tout autre acte équivalent émané d'un juge ou magistrat compétent en France et énonçant d'une manière précise lesdits faits. » On voit que la différence des deux procédures stipulées dans la convention reproduit fidèlement celle des deux législations : d'un côté du détroit, le garde des sceaux décide souverainement sur la vue du mandat d'arrêt; de l'autre côté, un magistrat est commis pour entendre l'accusé dans ses moyens de défense sur les faits mis à sa charge, et doit consigner sa décision dans un rapport. La convention de 1843 s'est donc rapprochée autant que possible de l'état des lois et de la nature des choses en faisant de l'extradition sur le territoire français une affaire d'administration et de l'extradition sur le territoire anglais une affaire de justice.

Si pourtant la convention de 1843 est fondée sur l'état vrai des choses, si elle tient un juste compte de la différence de la législation des deux pays, d'où naissent les difficultés qui n'ont cessé d'en entraver l'exécution, et qui viennent enfin d'inspirer au gouvernement français la grave détermination de la détruire? Ce qui a rendu si troublée et si stérile l'existence de la convention de 1843, ce qui vient enfin de lui porter le coup mortel, c'est l'éloignement insurmontable du gouvernement français pour la procédure anglaise; c'est son habitude d'interpréter la convention en ce sens que le gouvernement anglais serait tenu d'obliger ses propres juges à considérer nos mandats d'arrêt comme un indice suffisant de la culpabilité de l'accusé; c'est enfin le parti pris, selon les termes de la dépêche du 29 novembre, de ne point « faire juger le procès en Angleterre, » expression peu exacte, puisqu'il ne s'agit que de l'instruction préparatoire, et prétention peu fondée, puisque la convention de 1843 stipule expressément que l'accusé sera entendu par le juge anglais *sur les faits* mis à sa charge, ce qui suppose que ce juge sera nanti lui-même des élémens d'information nécessaires pour décider de l'extradition en connaissance de cause. Ce sont ces élémens d'information que l'administration française a tant de répugnance à fournir, soit qu'elle regarde ce devoir comme trop onéreux ou trop pénible, soit plutôt qu'elle se soit piquée d'honneur à être crue sur parole, et qu'elle regarde ses mandats d'arrêt comme une preuve qui doit suffire, si on ne veut point l'offenser. De là cet échec constant des demandes d'extradition formées par l'autorité française, de là aussi le désir constant du gou-

vernement français de réformer la convention de 1843 dans le sens de ses opinions et de ses vœux.

Il vint un jour où le gouvernement français crut avoir touché le but : c'est lorsqu'il eut conclu avec le comte de Malmesbury la convention de 1852. Cette convention, signée le 28 mai, ratifiée le 2 juin, et destinée à remplacer la convention de 1843, établissait autant que possible sur le sol anglais le système français d'extradition, et obligeait le magistrat anglais à ordonner cette mesure sur la simple production d'un mandat d'arrêt ou d'un arrêt de condamnation venu de France, sans qu'il eût désormais d'autre rôle à remplir que de vérifier les pièces et de constater l'identité du Français réclamé (article 4). L'article 2 de la convention énumérait les crimes auxquels elle devait être applicable, et tandis que la convention de 1843 concernait seulement les crimes de meurtre, de faux ou de banqueroute frauduleuse, la nouvelle nomenclature portait à une vingtaine les cas d'extradition. Enfin l'article 7, spécialement destiné à prévenir les défiances du parlement et de l'opinion en Angleterre, stipulait que nul prévenu ou condamné livré à la France en vertu de cette convention ne pourrait être poursuivi dans son pays pour aucun délit politique antérieur à son extradition, et qu'en cas de poursuite de cette nature la preuve que l'accusé aurait été extradé en vertu de la présente convention suffirait pour entraîner de droit son acquittement. Cette précaution n'empêcha point, on le sait, la convention de 1852 d'échouer devant l'opposition du parlement, et l'histoire de cet échec mérite d'être rappelée avec quelque détail, non-seulement parce qu'elle est curieuse en elle-même, mais parce qu'elle peut nous servir à mesurer les difficultés que doit rencontrer aujourd'hui toute tentative du même genre.

C'est dans la séance de la chambre des lords du 8 juin 1852 (1) que le comte de Malmesbury soumit la convention nouvelle à l'approbation de cette haute assemblée. Il exposa les plaintes du gouvernement français sur les difficultés d'exécution de la convention de 1843, démontra la nécessité de faire quelque sacrifice aux réclamations d'une puissance amie, et insista sur les garanties que l'article 7 avait ménagées aux délits politiques, garanties qui devaient suffire à rassurer la chambre contre l'abus possible de la convention. Ainsi qu'on pouvait le prévoir, nombre de lords s'élevèrent aussitôt contre la *nouveauté* du principe introduit dans la loi anglaise par l'effet de la convention ; ni lord Aberdeen, ni lord Brougham, ni lord Campbell, ni lord Cranworth, ni lord Grey ne pouvaient admettre qu'il suffît désormais d'un mandat d'arrêt suivi

(1) Hansart, tome CXXII, p. 191.

d'une simple constatation d'identité pour priver un étranger des garanties de la loi anglaise et le livrer sans autre forme de procès aux mains de son gouvernement. Pourquoi, disait-on, renoncer à ce principe qu'un étranger ne doit être livré que sur les mêmes indices qui motiveraient son renvoi par le juge en cour d'assises (*committing him for trial*), et pourquoi ce système ne fonctionnerait-il pas aussi bien entre la France et l'Angleterre qu'entre le Canada et les États-Unis, qui, étant limitrophes, l'appliquent tous les jours et s'en contentent? Si le gouvernement français répugne à envoyer des témoins, comme nous le faisons nous-mêmes aux États-Unis, quelle difficultés éprouve-t-il à envoyer des dépositions certifiées, des élémens authentiques d'information de nature à établir un *prima facie case* à la charge du Français réclamé? S'il craint une mise en liberté trop prompte de l'accusé faute de preuves, nous modifierons volontiers la loi en donnant au juge plus de latitude pour surseoir à décider en attendant la production de ces preuves (*powers to remand for evidence*); quant à supprimer l'instruction même pour la remplacer par une simple constatation d'identité, c'est impossible.

C'est principalement sur l'article 7, destiné à prévenir la mise en jugement du Français réclamé pour un délit politique antérieur, que porta la discussion, et c'est ce même article qui fournit aux adversaires de la convention le moyen de la faire d'abord ajourner par la chambre. Lord Campbell avait déjà fait observer qu'on ne peut enlever par traité à aucun gouvernement la facilité de poursuivre des délits politiques sous le nom des délits communs qui s'y trouvent ordinairement mêlés. Un chef d'insurgés peut avoir arrêté la malle, forcé une maison, tué un adversaire les armes à la main, et l'on avait vu récemment au Canada un esclave fugitif réclamé par les États-Unis aux termes du traité d'extradition pour vol, parce qu'il avait enlevé le cheval nécessaire à sa fuite (1). Comment se rendre compte de la nature véritable des actes incriminés, si pour l'extradition un mandat d'arrêt doit suffire? Lord Malmesbury crut alors relever la valeur des garanties contenues dans l'article 7 en déclarant que c'était une concession importante du gouvernement français, et qu'on ne l'avait pas obtenue sans peine. Le gouvernement français, poursuivit le noble lord, a en effet exprimé

(1) Nous connaissons un fait curieux qui montre que les gouvernemens les plus honnêtes peuvent n'être pas à l'abri de la tentation de poursuivre sous le nom de délits communs des délits purement politiques. Un honorable habitant du Var, M. Jourdan, qui fut après 1830 préfet de la Corse, avait pris parti pour Napoléon, en 1815, dès le débarquement de l'île d'Elbe. Il s'empara de quelques fusils rouillés dans la mairie de Saint-Raphaël et abattit le drapeau blanc arboré sur l'église. Il fut, au retour des Bourbons, traduit devant la cour d'assises du Var sous l'accusation suivante : vols commis à main armée dans la mairie et dans l'église de Saint-Raphaël.

la crainte de voir les réfugiés français coupables de crimes politiques et résidant en Angleterre se faire fictivement poursuivre et réclamer par leurs amis de France pour des délits communs, afin qu'une fois en France ils fussent couverts par la convention et à l'abri de toute recherche pour le passé. Cet article 7 était donc aux yeux du gouvernement français le germe d'une trop grande liberté (*too unrestrained a liberty*). Cependant le gouvernement français se résignait à cet inconvénient par égard pour les scrupules de l'Angleterre. Ce singulier compte-rendu de cette partie des négociations frappa vivement l'esprit de la chambre, à laquelle lord Brougham avait déjà fait remarquer que cet article 7 serait légalement sans effet en France aussi longtemps qu'une loi française ne l'aurait pas sanctionné, car il était impossible d'empêcher une poursuite ou une condamnation devant les tribunaux français en vertu d'un article de traité qui ne serait pas d'abord inscrit dans la législation. Il convenait donc d'attendre que le gouvernement français eût fait passer une loi conforme aux stipulations de l'article 7, et l'on pourrait reprendre alors l'examen du traité.

La délibération fut ajournée, et dès le 11 juin (1) lord Malmesbury reparut devant la chambre les mains pleines de promesses. Si la chambre tenait à modifier la convention, ces modifications, disait-il, pouvaient être faites en vingt-quatre heures, tant la bonne volonté du gouvernement français était grande. On joindrait, s'il le falllait, certains documens au mandat d'arrêt; on irait jusqu'à la production d'un arrêt de mise en accusation, si c'était nécessaire. La chambre ignorait peut-être ce que c'est qu'un juge d'instruction en France. C'est un magistrat en possession d'une pleine indépendance et nullement intéressé à être agréable au pouvoir. Quant à l'article 7, le gouvernement français s'engageait à faire passer une loi pour en assurer l'exécution, et lord Malmesbury ajoutait, à l'adresse de l'opposition, qu'il ne voyait pas qu'il y eût là de quoi rire. Le débat qui suivit cette harangue fut fort court et ne s'écarta guère du terrain de la discussion précédente. On s'était séparé sans rien conclure lorsque le 14 juin tout changea brusquement de face.

Ce jour-là (2), lord Brougham prit le premier la parole et exhorta avec une extrême vivacité le comte de Malmesbury à se désister de ses efforts pour faire accepter au parlement la convention nouvelle. La loi française, dit-il, vient de subir un changement complet en ce qui touche précisément le sujet soumis aux délibérations de la chambre des lords. « En effet, répondit lord Malmesbury, je crois qu'il serait extrêmement dangereux pour le gouvernement de sa majesté d'insister en ce moment auprès de la chambre pour l'adop-

(1) Hansart, tome CXXII, p. 498.
(2) *Id.*, *ibid.*, p. 561.

tion de la convention. Il paraît qu'une nouvelle loi, qui vient d'être passée en France, confère au gouvernement français le pouvoir de poursuivre et de réclamer un accusé dans quelque partie du monde qu'ait été commise l'offense dont on l'accuse, c'est-à-dire alors même que le fait incriminé n'aurait pas eu lieu en France, et que l'accusé ne serait pas Français. » Lord Brougham et lord Lyndhurst confirmèrent cette déclaration de lord Malmesbury, et le sort de la convention de 1852 parut fixé.

Il en fut cependant question une fois encore dans la séance du 25 juin (1), et lord Malmesbury donna à ce propos à la chambre des lords un renseignement curieux qui prouve combien le gouvernement français tenait à l'adoption de la convention de 1852, et quel sacrifice il était prêt à faire dans l'espérance de la voir acceptée par le parlement anglais. Revenant sur la nouvelle loi française dont il avait été question le 14 juin, lord Malmesbury s'exprima en ces termes : « La nouvelle de l'introduction de la mesure dont on a parlé dans cette enceinte a causé dans cette chambre, on s'en souvient, une impression défavorable; le gouvernement français n'a pas plus tôt été averti que cette impression était hostile au projet de loi alors en délibération en France qu'il m'a donné l'assurance que ce projet de loi serait abandonné (*that they gave me an assurance that the* projet de loi *would not be persevered in*). En entendant ces paroles, lord Normanby ne put s'empêcher de dire que, pendant la longue suite de ses efforts pour maintenir la concorde entre les deux pays, il n'avait jamais reçu de nouvelle plus agréable que ce récit de la manière dont le gouvernement français s'était comporté en retirant ce projet de loi (*the manner in which the French government have acted with respect to the withdrawal of the* projet de loi *referred to.*)

Quelle était donc cette mesure qui, présentée inopinément en France, avait contribué par ses dispositions redoutables à l'échec de la convention de 1852 devant le parlement anglais, et que le gouvernement français avait promis de retirer en apprenant l'impression défavorable qu'elle excitait dans la chambre des lords? C'était un projet de loi portant modification des articles 5, 6 et 7 du code d'instruction criminelle relatifs aux crimes et délits commis en pays étrangers. Voici les deux articles que la loi nouvelle introduisait dans nos codes, et qui ont fait entrevoir au gouvernement anglais, derrière la convention de 1852, des profondeurs qu'il n'avait pas soupçonnées.

« Article 5. Tout Français qui hors du territoire de la France s'est rendu coupable d'un crime ou d'un délit puni par la loi française peut être pour-

(1) Hansart, tome CXXII, p. 1285.

suivi et jugé en France, mais seulement à la requête du ministère public.

« Article 6. Tout étranger qui hors du territoire de la France s'est rendu coupable d'un crime soit contre la chose publique, soit contre un Français, peut, s'il vient en France, y être arrêté et jugé conformément à la loi française. »

On comprend qu'à la lecture de cette loi nouvelle l'idée d'accorder l'extradition des accusés sur la seule production d'un mandat d'arrêt, d'un acte d'accusation ou d'un extrait de condamnation, et après une simple constatation d'identité, ait paru à la chambre des lords de plus en plus inacceptable. La lecture du rapport fait sur cette loi au corps législatif par feu M. Vernier montrait d'ailleurs quel esprit de rigueur en avait dicté les dispositions. Le rapporteur insistait en effet sur l'avantage qu'on pouvait trouver à prononcer pour un crime ou délit commis à l'étranger, et contre un accusé demeurant à l'étranger, une peine définitive. Cet avantage, disait-il (1), « sera de substituer à la prescription possible de l'action encourue la prescription bien plus grave de la peine prononcée. L'action publique périt par trois ou dix années d'inaction, suivant qu'elle a pour objet un crime ou un délit; mais ce n'est que par des tourmens qui dureront cinq ou vingt années que le condamné pourra se soustraire à l'exécution de la peine dont il sera frappé. » La loi passa pourtant sans difficulté devant le corps législatif; elle fut adoptée le 4 juin 1852 par 191 voix contre 5 (2), et aucun des députés qui la votaient ne s'imaginait sans doute que la désapprobation de la chambre des lords pût mettre obstacle aux dernières formalités qui restaient à remplir pour inscrire cette loi dans nos codes.

C'est pourtant ce qui arriva, car la promesse faite à cette occasion par le gouvernement français à lord Malmesbury a été loyalement tenue, comme on va le voir. On pourrait s'étonner d'abord que cette loi, votée le 4 juin par le corps législatif, fût connue et discutée seulement le 14 juin à Londres; mais les travaux du corps législatif n'étaient pas à cette époque entourés de l'éclat et de l'attention qui les environnent aujourd'hui; de plus ses discussions, analysées d'une manière concise, ne recevaient alors qu'une publicité tardive aussi bien que restreinte, et la séance du 4 juin, dans laquelle cette loi fut adoptée, n'a été, par exemple, publiée que le 10 juin dans *le Moniteur*. On comprend ainsi qu'elle ne produisit son effet que vers le 14 juin à Londres. Quant à l'exécution fidèle de la promesse faite par le gouvernement français à lord Malmes-

(1) *Moniteur* du 4 juin 1852.

(2) Les cinq députés qui votèrent contre cette loi sont MM. Bouhier de l'Écluse, de Civrac, Montané, de Parieu et Taillefer.

bury au sujet de cette mesure, il suffirait, pour la constater, de dire que cette loi, toute votée qu'elle fût par le corps législatif, n'a jamais été transformée en sénatus-consulte ni insérée au *Bulletin des lois*. Pourtant nous avons une preuve plus directe encore de la bonne volonté du gouvernement français lorsqu'il donna l'assurance à lord Malmesbury que cette loi serait abandonnée (*would not be persevered in*). Nous lisons en effet, à la page 56 de la table analytique des procès-verbaux du corps législatif pour la session de 1852, la note suivante, relative à cette loi même : « ce projet de loi envoyé au sénat après le vote du corps législatif en a été retiré par le gouvernement. » S'il dépendait cependant du gouvernement français de renoncer à une loi adoptée par le conseil d'état et votée à la presque unanimité par le corps législatif pour calmer les scrupules de la chambre des lords, il n'était pas aussi facile à lord Malmesbury d'obtenir en retour la sanction parlementaire pour cette convention de 1852 qui avait soulevé de telles difficultés et si vivement ému l'esprit public. Il y renonça donc; le sacrifice de la loi du 4 juin fut inutile, et la convention de 1843 continua de servir de règle ou, si l'on veut, d'obstacle aux demandes d'extradition entre la France et l'Angleterre.

Voilà l'état présent des choses, et grâce à l'expérience de 1852 le gouvernement français a pu mesurer d'avance les difficultés qu'il doit rencontrer sur son chemin en essayant de nouveau de le changer; mais y a-t-il urgence de changer à tout prix cet état de choses? est-il d'ailleurs réellement aussi intolérable qu'on l'assure? Si la convention de 1843 est une lettre morte en ce qui concerne l'extradition de nos nationaux, à qui la faute? Et qui peut prétendre qu'il en serait ainsi un seul jour de plus, si, acceptant et pratiquant cette convention dans son esprit aussi bien que selon sa lettre, notre gouvernement se résignait enfin à établir un *prima facie case* contre l'accusé qu'il croit avoir un intérêt public à réclamer? Où est la difficulté d'exécution en pareille matière, et, pour nous en tenir à l'exemple cité dans la dépêche du 29 novembre 1865, qui peut douter qu'un agent français partant pour Calcutta avec les pièces authentiques ou certifiées conformes de l'instruction n'eût ramené Teissier prisonnier à Marseille? Or ce qu'on pouvait faire pour Teissier, quel est l'accusé réclamé pour lequel on ne soit aussi aisément en état de le faire? Nous devons supposer en effet, à moins de mettre en doute le bon sens ou l'intégrité de notre magistrature, que le mandat d'arrêt signé par un juge français n'a pas été lancé sans un commencement de preuves, que certains indices ont été recueillis, certaines charges établies, certaines dépositions faites sous la foi du serment et consacrées par des procès-verbaux authentiques; en un mot, il existe déjà chez nous un

prima facie case, à moins que notre mandat d'arrêt n'ait point de raisons d'être. Or que demande la loi anglaise? que les documens qui établissent ce *prima facie case* accompagnent le mandat d'arrêt et la demande d'extradition, et que la partie poursuivante les fasse valoir, afin que la conscience du magistrat anglais soit éclairée avant qu'il ne prenne la résolution grave de priver un étranger de sa liberté et la résolution irréparable de lui retirer l'asile qu'il avait imploré en se réfugiant au foyer du peuple anglais. Encore une fois, où est la difficulté, si le mandat d'arrêt a un objet légitime, s'il est fondé sur des charges suffisantes, en d'autres termes si la demande d'extradition est juste?

Comment oublier de plus que cette prétendue difficulté d'extradition qui nous arrête, dit-on, en Angleterre n'arrête nullement les États-Unis dans les possessions anglaises, ni les Anglais en Amérique, où ils ont à remplir exactement les formalités qu'ils nous demandent? Et pourtant ce n'est pas seulement le gouvernement anglais, c'est le moindre banquier de l'Angleterre qui trouve moyen de réclamer et de ramener un fugitif des États-Unis, s'il croit y avoir intérêt ou s'il veut faire un exemple, car personne n'ira jusqu'à prétendre que les traités d'extradition aient pour but pratique de réclamer et d'obtenir sans distinction tous les malfaiteurs qui fuient leur patrie et qui, pour éviter la prison, se condamnent souvent à l'exil. L'utilité réelle de ces traités est dans la menace permanente qu'ils tiennent suspendue sur la tête des coupables, et cette crainte salutaire a seulement besoin d'être renouvelée de temps à autre par quelque éclatant exemple. C'est ainsi que chez nous la compagnie des chemins de fer du Nord a cru avec raison, il y a quelques années, devoir établir par un exemple qu'il ne suffisait pas, pour la voler avec impunité, de fuir en Amérique. Elle a donc réclamé et obtenu à New-York, selon les formes de la procédure anglaise, l'extradition de ses caissiers infidèles. Comment se persuader cependant que le gouvernement français trouve trop difficile de faire à Londres, pour bénéficier de la convention de 1843, ce que les Anglais font tous les jours aux États-Unis, ce qu'une compagnie française n'a pas hésité à faire lorsqu'elle a pensé y avoir quelque intérêt?

Aussi n'est-ce pas seulement la difficulté d'exécution qu'on allègue en pareille matière, c'est le point d'honneur. On soutient chez nous cette singulière théorie, que c'est offenser nos magistrats que de ne point considérer un mandat d'arrêt lancé par eux comme une preuve suffisante de culpabilité. Nous savons qu'il est de mode aujourd'hui de considérer la modération ou l'honneur de ceux qui gouvernent comme une garantie propre à tenir lieu de beaucoup d'autres; mais c'est étendre bien loin le domaine du point d'hon-

neur que de se déclarer offensé, si l'on n'est pas cru sur parole en affaire criminelle. Si l'erreur et la passion ne jouent aucun rôle dans les affaires de ce monde, si le point d'honneur tient lieu de tout, à quoi bon ces prescriptions de défiance dont les lois humaines sont sagement remplies? Pourquoi notre cour des comptes ne se contente-t-elle pas de la parole d'honneur des comptables publics? Pourquoi chez nous ces débats judiciaires, ces plaidoiries, ce verdict du jury, si le magistrat instructeur est infaillible? Et doit-il, comme Vatel, se passer son épée au travers du corps lorsqu'un acquittement déclare qu'il s'est trompé? Enfin, sans établir aucune comparaison entre la magistrature de France et celle d'Angleterre, dira-t-on que les magistrats anglais, qui ne peuvent considérer leur état comme une carrière à parcourir, qui n'ont au-dessus d'eux que le parlement et qui n'ont rien à demander ou à espérer d'aucune puissance terrestre, sont des gens sans honneur? Et cependant demandent-ils à être crus sur parole à New-York, et s'opposent-ils le moins du monde à ce qu'on cesse chez nous de les croire sur parole, si nous devenions pour notre bien un peu plus soucieux de notre liberté individuelle et des droits de l'étranger? Le juge anglais qui a délivré le mandat d'arrestation de l'assassin Müller n'a-t-il pas envoyé en Amérique tous les documens qu'on nous priait d'envoyer à Calcutta pour Teissier? N'a-t-on pas plaidé contre son mandat à New-York, n'a-t-on pas cherché à lui disputer l'accusé devant le juge américain par tous les moyens et tous les argumens imaginables? Enfin ne sommes-nous point nous-mêmes exposés à traverser les mêmes épreuves, si nous réclamions un fugitif aux États-Unis, car nous devons avoir un traité d'extradition avec cette puissance, et nous n'avons pas encore entendu dire qu'il fût question de le dénoncer?

Si cependant nous supportons cet état de choses aux États-Unis, pourquoi nous paraît-il intolérable en Angleterre? Et comment prétendre sérieusement qu'il est intolérable lorsqu'on regarde de près la question comme nous venons de le faire? La loi anglaise nous dit simplement : « Établissez publiquement contre l'accusé fugitif ces mêmes indices qui ont motivé votre mandat d'arrêt, et, le privant aussitôt du droit d'asile que j'accorde à tout étranger, je vous le livre. » Plus on examine cette condition que l'Angleterre s'impose volontiers à elle-même en pays étranger, plus on reconnaît qu'il n'est ni difficile ni déshonorant de la remplir; en revanche, l'inexécution de la convention de 1843 et l'avortement de la convention de 1852 indiquent assez clairement quels obstacles l'on rencontre et à quelles déceptions l'on s'expose lorsqu'on a pris le parti de s'en dispenser.

PREVOST-PARADOL.

REVUE MUSICALE

La question des prix de Rome est un de ces vieux thèmes auxquels semble acquis le privilége de servir périodiquement aux amplifications bien senties des aristarques de la littérature musicale. Chateaubriand disait : « Nous passons notre vie à mener avec des brides d'or trois ou quatre vieilles rosses de souvenirs que nous prenons pour des espérances. » Combien, dans leur écurie, ont de ces dadas familiers toujours prêts à répondre à l'appel de langue! Au premier mot de la réplique, ils dressent l'oreille, commencent à piaffer; le maître arrive, enfourche la monture, puis, après avoir fort gravement exécuté la sarabande accoutumée, ramène le poulet d'Inde au râtelier jusqu'à ce qu'une nouvelle occasion se présente de reproduire le même tour. Il y a de ces questions qui sont de vieux chevaux de manége à l'écurie. La question des prix de Rome en est une, et des plus commodes; sous un cavalier expert à la manœuvre et pas trop cacochyme, je n'en sais point qui *rende* davantage. Que veut l'état? à quoi pense l'état? Voici un jeune homme qui lui doit son éducation, ses talens, qui lui doit cinq années de bien-être et de liberté, et lorsqu'après un long séjour à Rome, en Italie, lorsqu'après un voyage à travers toutes les capitales de l'Allemagne, le lauréat rentre dans son pays, c'est pour y subir la loi commune, pour y apprendre qu'il ne faut en ce monde se fier qu'à son mérite, et qu'au théâtre comme ailleurs on n'arrive qu'à la condition d'être quelqu'un. « Eh quoi! monsieur, vous ne vous appelez ni Meyerbeer, ni Auber, ni Halévy, et vous prétendez composer de la musique, et vous vous imaginez que vos opéras, je les jouerai, moi directeur? Vous m'affirmez que vous avez eu le prix de Rome, c'est possible; mais en attendant, moi, je ne vous connais pas! » L'homme d'esprit qui, dans ses loisirs de l'Opéra-Comique, s'amusait à ces sortes de boutades donnait peut-être simplement couleur d'*humour* à la sagesse de tout directeur de spectacle. La sentimentalité n'a rien à voir dans les affaires, et c'est une affaire, je suppose, que de conduire un théâtre, et si laborieuse, si in-

grate, qu'on n'a pas de peine à comprendre que le personnage ayant engagé là sa fortune prête une oreille assez médiocrement attentive aux recommandations. Or le prix de Rome ne saurait être jamais qu'une recommandation, la meilleure, si l'on veut, puisque l'état y met son apostille, mais dont il s'agit avant tout pour un artiste de ne point escompter l'influence. D'ailleurs n'y aurait-il par hasard au monde que les musiciens qui fussent dignes d'un si beau transport d'intérêt pathétique? Pourquoi ne point parler aussi des lettrés, des poètes, de cette légion de triomphateurs universitaires que leurs lauriers académiques ne préservent pas davantage des rudes épreuves de la carrière? En est-il dans la littérature autrement que dans la sphère musicale? Voyons-nous les éditeurs s'arracher de confiance les manuscrits d'un prix d'honneur de la Sorbonne? voyons-nous les directeurs se disputer la gloire de jouer ses tragédies?

Est-ce à dire qu'au temps où nous vivons on doive être célèbre pour pouvoir arriver à quoi que ce soit? Sans prétendre si loin, je maintiens qu'il faut du moins avoir donné à la publicité de sérieuses garanties de sa valeur personnelle, et que le scepticisme du capital en matière littéraire et autre n'a point toujours si grand tort. A une époque comme la nôtre, où les moyens d'action abondent tellement, où la multiplicité des journaux, des orchestres, des expositions, offre à l'écrivain, à l'artiste, d'incessantes occasions de se produire, celui qui ne réussit pas à faire miroiter autour de son nom l'attractive lueur d'une électricité quelconque est décidément condamné et n'a droit qu'aux élégiaques ritournelles des prud'hommes larmoyeurs. Que M. Gounod, en écrivant sa première messe, pensât ou non au théâtre, il n'en est pas moins vrai que ses compositions le désignaient d'avance à l'attention publique d'une façon bien plus profitable que tous les précédens académiques. J'en dirai autant de M. Félicien David et de ses symphonies. L'auteur de *Mireille* et l'auteur de *Lalla-Rook* ont ils seulement jamais eu le prix de Rome? Je l'ignore. En tout cas, ils ont fait l'un et l'autre comme s'ils ne l'avaient jamais eu, et en agissant ainsi montré leur sens pratique. Laissons les lieux communs aux gens qui les aiment; de vrai talent absolument méconnu, il n'en existe pas. Tout le monde arrive à son heure, à sa place. Les amis d'Hérold se sont plaints que ses contemporains, tout en l'honorant beaucoup, n'aient pas eu pour lui le culte qu'il méritait; en revanche, nous nous attachons à le surfaire. Stendhal, il y a vingt-cinq ans, ne comptait guère qu'aux yeux d'un petit nombre d'esprits d'élite; aujourd'hui c'est à qui se donnera le ton de l'avoir inventé et partant de le déifier. Toute renommée cherche son équilibre et le trouve, et il ne dépend pas plus de nos critiques de la maintenir au-dessous de son niveau qu'il ne dépend d'un directeur de théâtre de couper court par ses rebuffades au chef-d'œuvre que porte en lui tel prix de Rome déplorablement congédié, si tant est que chef-d'œuvre il y ait.

On nous reprochera sans doute d'être sévère jusqu'à la dureté pour une

classe si intéressante de jeunes artistes. Ce n'est certes pas la sympathie qui nous manque. Quand on nous dit : L'auteur de cet acte d'opéra-comique que vous venez d'entendre, ancien prix de Rome, en est réduit, faute de pouvoir faire représenter ses partitions, à racler du violon dans un orchestre de vaudeville après avoir couru le cachet toute la journée, nous en éprouvons un serrement de cœur, bien que notre émotion et nos regrets ne dépassent point la douleur que nous cause la vue d'un écrivain de savoir et de style usant ses veilles dans les traductions, ou d'un poète d'ordre supérieur gagnant à donner des leçons de grec et de latin le pauvre argent que ses beaux vers ne lui rapportent pas. Notre tort est de voir les choses telles qu'elles sont. Combien de ces navrantes infortunes seraient évitées si dans le principe on eût davantage tenu compte de la vocation! Il semble que le Conservatoire mène à tout. Oui, si vous avez le génie d'un Boïeldieu, d'un Hérold, d'un Auber, l'invention instrumentale et l'âpre volonté d'un Berlioz, la studieuse application d'un Reber, la piquante ingéniosité d'un Ambroise Thomas, d'un Victor Massé, la mémoire et l'habileté d'un Gounod; mais pour quelques individualités de ce genre, dont trois ou quatre pendant une vie d'homme vont occuper la scène, que de déclassés, de parasites! Illusions de la syntaxe, vanité des prix d'honneur! ils obsèdent les librettistes, harcellent les directeurs. Enfin de tant de sollicitations, de démarches, d'efforts, un acte résulte, un acte gros de toute la science du passé, de toutes les presciences de l'avenir. Cela se joue dix ou quinze fois en manière de lever de rideau, la critique encourage, applaudit, et le théâtre, estimant avoir assez fait pour l'acquit de sa conscience, passe à d'autres combinaisons en disant : « Fort bien! mais n'y revenez plus! » Encore un homme à la mer! un juste précipité du paradis de l'art dans les carrières du métier, et malheureusement sans que l'exemple profite à personne, car nous ne serions pas des hommes, si l'expérience du voisin nous rendait plus sages. J'en ai vu cependant qui prenaient l'aventure en patience, et d'évêques, ou du moins d'aspirans évêques, se résignaient à devenir d'excellens meuniers, faisant bien leurs affaires; mais ceux-là forment l'exception. Les plus nombreux restent voués à l'amertume, aux sourdes colères, aux récriminations impuissantes, et continuent jusqu'à la fin à donner de la tête contre ce mur de l'enfer dantesque qui, après s'être entr'ouvert une fois sur l'illusoire invocation du prix de Rome, s'est inexorablement refermé devant eux, et qu'il leur eût mieux valu n'avoir jamais franchi.

Que tout ceci pourtant ne nous empêche pas de rendre justice à la nouvelle combinaison que le Théâtre-Lyrique vient de mettre à l'essai avec honneur. Sans rien préjuger d'un tel système de concours, sans crier d'avance par-dessus les toits les mirifiques résultats qui nécessairement se vont produire, commençons toujours par approuver. Il importe de montrer aux jeunes gens que l'état s'occupe d'eux, et que, loin de leur vouloir fermer la carrière, on s'attache à leur en élargir les ouvertures. En ce sens, la mesure sera profitable, elle aura aussi cet avantage immense de

nous débarrasser pour un temps de l'éternelle cavatine en mineur sur le triste destin fait aux lauréats de l'Institut. Espérons que nous en avons fini avec ce rabâchage. Voilà un vieux cheval de bataille qui désormais n'a plus d'emploi, une haridelle qu'il faut maintenant conduire à l'équarrisseur, quitte à faire de sa peau un tambour pour célébrer la gloire du nouveau triomphateur.

Ce vainqueur olympique d'hier s'appelle M. Barthe, et son opéra *la Fiancée d'Abydos*. On racontait merveilles de cette partition; le théâtre, après avoir fait acte de libéralisme envers la jeunesse, s'arrangeait de manière à tirer de sa vertu le meilleur parti possible. C'était son droit; en conséquence un grand luxe d'avant-propos, beaucoup de bruit, de mise en scène prémonitoire, et comme témoignage irrésistible, suprême, d'une confiance sans bornes dans le succès, l'étoile de la troupe sur l'affiche! L'événement, hélas! n'a rien tenu de ce qu'on en attendait, je devrais dire de ce qu'on se donnait l'air d'en attendre, car c'est assez l'habitude de la maison d'aimer les clairons haut sonnans et de monter au Capitole aux veilles de défaite. Quant au mérite de la partition, on aurait tort de n'en pas tenir compte. Ce n'est certes point là un coup de maître, mais le très intéressant début d'un musicien, d'un homme qui, si jeune qu'il soit, sait son affaire et vous le prouve. Dès les premières mesures de l'introduction, vous sentez une main habile aux curiosités instrumentales, et, une fois à l'œuvre, cette dextérité ne s'arrête plus, si bien que vous finissez à la longue par regretter tant de force acquise dont le déploiement prestigieux ne laisse aucune place à la personnalité. Je fais la part la plus large aux tâtonnemens de la première heure, je sais que le Rossini d'*Aureliano in Palmira* n'est point le Rossini de *Guillaume Tell*, du *Comte Ory*, pas plus que le Meyerbeer d'*Emma di Resburgo* n'est le Meyerbeer du *Prophète* et de *l'Africaine*. Il n'en est pas moins vrai qu'on pouvait, dès cette période de début, saisir chez les deux compositeurs un semblant de physionomie, un trait caractéristique, et cette physionomie, ce trait, c'était, si l'on veut, l'inexpérience, ce quelque chose de naïf propre au génie, au talent supérieur, qui, tout en prodiguant les premiers dons par lesquels il s'affirmera plus tard, ne prend même pas la peine de déguiser ses plagiats. Or la partition de *la Fiancée d'Abydos* ne me montre rien de semblable, j'y vois partout l'habileté, la *maestria* dans la rouerie, et, à la place de ces généreuses bouffées d'imitation, de ces réminiscences instinctives, dont l'exemple se retrouve à chaque pas chez les plus grands maîtres, une sorte de reproduction parfaitement consciente de toutes les écoles et de tous les styles.

Êtes-vous comme sir John Falstaff? aimez-vous le vin d'Espagne? En voici tout un flot. Si, au contraire, vous préférez les grands crus de France, d'Italie ou d'Allemagne, vous n'avez qu'à tendre votre verre. C'est l'histoire de ce fameux tonneau de Cette. Demandez, et sur l'instant vous serez servi. D'ailleurs rien qui sente le frelaté, la contrebande; le franc goût de raisin

est au fond de tout cela; une seule qualité manque, la saveur native, le terroir. Je salue au passage le finale du *Comte Ory* au premier acte, au second la symphonie du *Désert*, le trio de *la Juive*, au troisième le rhythme pointé de *l'Africaine*. Rossini, Félicien David, Halévy, Meyerbeer, c'est, on le voit, comme un bouquet de fleurs! Mais, je le répète, la main qui s'entend à lier ces parties, à combiner, fondre ces couleurs, à coordonner cet ensemble, est une main d'artiste et fort savante. En outre, à ce parfait talent de mise en œuvre, il faut joindre une vigoureuse aptitude dont le secret ne se trouve pas dans les conservatoires : je veux parler d'un sentiment dramatique très accusé. Ainsi les beautés de l'ouvrage ne sont point épisodiques, elles sont prises au cœur même de la situation franchement abordée et franchement rendue. Plus de ces éternels *poncifs*, de ces morceaux à côté, — chœurs de vieillards regardant couler l'eau, refrains de soldats en vacances, — au moyen desquels les talens purement admiratifs s'efforcent de détourner l'attention du public, mais du mouvement, de la vie où il convient, et parfois de la passion, comme dans cette phrase du beau duo entre Zuleïka et Sélim au troisième acte. — A côté d'une cantatrice telle que Mme Miolan-Carvalho, M. Monjauze est, il faut l'avouer, une haute-contre bien peccable. Ce ténorino maigrelet sortant d'une poitrine plantureuse produit sur l'oreille un désappointement toujours nouveau, et lorsque, comme dans *la Fiancée d'Abydos*, les passions brûlantes sont en jeu, il résulte du contraste de ce filet de voix avec le caractère et le costume du personnage un effet qui vraiment tourne au comique; on dirait un galoubet déguisé en trombone. M. Ismaël, qui dans ce mélodrame byronien représentait le féroce Giaffir, ne brille guère aussi que par des qualités négatives. Le comédien chez lui ne semble occupé qu'à couvrir les défaillances du chanteur : voix cotonneuse, mal posée, incessamment portée à ralentir, à traîner un air en mélopée. Tout ce monde-là, je le sais, montre beaucoup de zèle et ne demanderait qu'à bien faire. Malheureusement un théâtre n'est point le royaume du ciel, et la bonne volonté n'y suffit pas pour être sauvé. De cette bonne volonté d'ailleurs combien depuis cinq ans n'a-t-on pas tenu compte au Théâtre-Lyrique! Le public aime ces allures militantes et commença par prodiguer l'encouragement à cette crânerie d'une entreprise particulière qui, tête haute, prétendait venir en remontrer aux grandes scènes rivales, et, remettant en honneur Gluck, Weber, Mozart, tous les dieux de l'olympe, s'écriait : « Voilà ce que je fais et ce que vous ne faites pas, vous autres, avec tout le crédit et toutes les ressources de vos situations exceptionnelles! »

Le Théâtre-Lyrique a réussi comme réussissent les oppositions. Aujourd'hui son rôle change, les priviléges à son tour lui sont venus. Il a des titres, des subventions; il est aux affaires, et nous devons compter qu'il justifiera son nouveau rang. Un talent tel que Mme Carvalho ne saurait vivre ainsi éternellement dépareillé, et tout ce bruit qu'on mène autour de l'exécution de *Martha* n'empêchera point le sourire d'arriver aux lèvres de qui-

conque a la moindre habitude des Italiens. On ignore trop généralement l'énorme influence qu'exerce sur la manière dont une salle va juger un chanteur l'ensemble au milieu duquel ce chanteur se produit. Si l'atmosphère est, comme à Ventadour, de fière et puissante résonnance, il arrivera parfois que des talens vraiment supérieurs y passeront, je ne dirai pas inaperçus, mais sans exciter de grands enthousiasmes, tandis que dans des centres plus modestes vous verrez de simples coryphées de la veille s'installer tout de suite en virtuoses. Quand, par exemple, M. Troy, après s'être endormi tantôt à l'Opéra-Comique le baryton obscur que vous savez, se trouve subitement à son réveil être le Ronconi du Théâtre-Lyrique, il n'y a là qu'un pur phénomène de réactivité; le chanteur est resté le même avec ses qualités médiocres et ses rudes imperfections, seulement le niveau où tout cela s'exerce s'est abaissé d'un cran.

Comme on demandait à Fontenelle mourant s'il souffrait beaucoup, il répondit que non, mais qu'il éprouvait « une grande difficulté d'être. » Je ne puis assister à la représentation d'un opéra de Mercadante sans songer à ce mot du philosophe. Cette grande difficulté d'être, il l'éprouve, lui, le malheureux, depuis qu'il est au monde. Voilà un compositeur du mérite le plus sérieux, dont le nom n'a jamais eu d'autorité sur le public, un véritable maître que bien des gens confondent encore avec les partitionnaires à la douzaine qui peuplent l'Italie. Que lui manquait-il donc pour réussir? Presque rien : l'individualité, l'air du visage! Venu avant Donizetti, Verdi, il semble leur imitateur, leur plagiaire. On crie au voleur quand c'est au contraire son propre bien qu'il reprend chez les autres, et ni sa sensibilité profonde, ni sa science n'ont prévalu contre le manque de personnalité. Des vingt ou trente ouvrages écrits par lui, pas un ne reste; à peine si vous apercevez çà et là quelque morceau surnageant à l'aventure : *disjecti membra poetæ,* le duo d'*Elisa e Claudio,* le duo du *Giuramento.* Trop heureux encore l'octogénaire directeur du conservatoire de Naples, quand de ces illustres épaves la foule, qui volontiers prête aux riches, ne fait pas honneur tantôt à Rossini, tantôt à Donizetti! « Vous ici, général, je vous croyais mort! » Le grand empereur avait dans son sac aux disgrâces de ces foudroyantes apostrophes. C'est, à quelque variante près, la manière ordinaire dont le public salue la présence de cet excellent homme de musicien; nous n'admettons même pas qu'il soit encore en vie.

Je ne pense guère que la partition de *Leonora* représentée aux Italiens doive en aucun point modifier cet état de choses : musique estimable, mais d'où toute force jeune et inventive est absente, des cavatines faciles et brillantes, des duos et des morceaux d'ensemble redondans de bravoure et au besoin de pathétique, des finales admirablement distribués pour les voix, en un mot l'opéra de concert avec la scène de folie au dénoûment et tel que la plupart du temps Donizetti l'a fabriqué! Vous croiriez assister à la représentation de quelque *Linda di Chamouni*... Et penser que c'est à la terrible ballade allemande qu'a trait une si bénigne illustration musicale,

à la *Lenore* de Bürger, un sujet plein d'émotions farouches, d'épouvantes, et qui réclamerait tout le romantisme strapassé d'un Weber! Quand on nous apprit que cette *Leonora* de Mercadante n'était autre en effet que la vraie *Lenore*, involontairement notre sympathie s'en accrut, et l'idée nous vint que si par un coup de fortune (d'ailleurs peu supposable) Mercadante avait écrit là un chef-d'œuvre, il se pourrait bien faire que nous fussions nous-même, quoique de loin, intéressé dans la question. — Mais, dit-on, vous n'êtes ni Bürger, ni Carl de Höltei. — Non, sans doute, et pourtant voici comme les choses auraient pu se passer et comme nous les représentent nos souvenirs de première jeunesse et de *primavera* poétique. Mme Dorval, à bout de rôles, cherchait une nouvelle création : nous lui indiquâmes l'héroïne de la légende. A ce nom, sa joie ne se contint pas: c'était une vraie trouvaille! Ary Scheffer venait de mettre la ballade en peinture, il ne s'agissait plus que de la mettre en drame; nous laissâmes ce soin à de plus habiles, nous contentant de tracer quelques scènes et de proposer la note. Il va sans dire que notre *dominante* tout d'abord effraya; c'était aussi par trop de clair de lune! S'engager si avant dans le fantastique, au théâtre on ne le pouvait. Nous répondîmes : Faites, et revînmes à Goethe, dont le *Faust*, que nous traduisions à cette époque, nous occupait bien autrement que Bürger et sa *Lenore*. La pièce cependant se montait, allait en scène. J'assiste encore à la première représentation : une salle comble émue, frémissante sous le jeu de l'actrice passionnée qui, dans les adieux à Wilhelm, fut sublime. Le rideau était déjà tombé qu'on applaudissait toujours avec furie, on acclamait Mme Dorval. A ce déploiement d'enthousiasme, impossible de ne pas comprendre que la pièce était perdue; en effet, le public, lancé à fond de train dans les espaces de l'imagination, entendait ne plus s'arrêter, et quand il vit le cavalier funèbre quitter l'arçon et descendre comme un conscrit de *la Permission de dix heures* à l'hôtellerie de *la Grâce de Dieu*, le public se mit à siffler. *Sibi constet*, a dit Horace, c'est le grand précepte. Bürger et Mme Dorval tiraient d'un côté, les auteurs de l'autre, et pendant ce temps la pauvre pièce, écartelée, tombait pour ne plus se relever, ce qui prouve qu'il ne faut pas toujours trop se défier de l'audace, et que souvent au théâtre la meilleure manière de tourner les difficultés, c'est de les aborder carrément, de prendre le taureau par les cornes et le cheval de Lenore par les naseaux.

Weber, Meyerbeer l'eussent fait, Mercadante n'y pouvait songer; connaît-il seulement la ballade allemande? S'il a pris cette pièce, c'est par la raison bien plus simple qu'elle ressemblait à *Lucia*, à *Linda*, à tous les vieux *sujets* du répertoire. Aller au fond d'un pareil drame n'était d'ailleurs ni de la nature de son talent, ni du génie de la langue qu'il parle. Il faut que les pommiers portent des pommes, et les opéras italiens des cavatines et des scènes de folie. Quoi qu'il en soit, Lucia, Linda, Leonora, la Vitali tient tête au rôle, très surchargé de musique et des plus fatigans.

Elle dit son air du quatrième acte avec une vaillance à toute épreuve, et dans le beau duo du premier trouve l'accent, et même, à côté de Fraschini, enlève l'applaudissement. C'est du reste un spectacle charmant de voir en scène le fier vainqueur entourer de mille prévenances cette jeune fille, sa parente et son élève, presser ou ralentir les mouvemens, enfler ou diminuer le son pour qu'elle y trouve son avantage, et ramener toujours à elle, qui commence, ces salves de bravos qui, s'il les laissait faire, viendraient à lui.

Mais de qui parlons-nous là, Fraschini, la Vitali? Le public des Italiens a bien autre folie en tête. Si vous voulez qu'on vous écoute, donnez-nous des nouvelles de la Patti. Elle est donc revenue, la mignonne idole, et les mandarins d'accourir en masse à la pagode; génuflexions et pâmoisons, encensoirs, pluies de fleurs, le rite n'a point changé! L'unique différence avec les années précédentes est que cette fois, à l'offrande, on paie double; il faut bien que les fidèles subviennent aux frais du culte, et quand une divinité coûte à la fabrique trois mille francs par soir, la fabrique a raison de se faire indemniser par qui de droit. Dans un système d'exploitation, tout se tient. Usant ou abusant d'une situation que, plus encore peut-être que son talent, une fantaisie de la mode lui attribue, Mlle Patti trouve bon d'exiger du directeur des Italiens une somme en disproportion avec les recettes même extraordinaires du théâtre; à son tour, le directeur, pour rétablir l'équilibre, augmente les prix. La combinaison, étant des plus simples, se justifie d'elle-même; aussi ce que nous en disons n'est pas pour jeter aucun blâme sur une administration à tous les points de vue très méritante, encore moins serions-nous tenté de regretter cette manière de surtaxe imposée au dilettantisme: certains plaisirs, certains raffinemens ne sauraient être payés trop cher. Il importe qu'il y ait des concerts populaires comme il importe qu'en toutes choses le nécessaire soit à bon marché, que la foule puisse venir, moyennant une rétribution modique, entendre Haydn, Mozart, Beethoven, Mendelssohn, et nourrir son esprit du pain des forts. Le reste après cela n'a guère qu'une utilité secondaire; c'est affaire aux délicats de payer leur gourmandise et à ceux qui veulent qu'on leur serve du vin de Chypre dans le plus pur cristal de Bohême de ne pas ergoter sur l'addition.

Avouons pourtant qu'à ces sortes de pratiques exceptionnelles la dignité de l'artiste n'a rien à gagner, sans compter que tôt ou tard ce beau système ne saurait manquer d'amener la ruine du théâtre. Quelle troupe en effet résisterait aux mille froissemens d'amour-propre causés par de telles ivresses de personnalité? Spéculer sur sa voix, sa jeunesse, son succès, en se disant: Tout cela n'a qu'un temps! n'est point d'une grande artiste. Les Malibran placent plus haut leur idéal. Il est vrai que celles-là succombent à la peine, et mieux vaut vivre en se jouant que mourir en combattant. Des *créations* de la Patti, des ouvrages qu'elle aura suscités, je ne

suppose pas qu'on en parle jamais beaucoup après elle. S'il fut donné à certaines cantatrices de génie d'exercer sur la musique de leur temps l'action fécondante d'un rayon de soleil, d'autres auront passé comme un feu d'artifice. C'est cher, fort cher; mais combien c'est exquis, merveilleux! Une voix rompue à toutes les prouesses, conservant à travers des prodiges de gymnastique la limpidité, la résistance du diamant; dans la personne comme dans le talent, quelque chose de phosphorescent, de démoniaque, le complet dans le joli, le mignon! Chaque année, le spectacle recommence; rien de moins, rien de plus : même perfection, mêmes *staccati,* mêmes succès; de loin en loin seulement, quelque rôle dont on enrichit son répertoire. Il convient cependant de montrer au public qu'on s'occupe un peu de varier ses plaisirs, et que si c'est plus cher, c'est aussi beaucoup plus beau. J'ai pratiqué jadis un brave homme de professeur de grec qui pour cinquante francs par mois expliquait Homère à ses élèves; mais dès que vous lui parliez d'aborder les tragiques, c'était cent francs! Mlle Patti me paraît appliquer à l'*opera seria* la méthode dont usait mon vieux savant avec Eschyle et Sophocle. L'autre hiver nous eûmes *Linda,* un acheminement; aujourd'hui on nous promet la Ninette de *la Gazza,* l'Elvire des *Puritains,* et c'est ainsi que tous les rôles du petit, du moyen et du grand répertoire seront *pointés* alternativement dans ce joli gosier plein d'argentines résonnances, où, comme dans ces curieux bijoux d'horlogerie musicale que monte et gouverne une main habile, la valse de Beethoven succède à la cavatine de *Norma,* le motif d'Auber à la séguidille espagnole.

L'Opéra voulait se passer un divertissement en un acte : il a pris *le Roi d'Yvetot;* c'était un titre sur l'affiche, rien de plus. Une gaudriole de Béranger mise en action, — vaudeville ou ballet, — cela vous a toujours son charme pour les cœurs. Ici la bucolique tourne au militaire, l'idylle se panache ou s'empanache. Comment s'y prendre pour émoustiller un brin la circonstance, jeter quelque pittoresque parmi tous ces bonnets de coton? Un Scribe serait embarrassé, il se dirait : Que faire? qu'inventer? L'auteur du *Roi d'Yvetot* ne se pose pas même la question; que son idée s'encadre ou non dans le programme, peu lui importe. Le colonel Eugénie Fiocre paraît à la tête de ses hussards, et l'intérêt de la soirée commence. Chose rare et charmante que deux jolies jambes, mais hélas! quelle désolation de voir cette plasticité unie à tant de gaucherie! La Terpsichore de nos jours est en vérité trop accommodante. Il suffit qu'on ait un gracieux minois, de l'agrément dans sa personne, pour pouvoir prétendre à tenir l'avant-scène. Que deviendra le corps de ballet, si toutes les figurantes veulent ainsi faire acte de premiers sujets? Mlle Eugénie Fiocre, colonel des hussards d'Yvetot, passe encore; mais en faire une Fenella dans *la Muette,* lui confier un écot dans le fameux pas du second acte du *Dieu et la Bayadère,* voilà de ces exemples qu'on ne doit point donner. La danse,

comme la pantomime, est un art, un très grand art. Il y faut pour réussir de la vocation, beaucoup d'étude, sans quoi le rhythme manque, l'effort n'est que grimace et sauterie, et fussiez-vous la Diane en personne, tous vos airs de visage, vos mouvemens de bras, vos ronds de jambes et vos *taquetés* produisent sur le spectateur qui s'y connaît l'effet discordant et fâcheux d'une belle voix qui ne sait ni poser le son ni faire une gamme. Certaines gens toujours pressés de marier le Grand-Turc avec la république de Venise ont raconté que le prince Metternich avait pris une part quelconque à la composition de la musique du *Roi d'Yvetot*. C'est là une évidente calomnie qu'on ne saurait trop haut démentir, attendu que si le prince Metternich se mêlait de composer de la musique, il en écrirait assurément de moins mauvaise. La nationalité seule qu'il représente parmi nous suffirait pour l'y obliger. Les grands seigneurs de son pays ont de tout temps trop vécu dans la familiarité des plus illustres maîtres pour se complaire à ces enfantillages d'amateur. Quand ils touchent à la musique, c'est par ses grands côtés. Qui dit Haydn dit presque Esterhazy; les noms des archiducs Rodolphe et Charles, des Lobkowitz, des Kinsky, des Liechtenstein, s'enguirlandent partout en Autriche avec les noms immortels des Mozart et des Beethoven. « Comme je passais vers midi sous ses fenêtres, j'entendis préluder sur le piano : c'était l'archiduc qui employait ses momens de loisir à méditer. » Ainsi parle Varnhagen de l'archiduc Charles. Au lendemain d'Essling, à quelques heures peut-être de Wagram, quelle musique pouvait donc improviser sur son *piano de campagne* le prince généralissime? L'historien de cette vie austère, pleine d'héroïsme et de recueillement, Varnhagen ne le dit pas; mais on peut conjecturer sans paradoxe que ce n'étaient ni des *polkas*, ni des *redowas*, ni des *schottisch*.

Autre ballet, ce *Dieu et la Bayadère*, autre chanson; mais cette fois la chanson est de Goethe et la musique de M. Auber. On sait ce que nous pensons de l'orientalisme de cette partition. Nous nous sommes suffisamment expliqué à ce sujet dans notre étude sur *l'Africaine* pour n'avoir pas besoin d'y revenir. C'est de la fantaisie française très spirituelle, de la couleur locale dans le goût du XVIIIe siècle, vous croiriez par momens lire un chapitre des *Lettres persanes*. Partout l'allusion, le trait piquant aux mœurs contemporaines; tandis que la pompe du spectacle, le pittoresque du décor et des costumes cherchent à vous persuader que vous êtes sur les bords du Gange, l'orchestre et les voix vous chuchotent à l'oreille mille badinages parisiens, mille épigrammes à l'adresse du moment. Ce Brahma qu'on évoque est un dieu sceptique, un ténor philosophe qui chante sa divinité sans y croire; cet Olifour, un juge des *Plaideurs*.

Tous ces mignons chefs-d'œuvre du passé, quand on les veut reprendre de nos jours, n'ont plus d'attrait. Au lendemain de *l'Africaine* ou des *Huguenots*, ce joli papotage de douairière rêvant dans son fauteuil *Indes galantes* vous paraît suranné, chevrotant. Ce genre même d'opéra-ballet, que

la présence d'une Taglioni pouvait motiver, perd toute espèce d'intérêt dans les circonstances actuelles. On se demande, dès la première scène, pourquoi l'auteur, au lieu de prendre son parti, s'entête ainsi à faire chanter des airs de danse à ses chanteurs et danser des cavatines aux danseuses. Mlle Salvioni n'a rien d'une Zoloë; tant de vigueur physique, de joyeuse santé à fleur de peau, se prêtent mal à rendre les vapeurs et les pâmoisons d'une pauvre courtisane en proie à l'ivresse de son dieu. Les qualités mêmes du talent de Mlle Salvioni, au lieu de l'aider dans ce rôle, semblent plutôt lui faire obstacle. Elle déploie une énergie d'amazone, des attitudes de Fornarine, alors qu'il faudrait tout simplement être légère, diaphane, s'enlever. La force musculaire de son jarret, ses *pointes* si remarquables de sûreté, de précision, l'attachent davantage au sol, qu'à peine elle devrait raser. Taglioni jouant ce rôle n'était qu'élancement, fluidité, nuage. Elle dansait des pieds, des bras, de tout son être. Ce fut, avec *la Sylphide*, sa création par excellence, car les deux rôles se jouaient à vol d'oiseau pour ainsi dire, et Taglioni ne savait que danser, planer, fendre l'espace, et disparaître. La danse lui tenait lieu de tout, c'était sa beauté, son langage, son style, et comme chez elle la nature primait l'art, pour qu'elle sortît des conditions ordinaires de son talent et figurât autrement que dans ces *pas* qui étaient son triomphe, il fallait que l'action dramatique reproduisît exclusivement sa personnalité *dansante*. Admirable dans Zoloë, dans la sylphide, vous ne retrouviez en elle qu'une comédienne insuffisante dès qu'il s'agissait, comme dans *la Révolte au sérail* par exemple, de créer ce que j'appellerais le rôle de tout le monde. Composer un personnage, poser le geste, *phraser* une scène, ce ne fut jamais le propre de Taglioni, mais bien plutôt de Fanny Elssler, la vraie mime de cette grande période. Insister sur la pantomine de Taglioni, autant vaudrait célébrer le *canto spianato* d'une Catalani. Singulière confusion qu'un brin de temps amène dans l'appréciation de ces charmantes gloires du théâtre! A vingt ans de distance, on ne se souvient plus de rien; ceux-là mêmes dont la jeunesse fut contemporaine des triomphes de ces reines d'un moment, dès qu'ils les ont perdues de vue, en parlent comme on parlerait d'une fille des pharaons. — A quelques milles de Salzbourg, au centre d'une des villes d'eau les plus courues du Tyrol édénique, est une maison de plaisance moitié villa, moitié *palazzo,* dont le charme aussitôt vous impressionne. — A qui cette habitation? « A Mlle Fanny Elssler, » nous répondit une svelte et fringante créature qui passait là, sa cruche sur la tête, un bouquet de cerises à son corsage. Vous entrez, c'est le conte de *la Belle au bois dormant :* même grâce qu'autrefois, même séduction dans le regard, dans le sourire. Elle a su tout conserver, jusqu'à ses amis, et vous parle au présent de cette bienheureuse époque du *Diable boiteux,* sans avoir l'air de se douter que les capitaines d'état-major de ce temps-là sont devenus des généraux, et les secrétaires d'ambassade, — des ministres à portefeuille!

J'étais absent lors des débuts de Mlle Mauduit. Il y a quelques jours, l'Opéra donnait *Robert;* l'occasion s'offrait à moi d'entendre la jeune cantatrice; je la saisis. Déjà dans les concours publics du Conservatoire, cette nature d'artiste avait très sympathiquement agi sur son auditoire, et, passant de la Leonora du *Trovatore* à la Colombine du *Tableau parlant,* montré sa flamme et sa bravoure. A l'Académie impériale, cette fière énergie ne se dément pas, et si la gracilité physique du sujet disparaît un peu dans l'immense cadre, — sur cette voix limpide, chaude, passionnée, capable des accens les plus dramatiques, l'étendue de la salle ne peut rien. Tant de vibration, d'intensité, de calorique musical dans une organisation si délicate, si menue! Involontairement on pense à l'oiseau. — Je ne connais pas au répertoire de rôle plus difficile que celui d'Alice : dans le drame, l'élévation tragique, le geste inspiré, côte à côte avec la simplicité, l'enjouement, et dans la musique, un mélange continuel des deux styles qui chez la plupart des virtuoses semblent s'exclure. Il y faudrait toutes les aptitudes d'une comédienne consommée unies au double ascendant d'une voix à la fois puissante et légère, pathétique et pourtant toujours prête aux évolutions chromatiques les plus brillantes. Des fusées de notes, des points d'orgue, ce que la vocalisation italienne a de plus lancé, succédant, comme dans les couplets du troisième acte, à cette période si ample, si émue de la première romance en *mi majeur*, servant de prélude aux solennelles mélopées du trio final! Aussi l'idéal du personnage ne fut-il peut-être jamais atteint que par Jenny Lind, la virginale apparition des premiers jours, qui seule un moment, au physique comme au moral, en possèda toutes les cordes. Vocaliste agréable et correcte, Mme Dorus, qui chez nous créa le rôle avec une simplicité pleine de charme, y manquait pourtant d'autorité dans les passages dramatiques, et Mlle Falcon, à peine au sortir du Conservatoire, abordant ce caractère comme Mlle Mauduit fait aujourd'hui, sans avoir eu le temps de se reconnaître, y brûlait d'une flamme trop académique. Quant à la Schroeder-Devrient, sublime dans le duo avec Bertram au pied de la croix, pour ne citer qu'un exemple, elle faisait entièrement disparaître l'humble jeune fille sous l'héroïne envoyée de Dieu; elle ne figurait pas, elle transfigurait le personnage.

J'avoue que pour ma part j'aime beaucoup les débuts à l'Opéra, pourvu qu'ils soient sérieux. Les débuts ont cela d'excellent qu'ils remettent en lumière certains ouvrages du grand répertoire sur lesquels il est toujours bon de revenir quand on les a quelque temps perdus de vue. L'expérience a ses dangers, tous les chefs-d'œuvre n'y résistent pas. Nous le savions si bien que nous redoutions presque l'impression nouvelle qu'à distance allait produire sur nous ce fameux *Robert le Diable*. La défiance était exagérée, et nous aurions pu nous en épargner le souci, car le chef-d'œuvre tient, et malgré le temps, malgré les variations climatériques qui depuis le jour de son avénement ont tant ébranlé l'atmosphère, il demeure ferme et carré

sur sa base. Même en faisant la part la plus large à la critique, en désavouant les *siciliennes,* les fanfares, et çà et là quelques vulgarités qui encore ne méritent pas tout le mal qu'on en a dit, tout homme ayant le sentiment du beau sera forcé de reconnaître l'immense valeur de cette musique, dont l'ensemble n'a pas fléchi. Où trouver un chant plus pur, plus inspiré que cette adorable romance d'Alice au premier acte, une phrase plus éperdument douloureuse que l'air de Bertram au troisième, une imploration plus émouvante que la cavatine de *grâce?* Je me tais sur la couleur de la scène des nonnes, sur les magnificences de cet *oratorio* qu'on appelle le cinquième acte. Et c'est à un pareil musicien, à un pareil maître, que l'on vient reprocher de ne point placer assez haut son idéal!

J'aime fort l'esthétique, mais à la condition que les esthéticiens ne la gâteront pas, et que ce grand mot, superbement mis en honneur par Hegel en Allemagne, ne signifiera point en France art de parler avec pleine impunité sur les sujets qu'on ignore. Autre chose est la statuaire au temps de Périclès, autre chose est la musique au XIXe siècle. La musique, art de conception toute moderne, a son histoire, sa *technique,* qu'un philosophe même doit connaître pour en discourir. Traitons l'olympe avec respect, vénérons les marbres d'Égine; mais ne perdons jamais de vue le solfége et son histoire. Prétendre par exemple que depuis *la Vestale* et *Moïse* le finale était trouvé semblerait indiquer qu'avant Spontini et Rossini nul maître encore n'avait inventé rien de pareil à ces puissans morceaux. Et le finale de *Don Juan,* qu'en ferons-nous? D'ailleurs l'invention ici importe peu. Prendrait-on par hasard la *bénédiction des poignards* dans *les Huguenots,* le chœur des évêques dans *l'Africaine,* pour des finales? Les grands ensembles de Meyerbeer, ce prodigieux maniement des sonorités instrumentales et vocales dont, par condescendance pure, on veut bien tenir quelque compte à son *talent,* n'eurent jamais rien à voir dans le *finale,* qui est une forme italienne particulière à des traditions dramatiques avec lesquelles tout au contraire l'auteur des *Huguenots* et du *Prophète* s'efforçait de rompre. Donc ni Spontini, ni Rossini n'ont inventé le finale, qui, bien avant *la Vestale* et *Moïse,* avait, dans *les Noces de Figaro* et *Don Juan,* brillé, grâce à Mozart, d'un double et incomparable éclat. Et en outre parmi tant de morceaux que la gloire a déjà consacrés, — le trio de *Robert,* le duo de Valentine et de Raoul, les grands épisodes concertans des *Huguenots,* du *Prophète,* de *l'Étoile du Nord,* de *l'Africaine,* — vous ne trouverez pas un seul finale proprement dit. L'aimable Halévy n'y mettait point tant de façons. Il savait que ce n'est pas aux musiciens de fixer la théorie de la gravure en taille-douce, pas plus qu'il n'appartient aux architectes de professer le contre-point. Au lieu de disserter sur l'art, il causait de l'artiste, racontait sa vie et ses travaux, et promenait agréablement l'auditoire à travers les familières digressions. S'agissait-il d'un architecte par exemple, il évitait avec le plus grand soin de parler architrave, et se serait bien

gardé de reprocher à Erwin de Steinbach de ne point avoir construit le Parthénon. A défaut de compétence, sa complaisance le servait; il savait, comme cette maîtresse de maison, remplacer le rôti absent par une anecdote, et tout le monde s'en allait content, même M. Cousin, qui avait fini par découvrir un prosateur français du meilleur style dans l'auteur de *la Juive* et des *Mousquetaires de la Reine*.

Qui ne connaît *Graziella, Geneviève, Fior d'Aliza,* ces sœurs charmantes, quoique tardives, de la Laurence de *Jocelyn,* ces harmonies en prose d'un grand poète? Il est de mode aujourd'hui de manquer de respect à Lamartine; on raille sa décadence, on jette la pierre à ses désastres; et sous cet écroulement, dont chacun parle, nul ne songe à recueillir bien des richesses enfouies, à compter les parcelles d'or que, parmi tant de décombres, roule encore dans ses flots ce noble fleuve en allant aux abîmes. Tant de pages du poète des *Méditations* et des *Harmonies* écrites au hasard, tant d'improvisations vouées d'avance à l'oubli vous rappellent certaines partitions italiennes de l'auteur de *Guillaume Tell,* ce fatras rossinien qu'au moment le plus inattendu traverse un éclair de génie, vibration de harpe éolienne dans les ténèbres, voix d'en haut perdue pour les oreilles du profane, et qui parlent aux cœurs initiés. De ce cycle de nouvelles lamartiniennes, *Fior d'Aliza* est la dernière venue. Le poète y raconte ses souvenirs d'Italie, et, le lointain aidant, il idéalise à perte de vue. « Elle était debout, les pieds nus, *plus blancs et plus délicats que les cailloux qui sortent de la source;* sa robe, à gros plis noirs perpendiculaires, tombait avec *majesté* sur ses chevilles; son corset rouge, à demi délacé, laissait l'enfant sucer le lait et le répandre de sa bouche rieuse comme un agneau désaltéré qui joue avec le pis de la brebis. *Je retenais ma respiration pour mieux contempler cette divine figure!* » Là est le point critique du système, son *noli me tangere,* le côté dangereux par où la figure la plus aimable, la plus touchante, glisse à sa perte et finit par devenir, comme Atala, un délicieux sujet de pendule. Les gens habitués à se payer de mots appellent encore aujourd'hui romantisme cette prose cadencée et vide que Lamartine, à ses mauvais momens, emprunte à Chateaubriand, et que l'auteur du *Dernier des Abencerrages* s'était faite en ôtant les rimes au récit de Théramène. Il n'importe; les amours du jeune *zampognaro* et de la belle contadine sous le grand châtaignier patriarcal ne se lisent point sans émotion; l'intérêt dramatique, sous la diffusion du discours, se laisse entrevoir. Le sujet d'ailleurs était musical au premier chef, et ce poème de *Fior d'Aliza* devait d'autant plus naturellement fournir l'étoffe d'un opéra nouveau, qu'il en contenait déjà lui-même trois anciens. Le chef des sbires, comme ce podestat lubrique et féroce de *la Gazza,* relance et persécute de son amour une jeune fille qu'il tient sous sa dépendance comme l'épervier tient dans sa griffe un pauvre oiseau. Geronimo emprisonné après avoir d'un coup de carabine abattu le misérable, Fior d'Aliza se dé-

voue, et, pour pénétrer jusque dans la geôle, pour sauver la vie à son amant, s'habille en homme comme la Léonore de *Fidelio*. Seriez-vous en peine du dénoûment? Attendez un peu; *le Déserteur* y pourvoira.

Dramatique, on le voit, la pièce le serait à moins. D'ailleurs qui ne sait que l'opéra vit de certaines situations éternellement reproduites, et que le musicien renouvelle et transforme au gré de son talent, de son génie? Dans ce poème où Monsigny, Beethoven et Rossini, avant lui, avaient passé, l'auteur des *Noces de Jeannette*, des *Saisons*, de *Galathée*, de *la Reine Topaze*, a très victorieusement trouvé sa voie. Son inspiration, sans rien perdre de cette heureuse veine mélodique dont les ouvrages que je viens de citer indiquent les meilleurs momens, son inspiration s'est élargie, affirmée. On remarque un progrès du côté du style. Ces développemens mêmes que blâment à juste titre les purs amateurs d'opéra-comique témoignent d'une vue d'ensemble, d'un effort puissant vers la grande composition. Enfiler d'agréables motifs à la suite les uns des autres, faire succéder des duos à des cavatines, et des chœurs à des chansonnettes, cela peut être d'un musicien habile, ingénieux; il n'appartient qu'aux maîtres d'écrire des opéras. « Trop de musique! » s'écrient les mécontens. Il est évident qu'au lendemain du *Voyage en Chine* cette accentuation dramatique et passionnée, ce vigoureux parti-pris musical avait de quoi déconcerter un certain monde; mais en bonne justice il y a aussi d'autres goûts à satisfaire. Et si l'histoire de France nous enseigne que l'opéra-comique touche au vaudeville, *Joseph, les Deux Journées, Zampa, l'Étoile du Nord* et *le Pardon de Ploërmel* sont là pour démontrer qu'il confine également à l'Académie impériale. Je veux bien accepter vos opéras, dont le plus grand mérite est de pouvoir se passer de musique, à la condition qu'à votre tour vous ne viendrez pas me chicaner sur la symphonie; j'emploie le mot à dessein, car la musique de M. Victor Massé a par instans tout le pittoresque d'un tableau. Ceux qui reprochent à cet ouvrage sa couleur sombre n'ont pour se réjouir les yeux qu'à regarder à l'orchestre, si varié de teintes, si curieusement travaillé sans cesser d'être ému. L'épisode de la noce traversant la scène au moment où Fior d'Aliza tombe inanimée, un souffle de chanson sur ses lèvres, est un morceau traité en coloriste, et qui, pour l'entrain villageois, la disposition des groupes et des contrastes, rappelle les meilleures toiles de Knaus. L'auteur des *Noces de Jeannette* se retrouve là tout entier; mais ce qui vaut encore mieux que le pittoresque et la musique imitative la plus réussie, c'est un chant large, pathétique, inspiré : la phrase que propose le frère Ilario en manière d'invocation au châtaignier, et qui, reprise ensuite par toutes les voix, termine ce superbe quintette par une péroraison digne de son exorde. La saltarelle du troisième acte produit l'effet que tout le monde avait prévu aux répétitions. Un pareil rhythme et la vocalisation fulminante d'une Caroline Duprez, c'est irrésistible.

Au reste, Mme Vandenheuvel apporte dans tout le rôle les rares qualités

qui la distinguent. Comme la plupart des grandes musiciennes au théâtre, elle a le sentiment parfait du caractère qu'elle représente, et suffit à la situation sans jamais en dépasser la mesure. La cantatrice, chez elle, crée la comédienne, comme on pourrait presque dire qu'elle crée la voix. L'art a de ces ressources admirables. Vous entendez à chaque instant le vulgaire s'écrier : Il n'y a plus de sopranos, il ne se fait plus de ténors. — Ce ne sont point les belles voix qui manquent aux artistes, mais les artistes qui manquent aux belles voix. Qu'est-ce qu'une belle voix sans le style? Soyez musicienne d'abord, et tout le reste vous viendra par surcroît; voyez Pauline Viardot, Caroline Duprez. Lorsque Meyerbeer songea à lui confier *l'Étoile du Nord*, il semblait que sous le puissant fardeau de cette musique une organisation si délicate, si fragile, infailliblement dût succomber. Meyerbeer laissa dire, et cette fois encore l'événement donna raison à son instinct. M. Victor Massé, qui sait à son tour ce que vaut cette force du style et de la volonté, a suivi l'exemple du maître, et bien lui en a pris, car ce rôle, musical à outrance, écrasant, ne pouvait avoir d'autre interprète. Ce que nous l'avons vue jadis dans *l'Étoile du Nord*, Caroline Duprez l'est aujourd'hui dans *Fior d'Aliza*. On dirait une réduction, au point de vue de l'heure présente, du *Fidelio* de Beethoven. — M. Achard joue et chante avec un sentiment exquis la partie de Geronimo, l'amant plaintif et déplorable de Fior d'Aliza. C'est là du moins un ténor dont on peut parler, une voix aimable et charmante qui, tout en restant dans les conditions du genre, sait se prêter, lorsqu'il convient, à la grande expression musicale. Impossible de mieux enlever la belle phrase avec Fior d'Aliza, qui se détache en majeur des masses vocales dans le quatuor des bûcherons, de montrer dans l'air du quatrième acte plus de goût, de nuance, de chaleur dramatique. Du reste l'ensemble de l'exécution est parfait. On y sent quelque chose de plus que l'émulation ordinaire. La confraternité parmi les artistes n'est pas toujours un mot si vain. Tout le monde à l'Opéra-Comique souhaitait, voulait un succès éclatant pour l'auteur des *Saisons*, de *Galathée*, des *Noces de Jeannette*, une sorte de mise en lumière définitive de son nom encore trop effacé. Toutes les sympathies étaient dans son jeu, c'était beaucoup sans doute; mais ce n'était point assez pour lui faire gagner la partie, s'il n'eût très galamment payé de sa personne et composé cette partition de *Fior d'Aliza* qui le place au premier rang des jeunes maîtres.

F. DE LAGENEVAIS.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 février 1866.

Des devoirs à la fois très graves et très élevés sont imposés en ce moment, en France, aux hommes de droite raison et aux gens de cœur qui s'efforcent, par la revendication des libertés légitimes et nécessaires, de régénérer et d'assainir la vie politique de notre pays. Nous ne savons si nous nous trompons, mais il nous semble que rarement à notre époque des occasions aussi importantes que les circonstances actuelles ont dû émouvoir ceux qui s'occupent des affaires publiques. Le mal, si l'on veut, n'est aigu nulle part, et cependant tout ce que l'on voit et l'on entend ne laisse dans les esprits réfléchis que des impressions tristes. Ceux qui ont cru qu'un système de compression temporaire serait utile aux intérêts de l'ordre et de la conservation peuvent commencer à s'apercevoir de la méprise qu'ils ont commise. Le silence forcé, les entraves artificiellement opposées aux compétitions naturelles de la vie politique, ne produisent point, on le voit bien aujourd'hui, la paix des intérêts et des idées, la conciliation des esprits, la santé des âmes. Ne dirait-on pas qu'à force de rester muettes et solitaires les opinions sont devenues plus extrêmes, plus violentes, plus intraitables? Est-on sûr que le pouvoir ait gagné en prévoyance, en activité, en esprit de suite, tout ce que l'on attendait pour lui d'une concentration d'autorité sans exemple et de l'anéantissement des limitations anciennes? Nous avons sous les yeux le spectacle d'une anarchie morale d'une forme nouvelle. Ne pouvant pas se rencontrer sur le terrain de la vie politique pratique, où l'on est sans cesse obligé de transiger en se combattant, on lutte, on se passionne, on s'opiniâtre dans l'antagonisme des principes absolus et irréconciliables. L'ardeur des sentimens ne connaît plus ces apaisemens gaillards que donne la franchise; on ne sait plus appeler les choses par leurs noms; on ne dit pas ce qu'on a sur le cœur; on fermente et l'on s'aigrit dans la dissimulation et dans la réticence. Au milieu de préoccupations très graves, on s'emporte à une incroyable fureur

de frivolités. On a la manie du luxe et on reste grossier; on ne demande au théâtre que l'amusement de caricatures brutales ou des sensations les plus matérialistes. La presse à bon marché s'établit chez nous, et nous n'avons pas la joie de la voir servir, comme dans les pays libres, comme aux États-Unis, en Angleterre, en Belgique, à l'élévation intellectuelle et morale du peuple, à l'instruction politique et scientifique de la classe la plus nombreuse et la moins aisée. Le tempérament de la société française est démocratique; tous les progrès de notre époque dans l'ordre économique sont démocratiques; la force des choses crée et active avec une rapidité irrésistible l'organisme matériel de la démocratie. Nous avons le suffrage universel. Que faut-il pour que la société française soit appelée à exercer avec un ascendant invincible, et cela au moment où on s'y attendra le moins, le rôle politique auquel elle est manifestement destinée? Une inspiration fortuite du pouvoir, qui a toutes les initiatives, un hasard peut-être, une surprise des circonstances, un rien.

En cet état de choses, comment ne se demanderait-on point avec anxiété si nous avons choisi le meilleur système pour préparer la démocratie française au rôle auquel elle peut être appelée au premier jour? N'est-il pas évident au contraire que c'est par le prompt usage des libertés pondérées, où les opinions s'assouplissent et se disciplinent, que l'on mettra l'avénement définitif de la démocratie à l'abri de toutes les secousses, de tous les excès, de tous les périls que la société paraissait redouter il y a quinze ans? Il est parmi les accidens préliminaires de la révolution française un épisode qui nous a toujours frappés. La mode est aujourd'hui au *Louis XVI*, comme disent les amateurs de curiosités; la mode est si étrange dans ses caprices qu'elle va chercher des motifs de costume pour nos fêtes bruyantes chez des figures qui ne semblaient plus vivre dans l'imagination attendrie des hommes que par le souvenir douloureux d'une tragédie immortelle; on nous pardonnera donc une réminiscence historique de l'époque de Louis XVI. Le malheureux roi, après l'évanouissement des illusions et l'échec des expédiens de Calonne, plaça le cardinal de Brienne à la tête de son ministère. Parmi les remèdes que tenta Brienne, il en est un auquel l'histoire n'a pas assez pris garde. Le cardinal voulut gagner l'opinion, et il crut qu'il y réussirait en donnant libre carrière aux écrivains politiques. L'ancien régime, qui jusque-là n'avait employé à l'égard des écrivains que la censure, les arrêts du parlement et la pénalité administrative des lettres de cachet avec la Bastille au bout, leur accorda tout à coup à l'improviste la liberté absolue. La France en un moment fut inondée de brochures politiques où l'on découvre le conflit et le désordre d'idées qui devaient faire de la révolution une œuvre si difficile et si orageuse. L'instinct du cardinal de Brienne cherchant le salut dans la liberté des opinions n'était point faux en soi : il est des cas assurément où la liberté de la presse peut être pour le pouvoir un salutaire moyen de gouvernement; mais il était trop tard pour invoquer

cette ressource. L'ancien régime avait refusé aux écrivains et au public l'éducation de la liberté; les écrivains et le public furent trompés par leur inexpérience. Il en arrive toujours ainsi aux pouvoirs qui n'ont pas su accorder à temps à la prudence les concessions qu'ils se laissent surprendre et arracher par la force des choses, aux pouvoirs qui attendent pour céder que la sibylle ait brûlé son dernier feuillet.

Les faits politiques contemporains nous suggèrent trop souvent malgré nous ces soucieuses pensées. Les personnes qui auront lu dans *le Moniteur* le compte-rendu des débats de l'adresse au sénat ne nous accuseront certainement point d'un excès d'humeur noire. Quand nous songeons que cette assemblée, d'après notre constitution, est la réunion des illustrations de la France, nous avouerons que nous sommes médiocrement flattés de voir notre pays illustré aux yeux du monde par certaines harangues dont au surplus le sénat a l'air de n'être pas moins embarrassé que nous-mêmes. Nous ne savons au juste ce qu'il est permis ou interdit à la presse d'exprimer au sujet des discussions de nos assemblées. Une note récemment insérée au *Moniteur* a plutôt intimidé qu'éclairé les journaux sur ce point délicat. Peut-être n'encourrait-on aucun risque, si l'on n'avait à décerner que des éloges; mais le moyen de trouver quelque chose à louer dans le discours de M. de Boissy, si ce n'est ses vœux en faveur du régime parlementaire et sa protestation contre l'introduction en France de garnisons de régimens arabes! Si M. de Boissy n'était point sénateur et si son discours était une brochure, nous serions moins embarrassés pour signaler dans les disparates, le décousu, les naïvetés de ses opinions et de son langage l'image vivante de l'anarchie morale et de l'insuffisance d'éducation politique qui nous affligent dans la société actuelle. On pensera ce qu'on voudra des opinions et du talent de M. de Boissy; mais qu'il puisse faire entendre au sénat certaines choses dites par lui, — et elles sont dites, — comme il le constate lui-même, c'est un phénomène extraordinaire qui demeure attaché à la bizarre figure de notre époque. Certains passages de son discours produisent une stupéfaction dont on ne revient pas, on lit avec un égal ébahissement certaines interruptions qu'il provoque, et l'on n'est pas moins étonné de la docilité avec laquelle la sténographie du *Moniteur* reproduit ces choses-là. N'insistons pas sur ces audaces qu'un public trop narquois excuse parce qu'il s'en amuse; mais la partie sérieuse des discussions du sénat révèle des aspirations et des conflits d'opinions qui excitent aussi de curieuses surprises. Quoi de plus singulier par exemple que la statistique présentée par M. de Vincent, adversaire de l'instruction laïque, touchant les résultats obtenus par les établissemens d'éducation que dirigent les communautés religieuses? S'attendait-on à apprendre que le quart de la promotion de l'école de Saint-Cyr a été fourni l'année dernière par le collége des jésuites de la rue des Postes? Nous ne sommes nullement intolérans; si la France jouissait de la plénitude de sa liberté, nous n'aurions aucune

frayeur du croquemitaine jésuitique; ce sont les jésuites qui ont fait l'éducation des générations du XVIIIe siècle, et l'on ne voit pas ce qu'ils y ont gagné. Quoi qu'il en soit, il n'est pas moins surprenant que la rue des Postes ait fourni l'an passé à Saint-Cyr soixante-quatre candidats, jeunes aspirans au bâton de maréchal de France. L'honorable sénateur à qui nous devons cette information, exalté par de tels succès, a lancé contre notre université d'injustes censures, qui ont été d'ailleurs très vigoureusement et très honnêtement réfutées par M. Rouland.

La question d'Italie et de Rome a donné lieu aussi à d'excentriques sorties. On a pu remarquer sur ce point que la ferveur des défenseurs laïques de la papauté temporelle a dépassé le zèle du banc des cardinaux. Un orateur, M. de Ségur d'Aguesseau, n'a point hésité à demander que la France, en quittant Rome, fît restituer au saint-siége la portion des états de l'église qui s'est annexée au royaume d'Italie. D'autres voudraient que la France s'engageât à maintenir pour l'éternité ce qui reste de pouvoir temporel. Le président Bonjean, qu'anime le souffle des vieilles traditions de notre magistrature, a protesté avec énergie contre ces exagérations cléricales. Le ministre d'état, M. Rouher, visiblement affligé par ces divagations, y a mis fin en ramenant la question à ses termes pratiques. — La convention du 15 septembre est un contrat politique et ne peut s'élever à la sphère où s'agitent les prétentions dogmatiques et religieuses. Politiquement cette convention a défini deux souverainetés territoriales qui se trouvent en présence l'une de l'autre, celle de l'Italie et celle du patrimoine de saint Pierre. L'Italie s'est engagée vis à vis de la France à ne point faire sur la cour de Rome la conquête du patrimoine; voilà tout. Veut-on aller plus loin, veut-on sonder l'avenir, veut-on faire sortir d'un traité des garanties éternelles : on n'aboutit qu'au contradictoire et à l'absurde. La France et l'Italie ne peuvent que répondre d'elles-mêmes, elles ne peuvent écarter des chances de ruine auxquelles le pouvoir temporel demeure soumis, comme tous les pouvoirs humains, que celle qui résulterait d'une agression du royaume italien. Ni la France ni l'Italie n'ont le droit et le pouvoir d'assurer le gouvernement du saint-siége contre ses propres fautes et d'aliéner à perpétuité les droits des populations romaines. C'est pour prévenir les chances défavorables de l'avenir que M. Rouher fait appel à une disposition qui ne supprime point les difficultés et les chocs inévitables, mais qui peut les atténuer et les ajourner, l'esprit de conciliation. Quant à ceux qui prennent plaisir à soulever les hypothèses extrêmes et à réclamer des engagemens absolus, il n'y a qu'une réponse à leur faire; cette réponse leur a été faite deux fois, par M. Drouyn de Lhuys et par le général de La Marmora. Chose curieuse, nos cléricaux n'ont trouvé d'autre organe pour leurs prétentions romaines dans la politique européenne que la diplomatie espagnole, et c'est cette diplomatie qui s'est attiré la double réplique à laquelle nous faisons allusion! « Si le pape, disait M. Drouyn de Lhuys au ministre espagnol d'après

une dépêche soumise aux cortès, si le pape rejette les moyens qu'on lui donne, s'il ne veut pas se débarrasser de la plus grande part de sa dette en la faisant endosser par l'Italie, s'il ne veut pas négocier avec l'Italie et s'il persiste à la traiter en ennemie, s'il ne s'organise pas une armée, s'il ne réforme pas son administration et ne donne pas certaines satisfactions aux aspirations de ses sujets, la France dégage sa responsabilité des conséquences. La France peut aider le pouvoir temporel à vivre, elle ne peut l'empêcher de se suicider. » Tandis que, pour résister à l'engagement inconditionnel qu'on lui demandait, le ministre français se plaçait au point de vue des fautes possibles de la papauté temporelle, le chef du cabinet italien, le général La Marmora, dans la ferme dépêche qu'il vient d'adresser au gouvernement espagnol, revendique avec dignité les droits imprescriptibles des populations romaines. « Je ne puis me dispenser, dit-il, de me prononcer en principe sur les démarches du gouvernement de sa majesté la reine, qui viennent d'acquérir une notoriété officielle, car elles s'inspirent d'une doctrine qui est la négation même de notre droit public, celle d'après laquelle le territoire et la population de Rome seraient frappés d'une espèce de mainmorte au profit de la catholicité, et elles tendent à préjuger une épreuve dont le résultat doit dépendre des populations romaines. » Les cléricaux, si bien représentés en cette circonstance par la diplomatie espagnole, n'ont pas le droit de se plaindre de ces répliques, puisqu'ils les provoquent eux-mêmes par leurs indiscrètes exigences.

Au milieu de ce désarroi universel, l'opposition libérale au corps législatif peut rendre à la France d'éminens services en profitant de l'occasion du débat de l'adresse pour imprimer à l'esprit public une direction qui lui fait manifestement défaut, et dont il saura tenir compte à ceux de qui il la recevra. L'esprit public demande la clarté, la lumière; il a soif de franchise. Nous augurons bien du rôle que jouera au corps législatif l'opposition libérale. Les premiers débats de la session, bien qu'ils eussent des objets secondaires, des questions d'élection, ont présenté de favorables symptômes. Tout le monde a remarqué que les orateurs qui ont pris part au débat de ces questions, MM. Buffet, Lanjuinais, Segris, en s'opposant aux conclusions de la majorité, ont eu pour eux l'avantage de la logique et de la bonne tradition. Leur attitude et leur langage avaient en quelque sorte la véritable couleur gouvernementale. Aucune aigreur personnelle ne se mêlait à ces discussions, puisqu'il s'agissait de l'élection de personnes aimées ou estimées, telles que le président même de la chambre, M. Walewski, et M. Larrabure, l'auteur d'un rapport très applaudi sur les crédits supplémentaires où étaient jugées, il y a deux ans, avec une prévoyance très sensée, les conséquences financières des expéditions lointaines, et notamment de celle du Mexique. Les torts que, suivant l'opposition, l'administration s'était donnés à propos de ces élections étaient surtout des torts de forme. On pardonne trop facilement en France les torts de ce

genre; mais pourquoi s'en charger gratuitement, comme par nonchalance et laisser-aller, lorsqu'après tout on n'en avait nul besoin, et qu'on pouvait arriver aux mêmes fins en suivant la marche la plus régulière? Ce serait un triste goût et une regrettable habitude de préférer l'apparence de l'arbitraire à la correction réelle, lorsque les deux voies peuvent conduire au même résultat. A quoi bon afficher des trocs trop visibles entre un siége au sénat et un siége au corps législatif? Pourquoi passer si lestement sur la question constitutionnelle du droit de démission des sénateurs? pourquoi rendre si mobile une fonction déclarée inamovible? Pourquoi ne pas laisser à la démission d'un député le temps d'arriver au corps seul qui en peut consacrer la validité, c'est-à-dire à la chambre même? On a beaucoup recommandé les vertus de la constitution actuelle au nom du principe de la division des pouvoirs; pourquoi alors ne pas respecter les attributions hiérarchiques du corps législatif dans sa sphère naturelle et légitime, et vouloir que la démission d'un député, au lieu d'être soumise à l'acceptation de la chambre, puisse être adressée dans l'intervalle de la session à un agent du pouvoir exécutif? Ce sont ces anomalies, ces inconséquences, ces négligences insouciantes que les orateurs libéraux ont fait ressortir avec une modération et une dignité de ton qui ont donné grand crédit à leurs paroles auprès du public.

L'opposition abordera les discussions de l'adresse avec un esprit d'union qui sera pour le pays d'un exemple salutaire. L'union est une garantie de modération et de loyauté. C'est parce que l'esprit d'union est nécessaire au bon gouvernement d'un peuple libre que parmi les institutions et les libertés les plus efficaces sont celles qui rapprochent les citoyens les uns des autres, les invitent à traiter en commun les affaires publiques et les conduisent naturellement aux transactions nécessaires. Personne ne s'avisera de voir en nous des adversaires de la presse; nous n'hésiterons point cependant à confesser que les journaux servent moins à la conciliation des idées, à la concentration des efforts sur les points utiles, à l'unité des conduites, que le rapprochement des citoyens dans les associations et surtout que la réunion et le contact des représentans des opinions dans les assemblées délibérantes. Sous le régime actuel de la presse, l'action des journaux est plus exposée encore à se diviser et à s'éparpiller; la difficulté qu'ils éprouvent à s'occuper des questions vraiment principales du présent les porte à se reléguer dans les théories exclusives de leurs opinions, à s'obstiner dans les querelles du passé, à vivre de vieilles thèses historiques où se perpétuent des malentendus, des passions, des haines, qui n'ont plus de prétexte et ne devraient plus avoir de sens à notre époque. Et que les autoritaires ne se réjouissent point de ces divagations auxquelles la privation de la liberté condamne les journaux! Les intérêts conservateurs n'ont rien à y gagner, à moins qu'on ne se figure qu'il est préférable que les journaux s'attaquent aux dogmes essentiels du christianisme plutôt que

de contester le pouvoir, et qu'on trouve leur temps mieux employé à diviniser Robespierre et à enfanter de petits jacobins qu'à faire de l'opposition à un préfet. La différence que nous signalons est bien visible aujourd'hui : l'entente utile et pratique des opinions se fait bien mieux dans l'opposition-libérale de la chambre que parmi les journaux. L'opposition au corps législatif établira cette entente en donnant aux questions qui l'unissent la prééminence sur les questions qui pourraient la diviser. Les premières sont d'ailleurs plus importantes, plus opportunes, plus urgentes que les secondes. Parmi les premières sont la question des libertés intérieures, la question du Mexique, les questions financières. Nous ne saurions avoir la pensée d'anticiper sur ces débats; nous ne dirons qu'un mot de la question du Mexique. Notre vœu a toujours été, nos lecteurs le savent, que l'on évitât la complication extérieure qui devait être un jour ou l'autre apportée par les observations des États-Unis dans cette pénible affaire : pour la prévenir, il eût fallu la prévoir de loin, et c'est malheureusement ce qu'on n'a point fait. Pour le moment, il semble néanmoins que la question du Mexique puisse être examinée en elle-même et dégagée des diversions américaines. Le gouvernement des États-Unis vient heureusement de montrer qu'il est aussi sincère et aussi prompt que décidé dans sa politique. Il a désavoué, réprimé, puni la tentative flibustière de Crawford sur Bagdad avant même de recevoir nos représentations. Il a démontré par un acte décisif qu'il pratique la neutralité dont notre ministre des affaires étrangères lui a demandé l'assurance. Notre discussion avec les États-Unis doit être considérée comme terminée sur la base de la note du 9 janvier de M. Drouyn de Lhuys. L'opposition libérale au corps législatif pourra donc examiner l'affaire du Mexique en elle-même sans se préoccuper des réclamations américaines. Il faut, pour l'honneur de notre retour du Mexique, que cet examen ait lieu. Il est des points sur lesquels il est indispensable que des explications soient demandées et données. On nous parle toujours des indemnités dues à nos nationaux, pour lesquelles l'expédition aurait été entreprise; il serait temps enfin de savoir si, comme l'ont dit les journaux étrangers, l'une de ces indemnités aurait été payée, tandis que les autres n'auraient point été liquidées. Un des incidens les plus fâcheux de la question mexicaine a été le décret du 3 octobre 1865, qui soumet les Mexicains pris les armes à la main au jugement des conseils de guerre et à une exécution sommaire. Nous avons longtemps refusé de croire à l'existence d'un pareil décret; mais puisqu'il a été en effet rendu, puisqu'il est devenu l'objet d'une représentation diplomatique des États-Unis, puisqu'il a été qualifié dans les chambres belges avec une juste sévérité, il ne nous paraît pas possible qu'il ne provoque pas dans notre chambre une protestation généreuse. Nous ne savons s'il faut considérer comme authentiques des pétitions écrites par des soldats belges prisonniers du général juariste Riva-Palacio et une lettre du maréchal Bazaine à ce général autorisant un échange

de prisonniers, documens publiés par plusieurs journaux étrangers et français. Nous voudrions que la lettre attribuée au maréchal eût été écrite : elle soulagerait la conscience française; elle nous donnerait le droit d'espérer que l'armée française n'a jamais prêté d'exécuteurs au décret du 3 octobre. Il est enfin nécessaire qu'une récapitulation des dépenses que nous a coûtées l'entreprise du Mexique soit établie contradictoirement dans notre corps législatif, et que l'on y jette aussi un regard assuré sur les perspectives financières qu'ouvrira la fin de notre expédition.

L'Angleterre vient de recommencer sa vie parlementaire. Une circonstance touchante a marqué l'ouverture des chambres. La reine a inauguré la session. C'est la première fois depuis la mort du prince Albert que la reine Victoria a consenti à remplir cette fonction de la couronne constitutionnelle. L'épreuve était douloureuse pour cette princesse : elle lui rappelait d'une façon poignante sa solitude vis-à-vis de la nation. La reine n'a point prononcé le discours; elle en a écouté la lecture, assez mal bredouillée par le lord-chancelier, les yeux baissés, la physionomie empreinte de douleur. Le public anglais a su gré à la reine du courage avec lequel elle a accompli sa douloureuse tâche. La première journée de la session a été d'ailleurs assez maussade. Le discours du trône, qui, comme on sait, parcourt succinctement toutes les affaires qu'a l'Angleterre à la surface du globe, n'a pas fourni à la discussion de l'adresse le thème superficiel qu'il lui offre ordinairement. La discussion à la chambre des lords et moins encore à la chambre des communes, où par extraordinaire elle a duré deux jours, n'a point imité le discours de la couronne : elle n'a pas fait le tour du monde; elle s'est concentrée sur le fléau dont souffre cruellement l'Angleterre, la maladie des bêtes à cornes, la *cattle-plague*. Le ministère a reçu des coups de tous les côtés dans cette morose bataille. Lord Derby à la chambre des lords, M. Lowe et lord Cranbourne (l'ancien lord Robert Cecil) dans la chambre des communes ont attribué la durée et l'aggravation du fléau aux mesures mal concertées et aux hésitations du cabinet. Après la grande victoire qu'il a remportée dans les élections, il semble que le parti libéral, fier de sa majorité triomphante, eût dû signaler par sa belle humeur sa première réunion. Il n'en a rien été. Cependant le comte Russell a l'air de vouloir aborder sa carrière ministérielle en donnant au parti libéral déterminé tous les gages qui peuvent le satisfaire. Il vient notamment de recomposer son administration avec une hardiesse qu'on n'attendait pas de lui. On reprochait ordinairement aux whigs de constituer leurs cabinets en oligarchies patriciennes et de fermer systématiquement l'accès du pouvoir aux hommes jeunes, aux orateurs de talent qui n'étaient point de provenance aristocratique. Lord Russell a définitivement rompu avec cette routine. Il a introduit dans le cabinet M. Göschen; il a rappelé dans l'administration M. Stansfeld, qui représentera le gouvernement de l'Inde à la chambre des communes; il a donné une sous-

secrétairerie au plus brillant des orateurs radicaux, M. Forster; il a rallié ainsi à lui les hommes du parti libéral qui sont le plus en évidence. Il a résolu en même temps de proposer un projet de réforme parlementaire combiné dans des conditions qui ont paru satisfaisantes au grand agitateur consulté, M. Bright. Ceci fait, et M. Gladstone ayant la *leadership* de la chambre des communes, lord Russell a dû se croire en règle vis-à-vis du parti libéral et en mesure de diriger un gouvernement fort. Cependant les premiers symptômes apparens ne répondent guère à cette attente. Les questions de personnes et les questions politiques donnent lieu à des incertitudes. En s'adjoignant les membres les plus avancés du parti libéral, le premier ministre a laissé décidément en dehors du pouvoir des libéraux qui unissent un grand talent à des tendances assez conservatrices, — tels par exemple que MM. Lowe et Horsman, — qui paraissent devoir se montrer des adversaires redoutables du ministère dans la question de la réforme parlementaire. On doute qu'il existe un accord parfait dans le cabinet; on prétend que le ministre des affaires étrangères, lord Clarendon, est loin d'être un réformateur ardent, et on assure qu'il a fait une vive opposition à la rentrée de M. Stansfeld dans le cénacle ministériel. Ce qu'on connaît du projet de réforme de lord Russell est assez froidement accueilli : à toucher à la loi électorale, les Anglais aimeraient que ce fût une fois pour toutes, et qu'il n'y eût plus à remanier de longtemps l'institution fondamentale du système représentatif; mais rien n'est plus compliqué que les lois électorales d'Angleterre, il n'y règne aucune harmonie préconçue, aucune unité préméditée. Le droit électoral est sorti des priviléges du système féodal, et il a pris les formes diverses, capricieuses et confuses des œuvres du moyen âge. On dirait un amas de constructions gothiques hétérogènes et de ruines enchevêtrées. C'est dans ce labyrinthe que les architectes politiques d'outre-Manche ont mission de préparer à la démocratie anglaise des logemens commodes, aérés, salubres et raisonnablement disposés. La tâche n'est guère aisée, et il est bien difficile de tenter dans ce glorieux et pittoresque fouillis des réparations sans courir le risque de tout détruire. Sans entrer dans le détail des choses, il y a deux grandes données du problème de la législation électorale anglaise, c'est le titre du suffrage, la condition de l'électorat d'une part, et de l'autre la répartition des siéges parlementaires entre la population du royaume-uni : à quel titre sera-t-on électeur? comment les colléges électoraux seront-ils distribués? Pour nous Français, amateurs des constructions neuves et de l'alignement, la question serait simple: chacun serait électeur aux mêmes conditions, et quant à la répartition des colléges, elle ne serait que le quotient approximatif du total des électeurs divisé par le nombre des places de députés dont la représentation parlementaire serait composée. Les Anglais ont horreur de cette logique égalitaire servie par une arithmétique inexorable. Ils ont des conditions, des qualifications, comme ils disent, diverses

pour les électeurs; ils ont des districts électoraux qui, avec moins de trois cents électeurs, nomment deux membres au parlement et des districts de dix et vingt mille votans qui n'élisent également que deux représentans. Pour bien réformer, il faudrait porter au moins partout à la fois la réforme; il faudrait réduire le cens électoral pour introduire la démocratie dans la vie politique, et il faudrait en même temps faire un nouveau partage des colléges électoraux, de telle sorte que la représentation fût mieux proportionnée à l'importance numérique des populations. Or on assure que le projet de lord Russell ne résoudra que la moitié du problème, la question du cens, et laisserait à l'avenir l'œuvre d'une nouvelle distribution des districts électoraux. Lord Russell garderait les cadres tels qu'ils sont; il se contenterait d'en ouvrir l'accès aux classes laborieuses en abaissant le loyer qui confère le droit électoral de 10 livres à 6 dans les bourgs et de 50 livres à 15 dans les comtés. Cette idée d'une demi-réforme appelle dès à présent la défaveur sur le projet du ministère; elle soulève de nombreuses et solides objections parmi les libéraux aussi bien que dans le camp des conservateurs. Rien n'est donc moins certain que la durée du cabinet anglais; les dissidences d'opinions et les rapprochemens de personnes peuvent amener des évolutions et des combinaisons de parti singulières.

L'Italie inspire aujourd'hui à ses amis du dehors une anxiété qu'il est inutile de dissimuler. Le parlement de Florence consentira-t-il à prendre d'accord avec le gouvernement les mesures nécessaires pour subvenir aux engagemens financiers du pays et relever le crédit italien? Le parlement laissera-t-il vivre le ministère actuel? Voilà les questions qui tiennent en suspens les amis de l'Italie. La responsabilité du parlement italien est des plus graves. Avant tout, c'est le péril financier qu'il faut conjurer. Les dissidences intérieures et les prétentions extérieures, quelque fondées que puissent être les unes et les autres, doivent être subordonnées à l'intérêt dominant de l'ordre financier. Si le parlement ne vote pas promptement les ressources indispensables, si la nation n'est pas prête à s'imposer les sacrifices les plus patriotiques, on ouvre la voie à toute sorte de tristes désordres et d'humiliantes défaillances. La destinée de l'Italie, on devrait en être persuadé à Florence, se joue sur une question de budget. Quand on est sous le coup d'une préoccupation si pressante, est-ce en vérité le moment de se livrer au jeu des incessantes crises ministérielles? Sans doute il est difficile de former un ministère qui puisse complétement satisfaire le parlement et le pays. C'est un malheur qu'il n'y ait pas en Italie une réunion d'hommes d'état animée d'une résolution assez forte, investie d'une autorité morale assez puissante, pour conquérir et entraîner la confiance nationale; mais enfin, puisque ce malheur est un fait qu'il n'est point possible de supprimer en un jour, les Italiens n'ont d'autre parti à prendre que de s'imposer les taxes nécessaires, d'établir l'indépendance de leurs finances, de se sauver enfin eux-mêmes avec des cabinets mé-

diocres. On serait en vérité bien avancé si, au risque de prolonger la crise financière au point de la rendre incurable, on se donnait le passe-temps de renverser le général La Marmora! Nous savons ce qu'on reproche au brave général, nous savons que la dépêche de M. de Malaret, du 2 janvier, publiée dans notre livre bleu, a péniblement affecté les Italiens, et leur a donné l'idée que les droits des Romains étaient abandonnés sans réserve par leur ministre. Cette impression nous paraît fausse et puérile : elle est démentie du côté de la France par les paroles de M. Drouyn de Lhuys citées par nous tout à l'heure; elle est démentie, pour ce qui regarde le gouvernement italien, par la récente dépêche du général de La Marmora à l'Espagne, dont nous avons reproduit aussi la déclaration la plus significative. Les Italiens devraient comprendre qu'il importe que le général La Marmora, qui, avec son abnégation et son patriotisme ordinaire, est venu en aide à son pays en acceptant le pouvoir au lendemain de la convention du 15 septembre, au milieu des tristes troubles de Turin, continue à les représenter devant l'Europe, dont il a l'estime, jusqu'à l'entier accomplissement du traité qui retire de Rome les troupes françaises. Si le parlement italien ne sent pas de la sorte ses devoirs envers lui-même et envers le général La Marmora, si le cabinet actuel doit tomber avec son chef, nous faisons des vœux pour que le pouvoir soit donné au général Cialdini, à un homme de sens et d'énergie dont la mâle éloquence a révélé une véritable supériorité intellectuelle.

Bien que le gouvernement espagnol ait reconnu l'Italie, on a vu par les extraits de sa correspondance diplomatique qui ont été publiés qu'il ne s'est point fait faute de chercher à susciter des embarras au cabinet de Florence au moment même où il renouait officiellement avec ce cabinet les bons rapports. Voilà un nouvel encouragement au panlatinisme, un nouveau trait de la touchante sympathie qui unit les diverses familles de la race latine! Il ne faut pourtant point être trop sévère envers le cabinet espagnol. On fait ce qu'on peut. La reconnaissance de l'Italie a été de la part du maréchal O'Donnell un acte de hardiesse, on est obligé d'en convenir après la discussion du sénat de Madrid sur le paragraphe relatif à cette reconnaissance. Le ministre des affaires étrangères a présenté de bons argumens à l'appui de la politique adoptée envers l'Italie par le cabinet. Nous avons vu avec plaisir se prononcer dans le même sens M. Llorente, qui, ministre des affaires étrangères dans les commencemens du dernier cabinet Narvaez, avait eu le mérite de pousser dans cette voie le gouvernement espagnol. Cependant le paragraphe de l'adresse n'a obtenu qu'une petite majorité, et il paraît même que la majorité eût été contraire, si la reine, ayant un juste égard à la position du maréchal O'Donnell, n'eût obtenu des vingt évêques qui siégent au sénat et de plusieurs sénateurs cléricaux qu'ils ne prendraient point part au vote. Quand on connaît ces difficultés intérieures de l'Espagne, on est obligé de réclamer l'indulgence pour le maréchal O'Donnell et même de lui savoir gré de ses bonnes ten-

dances et de ses sages velléités. Nous croyons d'ailleurs que le ministre espagnol est décidé à faire profiter l'Espagne de la force que lui a value l'avortement de la tentative du général Prim. On dit le ministre des finances, M. Martinez, très sérieusement appliqué au règlement des vieilles dettes qui ont si longtemps et si désastreusement tenu en échec le crédit espagnol. Que de maux on eût épargnés à l'Espagne, si le maréchal O'Donnell eût prêté plus d'attention à ces questions financières quand nous lui signalions, il y a plusieurs années, les conséquences inévitables des résistances obstinées de son ministre des finances de ce temps-là, M. Salaverria!

La petite crise ministérielle hollandaise est terminée. MM. Thorbecke et Olivier sont définitivement sortis du cabinet, remplacés le premier à l'intérieur par M. Geertsema, et le second à la justice par M. Pické. M. Franzen van de Putte est chef du cabinet et ministre des colonies; les autres ministres sont M. Cremers aux affaires étrangères, le général Blanken à la guerre et par intérim à la marine, et M. Van Bosse aux finances. Déjà, à l'attitude prise par le parti libéral, dont M. Thorbecke est le chef, et par les conservateurs, on peut prévoir que le ministère hollandais aura sur les bras une opposition redoutable. C'est sur le projet des cultures des Indes qu'on se livrera bataille. Heureuse Hollande, où l'émulation des hommes publics n'a plus pour objet que des intérêts positifs tels que ceux qui sont attachés à l'administration de ses opulentes colonies! Le pays est petit, mais on ne se bat plus pour les droits primordiaux de la liberté politique, comme dans les grands états. Dans une position bien plus critique sont par exemple l'Autriche et la Prusse : l'Autriche, à qui la diète hongroise va faire connaître par le vote de l'adresse les conditions qu'elle met à son cordial concours; la Prusse, où un ministre bizarre dans ses audaces entreprend d'avilir la représentation nationale en soumettant les paroles des députés à la juridiction des tribunaux ordinaires. Nous avons lu attentivement le projet d'adresse au roi de Hongrie rédigé par M. Deák; nous n'oserions essayer d'apprécier toutes les conditions du programme hongrois et en taxer quelques-unes d'excessives. Ce qui nous a surtout intéressés dans le rapprochement qui se tente entre l'empereur François-Joseph et le peuple hongrois, c'est que des deux côtés nous avons vu des intentions honnêtes. Sans entrer dans les discussions de détail qui échappent à notre compétence, nous nous contentons d'espérer qu'un effort si loyal aboutira à une conciliation sincère. Nous désirons que les Hongrois, si un léger sacrifice était demandé à leur modération, veuillent bien se souvenir que le sort des autres nationalités de l'empire, le sort des Tchèques de Bohême, des Polonais de Galicie, des Croates, etc., est suspendu au succès de l'expérience qui se tente. Voilà des peuples intéressans qui espèrent dans un meilleur avenir, et qu'une impatience, une imprudence, pourraient rejeter dans la vieille centralisation autrichienne. Quoi qu'il en soit, si ce qui se passe en Hongrie nous cause encore quelque anxiété, le spectacle donné par le gouvernement autrichien est grand et sympathique. On n'en peut

dire autant de la lutte entreprise par M. de Bismark contre la seconde chambre prussienne. M. de Bismark élève contre les droits de la représentation nationale une prétention que soutenaient en Angleterre les juges de Charles Ier, et que le long parlement a pour toujours anéantie. M. de Bismark rêve pour lui et pour la couronne de Prusse de hautes destinées; comment concilie-t-il son ambition avec la mesquinerie pitoyable de sa politique intérieure? Quel Allemand voudrait donner l'hégémonie à un état dont les institutions seraient à ce point mutilées? quel Allemand n'aimerait pas mieux être le sujet du grand-duc de Bade ou du roi de Wurtemberg que d'appartenir à la Prusse que M. de Bismark cherche à faire? On ne peut trop applaudir à la fermeté patiente avec laquelle la chambre prussienne résiste à ces provocations persécutrices et à ces assauts de l'absolutisme le plus repoussant, comme l'a dit si éloquemment M. Schulze-Delitsch, celui qui se cache sous le masque des formes constitutionnelles.

E. FORCADE.

REVUE SCIENTIFIQUE.

LES LACUNES DU SYSTÈME SOLAIRE.

L'impatience fiévreuse avec laquelle la génération actuelle s'élance dans la voie du progrès et des découvertes, aborde des problèmes nettement posés d'avance et les résout d'emblée, cette noble impatience que le succès exalte au lieu de la calmer, nous la rencontrons dans toutes les branches de la science. La physique, la chimie, la physiologie, ont dû à l'élévation des théories générales qui les dominent, non moins qu'à la précision des expériences, leurs plus fécondes, leurs plus audacieuses découvertes. L'astronomie a suivi l'impulsion : le télescope ne lui suffit plus, elle a demandé à l'analyse mathématique un nouveau et plus puissant moyen d'investigation. Il est permis de parler aujourd'hui d'une astronomie de l'inconnu : des planètes que nul œil humain n'avait encore aperçues, des étoiles dont la faible lumière échappait aux regards des observateurs qui les rencontraient au bout de leurs lunettes, ont été devinées, dévoilées par le calcul. L'observation n'a eu qu'à donner à ces découvertes en quelque sorte métaphysiques la consécration solennelle qui les érige en faits acquis.

C'est une découverte de ce genre qui, depuis quelques années, occupe le monde savant, et l'occupe d'autant plus vivement qu'elle est fort contestée encore. Le télescope s'est montré moins complaisant cette fois à vérifier les indications de la théorie. S'il y a, d'un côté, des témoins qui assurent avoir vu les objets célestes dont l'existence a été annoncée *à priori* par un astronome célèbre, il faut avouer, d'un autre côté, qu'une sorte d'évidence négative semble résulter des recherches infructueuses d'un grand nombre

d'observateurs distingués. Le lecteur devine qu'il s'agit ici des petites planètes qui, dit-on, circulent en dedans de l'orbite de Mercure, à deux pas du feu central, véritables éthiopiens du système solaire.

L'existence de ces planètes, dites *intra-mercurielles*, est encore, pour le moins, très douteuse. Ce qui leur donne un intérêt particulier, c'est leur rôle dans la mécanique céleste. D'après les calculs de M. Le Verrier, il existe dans le mouvement de Mercure une petite irrégularité que les forces connues ne suffisent point à expliquer. Mercure, paraît-il, avance comme une montre mal réglée; son orbite est sujette à un déplacement progressif dont Vénus, la Terre, Mars, Jupiter et les autres planètes connues ne nous offrent nul exemple. Or, pour rendre compte de cette anomalie, il n'y a pas d'autre parti à prendre que de supposer qu'il existe, dans le voisinage immédiat du soleil, des amas planétaires, globes ou anneaux, dont la sourde attraction entrave la marche de Mercure. Ces planètes ou masses planétaires encore inconnues combleraient donc une véritable lacune du système solaire; elles rétabliraient l'harmonie du calcul et de l'observation jusque dans les détails les plus subtils. L'avenir nous en réserve-t-il la découverte?

Ce ne serait pas la première fois, nous l'avons déjà dit, qu'une découverte matérielle aurait confirmé une prévision purement spéculative. L'histoire de l'astronomie nous en offre plus d'un exemple, et peut-être y a-t-il quelque intérêt à raconter ce qui se rapporte à ces questions avant d'entrer dans plus de détails sur les planètes mystérieuses qui circulent dans le giron même du soleil.

Les anciens ne connaissaient en tout que cinq planètes : Mercure, Vénus, Mars, Jupiter et Saturne, auxquelles on ajoutait, dans le système de Ptolémée, le Soleil et la Lune, en faisant tourner ces sept astres autour de la Terre. Toutefois l'idée d'un nombre plus grand de globes errans remonte déjà à une haute antiquité, tout comme l'idée de la rotation de la Terre. Un siècle avant Jésus-Christ, Artémidore d'Éphèse soutenait que le nombre des planètes est infini. Démocrite, suivant ce que rapporte Sénèque, disait qu'il y a beaucoup plus de planètes que nous n'en voyons; mais il ne paraît pas qu'avant Képler cette idée ait pris corps et consistance en sortant des généralités d'assertions aussi vagues.

Guidé par des spéculations théoriques, assez obscures il est vrai, ce grand astronome se vit conduit à placer entre Mars et Jupiter une planète inconnue qui devait combler l'apparente lacune (*hiatus*) laissée entre ces deux corps. *Inter Martem et Jovem interposui planetam*, dit-il dans son *Mysterium cosmographicum*. Cette hypothèse fut mal accueillie, et il y renonça dans la suite lui-même. Sizzi, astronome florentin, protestait surtout avec vivacité contre cette doctrine. « Il n'y a, dit-il, que sept trous dans la tête : les deux yeux, les deux oreilles, les deux narines et la bouche; il n'y a que sept métaux; il n'y a que sept jours dans la semaine; il ne peut donc y avoir que sept planètes. » Bien plus tard, le philosophe Kant crut

même de son devoir d'expliquer pourquoi il n'existait pas de planètes entre Mars et Jupiter. A l'origine des choses, disait-il, Jupiter avait attiré à lui toute la matière nébuleuse qui devait engendrer la planète intermédiaire. Mars était si petit et manquait de satellites pour une raison analogue : une portion de son contingent lui avait été enlevée par la planète colossale.

Cependant l'idée de Képler germa dans les esprits. Lambert appela de nouveau l'attention des astronomes sur le vide qui semblait exister entre Mars et Jupiter. Le professeur Titius découvrit une loi, ou, si l'on veut, une analogie extrêmement curieuse, qui semblait venir à l'appui de ces spéculations. Il avait imaginé d'écrire la série suivante, dans laquelle chaque nombre est le double du précédent : 0, 3, 6, 12, 24, 48, 96, 192 (1). En ajoutant 4 à chacun de ces nombres, il obtenait cette autre série : 4, 7, 10, 16, 28, 52, 100, 196. Les quatre premiers termes, ainsi que le sixième et le septième, exprimaient à peu de chose près les distances relatives qui séparent du soleil les six planètes connues du temps de Képler : 4 représentant la distance de Mercure, 7 représentait celle de Vénus, 10 celle de la Terre, 16 celle de Mars, 52 celle de Jupiter, et 100 la distance de Saturne; mais le nombre 28 (comme aussi 196) ne représentait rien, et de là à supposer l'existence d'une planète encore cachée dans les limbes de l'inconnu il n'y avait qu'un pas.

La loi de Titius, publiée dans sa traduction allemande de la *Contemplation de la nature* de Bonnet, fut popularisée par l'astronome Bode, directeur de l'observatoire de Berlin, qui la considérait comme une révélation; il en a tant parlé qu'on a fini par l'en croire l'auteur et par attacher son nom à cette suite de nombres. La découverte fortuite de la planète Uranus, par William Herschel, en 1781, vint d'ailleurs apporter une confirmation inattendue à la loi de Bode-Titius. La distance d'Uranus au soleil, déterminée par les observations, diffère très peu du nombre 196, dernier terme de la fameuse série. Cette série aurait permis, disait-on, de pressentir la découverte d'une planète au-delà des confins connus du système solaire; n'était-il pas dès lors infiniment probable qu'un jour elle serait complétée par la découverte du terme intermédiaire entre Mars et Jupiter ? Le baron de Zach alla jusqu'à publier à l'avance les élémens de la planète supposée, et Lalande organisa en 1796 une association de vingt-quatre astronomes, dont chacun explora minutieusement la vingt-quatrième partie du zodiaque. Cette recherche fut sans résultats. Joseph Piazzi, directeur de l'observatoire de Palerme, travaillant depuis dix ans à dresser un catalogue complet des étoiles, remarqua que l'une d'elles, qu'il avait observée le 1er janvier 1801, n'était plus le lendemain à la place où il l'avait marquée sur sa carte; en revanche, il y avait un peu plus loin une étoile que Piazzi n'avait pas remarquée la veille. Le 3 janvier, il put constater un changement analogue. Dès lors, plus de doute : il avait rencontré une étoile er-

(1) En faisant abstraction du premier terme zéro.

rante; mais Piazzi la prit d'abord pour une comète. Il la suivit jusqu'au 11 février, jour où le mauvais temps interrompit ses observations, qu'une grave maladie l'empêcha de reprendre.

Piazzi avait, dès le mois de janvier, annoncé sa découverte à Bode et à quelques autres savans; mais ses lettres n'arrivèrent que deux mois après, quand le nouvel astre était perdu dans les rayons du soleil. Bode fut persuadé qu'il s'agissait ici d'une nouvelle planète, opinion à laquelle Piazzi finit par se ranger aussi; mais il fut impossible de retrouver la fugitive, et l'on dut se résigner à attendre jusqu'à l'automne suivant.

Comment faire pour revoir Cérès (c'est le nom que Piazzi donnait à sa planète) lorsqu'elle sortirait du voile de lumière qui la cachait? Il aurait fallu calculer son orbite d'après six semaines d'observations seulement, problème tout nouveau dans la pratique astronomique. Beaucoup d'essais furent tentés dans cette voie; mais la discordance des divers résultats obtenus fut si grande, que plus on allait et plus on perdait l'espoir de retrouver la planète entrevue par Piazzi.

Parmi ceux qui avaient entrepris de déterminer la route de Cérès dans le ciel se trouvait un jeune homme obscur, un débutant, Charles-Frédéric Gauss, de Gœttingue. Il avait résolu le problème à sa manière et publié les résultats de son calcul, mais les astronomes y prêtèrent fort peu d'attention. Seul, le savant médecin Olbers, astronome dans ses heures perdues, avait examiné le mémoire de Gauss, en avait apprécié toute la portée, et l'avait pris pour base de ses recherches. Il n'eut qu'à s'en louer, car le 1er janvier 1802, un an jour pour jour après sa première découverte, Cérès fut retrouvée par le médecin de Brême, et prit son rang définitif parmi les planètes, car, la forme et les dimensions de son orbite une fois connues et fixées, il n'y avait plus à craindre qu'elle pût se perdre. On s'imagine sans peine combien les partisans de la loi de Bode durent être satisfaits. La grande lacune était donc enfin comblée, car le hasard avait voulu que la distance de Cérès au soleil se trouvât être à très peu de chose près celle que lui assignait cette loi tout empirique.

La nouvelle planète était douée d'un éclat si faible qu'elle devait toujours se dérober à la simple vue : c'était une planète essentiellement télescopique. Pour en faciliter à l'avenir la recherche au milieu des étoiles, Olbers avait commencé à construire des cartes célestes très complètes, où il inscrivait une foule de petites étoiles. En les comparant avec le ciel, il aperçut un jour (le 28 mars 1802) une petite étoile qui n'avait pas encore été vue à cette place, et il n'eut pas de peine à s'assurer qu'elle possédait un mouvement propre très prononcé. Évidemment c'était là encore une planète : Olbers lui donna le nom de Pallas; mais cette découverte, à laquelle personne assurément ne s'attendait, jeta le trouble parmi les astronomes. Entre Mars et Jupiter, la place était prise; où placer la nouvelle venue? On la mit dans les comètes. La forte inclinaison de son orbite semblait justifier cette découverte, il se trouva même un témoin, Schrœter, qui déclara

qu'il lui avait vu une sorte d'enveloppe lumineuse analogue à la chevelure cométaire; mais l'on reconnut bientôt qu'il avait été le jouet d'une illusion d'optique due à l'état défectueux de son instrument, et Pallas fut appelée à s'asseoir à côté de son aînée.

Deux ans plus tard, en 1804, l'astronome Harding aperçut Junon, et en 1807 Olbers rencontra lui-même une quatrième planète, qui reçut le nom de Vesta en raison de la blancheur et de la pureté de sa lumière. Tous ces astres se meuvent autour du soleil dans l'espace compris entre les orbites de Mars et de Jupiter. Olbers tenta d'expliquer le rapprochement de ces quatre orbites entrelacées en supposant que les nouvelles planètes étaient des éclats d'un astre plus considérable qu'une cause quelconque aurait détruit à une époque très reculée; mais cette hypothèse, quelque ingénieuse qu'elle soit, n'est point confirmée par la situation relative des orbites.

Olbers continua ses recherches encore pendant dix ans, mais sans résultat. Ce n'est qu'en 1845, à trente-huit ans de distance de la découverte du quatrième astéroïde, qu'un maître de poste de Driesen en Prusse, M. Hencke, renoua le fil de ces découvertes en nous donnant Astrée. A dater de cette époque, les astéroïdes se sont succédé si rapidement que leur nombre s'élève déjà, en ce moment, à quatre-vingt-six; leurs distances du soleil varient entre les limites 22 et 34, la moyenne est 28 : c'est précisément le nombre prévu par le professeur Titius.

La découverte physique des astéroïdes a été, nous l'avons déjà dit, purement fortuite. Les recherches qui avaient eu cette découverte pour but avoué et ostensible avaient été infructueuses et n'étaient d'ailleurs, disons-le, autorisées par aucune certitude théorique. La loi de Titius n'est point d'une exactitude rigoureuse : ce n'est pas une vérité mathématique basée sur un principe quelconque; on va même voir qu'elle n'embrasse point toutes les planètes connues, puisqu'elle se trouvera en défaut pour Neptune. Néanmoins elle a été vérifiée après coup pour Uranus et pour plusieurs des petites planètes. Peut-être un jour cette loi mystérieuse nous sera-t-elle expliquée à son tour; elle est si frappante qu'elle doit avoir une signification.

Une découverte bien plus inattendue que celle des astéroïdes avait été celle de la grosse planète Uranus par sir William Herschel. Le 13 mars 1781, ce grand astronome aperçut dans le champ de son télescope une étoile d'un diamètre très appréciable. Il prit note de la position de l'astre suspect, et la nuit suivante il put déjà constater un déplacement sensible. Toutefois il était si éloigné de songer à une nouvelle planète qu'il prit sa trouvaille tout d'abord pour une comète; mais l'on ne tarda pas à en reconnaître la véritable nature. Il fut même prouvé que cette planète était déjà venue dix-neuf fois depuis 1690 se faire inscrire dans les catalogues d'étoiles en dix-neuf positions différentes. Les observations anciennes d'Uranus étant combinées avec celles que les astronomes avaient obtenues depuis 1781, on pouvait songer à construire des tables qui permettraient

de prédire la marche de cette planète jusque dans l'avenir le plus éloigné. Les premières tables d'Uranus, encore très défectueuses, sont dues à Delambre. En 1821, Alexis Bouvard en publia d'autres beaucoup plus exactes. Dans la préface, il signale une étrange difficulté : si l'on se sert, pour déterminer l'orbite d'Uranus, des observations antérieures à sa découverte, l'orbite obtenue représente très mal les observations plus modernes, et *vice versâ* l'orbite déduite des quarante années 1781-1821 est en contradiction avec les positions anciennes (1). Forcé de prendre un parti, Bouvard s'est décidé à négliger les dix-neuf observations antérieures à 1781. « Je laisse, dit-il, aux temps à venir le soin de faire connaître si la difficulté tient réellement à l'inexactitude des observations anciennes, ou si elle dépend de quelque action étrangère et inaperçue qui aurait influencé la marche de la planète. »

Quelques années s'étaient à peine écoulées qu'il était prouvé que les tables de Bouvard avaient cessé de s'accorder avec le ciel. Évidemment il y avait là une énigme à déchiffrer. L'idée d'une planète trans-uranienne commença de germer dans les esprits, et l'on parla déjà, mais timidement, de la possibilité d'arriver à sa découverte par les perturbations qui en révélaient l'existence. En juin 1829, M. Hansen écrivait à Bouvard que, pour rendre compte du mouvement d'Uranus, il faudrait recourir aux perturbations de deux planètes inconnues. Bouvard lui-même, pénétré de l'importance du problème, s'occupa d'en préparer la solution en confiant à son neveu Eugène Bouvard le soin de refaire les tables d'Uranus. Il espérait qu'une discussion approfondie des mouvemens de cette planète permettrait de remonter à l'astre qui la troublait, et cette espérance était partagée par Bessel, le grand astronome de Kœnigsberg, qui parle de la planète trans-uranienne dans une lettre à Humboldt et qui s'occupait activement de la question. En 1842, l'académie des sciences de Gœttingue mettait sans résultats le sujet au concours; en 1843 et 1844, un jeune astronome anglais, M. Adams, essayait de déterminer la planète inconnue en lui supposant une orbite circulaire et, faute de mieux, une distance au soleil conforme à la loi de Bode; il était aidé des observations antérieures sur Uranus que lui communiquait avec complaisance, mais sans grande foi dans le succès définitif, le directeur de l'observatoire royal. Au mois d'octobre 1845, M. Adams déposait à l'observatoire de Greenwich un mémoire sur les élémens de l'orbite hypothétique de la planète; à la même époque, M. Le Verrier, saisi par Arago de la question, communiquait à notre Académie des sciences ses premières recherches, et peu après (juin 1846) annonçait qu'il était en possession d'une position approchée de la planète inconnue, déterminée par les perturbations d'Uranus.

L'émotion fut générale. L'observatoire de Greenwich, reprenant le tra-

(1) Depuis cette époque, on en a encore signalé deux autres, de telle sorte que nous connaissons aujourd'hui vingt et une observations anciennes d'Uranus.

vail oublié de M. Adams, chargea M. Challis de rechercher la planète d'après ces données; peu de jours après (4 août), M. Challis, tenant la planète au bout de son télescope, la marquait sur sa carte comme une étoile fixe; il ne se doutait pas quelle découverte lui glissait des mains. Le 29 septembre, il la revoyait encore et constatait qu'elle avait un disque appréciable (comme toutes les grandes planètes), mais il ne se croyait pas si près de la découverte; il ignorait surtout que cette découverte était faite et la planète reconnue et constatée depuis une semaine (23 septembre) par M. Galle de l'observatoire de Berlin, sur les indications de M. Le Verrier, reçues le matin même à Berlin.

On sait quel enthousiasme, et aussi, c'est le propre du succès, quelles controverses souleva cette magnifique consécration du calcul par les faits. La question est aujourd'hui jugée, et l'année 1846 a comblé une lacune du système solaire que les astronomes avaient devinée depuis plus de vingt ans. Existe-t-il encore d'autres planètes au-delà de Neptune? Rien ne s'y oppose, mais rien non plus ne nous force à les rechercher. Neptune suffit pour expliquer Uranus.

Cette brillante découverte a trouvé son pendant, il y a trois ans, dans la découverte du compagnon de Sirius. L'examen du mouvement propre de cette étoile avait fait reconnaître à Bessel des oscillations périodiques qui ne s'expliquaient d'une manière satisfaisante qu'en admettant que Sirius était soumis à l'influence d'un corps considérable auquel il devait être enchaîné par la loi de la gravitation. L'hypothèse de Bessel rencontra quelque opposition; mais en 1851 elle fut reprise par M. Péters, qui démontra qu'elle rendait un compte parfait de toutes les circonstances du phénomène, et détermina les orbites de Sirius et de son invisible compagnon, auxquels il assigna un temps de révolution de cinquante ans. Le satellite de Sirius fut cherché longtemps en vain par les astronomes qui disposent d'instrumens puissans. On avait fini par le croire privé de lumière, lorsqu'il fut découvert en Amérique, par M. Alvan Clark, au mois de janvier 1862. Depuis cette époque, il a été observé à Paris et ailleurs à plusieurs reprises. M. Goldschmidt assure même qu'il a entrevu plusieurs satellites de Sirius au lieu d'un seul. Aujourd'hui on cherche le satellite d'une autre étoile fixe, appelée Procyon.

Ces découvertes d'étoiles inconnues, que l'on fait sortir de toutes pièces d'une formule, ont fini par si bien passer dans les habitudes des astronomes qu'il en est déjà résulté des méprises assez plaisantes, comme celle de M. Klinkerfues, qui avait bâti sur une erreur d'impression tout un roman de satellites obscurs et de compagnons perturbateurs d'une petite étoile fort innocente. M. Le Verrier lui-même a voulu renouveler son triomphe de 1846. Cette fois ce n'est plus sur les frontières de notre système, c'est à proximité même du soleil qu'il a constaté la sourde influence d'un corps troublant.

Dans une lettre adressée à M. Faye, au mois de septembre 1859, il an-

nonce que la forme ou plutôt l'orientation de l'orbite de Mercure subit des changemens séculaires qui resteraient sans explication, à moins d'admettre l'action de masses troublantes qui circulent entre Mercure et le soleil. Ces masses pourraient, ou être concentrées en une seule planète, ou former un essaim de corpuscules disséminés sur toute la circonférence de l'anneau; cette dernière supposition serait même la plus probable, parce qu'elle nous expliquerait, par la petitesse même de ces corps, leur apparente invisibilité. « L'hypothèse à laquelle nous nous trouvons ainsi ramené, dit M. Le Verrier, n'a plus rien d'excessif. Un groupe d'astéroïdes se trouve entre Mars et Jupiter, et sans doute on n'a pu en signaler que les principaux individus. Il y a lieu de croire même que l'espace planétaire contient de très petits corps en nombre illimité circulant autour du soleil. Pour la région qui avoisine l'orbite de la Terre, cela est certain. » Ainsi M. Le Verrier pose résolûment l'existence de planètes intra-mercurielles.

De telles planètes, s'il y en a, doivent rester toujours inaperçues dans les circonstances ordinaires. La planète Mercure, dont la distance au soleil est environ le tiers de la distance moyenne de la terre au même astre, en est déjà trop voisine pour qu'il soit facile de l'observer. Noyée la plupart du temps dans les feux de l'astre radieux, nous ne pouvons la voir à l'œil nu qu'aux momens où le soleil est caché par un écran naturel, par exemple lorsqu'il se trouve à une faible profondeur au-dessous de l'horizon, ou bien lorsqu'il est éclipsé par la lune. Et encore, pour que nous puissions voir la planète à la pointe du jour, est-il nécessaire qu'elle précède le soleil; de même elle doit le suivre pour se montrer dans le crépuscule du soir. D'un autre côté, l'horizon est souvent brumeux, et l'on comprend dès lors que les occasions d'observer Mercure sont assez rares, si rares que le grand Copernic laissa échapper un jour cette remarque chagrine : qu'il descendrait dans la tombe avant d'avoir jamais vu la planète. Aujourd'hui, grâce aux progrès qui ont été réalisés dans la construction des lunettes, la difficulté qui affligeait si fort l'illustre chanoine de Thorn a été vaincue en partie; nous observons Mercure au grand jour, à côté du soleil, surtout lorsqu'il est placé de manière à pouvoir être vu de profil, c'est-à-dire lorsqu'il nous montre seulement la moitié de son hémisphère éclairé, absolument comme la lune dans son premier ou dans son dernier quartier. Dans cette position, la planète nous paraît plus éloignée du soleil que lorsqu'elle est éclairée en plein, ou qu'elle se réduit à un mince croissant en tournant vers la terre sa face obscure. Quand elle est dans son plein, elle passe en arrière du soleil; quand elle s'évanouit, elle passe en avant; mais aux époques de ses quartiers (des quadratures) elle se trouve placée latéralement : c'est donc alors qu'elle semble le plus se séparer du soleil et qu'elle souffre le moins de son voisinage.

Mais, s'il s'agissait de planètes beaucoup plus voisines du soleil que Mercure, il faudrait renoncer à l'espoir de les observer de profil ou de face, c'est-à-dire éclairées à demi ou en plein, à moins de guetter pour cette

observation une éclipse totale de soleil; dans ce cas seulement, le soleil étant caché derrière la lune, il serait possible qu'on vît briller ces planètes, comme de faibles points lumineux, dans les environs de l'astre éclipsé. Toutefois il nous resterait encore une chance de les découvrir d'une autre manière : nous pourrions les voir de dos, lorsqu'elles passeraient au-devant du soleil. Mercure se présente dans cette position à peu près treize fois dans le cours d'un siècle. On n'en voit alors que l'hémisphère où il fait nuit, et la planète se dessine comme une petite tache très noire et parfaitement circulaire sur le disque lumineux du soleil, où elle chemine lentement dans la direction de l'orient à l'occident. Ce phénomène du passage de Mercure peut avoir lieu seulement aux époques où la planète se trouve sur la même ligne droite avec la terre et le soleil, ce qui n'arrive que dans les mois de mai ou de novembre. Un passage de Mercure peut d'ailleurs durer cinq heures et plus, selon la région du disque solaire où il s'effectue. Le dernier passage a été observé le 12 novembre 1861; il y en aura un autre le 5 novembre 1868.

Les planètes dites intra-mercurielles devraient, comme Mercure, se montrer de temps à autre sur le disque lumineux de l'astre. On peut même dire que nous devrions les y rencontrer beaucoup plus fréquemment. En effet, plus les planètes se rapprochent du soleil, moins elles mettent de temps à en faire le tour; par conséquent, nos planètes inconnues étant supposées plus voisines du soleil que Mercure, elles accompliraient deux ou trois révolutions pendant une seule révolution de Mercure, et auraient par suite deux ou trois fois plus de chances de s'interposer entre le soleil et la terre. On les verrait alors projetées sur le disque solaire sous la forme de petites taches rondes et noires qui entreraient par le bord oriental, mettraient quelques heures à parcourir la surface lumineuse d'un mouvement uniforme, et disparaîtraient finalement par le bord opposé.

Mais si ces corps mystérieux existent réellement, nous dira-t-on, comment se fait-il qu'on ne les ait jamais vus depuis tant d'années qu'une foule d'astronomes observent le soleil presque journellement? A cela nous devons répondre que plus d'une fois on croit les avoir vus. Malheureusement la plupart de ces observations ne résistent pas à un examen sérieux. Il faut écarter tout d'abord celles qui ont été faites à l'œil nu. D'après Lycosthène, Mercure passa sur le soleil le 17 mars 778; Adelmus raconte dans sa *Vie de Charlemagne* que l'on vit la même étoile dans le soleil le 17 mars 807 ou 808, comme une petite tache noire; l'astronome arabe Avén Rodan, qui vécut vers 1160, rapporte qu'il a vu le même phénomène; Képler lui-même a cru voir Mercure dans le soleil, le 28 mai 1607, en observant l'image solaire projetée dans une chambre obscure à travers un trou du volet. Aucune de ces époques cependant ne coïncide avec un passage de Mercure, et quand même cela aurait été vrai, le disque de la planète n'eût pas été perceptible à l'œil nu. Képler, interpellé par Fabricius, convint plus tard lui-même de son erreur, et imagina qu'il devait avoir vu une simple tache solaire.

Il n'y a pas lieu de s'arrêter davantage sur quelques apparences bizarres de taches traversant le disque du soleil soit avec une certaine lenteur, soit avec une rapidité qui éloigne toute supposition de passage d'une planète. Telles sont les observations de MM. de Lichtemberg et de Pœlnitz, le 19 novembre 1862, de M. Hoffmann en mai 1864, du professeur Ritter et de M. Jules Schmidt en 1857, et diverses autres qui ont fait un certain bruit dans leur temps. — Quelle que soit la cause à laquelle on doive attribuer ces faits singuliers, il ne peut dans aucun d'eux, d'après les circonstances où ils se sont produits, être question de planète.

Mais voici des faits qui paraîtront susceptibles d'être interprétés en faveur des planètes intra-mercurielles. En 1761, Abraham Scheutten, de Crefeld, annonça qu'il avait vu un petit corps noir accompagner Vénus dans son passage sur le soleil. Cette petite tache ronde et nettement terminée, d'un diamètre égal au quart de Vénus, avait mis environ trois heures à faire son trajet. Scheutten se vanta alors d'avoir découvert le satellite de l'étoile du berger, opinion qui s'accrédita si bien à cette époque que le grand Frédéric proposa de donner à cette lune le nom de son ami d'Alembert; mais celui-ci s'en défendit en déclarant qu'il n'était ni assez grand pour devenir au ciel le satellite de Vénus, ni assez bien portant pour l'être sur la terre. Pour beaucoup de raisons, on ne peut pas admettre que Vénus possède un satellite; l'observation de Scheutten demande donc une autre explication.

Vers la fin de février 1762, Jean-Gaspard Staudacher, de Nuremberg, observateur assidu des taches solaires, aperçoit un point noir et bien rond qui a disparu le lendemain, et il se demande aussitôt s'il ne s'agit pas là d'une nouvelle planète. Des taches rondes, très noires et très petites, se déplaçant sur le disque du soleil et mettant plusieurs heures à le traverser, ont été vues en 1798 à Tarbes par le chevalier Dangos, dont la bonne foi est malheureusement suspecte et l'autorité douteuse, à Quedlinbourg, à diverses reprises, de 1798 à 1802, par le pasteur Fritsch. Des observations analogues ont été faites: le 29 mars 1701 par Cassini à Montpellier, — le 6 janvier 1818 à Ipswich par Capel Lofft, — les 26 juin et 9 octobre 1819, le 12 février 1820 et le 31 juillet 1826 par le chanoine Stark, à Augsbourg, — en octobre 1839 par M. de Cuppis, à Rome, — en 1847 par M. Benjamin Scott et M. Wray à Londres, — en 1853 par M. Jaennicke à Francfort-sur-le-Mein, — en 1857 par l'avocat Ohrt à Wandsbeck, etc. L'une des observations de Stark a été confirmée d'une manière très curieuse. Stark aperçut, le 12 février 1820, à midi, une petite tache bien ronde, de couleur orange, qui avait disparu vers quatre heures et demie du soir. *Le même jour,* l'abbé Steinheibel, d'Engesfeld près Vienne, vit à dix heures trois quarts une petite tache de forme circulaire et de couleur orange qui mit cinq heures à traverser le disque solaire. Cette coïncidence de deux observations indépendantes n'est-elle pas très significative? De 1834 à 1836, le conseiller von Pastorff, qui avait un petit observatoire dans sa terre de

Buchholtz, près de Francfort-sur-l'Oder, fut témoin de neuf passages de deux petites taches rondes d'un noir de jais, qui chaque fois accomplirent leur trajet en quelques heures, et qui paraissaient tantôt très serrées l'une contre l'autre, tantôt plus distantes.

Toutes ces observations, disséminées dans un grand nombre de recueils, étaient oubliées. Aussi, quand on annonça, en 1860, l'observation du docteur Edmond Lescarbault, médecin à Orgères (Eure-et-Loir), cette nouvelle fit beaucoup de sensation.

Le 26 mars 1859, vers quatre heures du soir, M. Lescarbault était occupé à explorer la surface du soleil, lorsqu'il aperçut tout près du bord un point noir parfaitement rond dont il estima le diamètre au quart de celui de Mercure, observé par lui lors de son passage de 1845. M. Lescarbault nota l'instant de cette observation, et détermina, tant bien que mal, la position de son point noir; il en guetta ensuite la sortie, qui eut lieu à 5 heures 22 minutes 44 secondes. Le passage avait duré 1 heure et 17 minutes; si la tache eût passé par le centre du disque lumineux, la durée du phénomène aurait été de 4 heures 1/2.

M. Lescarbault attendit neuf mois avant de faire connaître son observation; il a expliqué ce retard par le désir qu'il aurait eu de revoir le petit astre avant d'en parler. Les détails qu'on vient de lire furent communiqués à l'Académie des sciences le 2 janvier 1860, et la nouvelle planète reçut le nom de *Vulcain*, qui lui convenait en effet très bien; mais peu de temps après un astronome français, M. Liais, président de la commission géodésique du Brésil, déclara qu'il avait examiné, le même jour et à la même heure, à Olinda, la région du soleil où M. Lescarbault affirmait avoir vu sa planète, et qu'il avait trouvé cette partie du disque absolument pure et exempte de taches. Cette preuve négative ne pouvait pas être d'un grand poids pour infirmer le témoignage si positif du docteur Lescarbault. Ce qui est beaucoup plus grave, c'est que sa planète n'a pu encore être retrouvée. D'après les données de son observation, Vulcain devrait se montrer assez souvent sur le disque solaire, vers la fin de mars et au commencement d'octobre; mais d'actives recherches, qui ont été faites aussi bien par les astronomes européens que par ceux de l'Amérique, de l'Inde et de l'Australie, sont restées absolument sans résultat. M. le conseiller Schwabe (en Allemagne tout le monde est conseiller) observe le soleil depuis 1826 dans l'espoir de découvrir une planète intra-mercurielle; jusqu'à ce jour, il n'a jamais rien aperçu. Il est vrai que deux observations de ce genre ont été faites en 1862 et en 1865; mais elles ressemblent si peu à celles de M. Lescarbault qu'on n'ose les revendiquer en sa faveur. M. Lummis, employé au bureau des chemins de fer à Manchester, affirme avoir vu un point noir bien défini cheminer sur le soleil, dans la matinée du 19 mars 1862; mais l'observation a été interrompue, et, si l'on s'en rapporte au croquis de M. Lummis, le point noir n'aurait mis que de une à deux heures à parcourir le diamètre solaire, ce qui est trop peu pour Vulcain. La même chose peut se

dire de l'observation de M. Aristide Coumbary, qui a vu, le 8 mai 1865, à Constantinople, un point noir se séparer d'une tache voisine du bord oriental du soleil; il l'a suivi pendant quarante-huit minutes, jusqu'à ce qu'il disparut par le bord occidental. D'après le croquis adressé à M. Le Verrier, un passage central eût duré environ une heure. Si donc cette observation se rapporte à une planète, il est certain que ce n'est pas celle de M. Lescarbault.

Voilà où en est la question des planètes intra-mercurielles. Les verrons-nous quelque jour figurer parmi les planètes officiellement reconnues? C'est ce que l'avenir peut seul nous apprendre. En attendant, la lacune signalée par M. Le Verrier existe toujours.

R. RADAU.

ESSAIS ET NOTICES.

QUATRE FEMMES AU TEMPS DE LA RÉVOLUTION,

par l'auteur des *Souvenirs de Mme Récamier*.

Les traités de morale, les livres d'éducation, les recueils de préceptes, tous ces moyens abstraits et didactiques de fortifier les âmes et d'agir sur les cœurs n'ont aujourd'hui qu'une faible vertu. Nous aimons peu les leçons qu'on nous donne; tout au plus souffrons-nous celles qui nous viennent d'elles-mêmes au spectacle des luttes qu'ont soutenues nos pères, des souffrances qu'ils ont endurées. Notre amour de l'histoire, voilà notre sauvegarde : nous permettons qu'on nous raconte ce qu'il nous ennuierait d'entendre professer, et à défaut de la morale proprement dite la morale en action conserve encore la chance d'être enseignée avec profit.

C'est là, ce nous semble, la pensée qu'a dû prendre pour guide l'auteur des esquisses historiques réunies dans ce petit volume que nous avons sous les yeux. Ce sont des portraits de femmes, et tels que la main d'une femme a pu seule les tracer, portraits qui ont entre eux ce trait d'analogie que les modèles, si différens qu'ils soient d'origine, de rang, de sentimens et de croyances, ont tous soutenu la même épreuve avec un courage presque égal, un courage héroïque et viril. Parmi ces femmes, il en est une qui les domine toutes, qui est hautement hors de pair, moins encore par sa couronne et sa naissance que par la grandeur de son infortune et de son âme; c'est l'héroïne du Temple et de la Conciergerie, la plus attrayante des femmes et la plus noble des victimes, la reine Marie-Antoinette. En face de l'auguste martyre viennent deux autres femmes frappées de la même hache et la regardant aussi sans pâlir, Mme Roland et Charlotte Corday; l'une portant sur l'échafaud l'exaltation d'un orgueil généreux à défaut du bienfaisant secours de la grâce chrétienne, l'autre les illusions brûlantes du dévouement patriotique. Puis enfin c'est un groupe de modestes figures moins connues de la foule, d'un héroïsme plus humain, plus simple et tout chrétien, la gloire et le deuil éternels d'une illustre maison; nous parlons de ces cinq sœurs, dignes filles d'une admirable mère, dont la plus

jeune et la moins éprouvée peut-être, Mme de Montagu, nous a raconté les douleurs, et qui, en traversant ces temps calamiteux, semblent avoir lutté entre elles pour nous laisser comme à l'envi les plus merveilleux exemples d'abnégation, de force et de sainteté.

Telle est cette série de portraits si différens les uns des autres, de physionomies si diverses, et cependant tous éclairés de la même lumière, du reflet sombre et sinistre de nos plus néfastes journées. L'auteur s'est bien gardé de forcer les couleurs : son pinceau délicat et sobre se borne à tracer les faits et les laisse parler et s'expliquer eux-mêmes. Nous l'avons déjà dit, c'est une main de femme qui manie ce pinceau, sans prétention d'artiste, avec un talent qui s'ignore et qui parfois s'élève jusqu'à l'art, à force de clarté, de bonne grâce, de convenance dans le récit. Le but évident de ce livre est de montrer ce que valent les femmes aux prises avec le malheur, de le leur dire à elles-mêmes, de leur donner l'exemple, de leur tracer la voie des grands courages. Espérons que les générations présentes ne seront pas appelées à voir grossir le nombre de nos illustres héroïnes; mais en supposant même que l'adoucissement des mœurs nous préserve à jamais de ces tristes retours de maux toujours possibles, ce n'en est pas moins un enseignement solide et profitable, même pour les vertus paisibles du foyer domestique, que la contemplation de vies si noblement sacrifiées et de vertus si saintes et si hautes.

L. VITET.

DONANIEL, DE M. LÉON GRANDET (1).

Parmi les tentatives poétiques de notre temps, il en est bien peu qui ne soulèvent une question chagrine. Qu'avons-nous gardé des anciennes ardeurs, et s'éveille-t-il enfin quelques élans nouveaux? Voici un livre qui porte l'empreinte à la fois des réminiscences et des aspirations inquiètes auxquelles est livrée depuis si longtemps la poésie contemporaine. L'empreinte des réminiscences est très vive, et à première vue, surtout après avoir lu les vers qui servent d'épigraphe, on serait presque tenté de ranger M. Léon Grandet parmi quelques champions attardés du vieux romantisme. Cependant, à mesure qu'on avance dans la lecture de ce récit poétique, on se rassure, et on reconnaît, à travers bien des inégalités d'exécution, un accent satirique, une verve railleuse de bon aloi. Le tort de l'écrivain, c'est de ne s'être pas consulté assez sévèrement lui-même sur la vraie direction de son esprit, sur la véritable portée de ses forces. Il est évident que l'influence salutaire et très visible exercée sur lui par la lecture de *Namouna*, de *Rolla*, des *Nuits*, a été combattue par mille courans contraires, surtout par l'action du faux pittoresque et du moyen âge de fantaisie d'après 1830. Quoi qu'il en soit, la vie circule dans quelques parties de ce poème, et fait excuser les négligences trop nombreuses d'exécution, les rimes impossibles, les fautes mêmes contre la grammaire. Quel travail d'épuration, de concentration, se fera plus tard chez l'auteur de *Donaniel*, c'est ce que ses nouvelles tentatives nous apprendront. En attendant, nous

(1) 1 vol. in-18, Achille Faure.

voudrions montrer par quelques citations la voie où il semble surtout appelé à réussir. Donaniel, il est bon qu'on le sache, est le fils de don Juan et d'une bohémienne; il quitte l'Espagne pour la France, où il mène une vie digne de son père, passant du palais à la taverne, de la reine à la courtisane, pour venir s'agenouiller, dans un cimetière, sur la tombe d'une jeune fille tendre et pieuse, la seule qui lui ait inspiré un véritable amour. Voici une page où l'auteur salue l'arrivée de son héros en France, et qui appartient à cet ordre d'inspirations satiriques où il peut rencontrer un jour l'originalité :

Jeune homme, tu nous viens dans un temps misérable.
Nous n'avons rien gardé des antiques vertus.....
As-tu, jeune insensé, quelque idéal dans l'âme?
Portes-tu dans ton cœur quelque amour, quelque foi?
Tourne bride, et va-t'en! Notre contact infâme
T'aurait bientôt souillé. Tourne bride, crois-moi!
Le saint enthousiasme est mort sous les risées.
A nous rendre meilleurs nul n'a pu réussir,
Et nous n'espérons plus les célestes rosées,
Et nous n'attendons plus le Messie à venir!

Comment se finit le voyage? On l'a vu, dans un cimetière, et la douloureuse apostrophe à la nature qui échappe alors au fils de don Juan marque encore chez M. Grandet un de ces momens où une heureuse influence poétique s'exerce en lui et l'enlève à de puériles réminiscences.

O nature, on le sait, toi seule es immortelle,
Et tu n'es qu'une tombe et qu'un vaste berceau;
Mais pourquoi, réponds-nous, ô nature cruelle,
A quelques-uns de nous fis-tu la part moins belle
Qu'à la fauvette blanche et qu'au brun passereau?
Pourquoi nous donnas-tu la pensée et l'étude
Pour irriter nos cœurs sans les rassasier?
Pourquoi nous remplis-tu de telle inquiétude
Qu'en regardant des cieux la morne solitude,
Faibles, nous ne savons que gémir et prier?
Puisque quelques instans nous ne couvrons la terre
Que pour rentrer bientôt dans les gouffres profonds,
Pourquoi ces maux qu'on craint, ces bonheurs qu'on espère?
Pour créer l'homme heureux, sainte nature, ô mère,
Il fallait enlever la pensée à nos fronts!

Nous en avons dit assez pour montrer qu'il y a dans ce volume, comme dans beaucoup d'autres essais poétiques de ce temps, les souvenirs d'un passé qui déjà s'éloigne et la recherche d'un avenir qui n'est que confusément entrevu. Quand à ces signes caractéristiques s'unit une sorte de verdeur, de confiance juvénile, on ferme le volume avec un sentiment d'espoir, sinon de satisfaction complète. C'est ce qui nous a engagés à signaler le *Donaniel* de M. Grandet comme un de ces essais où, parmi de nombreuses imperfections, on n'en remarque pas moins un entrain, une facilité de bon augure.

V. DE MARS.

TABLE DES MATIÈRES

DU

SOIXANTE ET UNIÈME VOLUME

SECONDE PÉRIODE. — XXXVIe ANNÉE.

JANVIER — FÉVRIER 1866.

Livraison du 1er Janvier.

LES CHEMINS DE FER FRANÇAIS EN 1866 ET LEUR INFLUENCE SUR LA PROSPÉRITÉ DU PAYS, par M. CHARLES LAVOLLÉE. 5

LES RUSSES DANS LE CAUCASE. — II. — L'EXODE DES CIRCASSIENS ET LA COLONISATION RUSSE, par M. ÉDOUARD DULAURIER, de l'Institut. 41

UNE ANNEXION D'AUTREFOIS. — PHILIPPE II ET LE ROI DOM ANTONIO DE PORTUGAL, par M. CHARLES DE MAZADE. 68

HUIT MOIS EN AMÉRIQUE A LA FIN DE LA GUERRE, LETTRES ET NOTES DE VOYAGE. — 1864-1865. — VIII. — UN MONASTÈRE PROTESTANT. — LA CAMPAGNE DE GEORGIE ET LE JOUR DE L'AN A NEW-YORK, par M. ERNEST DUVERGIER DE HAURANNE. 105

LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES EN FRANCE ET EN ANGLETERRE, par M. J. SIMON, de l'Institut. 151

LA MARQUISE DE CIREIX, par M. HENRI RIVIÈRE. 176

DE L'INSTRUCTION DU PEUPLE AU XIXe SIÈCLE. — II. — L'INTERVENTION DE L'ÉTAT DANS L'ENSEIGNEMENT EN ANGLETERRE ET DANS LES COLONIES ANGLAISES, par M. ÉMILE DE LAVELEYE. 214

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. 241

REVUE MUSICALE. — *Le Voyage en Chine,* de M. Bazin, etc., par M. F. DE LAGENEVAIS 253

ESSAIS ET NOTICES. 262

Livraison du 15 Janvier.

L'ITALIE ET LA VIE ITALIENNE. — VII. — FLORENCE, LE MOYEN AGE, LE XVe SIÈCLE ET LA RENAISSANCE, par M. H. TAINE. 273

PROUDHON ET SES ŒUVRES COMPLÈTES, par M. EUGÈNE PELLETAN. 328

MADAME DE NAILHAC, UN SPHINX DE LA VIE MONDAINE, par M. ***. 353

EXPÉDITIONS PROJETÉES AU PÔLE NORD. — DE LA POSSIBILITÉ D'ATTEINDRE LE PÔLE

NORD, NOUVEAUX PLANS DE CAMPAGNE PROPOSÉS EN ANGLETERRE ET EN ALLEMAGNE, par M. CHARLES MARTINS. 398
ÉTUDES SUR LES TRAVAUX PUBLICS. — LES CHEMINS DE FER VICINAUX, par M. H. BLERZY. 435
HUIT MOIS EN AMÉRIQUE A LA FIN DE LA GUERRE, LETTRES ET NOTES DE VOYAGE. — 1864-1865. — IX. — LA VIE POLITIQUE A WASHINGTON, LE CAPITOLE ET LA MAISON-BLANCHE, par M. ERNEST DUVERCIER DE HAURANNE. 459
L'HISTOIRE DE LA PHILOSOPHIE ET L'ÉCLECTISME, par M. P. JANET, de l'Institut. 504
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. 529
ESSAIS ET NOTICES. — LE GÉNÉRAL PRIM, par M. CHARLES DE MAZADE. . . . 540

Livraison du 1er Février.

RIVALITÉ DE CHARLES-QUINT ET DE FRANÇOIS Ier D'APRÈS DE NOUVEAUX DOCUMENS. — CAPTIVITÉ DE FRANÇOIS Ier APRÈS LA BATAILLE DE PAVIE, par M. MIGNET, de l'Académie Française. 545
HUIT MOIS EN AMÉRIQUE A LA FIN DE LA GUERRE, LETTRES ET NOTES DE VOYAGE. — 1864-1865. — X. — UNE VISITE A L'ARMÉE DU POTOMAC, par M. ERNEST DUVERGIER DE HAURANNE. 585
LA PHILOSOPHIE DE GOETHE. — IV. — LES TYPES PHILOSOPHIQUES DANS LA POÉSIE DE GOETHE : PROMÉTHÉE, MÉPHISTOPHÉLÈS ET FAUST, par M. E. CARO. . . 623
BARBERINE AU JOUG, ROMAN DE LA VIE DOMESTIQUE ANGLAISE, de M. Edmund Yates, première partie, par M. E.-D. FORGUES. 656
LA DIPLOMATIE ET LA MARINE RUSSES DANS LES MERS D'ORIENT, par M. V. DE MARS. 693
L'AGRICULTURE EN 1865, par M. LÉONCE DE LAVERGNE, de l'Institut. 719
LA CONTRE-GUÉRILLA FRANÇAISE AU MEXIQUE, SOUVENIRS DES TERRES CHAUDES. — II. — LA GUERRE DE PARTISANS DANS LE TAMAULIPAS, par M. É. DE KÉRATRY. 738
LES MŒURS ET LE THÉATRE EN 1866, par M. J. J. WEISS. 776
COMÉDIE-FRANÇAISE. — *Le Lion amoureux*, de M. Ponsard, par M. SAINT-RENÉ TAILLANDIER. 791
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. 804

Livraison du 15 Février.

HUIT MOIS EN AMÉRIQUE A LA FIN DE LA GUERRE, LETTRES ET NOTES DE VOYAGE. — 1864-1865. — XI. — BALTIMORE, UNE VILLE DU SUD. — PHILADELPHIE. — NÉGOCIATIONS PACIFIQUES, par M. ERNEST DUVERGIER DE HAURANNE. . . 817
RIVALITÉ DE CHARLES-QUINT ET DE FRANÇOIS Ier. — TRAITÉ DE MADRID ET DÉLIVRANCE DE FRANÇOIS Ier, par M. MIGNET, de l'Académie Française. 856
UN PRINCE ALLEMAND DU XVIIIe SIÈCLE D'APRÈS DES MÉMOIRES INÉDITS. — II. — CHARLES DE HESSE ET LES ILLUMINÉS, par M. SAINT-RENÉ TAILLANDIER. . 891
BARBERINE AU JOUG, ROMAN DE LA VIE DOMESTIQUE ANGLAISE, de M. Edmund Yates, seconde partie, par M. E.-D. FORGUES 926
LA CONTRE-GUÉRILLA FRANÇAISE AU MEXIQUE, SOUVENIRS DES TERRES CHAUDES. — III. — EXPÉDITION DU NORD. — MEJIA ET L'ARMÉE MEXICAINE. — CARBAJAL ET LES AMÉRICAINS, par M. É. de KÉRATRY. 996
DE L'EXTRADITION DES ACCUSÉS ENTRE LA FRANCE ET L'ANGLETERRE, par M. PREVOST-PARADOL. 1012
REVUE MUSICALE. — *Fior d'Aliza*, de M. Victor Massé. — LES REPRISES ET LES DÉBUTS, par M. F. DE LAGENEVAIS 1029
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. 1045
LES LACUNES DU SYSTÈME SOLAIRE, par M. R. RADAU. 1057

Paris. — J. CLAYE, Imprimeur, 7 rue Saint-Benoît.